



BIBL. NAZ.
Vitt. Emanuele III

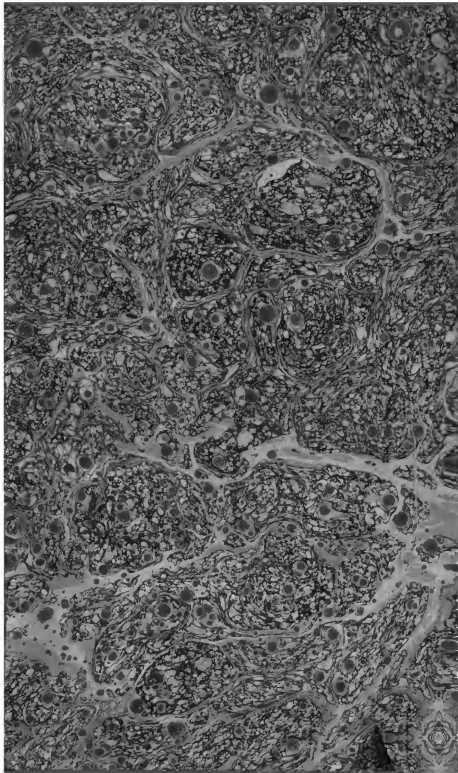
II
SUPPL.
PALATINA

B

338

NAPOLI

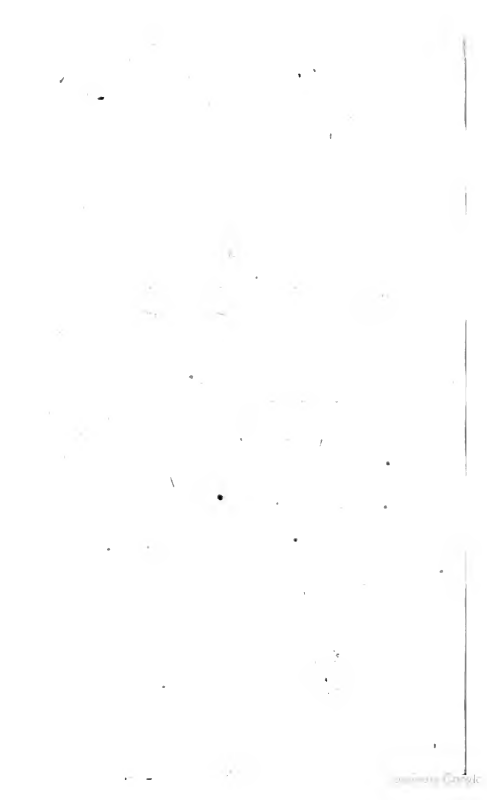
(17



842. XVII

Isuff. Plot. B. 330

HISTOIRE
DE
FRANCE.
XVII.



650615

HISTOIRE DE FRANCE,

Commencée par Velly, continuée par VIL-
LARET, et ensuite par GARNIER, jusqu'au
milieu du 16.^e siècle.

SECONDE PARTIE,

Depuis la naissance de Henri IV, jusqu'à la mort
de Louis XVI ;

PAR ANT. FANTIN DES ODOARDS.

DYNASTIE CAPÉTIENNE. — BRANCHE DE BOURBON.

Statui res gestas ut quæque memoria digna
videbantur perscribere, eò magis quod mihi
a spe, metu animus liber erat.

SALLUST. BELL. CATIL. *Ven.* an. 1545.

TOME DIXIÈME.

PARIS.

FANTIN et C.^{ie}, Libraires, quai Malaquais, N.^o 3.
REY et GRAVIER, Lib., quai des Augustins, N.^o 55.
DELAUNAY, Libraire, Palais-Royal, galerie de bois,
N.^o 243.



1819.



HISTOIRE

DE

FRANCE.

DEUXIÈME PARTIE.

LIVRE TRENTE-DEUXIÈME.

Louis XV.

1. Paix d'Aix-la-Chapelle. — 2. Mémoire présenté par les Corses au congrès d'Aix-la-Chapelle. — Extrémités auxquelles la guerre réduit les empires. — 3. Imposition du vingtième. Nouvelles observations sur les colonies françaises. — Composition du ministère. — 4. Gouvernement de la marquise de Pompadour. — Manufacture de Sèvres. — Occupations du roi. — Nouveaux procédés des arts. — 5. L'Infant Philippe prend possession de ses états. — Querelles religieuses. — Refus de sacrements. — Projet de supprimer la taille. — 6. Deux astronomes constatent la figure de la terre. — Ecole de marine. — Grandes routes. — Ecole militaire. — Embellissement de Paris et des grandes villes de France. — 7. Mort du maréchal

Tome X.

de Saxe. — Négociations pour l'élection d'un roi des Romains. — 8. Suites de l'insurrection des Corsés. — Dissensions intérieures en France. — Enlèvement du prince Edouard. — Exil du parlement. — Naissance de Louis XVI. — 9. Ouvrages philosophiques. — Explications données par le pape au sujet de la bulle. — [Extension du pouvoir du grand conseil. — 10. Guerre entre la France et l'Angleterre. — Tremblement de terre de Lisbonne. — 11. Traités d'alliance. — 12. Prise de Minorque par les Français. — Guerre d'Allemagne. — 13. Guerre de Corse. — Belle-Isle entre dans le conseil. — Lit de justice. — Nouvel exil du parlement. — 14. Le roi est entièrement livré à la marquise de Pompadour. — Elévation et chute de Bernis. — 15. Assassinat de Louis XV. — Rappel du parlement. — Suite de la guerre d'Allemagne. — Machault et d'Argenson exilés. — Moras, ministre de la marine. — Paulmi, ministre de la guerre. — 16. Richelieu commande en Allemagne. — Convention de Closter-Severn. — Batailles de Rosbac et de Lissa. — 17. Compagnie des Indes. — Lally est envoyé à Pondichéry. — 18. Prise de Louisbourg par les Anglais. — 19. Berrier, ministre de la marine. — Choiseul, ministre. — Mort de Benoît XIV. — Election de Clément XIII. — Le maréchal de Richelieu revient à Paris.

1748.

1. DEPUIS huit ans la guerre désolait l'Europe ; les peuples, affaiblis par leurs victoires et par leurs défaites, soupiraient après la paix. Près de sept mille navires marchands de France, d'Espagne, de Hollande, d'Angleterre, étaient devenus la proie des corsaires dans le cours de ces réciproques déprédations. Les armées avaient dévasté la moitié de

l'Italie, de l'Allemagne et de la Belgique. On recrutait difficilement les dévastateurs. La reine de Hongrie, parvenue à placer son époux sur le trône de Germanie, payait cet avantage par la perte de ses riches provinces belgiques. La cour de France, les ayant réduites sous ses lois, en tirait des contributions énormes : tristes droits de la guerre. La France, victorieuse sur la Meuse et sur le Rhin, voyait sa marine anéantie, ses finances épuisées, son commerce et son industrie en souffrance, sa population et ses cultures diminuées, ses plus riches colonies menacées. Des prises immenses avaient couronné les efforts de la marine britannique ; cependant cet empire succombait sous le faix des subsides payés aux gouvernements ennemis de la France. On désirait à Berlin et à Turin une paix, dont les clauses devaient consolider les acquisitions des rois de Prusse et de Sardaigne. Le nouveau roi d'Espagne craignait le démembrement de ses provinces américaines, et se flattait d'obtenir par la paix à l'Infant Philippe, son frère, une souveraineté en Italie.

De toutes les nations en guerre, la hollandaise était celle à qui la paix devenait la plus nécessaire. On comptait en France plus de trente-cinq mille soldats hollandais prisonniers de guerre. Les Français investissaient Maestricht, la république était menacée de passer sous les lois de la France. La paix fut signée à Aix-la-Chapelle. Toutes les puissances garantirent à l'impératrice-reine la succes-

1748.

sion de la maison d'Autriche, à l'exception de la Silésie et du comté de Glatz, dont le roi de Prusse resta en possession. L'Infant Philippe obtint les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla reversibles à la maison d'Autriche, si ce prince mourait sans postérité. Le roi de Sardaigne gardait la partie du Milanais dont la cession lui avait été assurée par Marie-Thérèse; il renonçait à Final, conservant sur la côte de Gênes le seul district d'Oneglia possédé par lui depuis long-temps. La convention de l'Assiento était confirmée en faveur de l'Angleterre pour quatre ans. Toutes les puissances reconnurent le grand duc de Toscane en qualité d'empereur d'Allemagne. Les Anglais rendirent à la France l'île du Cap Breton. On restitua les autres conquêtes de part et d'autre. La discussion concernant les limites de l'Acadie fut remise au jugement de commissaires respectifs. Le port et les fortifications de Dunkerque restèrent sur le pied fixé par les traités précédens.

On avait commencé cette guerre en France sans le moindre intérêt, aucun avantage n'en compensa le poids écrasant. La dette publique de France s'accrut d'une manière alarmante. Combien n'eût-elle pas été florissante, si son gouvernement avait employé ses immenses ressources à relever sa marine, à étendre ses liaisons commerciales, à perfectionner ses manufactures, à creuser des canaux. Les Anglais devaient partager avec les Français une entière indifférence pour les événemens de la

succession de Charles VI. Georges II voyait, dit-on, avec jalousie le roi de Prusse devenir une puissance prépondérante en Europe. L'expéditive prévoyance de Frédéric II rompit les mesures de la cour de Londres. Les Hollandais furent forcés de créer un stadhouder, dont l'autorité tendait insensiblement à transformer la république en monarchie. Ils se repentirent trop tard d'avoir enfreint une neutralité seule convenable à leur position. La paix vint consoler les hommes ; on se flatta que des vaines mesures de l'ambition trompée durant cette guerre, naîtrait un bien inestimable, démontrant aux principales puissances combien rarement les crises, dans lesquelles on jette l'Europe sans en calculer la réaction, produisent l'effet attendu par la politique. Cette observation, fruit de l'expérience, semblait devoir tourner leur ambition vers les améliorations intérieures qui assurent la gloire et la puissance des monarques, augmentant le bonheur des peuples soumis à leur empire.

On regardait généralement comme inconvenante et impolitique la clause du traité, dans lequel on stipulait que le port de Dunkerque resterait démantelé. La victoire donne à un guerrier le droit de s'approprier ses conquêtes : s'il désire une paix durable, il ne doit pas laisser à l'ennemi vaincu des sujets permanens d'humiliation ; les regrets, causés par la perte d'une province, s'affaiblissent et disparaissent insensiblement. Le sentiment de la honte s'irrite au contraire de jour en jour ; le

1748. temps, au lieu de l'éteindre, le voit s'augmenter sans cesse; le vainqueur raisonnable exigera de son ennemi les seuls sacrifices auxquels il se soumettrait lui-même sans répugnance dans l'adversité. On trouve trop de faux prétextes d'enfreindre les traités, sans y ajouter le désir légitime de se soustraire à l'ignominie. Les Anglais n'auraient pas opiniâtement exigé la destruction du port de Dunkerque, s'ils avaient pu savoir combien de fois les Français dirent au fond de leur cœur: « Aurons-nous long-temps à souffrir cet avilissement »?

On doit aussi imputer à une précipitation, dont les motifs seront probablement toujours ignorés, la faute impardonnable, faite par les ministres français, de n'avoir pas déterminé les limites de l'Acadie. Cette négligence laissait subsister un principal sujet de dissensions entre les Anglais et les Français. On devait prévoir que ces dissensions occasionneraient une nouvelle guerre.

Le traité d'Aix-la-Chapelle fut l'ouvrage de la nécessité, la suite de l'épuisement où se trouvaient la France et l'Angleterre. Voilà la réponse aux vaines clameurs élevées à Londres et à Paris contre plusieurs articles de cette pacification: « Il fallait continuer la guerre, disaient les Anglais du parti de l'opposition; les Français, réduits à la détresse, auraient été forcés de laisser Louisbourg à l'Angleterre ». Les partisans du gouvernement opposaient des argumens destructeurs de cette spéculation; le plus concluant était l'ancantissement du crédit

public à Londres. Les hostilités , recommençant peu d'années après , apprirent assez à l'Europe que les Anglais , négociant la paix à Aix-la-Chapelle , se ménageaient le moyen d'ensanglanter de nouveau le globe quand ils seraient en état de recommencer la guerre.

Par une convention particulière , le prince Edouard-Stuart fut contraint de sortir de France.

2. Parmi les mémoires présentés aux plénipotentiaires d'Aix-la-Chapelle , on distingua un écrit adressé par les Corses ; il mettait au grand jour les excès de tout genre auxquels les Génois s'étaient livrés dans cette île. On le lut avec intérêt , et on le laissa sans réponse. Le marquis de Cursay , colonel du régiment de Tournaisis , et le comte de Chauvelin , ministre de France à Gènes , furent chargés par Louis XV de terminer les troubles de Corse. Une *consulta* tenait ses séances à Biguglia Cursay fit part aux députés des intentions du roi ; il ajouta : « Les lois sous lesquelles vous allez vivre seront si douces , que la Corse pourra se regarder comme la région la plus fortunée de l'univers. La *consulta* , gagnée par cette espérance , remit à Cursay les places conquises sur les Génois , à la charge de les rendre si l'accommodement entre les Corses et les Génois ne s'effectuait pas. Cursay , par les armes de la persuasion , acquit sur les Corses une autorité presque sans bornes. Ce guerrier gouverna l'île durant quatre ans ; les Corses connurent le bonheur sous son administration paternelle : on ne

1748. vit jamais les crimes plus rares, les lois plus respectées, l'harmonie, entre toutes les parties de l'état, mieux entretenue.

Un moyen assuré de diminuer les préjugés des peuples est de dissiper leur ignorance. Cursay fonda une académie à Bastia ; il favorisa le commerce et l'agriculture ; il cimentait l'attachement des Corses pour lui par des bienfaits , et non en tolérant leurs désordres. La tranquillité de l'île eût été rétablie par ses soins , si des intrigues ne l'avaient fait rappeler en 1752. Les Corses parlent encore aujourd'hui avec attendrissement des courtes années de son administration. La cour de France annonçait des vues nouvelles au sujet de cette île : elles en changèrent le gouvernement.

Au moment où la paix ouvrait en France les sources du commerce et de l'industrie, on chercha d'abord les moyens de rétablir les finances. La cour sentait la nécessité de diminuer les impôts : on n'en voyait pas la possibilité sans manquer aux engagements publics.

Déplorables suites du fléau de la guerre attiré souvent par les rois sur leurs sujets par des raisons les plus frivoles ! Louis XV et le dauphin , après la bataille de Fontenoi , parcourant le champ de bataille , eurent pour la première fois devant les yeux le spectacle horrible d'une terre abreuvée de sang humain ; ils virent des milliers de membres séparés de leur tronc , des milliers de mourans

faisant de vains efforts pour s'éloigner d'un tas de morts. Ces princes versèrent des larmes ; la nature outragée les leur arrachait. Ce dégoûtant tableau n'exprime cependant pas les suites les plus funestes de la guerre. Les guerriers tombent dans une bataille , comme les feuilles des arbres , par un vent d'automne. Leur sang , versé à grands flots , s'oublie bientôt : il faut les remplacer.

Au sein des campagnes , on va chercher les nouveaux soldats destinés au sort éprouvé par leurs devanciers. De paisibles agriculteurs sont enlevés des bras de leurs parens désolés. Au bout d'un petit nombre d'années , les jeunes gens manquent dans les villages. La terre , n'étant plus remuée par leurs mains robustes , perd sa fécondité , l'inquiétude s'empare des peuples ; cependant les dépenses de la guerre ont surchargé toutes les classes de la société , dans le temps où la diminution des revenus territoriaux ou industriels les rend moins en état de supporter cette augmentation d'impôts. Toutes les classes se foulent les unes sur les autres. Les nouveaux impôts livrent à l'indigence les familles précieuses qui sont les mères et les nourrices des armées. Si la guerre se prolonge , la difficulté d'établir de nouvelles taxes force d'adopter d'autres expédiens : on a recours aux emprunts ; opération fatale , dans laquelle les races futures sont sacrifiées à la génération présente.

Une facilité de se procurer de l'or par cette méthode , offrant un appât à ceux que l'égoïsme

1748. ou l'exiguité de leur fortune porte à se constituer eux-mêmes leurs héritiers , rend les guerres plus longues , et non plus décisives. Les nations perdent jusqu'à l'espérance , unique adoucissement au sort des malheureux. Le jour de la paix ne sera plus l'instant fortuné où le devoir ne forçant pas les citoyens à se sacrifier pour la patrie attaquée , l'aisance renaîtra dans le foyer domestique à la suite de la tranquillité publique : il faudra payer les charges courantes , celles qui furent arréragées durant la guerre , et les intérêts des capitaux empruntés pour la faire durer plus long-temps. De nouveaux impôts seraient nécessaires pour porter cette surcharge : on craint les murmures. Cette appréhension force le gouvernement à ouvrir de nouveaux emprunts. On augmente le mal ; au lieu de le guérir.

La misère ne se manifeste pas dans Paris et dans les grandes villes. Des causes particulières y entretiennent un luxe sous lequel se cache l'indigence honteuse. On voit la pauvreté se promener au milieu des grandes villes en broderie et en rubans ; elle se montre nue dans les campagnes. Le découragement devient général. Une longue paix pourrait le diminuer , mais les traités entre les cours européennes peuvent être considérés comme de simples trêves. Le gouvernement qui le premier s'est procuré de l'or entre le premier en campagne. Une guerre à peine finie recommence. Au sein de cette alternative d'hostilités malheureuses et de

paix inutiles , les empires marchent vers leur 1748.
décadence.

On parle des siècles de barbarie avec un mépris mêlé d'horreur. La guerre alors était un état violent ; c'est presque , de nos jours , un état habituel. Les hostilités sont ordinairement moins cruelles. Les vainqueurs se permettent rarement des atrocités après les combats ; les prisonniers ne sont plus réduits à l'esclavage. On ne détruit pas toujours par le fer et par le feu les villes conquises , mais l'excessive multiplicité des armées européennes est un fléau permanent. On ne le connaissait pas avant le règne de Louis XIV.

Un temps viendra peut-être où les peuples auront en horreur les hommes dont l'humeur sanguinaire devint la terreur de leurs voisins. Les princes , entraînés par l'opinion publique , partageront la sagesse de leur siècle ; ils ne tiendront plus à honneur de remplir l'histoire de leur règne des malheurs causés par les expéditions les plus brillantes. La voix de la vérité instruira les gouvernans et les gouvernés des objets dignes de leur admiration ; l'humanité ne se trainera plus en suppliante devant ceux qui la foulaient aux pieds. Les fléaux seront regardés comme des fléaux ; les crimes éclatans cesseront d'occuper les veilles des grands artistes.

Quand une nation est parvenue à se circoncrire dans ses bornes naturelles , sa prépondérance ne se fonde pas sur la guerre , mais sur les richesses ,

1748. fruits d'une grande population, d'une excellente agriculture, de manufactures florissantes. L'honneur national se compose de plusieurs idées très-déliées; elles se développent à l'aide de l'instruction dont les richesses sont la mère. Ce développement, laissant apercevoir les écarts où peut tomber l'imagination, enseigne combien il est peu sage d'affaiblir ses ennemis autant que le sort des armes pourrait le permettre. Aucune nation ne travaille à la ruine des autres, sans préparer de loin son propre asservissement.

Il est des momens où la fortune offre à un peuple une notable augmentation de puissance. La fragile durée de cette prospérité subite se démontre par toutes les pages de l'histoire. Mieux vaudrait peut-être de soutenir ses rivaux que de les écraser. Sparte refusa de rendre Athènes esclave; elle se trouva bien de cette générosité. Rome se repentit au contraire d'avoir détruit Carthage. La trop grande étendue de l'empire d'Alexandre et de Charlemagne en précipita la ruine. Nous avons vu l'empire de Napoléon s'écrouler tout-à-coup. L'Angleterre n'aurait peut-être pas perdu ses colonies d'Amérique, si elle eût laissé le Canada à la France.

Il ne convient pas à une grande nation riche et industrielle de se livrer à un esprit d'inquiétude, convenable aux puissances du second ordre perpétuellement menacées d'être envahies. Contente

de l'importance due à sa masse imposante , sans chercher à l'augmenter aux dépens des autres ; ses ressources doivent se tourner vers le complément de la félicité publique. Quand il fut question d'envoyer une grande armée dans les défilés de la Bohême au secours de Prague, le contrôleur-général Orri trouva soixante et dix millions. Un ministre employa-t-il jamais cette somme à des améliorations capables de doubler la fortune publique ? Avec soixante et dix millions , les landes de Bordeaux se couvriraient de villages ; les marais de la Vendée feraient place à de riantes prairies ; les bruyères de la Champagne et de la Bretagne se changeraient en riches guérets ; des canaux navigables couperaient la France en tous sens.

Si chaque peuple connaissait ses véritables intérêts, la terre et la mer ne se feraient mutuellement la loi : il s'établirait entre les nations maritimes et les nations méditerranées un équilibre d'industrie et de puissance. Chacun cultiverait et recueillerait sur l'élément qui lui est propre. Les empires jouiraient de la liberté d'exportation et d'importation qui règne entre les provinces d'un même empire ; chaque peuple parviendrait à la prospérité à laquelle il est appelé par la nature.

Cette révolution heureuse sera due aux progrès des connaissances humaines, qui affaiblira un grand nombre de préjugés : elle était bien éloignée, quand les plénipotentiaires européens signaient

1748.

1748. la paix d'Aix-la-Chapelle. La bonne intelligence paraissait rétablie entre la France et l'Angleterre ; cependant les armemens continuaient dans les ports britanniques. Tout annonçait le projet de la cour de Londres de recommencer les hostilités à la première occasion favorable. La guerre continuait même dans les Indes , où , comme je l'ai dit , Dupleix avait porté la compagnie française à un degré de splendeur qui s'évanouit bientôt.

Par le traité de paix , les deux compagnies françaises et anglaises recouvraient la liberté de reprendre tranquillement leurs opérations commerciales. L'ambition des agens en ordonna autrement. La guerre avait conduit à Madras et à Pondichéry un grand nombre de soldats, ils furent conservés sous le drapeau. Les deux établissemens, n'étant plus autorisés à combattre directement l'un contre l'autre , employaient leurs forces en faveur des princes Indous. Les deux compagnies consumaient , à ces hostilités indirectes , les fonds du commerce. Chacune se flattait de se dédommager avec les trésors des princes Indous dont elles embrassaient les intérêts. Des guerres inconvenantes acheminaient à une rupture ouverte entre la France et l'Angleterre.

1749. 5. Pendant la guerre , la dette publique de France avait augmenté d'environ 112,000,000. On avait supprimé le dixième , il fut remplacé par un vingtième et deux sous par livre du

dixième. Machault voulait assujettir à cet impôt les privilégiés ; alors il aurait surpassé le produit du dixième. 1749.

Tous les citoyens doivent concourir aux charges publiques dans la proportion de leurs revenus. Cette vérité, combattue par tous les prêtres, se trouvait démontrée dans un grand nombre de livres lus avec avidité. On verra bientôt comment le clergé, craignant d'être soumis aux impôts, se livrant à des démarches imprudentes, déclara la guerre à la philosophie, ébranla le trône, compromit la religion, mais sauva ses immunités. Le produit du vingtième avait été employé en grande partie à la restauration de la marine.

La marine donna l'univers à l'Europe. Cette partie du globe, extrêmement resserrée, dut à ses escadres foudroyantes l'empire obtenu par elle en Asie, en Afrique, en Amérique ; partout les Européens se sont emparés des contrées à leur bienséance ; partout ils s'approprièrent le profit des productions les plus précieuses. La marine, changeant la face du globe, tourna vers de nouvelles vues la politique des grandes puissances européennes.

Avant le règne de Louis XIV, la cour de France, principalement occupée de ses démêlés avec la maison d'Autriche, semblait oublier qu'elle possédait des ports nombreux sur l'Océan et la Méditerranée. Les Espagnols donnaient des lois à des peuples inconnus. La France prenait peu de part

1749. à ces étonnantes expéditions. Coligni , au sein des guerres civiles , avait envoyé un petit nombre de protestans français dans la Floride ; abandonnant cette fertile contrée , ils s'établirent sur les rives brumeuses du fleuve Saint-Laurent. La colonie prit quelque accroissement ; mais après la mort funeste de Henri IV , Richelieu ne s'en occupa d'aucune manière. Les choses changèrent sous le règne de Louis XIV.

Avant cette époque , les Français , possesseurs d'un sol fertile sous le climat le plus heureux , se flattaient d'avoir beaucoup à donner aux autres nations , et presque rien à leur demander. Colbert sentit le désavantage de cet isolement , et quels bénéfices inappréciables s'assureraient un grand peuple , mettant en œuvre les productions du monde entier. Les laines , les soieries , les galons d'or , les étoffes brochées d'or et d'argent , l'orfèvrerie , l'horlogerie , la bijouterie , tout acquit dans les établissemens , dont ce ministre dirigeait les travaux , une beauté à laquelle n'atteignirent pas les autres peuples avant la révocation de l'édit de Nantes. On pouvait augmenter ces branches d'industrie en se procurant les matières premières ; ce fut l'ouvrage de la navigation. On demanda celles dont la France était privée aux diverses parties du globe.

Avant la guerre de la succession , les Français s'étaient établis en Afrique sur les rives du fleuve Sénégal , dans les îles de Madagascar , de Bourbon
et

et de France ; en Asie , à Surate , à Ceilan , à Saint-Thomé et à Pondichéry : ils possédaient en Amérique les îles du Vent et sous le Vent , dont j'ai parlé , et le Canada. On donnait ce nom aux immenses contrées depuis la baie d'Hudson jusqu'à l'Ohio et la péninsule de l'Acadie. Le principal commerce des Canadiens était celui des pelleteries. Les exportations de ce pays s'élevèrent annuellement , après la paix d'Aix-la-Chapelle , à 10,000,000 en pelleteries , à pareille somme en farines et en légumes pour les îles à sucre ; on y comptait cent mille habitans. Ils cultivaient leurs terres sans le secours des nègres. Cette population pouvait s'augmenter par l'effet des arrangemens pris par les Anglais pour tirer un meilleur parti de l'Acadie. Les colons français en avaient été les principaux habitans avant la paix d'Aix-la-Chapelle. Cette paix laissait beaucoup de bras sans occupation en Angleterre. Le ministère proposa aux soldats réformés de s'établir en Acadie , leur accordant cinquante arpens de terre , et une plus grande quantité aux officiers , suivant leur grade. Le trésor public subvenait aux frais du voyage. On promettait d'élever les bâtimens , de fournir des outils d'exploitation. Ces encouragemens déterminèrent , en 1749 , près de quatre mille individus à s'embarquer pour l'Acadie. Ils prirent terre au sud-est de la Péninsule , et bâtirent la ville d'Halisax , après avoir chassé la nation Autochtone des Mikmaks , anéantie presque entièrement par eux.

1749.

Ces nouveaux venus donnaient aux Acadiens français de vives appréhensions. Les uns se transportèrent en Canada avec leurs bestiaux ; les autres se disposaient à prendre la même route. Le gouvernement anglais prévint cette émigration par une conduite inconcevable , les Acadiens furent rassemblés sous prétexte de renouveler leur serment de fidélité au roi d'Angleterre : à peine réunis dans un même lieu , on les embarqua pour diverses colonies anglaises. Les familles , échappées à cette proscription , se réfugièrent en Canada ou en France.

Forcé de dévorer cet affront , le gouvernement français faisait construire des vaisseaux ; il était plus difficile de se procurer des matelots. Les gouvernemens se trompent, s'ils se flattent par des gênes et des prohibitions de multiplier les individus d'une certaine classe. Ces hommes sont conduits par diverses passions, elles ont plus de prise sur les uns que sur les autres ; mais la passion de la liberté affecte l'espèce humaine entière. Dans la molle oisiveté des palais , et parmi les soucieux travaux des campagnes , au sein des richesses et dans les entraves de la misère , l'homme soupire après sa liberté. Si c'est pour lui une nécessité de vendre son travail , il veut du moins choisir ses occupations : le moyen de décréditer une profession, c'est d'y vouer forcément un certain nombre d'individus qui ne peuvent s'en exempter ni l'abandonner.

Sous ce rapport, les classes établies en France comme une pépinière de matelots, loin de remplir cet objet, éteignaient au contraire l'ardeur naturelle des Français pour les voyages de mer. La nature, imprimant dans l'ame des Français une inquiétude particulière, semble les avoir voués aux entreprises colossales. Hommes publics, dirigez cette pente. Faisant sonner aux oreilles de vos concitoyens ces grands mots : Honneur, patrie, récompenses, distinctions, vous obtiendrez des succès au dessus de vos espérances. Qu'avez-vous besoin du régime réglementaire des classes ? La profession de matelot ne favorise-t-elle pas directement le penchant inné des Français pour la nouveauté ? Cette profession sera embrassée par une jeunesse nombreuse, en paix comme en guerre, si elle offre l'assurance d'une subsistance présente et d'un avancement futur : multipliez vos établissemens maritimes, favorisez la pêche sur toutes les mers, récompensez les vertus et le courage, les nations rivales seront étonnées de la quantité de vos matelots.

Quelques idées philosophiques germaient dans la tête de Maurepas : il augmentait par des primes la pêche de la morue sur le grand banc de Terre-Neuve. Il se proposait d'ouvrir, par l'intérieur du Canada, un commerce avec la Louisiane et les colonies anglaises. Maurepas, admis dans les parties de plaisir de Louis XV, eût joui d'une faveur inaltérable, si les bons services et les agré-

1749. mens de l'esprit avaient préservé de disgrâce un ministre dans une cour gouvernée par une femme impérieuse et capricieuse. Louis XV, déposant son casque après ses campagnes en Flandre, sembla renoncer à la gloire et même au sentiment délicat de l'estime publique. Laissant les rênes du gouvernement dans les mains de sa maîtresse, il tomba dans une profonde apathie. On eût dit qu'il abdiquait sa couronne pour goûter sur un lit de roses le repos et le plaisir.

Cette disposition, cachée dans les petits appartemens de Choisi, parut problématique durant quelque temps; elle n'influa pas sur la confiance des peuples au gouvernement, aussi long-temps que la favorite, usant de son pouvoir avec modération, dirigeait les ministres sans étendre manifestement sur eux le poids du despotisme. Le voile tomba quand Maurepas fut contraint de se retirer dans ses terres, coupable d'avoir chanté, au milieu de ses amis et dans l'intimité d'un repas, des couplets dans lesquels les grâces de la marquise étaient critiquées; il eut pour successeur Louis Rouillé, un de ces hommes qui, pour parvenir aux grandes places, ont toujours un plan préparé, dont les développemens, connus d'eux seuls, ne peuvent manquer d'affermir la fortune publique. Rouillé promettait dans quelques mois une marine de quatre-vingts vaisseaux, Louis se contenta de répondre : « Ne manquera-t-il pas à sa parole ? »

Philippeaux de St.-Florentin avait échappé à la

disgrâce de son cousin, par sa soumission aux ordres de la favorite; il était dès-lors gouverné par sa maîtresse, nommée *Sabbatin*, fameuse dans la suite par le honteux trafic fait par elle des grâces, des emplois, et même des lettres de cachet dont son amant fut le grand dispensateur; cette intrigante inspirait à St.-Florentin un aveugle asservissement aux volontés de la maîtresse du roi. Saint-Florentin maria sa maîtresse à un gentilhomme, elle fut alors connue sous le nom de marquise de Langeac. 1749.

St.-Florentin avait le clergé dans son département; ce corps dirigeait à son gré ce personnage d'un caractère timide, disposé à la superstition qui s'allie avec le libertinage. La distribution des lettres de cachet, dont l'abus froid et barbare livra sa mémoire à l'exécration des siècles, ne lui était pas encore confiée en 1749; ce redoutable ministère, source de tant d'injustices, reposait dans les mains du comte d'Argenson, ministre de la guerre. La favorite le soupçonnait d'avoir voulu donner au roi pour maîtresse la marquise d'Estrade, elle n'osait cependant le congédier. Le roi respectait en lui le choix du cardinal de Fleuri; mais par ses brusqueries elle avait dégoûté de la cour le frère de ce ministre. Le marquis d'Argenson, dont le caractère de loyauté contrastait avec la dissimulation habituelle des courtisans, traitant sa franchise de maladresse, ils l'appelaient *la Bête*; montrant leur propre ineptie par cet injuste jugement. Son suc-

1749. cesseur fut Brulard de Puisieux ; la marquise , lui procurant le ministère des relations extérieures , ne pouvait infuser dans son ame les talens nécessaires à cette place ; il fut obligé de donner sa démission. On lui substitua Barberie de St.-Contest ; cet homme , peu accoutumé aux affaires publiques , lutta avec désavantage contre le ministère anglais.

J'ai parlé de Machault : le chancelier d'Aguesseau terminait sa carrière ; Machault avait fait rendre au mois d'avril un édit dans lequel le roi prohibait tout nouvel établissement de collège , séminaire , maison religieuse et même toute acquisition de fonds faite par le clergé , sans l'autorisation royale. D'Aguesseau scella cet édit et donna sa démission ; il mourut à Fresne en 1751.

Dans le conseil siégeait encore le comte de San Severino , venu en France en 1726 , en qualité d'envoyé du grand duc de Toscane ; la finesse attribuée aux Italiens avait déterminé le roi à le charger des intérêts de la France à Aix-la-Chapelle. Ses talens ne l'y firent pas briller ; la nature l'avait gratifié d'un caractère souple , capable de prendre toutes les formes. Il courbait humblement sa tête devant l'idole de la France.

4. La marquise exerçait sur le roi et sur ses ministres une puissance dont le poids était quelquefois sur le point de l'écraser elle-même. Louis XV , dissipé par le tumulte des camps , tombait depuis la paix dans un affaissement dont un cercle de plai-

Le roi le tirait à peine ; cependant la confusion, répandue dans toutes les branches de l'administration , faisait quelquefois impression sur son ame. Le ministre de la marine demandait des sommes supplémentaires destinées à construire des vaisseaux. Machault répondait en présentant des rapports alarmans envoyés par les intendants des provinces ; il disait : « Je ne sais plus comment m'y prendre ; tout le monde me demande , personne ne veut faire crédit ». Dans le conseil , les uns proposaient de mettre la dépense et la recette au pair par de nouveaux impôts , les autres par de nouveaux emprunts : Belle-Isle ouvrait l'avis d'une banqueroute. Les ministres prévoyaient dès-lors le bouleversement de la monarchie arrivé sous nos yeux , ils en reculaient l'époque en ménageant les ressources des reviremens : on étaya de toutes parts l'édifice de l'état ; cet échafaudage effrayait le monarque , on résolut d'éloigner de lui toutes idées sinistres l'environnant de tout ce qui pouvait lui procurer de nouvelles jouissances.

Augmenter les dépenses de la cour était un moyen d'accélérer la crise appréhendée ; les ressources offertes par la France rassuraient les ministres ; la terre , disait-on , fera long-temps le fossé. On jouissait du présent sans songer à l'avenir : un affreux abîme creusé sous le gouvernement devenait chaque jour plus profond. Le conseil , manquant de matières pour le combler , se contentait d'en cacher les bords au monarque. Cette politique

1749. dirigea les petits appartemens jusqu'à la mort de Louis XV.

J'ai déjà observé que la marquise de Pompadour s'aidait du prestige des arts ; le marquis de Marigni leur donnait une protection, éclatante. Il inspira à Louis XV le goût des bâtimens ; la dépense pouvait l'arrêter. Les contrôleurs-généraux eurent ordre, sous peine de destitution et d'exil, de ne trouver rien d'impossible pour contenter les fantaisies de Louis XV en ce genre. Bientôt s'élevèrent dans les forêts mille colifichets propres à prouver la futilité du prince qui créait ces champêtres asiles, dans lesquels il promenait ses ennuis. On avait tenté plusieurs fois en France d'imiter les porcelaines de Saxe. Un artiste présenta au roi plusieurs vases de porcelaine, ils méritèrent l'attention de la favorite ; ce fut l'origine de la manufacture de Sèvres. Louis XV regardait cet établissement comme sa propriété particulière ; on en vit sortir des chefs-d'œuvre d'une pâte plus vitrifiable, mais en même temps supérieure, par l'élégance des formes, la régularité des dessins et la vivacité des couleurs, à tout ce que le Japon, la Chine et la Saxe avaient produit en ce genre.

J'ai parlé du petit théâtre de Choisi ; la favorite en fit construire de semblables dans toutes les maisons royales. Les personnes les plus illustres de la cour y jouaient la comédie. Le talent de la déclama- tion théâtrale conduisit souvent aux grandes

places. Un goût scénique s'emparant à cette époque de la France entière , et pénétrant dans les maisons d'éducation , occasionna le mélange des comédiennes avec les jeunes personnes instruites dans l'art de la déclamation ; ce mélange empoisonna les mœurs de la jeunesse. 1749.

Tous les arts décoraient à l'envi les réduits de la mollesse ; Louis XV oubliait son empire dans les bras de la volupté. Les beaux arts contribuent à la gloire d'une nation ; les faveurs de la cour enfantèrent des procédés inconnus sous les règnes précédens. *Picot* transporta la peinture, sans l'altérer, d'une toile sur l'autre, et trouva l'art de prolonger son existence. *Loriot*, fixa le pastel, et lui donna la durée des tableaux peints à l'huile. On ne connaissait dans les palais que de longues galeries et d'immenses salons ornés de peintures et de sculptures ; les bâtimens élevés par Louis XV se distinguèrent par leurs distributions intérieures ; elles dégageaient un appartement et le rendaient plus commode pour les maîtres et pour les domestiques. *Cotte* plaça le premier des glaces sur les cheminées ; on imagina depuis des cheminées tournantes sur pivot, propres à décorer successivement deux chambres : on en fit d'autres dont le tuyau s'éloigne des deux côtés, la glace non étamée devient une fenêtre ; on jouit, en se chauffant, du spectacle de la rue ou de la campagne.

La musique parvint en France, sous le règne de Louis XV, à un très-haut degré de perfection ,

1749. les officiers municipaux de Paris furent chargés de la direction de l'opéra. La favorite voulait par ce choix s'en procurer à elle-même la surintendance, prévoyant le temps où n'excitant plus les désirs de son amant, il serait de son intérêt de lui procurer les nouveaux objets de ses plaisirs, ou d'égayer le roi par le récit des intrigues et de la lubricité de ce sérail public ; dans la même vue, le lieutenant de police *Berrier*, et ses successeurs, envoyaient chaque jour à la cour la gazette des événemens scandaleux arrivés dans Paris ; cette licenciense capitale offrait perpétuellement des anecdotes utiles aux projets de la marquise. Ainsi Louis XV, s'étourdissant sur les malheurs publics, coulait ses jours dans une apathique incurie.

Obligé par l'étiquette de passer quelques instans dans sa famille, son front sourcilieux et sévère commandait alors un triste silence. Si ce silence n'était pas toujours exactement gardé, il oubliait bientôt dans les bras de sa maîtresse quelques propos hardis, qu'on lui faisait envisager comme dictés, non par l'amour du bien public, mais pour faire la satire de son gouvernement.

Marie Leczinska, feignant d'ignorer la conduite de son époux, la déplorait sans laisser percer ses sentimens. Les filles du roi gardaient une espèce de neutralité entre leur mère et la favorite. Le dauphin avait d'abord annoncé des qualités brillantes. Il paraissait frappé de terreur depuis le temps où les courtisans étaient parvenus à éteindre dans

l'ame de Louis XV les sentimens d'affection envers son fils ; l'époque de ce changement fut celle de la maladie du roi à Metz. Le dauphin, s'étant mis en route pour aller auprès de son père , le roi lui ordonna de retourner à Versailles. Le dauphin entra dans Verdun, quand la volonté de son père lui fut connue ; ce qui l'eût arrêté dans une autre circonstance ne lui parut pas un obstacle alors : oubliant son devoir pour consulter son cœur , il regarda la tendresse filiale comme une dispense de l'obéissance littérale ; il arriva à Metz avec le duc de Châtillon , son gouverneur ; le roi le reçut avec froideur et le renvoya peu de jours après.

Le mécontentement du roi tomba d'abord sur Châtillon, il fut exilé ; personne ne se trompa sur les motifs de sa disgrâce. Le biographe de Louis XV rapporte à ce sujet un propos de ce prince à un de ses courtisans qui tenait registre des anecdotes de la cour ; il lui demandait s'il se souvenait de ce qui était arrivé quelques années auparavant à pareil jour. La mémoire du courtisan se trouvant en défaut , il lui dit : « Consultez votre journal, vous verrez l'exil du duc de Châtillon, vraiment il se croyait déjà maire du palais ». Le dauphin témoignait un froid mépris pour la marquise de Pompadour ; elle persuada à Louis XV que son fils, brûlant de monter sur le trône , s'appuyait sur les jésuites et le clergé pour se former un parti redoutable. Le roi trompé cachait à peine ses sentimens d'aversion pour son fils : le dauphin n'ignorait pas les propos tenus au

1749. roi contre lui ; il évitait avec soin de se mêler de l'administration publique ; solitaire dans ses appartemens avec son épouse , les exercices de la religion remplissaient ses journées. Les prêtres , et surtout son précepteur Boyer , évêque de Mirepoix , s'emparèrent de sa confiance ; ils remplirent son ame de vaines terreurs par les peintures exagérées de l'influence de l'opinion publique , attribuée par eux aux ouvrages de quelques littérateurs ; ils lui présentaient comme criminelle l'indifférence avec laquelle la publication de ces ouvrages était tolérée par des ministres dirigés par une femme galante. Les malheurs publics devaient s'attribuer , selon eux , à la punition de ce crime infligée par l'Être-Suprême. Ils ajoutaient : « Le ciel vous destine à venger un jour la religion catholique des atteintes qui lui sont portées par des mécréans. L'austérité des principes religieux enflammait l'imagination d'un jeune prince ; le moral influait sur le physique. Ces dispositions amenèrent de loin les événemens auxquels on attribua le terme prématuré de sa carrière.

5. En conséquence du traité d'Aix-la-Chapelle , l'Infant Philippe fut reconnu duc de Parme.

On voyait renaître la querelle du jansénisme. Le nouvel archevêque de Paris, Beaumont , livré aux jésuites , croyait voir en perspective un chapeau de cardinal , s'il se signalait dans cette guerre ridicule. Un grand nombre d'écrits combattaient les immunités du clergé. Le gouvernement , prodigue dans

sa détresse, pouvait augmenter ses ressources en soumettant les biens du clergé aux charges publiques. Ce corps, aiguisant ses armes sacrées, trouva dans les idées religieuses une égide contre ses ennemis. Plusieurs refus de sacremens faits à des malades, faute d'avoir accepté la bulle *Unigenitus*, furent dénoncés au parlement. Le roi suspendit d'abord l'effet des procédures parlementaires. L'intention formelle des prêtres était de faire la guerre, on verra bientôt comment le zèle amer de l'archevêque de Paris augmenta l'activité de cette guerre. Alors s'élevèrent les contestations entre la magistrature et le sacerdoce, regardées comme l'origine de l'anéantissement des jésuites et des parlemens.

La suppression du vingtième avait donné lieu de confronter la nature des divers impôts dont l'ensemble composait le revenu de l'état : on fut convaincu combien la taille était onéreuse et mal répartie. Machault et d'Argenson se montraient disposés à l'abolir, lui substituant une taxe établie sur des proportions plus égales. On renouvelait le projet de l'impôt territorial, souvent proposé, toujours rejeté. La difficulté consistait à faire approuver cette innovation par la noblesse et le clergé. Machault, homme flegmatique et plein d'énergie, soutenu d'ailleurs par le crédit de la favorite, paraissait le ministre le plus propre à opérer une révolution dans l'assiette de l'impôt. On se trouvait dans un instant très-embarrassant. Tout annonçait la rupture de la paix. Le résultat des ren-

1749. seignemens envoyés par les intendans démontrait l'impossibilité de répartir sur les habitans des campagnes une augmentation de charges. On se voyait donc forcé à chercher dans la bourse des riches les ressources que les pauvres ne pouvaient fournir.

Un premier assaut avait été tenté contre le clergé. Malgré ses clameurs et ses intrigues, sa résistance ne devait pas égaler celle de la noblesse. Les évêques tenaient leur fortune de la cour. On était en mesure de l'augmenter, en donnant les meilleurs bénéfices à ceux qui favoriseraient les vues du contrôleur-général. Il existait même dans les mains du roi un moyen de s'emparer d'une partie des domaines ecclésiastiques, dont l'exercice ne pouvait guère être critiqué ; ce moyen était de réunir au domaine la moitié des propriétés des grands bénéfices à mesure qu'ils deviendraient vacans. Assurément un abbé de cour n'aurait pas refusé un bénéfice de cinquante mille livres de rente par la raison qu'il en rapportait cent à son prédécesseur. Cette mesure, confiée avec une réserve apparente à plusieurs prélats, devait influencer sur les délibérations d'un corps menacé de perdre la moitié de ses possessions par une tournure offrant peu de prise à une résistance astucieuse. Le consentement du clergé aurait entraîné celui de la noblesse.

Malgré ses prééminences, elle ne conservait aucun point de réunion. Le clergé au contraire discutait ses intérêts dans ses assemblées périodiques ; la noblesse fluctuait dans la main du roi, dispen-

sateur des dignités et des pensions : il était facile de gagner plusieurs grands seigneurs, d'en intimider d'autres, de promettre aux plus récalcittrants de secrètes indemnités. Au milieu du conflit des intérêts divers, Machault eût établi sa subvention territoriale. Elle pouvait procurer un surcroît de quarante millions.

Le cardinal de la Rochefoucault présidait l'assemblée du clergé dont les séances s'ouvrirent au mois de juin. Les commissaires du roi annoncèrent d'abord un édit envoyé au parlement; son but était de constater la valeur des biens ecclésiastiques, dans la vue de réformer une multitude d'abus commis par les bureaux diocésains dans la répartition des décimes. Le roi paraissait se contenter de la déclaration faite par chaque bénéficiaire de la valeur de son bénéfice; mais plusieurs dispositions de l'édit annonçaient la vérification de ces déclarations, si on en suspectait la véracité. Ce recensement laissait entrevoir le dessein ultérieur des ministres. La rumeur fut grande; les gens d'église, attachés à la cour par l'appât des bénéfices, luttèrent avec désavantage contre leurs confrères menacés de payer de plus fortes taxes sans espoir d'indemnités.

Dans d'autres temps, on eût menacé le contrôleur-général et le roi lui-même des foudres de l'Eglise. Ces armes, redoutables autrefois, avaient perdu leur force. Chacun savait que les gens d'église, partageant les avantages de la société, de-

1750. vaient en partager aussi les charges. Le roi, n'ayant pu vaincre la résistance du clergé, il reçut ordre de se séparer. Les évêques connaissaient parfaitement les ressources d'une puissance, dont les bases incertaines reposent en partie sur l'imagination plus ou moins exaltée de la multitude. La puissance temporelle de cette puissance spirituelle allait diminuer. Des matières volcaniques lancées à propos pouvaient ranimer un feu prêt à s'éteindre. Une foule de fougueux écrivains, échauffés par de bonnes rétributions, se chargeaient de défendre les prérogatives du clergé; on les défendit encore mieux en donnant de l'importance à la querelle du jansénisme.

De cette époque date la guerre ouverte faite par les dévots aux philosophes. On traitait d'athées d'Alembert, Montesquieu, Voltaire, Diderot, Buffon, Duclos, Condillac, Mably et tous les hommes célèbres, dont les écrits placèrent des bornes entre l'absurde et insociable crédulité et les vérités évangéliques, entre la religion et le fanatisme. Les antagonistes des prérogatives du clergé répondaient aux déclamations sacerdotales par des diatribes. Le fiel était versé à pleines mains sur les moines et les prêtres. Les principes de la religion se mêlaient dans une discussion assurément étrangère au culte dû à l'Être-Suprême. Cet amalgame incohérent jetait de la fermentation dans les esprits faibles. Les prêtres confondaient dans les chaires la philosophie qui éclaire les hommes et les rend meilleurs,

meilleurs, à l'athéisme qui dégrade l'homme. Les prêtres attribuaient ce prétendu athéisme au défaut d'un tribunal chargé de punir les ennemis de la religion ; n'osant proposer l'inquisition , on l'établissait d'une manière détournée. Cet essai fut fait sur les jansénistes décriés depuis la chute des miracles du diacre Paris. De là les billets de confession. On se flattait d'atteindre peu à peu les philosophes puissans à la cour.

Ces billets de confession rendirent les disputes religieuses plus ardentes , plus compliquées. On froissa les opinions , on gêna les consciences. Les arrêts du parlement flétrissaient les écrits imprimés clandestinement dans cette dispute : ces écrits seraient tombés d'eux-mêmes ; la prohibition excitait en leur faveur la curiosité publique. Louis XV, superstitieux , malgré sa vie licenciuse , redoutait les plus apparentes atteintes portées à la religion. Les grands , regardant dans cette occasion la cause du clergé comme la leur , augmentaient mystérieusement ses appréhensions. Un orage grondait sur la tête des nouveaux Prométhées qui voulaient ravir le feu du ciel. Machault se battait en retraite ; un hasard le tira de la mêlée. D'Aguesseau étant mort , la dignité de chancelier fut conférée à Lamoignon de Blanc-Menil. Machault , créé gardes-sceaux , abandonna les finances à Moreau de Séchelles. Ce nouveau ministre donna peu de suite aux attaques de son prédécesseur. Les prêtres , maîtres du champ de bataille , se gardèrent bien de

1750.

faire connaître la valeur de leurs biens. Le clergé fut assemblé en 1755 ; ayant offert un don gratuit de seize millions, le projet de Machault fut entièrement abandonné ; les disputes au sujet du jansénisme subsistèrent.

6. La paix permettait à l'Académie des Sciences de continuer ses observations pour constater la forme terrestre. L'abbé de la Caille fut envoyé au cap de Bonne-Espérance. Le ciel le plus serein favorisait ses opérations. Il fut démontré que le globe terrestre est un sphéroïde aplati vers les poles. La Caille détermina la véritable position du cap, dont la connaissance exacte est très-utile aux navigateurs. Lalande avait été envoyé en même temps à Berlin. D'après le rapport des deux astronomes, on sut que la lune est éloignée de nous de quarante-deux mille quatre cents lieues. La Caille dressa la carte de l'Isle-de-France. L'astronomie, la géographie, l'art de la navigation se perfectionnaient par ces voyages. L'histoire naturelle leur eut aussi des obligations. Les sçavans observèrent mieux les côtes qu'elles ne l'avaient été par des navigateurs moins instruits. Ils rapportèrent de divers pays des productions rares et précieuses.

Le ministre (1) de la marine venait d'établir une académie nautique dont Duhamel de Monceau fut le directeur. Les vaisseaux étaient construits en

(1) Le 31 juillet, mort du roi de Portugal, Jean de Bragance ; son fils Joseph lui succède.

France par une routine avec laquelle s'exécutaient de superbes ouvrages. Rouillé, incorporant dans son académie de marine plusieurs membres de celle des Sciences, engagea ces savans à construire les vaisseaux d'après les calculs mathématiques en usage en Angleterre. Il y eut des apprentis de construction, des concours, des examens; les départemens de marine se remplirent d'hommes instruits dans tous les détails nautiques. Groignard fit exécuter à Toulon ces formes au moyen desquelles un vaisseau peut être caréné et remettre en mer en vingt-quatre heures. Le vaisseau entre dans cette forme, les portes en sont fermées, des pompes vomissent à grands flots l'eau qu'elle contient. Le vaisseau, laissé à sec, se repose sur ce rivage artificiel. L'opération finie, l'eau est introduite dans la forme, le vaisseau nage et prend son essor. Ce procédé n'est pas le même dans les ports de l'Océan : on introduit le vaisseau dans la forme à la marée montante, la mer se retirant l'y laisse à sec. La double forme construite à Rochefort est la plus belle de l'Europe.

On ne laissa pas à Rouillé le temps de perfectionner ses projets, il passa aux relations extérieures.

Trudaine, chargé de la direction des voies publiques, donnait un nouveau lustre au bureau des ponts et chaussées. L'art de construire les chemins, perdu depuis les Romains, et retrouvé par Colbert, a été porté en France à la perfection de nos jours. On a réuni dans nos grandes routes

1750. l'utilité à l'agrément ; les plantations majestueuses dont elles sont accompagnées excitent l'admiration.

D'Argenson jetait les fondemens de l'Ecole-Militaire. Cet établissement fut vivement critiqué. La France avait besoin d'une école militaire marine et non d'une école de terre. Chacun faisait cette observation ; mais on n'osait parler d'un des vices principaux de ce couvent guerrier dont, au rapport de quelques plaisans , devaient sortir de bons moines militaires élevés par les prêtres au métier de la guerre.

L'homme, dont le mâle courage brûle d'étendre la gloire de sa patrie, se trouve nécessairement partagé entre ses devoirs envers la famille générale dont il fait partie , et la famille particulière dont il est le chef. L'amour de la patrie, bien entendu, bien dirigé, n'est autre chose que l'attachement aux rapports domestiques plus étendus, plus développés. La première, la plus sainte des sociétés, celle sans laquelle n'existeraient ni gouvernans, ni gouvernés, c'est la société conjugale. Pour défendre leur femme et leurs enfans de toute atteinte, quelques individus placèrent leurs forces en commun ; ce fut l'origine des nations. Ces nations pouvant être attaquées par des ennemis, les associés chargèrent un ou plusieurs d'entr'eux de surveiller la défense générale : alors naquirent les gouvernemens. Je ne développerai pas ces principes, ils seraient le sujet d'un traité de morale sociale ;

il me suffit de les indiquer. J'observe seulement que la prospérité de chaque famille particulière étant la base de toutes les institutions sociales, le défenseur de l'état doit être assuré que sa famille particulière souffrira le moins possible de son généreux dévouement pour la famille générale. Un établissement en faveur des enfans des individus morts au service de la patrie, était donc commandé par la politique et la reconnaissance.

Ce but n'était pas rempli par le monument élevé par d'Argenson, parce que nul ne pouvait être admis dans cette école sans prouver quatre degrés de noblesse. J'ai entendu depuis la révolution de prétendus régénérateurs de la France condamner l'Ecole - Militaire. A ces jardiniers ne sachant que couper l'arbre, au lieu de l'émonder, je disais avec le bon La Fontaine : *Quittez-moi cette serpe, instrument de dommage*. S'il n'existait pas en France des établissemens en faveur des enfans des guerriers morts au service de la patrie, il faudrait se hâter de les former : mais je dois observer que, si on choisissait les prêtres pour enseigner la jeunesse dans les siècles où seuls ils cultivaient les lettres, les choses ne sont pas les mêmes aujourd'hui. Les prêtres doivent enseigner la religion dans les églises ou dans les séminaires. A l'égard des colléges, les jeunes gens sont destinés à devenir pères de famille. Il est donc convenable qu'ils soient instruits par des pères de famille ; c'est une vérité qu'on ne saurait trop répéter.

1750.

Paris s'embellissait (1), les faubourgs St.-Honoré et St.-Germain se couvraient de ces beaux hôtels dont les villes d'Italie offraient seules des modèles en Europe : alors aussi furent terminés une partie des quais de Paris , et la superbe promenade des boulevarts dont la ville reine est entourée. Les quais , les boulevarts distinguent Paris de toutes les autres villes ; rien n'est comparable au coup-d'œil de Paris , au Pont-Royal.

Quoique le gouvernement fût porté à négliger les édifices commencés sous Louis XIV , les églises de St.-Sulpice et de St.-Roch furent achevées. On jeta les fondemens de celle de St.-Geneviève. Soufflot , son architecte , ne se livra pas à la vaine espérance d'égaler St.-Pierre de Rome , St.-Paul de Londres , ou le dôme de Milan ; mais il sut approcher ces plus sublimes modèles d'architecture , en triomphant d'une foule d'obstacles , dont le principal était la détresse du trésor royal. La place Louis XV , d'un genre nouveau , surpassait en beauté celles des Victoires et de Vendôme. La statue équestre du roi la décorait ; c'était le chef-d'œuvre de Bouchardon , dont la célébrité rivalisait avec celle de Girardon et de Desjardins , qui jetèrent en fonte les deux statues érigées à Louis XIV. La colonnade de cette place n'est pas indigne d'être admirée après celle du Louvre.

Les grandes villes ne s'embellissaient pas moins

(1) Aux mânes de Louis XV , par Godin.

que la capitale : des places environnées d'édifices réguliers ornaient Nantes , Bordeaux , Rennes , Lyon , Montpellier , Valenciennes , Nancy , Reims , et un grand nombre d'autres villes. Partout où fleurissait le commerce , on voyait s'élever de nouveaux théâtres , des halles , des hôpitaux et d'autres établissemens publics supérieurs à ceux de ce genre construits sous Louis XIV. On admira surtout le bel Hôtel-Dieu de Lyon , ouvrage de Soufflot , et le beau théâtre de Bordeaux , ouvrage de Louis.

Ces monumens s'élevaient malgré l'insouciance dans laquelle vivait Louis XV , portée à un tel point , qu'on eût dit que les affaires publiques lui étaient étrangères ; ils étaient dus au génie de la nation.

7. Maurice , comte de Saxe , mourut à Chambor , au mois de décembre , à l'âge de cinquante-quatre ans. Ce héros était fils du roi de Pologne , Auguste II , et de la comtesse de Konigsmare. Son enfance annonça un guerrier célèbre : il fit ses premières armes sous les ordres du duc de Malborough ; il combattit ensuite contre les Turcs avec le prince Eugène. Les traités d'Utrecht et de Passarowitz enlevant à ce guerrier les occasions de cueillir de nouveaux lauriers , il vint à Paris , où le régent lui accorda le brevet de maréchal-de-camp.

Maurice , durant la paix , étudiait l'art de la guerre. Un ouvrage , auquel il donna le nom de ses Réveries , est écrit d'un style peu châtié , mais mâle

1750. et rapide , rempli de vues profondes. La mort d'Auguste II ayant rallumé le feu de la guerre , il servit sur le Rhin dans l'armée du maréchal de Berwick. Il obtint, au siège de Philisbourg, le grade de lieutenant-général ; créé maréchal de France en 1744, il commanda l'armée de Flandre pendant la maladie de Louis XV. Ce grand homme, retiré dans Chambor depuis la paix d'Aix-la-Chapelle , se délassait de ses fatigues dans le sein des plaisirs. On a dit de lui qu'il tenait de la nature deux ames , une pour le combat, l'autre pour la volupté. Le vainqueur de Fontenoi n'était plus reconnaissable dans Chambor ; c'était Annibal dans Capoue. Elevé dans la religion réformée , on l'inhuma à Strasbourg dans le temple de St.-Thomas. Le ciseau de Pigalle lui consacra, par ordre de Louis XV, un mausolée de marbre.

A cette époque, commençaient en Allemagne les longues négociations au sujet de l'élection d'un roi des Romains. Les électeurs de Mayence, de Trèves, de Bavière et de Hanovre convenaient de cette élection avec la cour de Vienne ; il s'agissait d'y faire consentir les électeurs de Saxe, de Cologne, de Brandebourg et Palatin. L'empereur jouissant d'une bonne santé, et la paix se trouvant affermie dans l'Empire, le roi de Prusse regardait cette élection comme prématurée , avant la majorité de l'archiduc Joseph. Plusieurs maisons princières élevaient des incidens ; elles prétendaient qu'avant la convocation du collège électoral, la diète devait

décider si l'élection proposée offrait quelque avantage à l'Empire. On réclamait de toutes parts l'intervention de la cour de France, garante du traité de Westphalie. 1750.

Marie-Thérèse, inconsolable de la perte de la Silésie ; cherchait à recommencer la guerre ; elle faisait l'offre séduisante d'abandonner la Belgique à la France, si Louis XV voulait lui aider à reconquérir la Silésie. La seule considération de la pénurie des finances avait écarté cette proposition. Le roi de Prusse proposait dans le même temps au roi d'attaquer la Belgique, tandis que lui-même envahirait la Bohême. Ces deux propositions se balançaient dans le conseil du roi, les mêmes motifs les écartaient. Marie-Thérèse prétendait avoir été trompée par les Anglais dans la guerre précédente ; comptant peu sur leur alliance, elle tournait ses regards vers la cour de Pétersbourg. Des liaisons intimes furent cimentées par cette princesse avec l'impératrice Elisabeth Pétroua ; elle lui inspira des sentimens d'aigreur envers le roi de Prusse. La cour de Russie formait chaque année des camps menaçans. Les limites de la Finlande, imparfaitement réglées entre la Russie et la Suède, offraient une raison spécieuse de reprendre les armes ; Elisabeth se permettait en même temps quelques violations de ses traités avec la Porte Ottomane ; elle fortifiait, sous le nom de Nouvelle Servie, les pays entre le Bog et les frontières de l'Ukraine : ils devaient, aux termes des derniers traités, demeurer

1751.

1751. rer incultes et inhabités. Au moyen de ces forteresses, la cour de Pétersbourg se voyait en mesure de couper en temps de guerre toute communication entre les Tartares et les Ottomans ; elle devenait maîtresse d'une province très-étendue. Le divan de Constantinople fermait les yeux sur ces irrégularités, préférant une tolérance, dont les suites prolongeaient la paix, à des réclamations capables de rallumer la guerre.

Cette conduite pacifique était proposée pour modèle à la cour de France par le maréchal de Noailles. On ne pouvait se mêler de l'élection du roi des Romains sans donner aux Anglais un prétexte attendu par eux pour rentrer en campagne. Noailles, observant avec raison combien l'encouragement de l'agriculture et le perfectionnement des arts promettaient de prospérité à la France, si la paix subsistait, concluait à éviter la guerre par tous les moyens compatibles avec l'honneur national.

Malgré toute la modération imaginable, les démarches des Anglais ne permettaient pas de se flatter d'une longue paix : il fallait prendre des précautions ; les impôts insuffisans n'offraient pas les ressources nécessaires ; on revenait au projet d'imposition territoriale : les intendans, chargés de l'exécution de l'arrêt du conseil, dont les clauses obligeaient les prêtres à fournir une déclaration circonstanciée de la valeur de leurs bénéfices, furent autorisés à saisir les revenus des réfractaires.

Les troubles religieux augmentèrent avec une fureur délirante; l'opiniâtreté des gens d'église rendit vaines toutes les démarches des ministres. 1751.

Il se formait à Londres une société d'encouragement en faveur des manufactures britanniques; elle prit le nom de Société Antigallicane; on y fondait des prix pour la fabrication des étoffes les mieux imitées des étrangers. Un pareil établissement, formé chez nous, aurait naturalisé en France les manipulations perfectionnées en Angleterre; nos femmes auraient cessé de porter à l'étranger le tribut du caprice et du luxe.

On n'était pas en France en état de se mesurer avec la marine britannique; les forces navales consistaient en cinquante vaisseaux de ligne et vingt frégates.

Suivant le ministre de la marine, une flotte entière sur les chantiers allait être lancée à la mer; cette ressource exagérée dans les papiers publics rassurait la multitude ignorante. Ceux qui calculaient la force navale britannique ne partageaient pas cette confiance.

8. Cursay avait décidé les Corses à reconnaître la souveraineté de Gènes sous la médiation de la France. Le plan de conciliation devait être signé dans un congrès convoqué dans Toulon. Chauvelin, ambassadeur de France à Gènes, avait ordre d'assister à ce congrès avec des commissaires génois. Cursay devait y venir avec les commissaires corses. Ce guerrier faisait les préparatifs de son

1751.

voyage : il reçoit ordre de ramener les troupes françaises en Provence. On lui apprend en même temps que le congrès de Toulon n'aurait pas lieu.

On imputait (1) cet événement en Corse à la mauvaise volonté des Génois. Une haine nouvelle augmenta les anciennes animosités. Dans plusieurs écrits répandus dans les pièves, on prémunissait les Corses contre les démarches fallacieuses des Génois, dont le but était d'apesantir les chaînes de l'île. Cependant aucune instigation étrangère n'avait conduit la cour de France dans cette occasion. Le ministre de la marine, surchargé de travaux, ne voulait pas partager son attention, la portant sur une île où la discorde semblait avoir établi son empire.

1752.

Une *consulta*, tenue à Corté, élut magistrats annuels Gafforio et d'Ornano, capitaine dans le régiment français royal *Corse*. Cursay déplorait la destinée d'un pays sur le point de retomber dans l'anarchie. Gènes, hors d'état de se faire obéir en Corse, avait recours de nouveau à Louis XV. Le départ des Français fut suspendu. Chauvelin rédigea un nouveau règlement : il s'agissait de le présenter aux insulaires ; ils envisageaient le départ des Français comme une voie ouverte par la fortune pour parvenir à une indépendance absolue.

(1) Le 5 avril, mort du roi de Suède Frédéric, landgrave de Hesse ; Adolphe Frédéric-Holstein lui succède à Stocholm, et Guillaume de Hesse à Hesse-Cassel.

L'ascendant de Cursay sur les Corses aplanit cette difficulté. Chauvelin vint à Bastia : les deux médiateurs s'étant concertés, les Corses admirent le règlement dans deux *consulta* : on contesta seulement sur quelques articles peu importants. Gafforio et d'Ornano se démirent du généralat. Le sénateur Grimaldi fut reconnu administrateur suprême. Chauvelin revint de Gènes, les Corses avaient accepté le règlement dans l'espoir de conserver Cursay parmi eux. 1752.

Après la première pacification, sous la médiation de l'empereur, une chambre impériale avait été instituée dans Bastia, chargée d'arrêter les abus d'autorité auxquels les Génois pourraient se livrer. Les Corses se flattaient que la même commission serait donnée à Cursay : ce n'était pas la volonté du sénat de Gènes. Cursay et Grimaldi vivaient avec méfiance dans Bastia. Cursay protégeait la liberté publique, Grimaldi voulait entourer les Corses des chaînes de l'esclavage.

D'après les clauses du traité, les bâtimens portant pavillon français n'étaient pas sujets à des visites. Les passagers, portés sur ces bâtimens, ne pouvaient être contraints de comparaître devant l'administrateur génois : cette clause était violée chaque jour. Les Français ayant voulu faire quelque résistance, Grimaldi osa les menacer de les faire charger par les troupes de la république. On fut saisi d'indignation à Paris, en apprenant cette insulte. Le roi ordonna à Chauvelin d'exiger des

1752. excuses publiques. Cette satisfaction s'évanouit dans des délais affectés. Le sénat se contenta d'ordonner à son commissaire de ne plus manquer aux égards dus aux troupes du roi.

Trois ans suffirent à peine pour discuter dans Gènes les changemens exigés par les Corses. Ces changemens étaient éludés avec mauvaise foi : Cursay fit de nouvelles instances ; le sénat ayant laissé écouler quatre mois sans répondre , cessant enfin de feindre , refusa de sanctionner les réclamations des insulaires , si le roi ne consentait à retirer ses troupes de l'île , et à lui donner le subside nécessaire à l'entretien d'une petite armée génoise dans l'île. C'était un moyen d'exécuter à sa manière le traité de pacification. Cette demande faisait une fâcheuse sensation à Paris , cependant le subside fut accordé.

Par un machiavélisme inconcevable , les Génois disaient aux Corses que les Français se mêlaient des affaires de l'île , pour faire parade de leur puissance , et les livrer sans défense au sénat de Gènes ; le départ prochain des troupes françaises donnait du poids à cette opinion. La *consulta*, s'étant assemblée dans Bastia, réclamait de nouvelles modifications au traité conclu. En vain Cursay employait la voie des insinuations dont il connaissait l'efficacité, il éprouva une obstination invincible. Cursay représentant à quelques députés qu'ils allaient être cause de sa perte, un de ces députés élevant la voix, lui dit : « Je suis , monsieur , au nombre de vos

plus affectionnés serviteurs; mais le sort d'un homme ne peut être mis en comparaison avec celui d'une nation. Nous n'abandonnerons jamais la liberté de notre patrie ».

Cursay (1) déterminâ cependant la *consulta* d'envoyer une députation à Gènes; il adressa les députés à Chauvelin. Ce ministre, surpris de recevoir de nouvelles demandes au lieu de l'acceptation pure et simple attendue par lui, refusa de présenter la députation au doge de Gènes; les députés, à leur retour, présentaient ce refus comme un outrage fait à la nation. La *consulta* s'assemble de nouveau; elle ordonne aux habitans de prendre les armes. Cursay partageait le chagrin des Corses; il ne concevait pas comment Chauvelin avait refusé de présenter la députation. Ses sentimens furent présentés à Louis XV sous un jour si défavorable, qu'arrêté dans Bastia, on l'enferma dans la citadelle de Montpellier. Il y passa plusieurs mois; Louis XV, mieux informé, lui rendit la liberté.

9. Au milieu de ces efforts pour pacifier la Corse, des dissensions intérieures agitaient la France. La vie molle et insouciante du roi en devenait le principe ou le prétexte; chacun méprisait un prince livré à une débauche crapuleuse. Un mouvement séditieux fut excité dans Paris; la police, durant l'hiver de 1750, avait ordonné l'incarcération d'une foule de

(1) Le 24 septembre 1752, on commence à se servir en Angleterre du calendrier grégorien.

1752. mendians, dont la capitale était infestée. La manière clandestine dont s'exécutaient les réglemens de police donnait souvent lieu à des vexations condamnables ; un exempt enleva un enfant dans l'espoir de rançonner sa mère. Cette femme remplit les rues voisines des cris de son désespoir ; on s'attroupe autour d'elle ; le fait se dénature , passant de bouche en bouche. Ce n'est plus un enfant ravi, ce sont des milliers d'enfans ; les uns plaignent les mères désolées, les autres se perdent en conjectures sur le sort réservé à ces enfans ; la fable la plus odieuse, la plus absurde, circule : on accuse les médecins d'avoir ordonné à Louis XV de se baigner dans le sang humain, pour rétablir sa santé usée par ses excès érotiques ; la populace entoure la maison du lieutenant de police , les gardes françaises dissipèrent cet attroupement, le parlement manda le lieutenant de police ; il lui enjoignit de se conduire avec plus de circonspection.

Depuis lors, Louis XV évita dese montrer dans une ville où la multitude l'avait odieusement calomnié ; il était obligé de traverser Paris, allant à Compiègne. On contruisit à la hâte une route de Versailles à St.-Denis ; elle fut appelée *le Chemin de la révolte*. Cet événement arrivait dans un temps où les gens d'église, menacés de partager les charges publiques, opéraient une diversion ; ils cherchaient à détourner vers d'autres objets les regards du gouvernement.

Une querelle ridicule s'était engagée, en 1749, entre

entre l'archevêque de Paris et les administrateurs de l'Hôtel-Dieu au sujet de la nomination d'une supérieure de religieuses. L'archevêque, voulant extirper le jansénisme parmi les malades de cet hôpital, avait nommé cette supérieure, malgré les administrateurs : ils portent leurs plaintes au parlement, le prélat regardait la procédure parlementaire comme une atteinte portée à la juridiction ecclésiastique. Il s'adresse au roi, et obtient une défense au parlement de prendre connaissance de cette contestation; cette prohibition fut enregistrée avec des modifications. Un arrêt du conseil casse ces modifications, donne lieu à des remontrances et à des lettres de jussion. Louis XV évoque au grand conseil les causes de tous les hôpitaux de Paris.

Jamais si petite affaire n'excita une si grande fermentation. Le parlement cessa ses fonctions; les avocats fermèrent leur cabinet; le cours de la justice fut interrompu. Une chose vraiment horrible signala cette dispute insensée entre l'archevêque et les administrateurs de l'Hôtel-Dieu : on laissait mourir les malades faute de secours. L'esprit de parti éteint donc les sentimens d'humanité ! Les pauvres périssaient, on n'y faisait pas attention ; les vivans se déchiraient pour de vains mots.

Des lettres de jussion sont portées à chaque membre du parlement. Les magistrats obéissent ; ils donnent audience. Les avocats et les procureurs,

1752.

n'ayant pas reçu des lettres de cachet, s'abstenaient de paraître au palais. On cherchait des moyens de conciliation. L'archevêque de Paris, se croyant vainqueur du parlement, venait de signifier au curé de Saint-Étienne-du-Mont une prohibition d'administrer l'Eucharistie à un vieux prêtre malade, accusé de jansénisme. Le vieux prêtre appelle de ce refus comme d'abus au parlement. Le curé est décrété d'ajournement personnel, et condamné à une amende qu'il aurait fallu faire payer à l'archevêque. Le point principal était de savoir si ce curé, dans l'exercice de ses fonctions pastorales, devait obéir au parlement ou à son évêque. Le problème n'eût pas été difficile à résoudre, en prenant le clergé pour juge, et encore moins si le gouvernement eût montré quelque énergie; mais, au sentiment des évêques, le roi lui-même était incompetent dans cette dispute : elle était extrêmement minutieuse. Il semble que le parlement n'y aurait dû donner la moindre importance. Il ordonnait à un curé d'administrer la communion à un malade; les moyens de faire exécuter cette ordonnance lui échappaient. Le corps du Christ, d'après les principes de l'église romaine, est présenté sous l'apparence d'un petit morceau de pain. Le prêtre, par la vertu de quatre paroles, a changé le morceau de pain en la substance du corps du Christ. Le pain n'existe plus; il paraît cependant exister. Le parlement pouvait-il forcer le prêtre de prononcer ces quatre paroles? Il lui était aisé de

braver tous les arrêts en donnant un morceau de pain non consacré à un homme indigne de recevoir le corps du *Christ*, d'après les principes des molinistes.

1752.

Dans ce temps, les prêtres, chargés exclusivement des inhumations, pouvaient refuser la sépulture aux hommes morts sans sacrement. Sous ce rapport, les refus devaient exciter les regards sévères de la justice. Le refus fait par le curé de Saint-Sulpice d'enterrer Voltaire prouve combien exactement le parlement était tenu de veiller à ce que les prêtres n'abusassent pas des formes établies. Le roi défendait au parlement de se mêler des refus de sacrements. Le parlement décida qu'il était de son essence de s'en mêler. Le parlement charge le procureur-général d'exhorter l'archevêque à faire administrer le malade. Le prélat reste inflexible; le malade meurt sans sacrements. Le prélat court à Versailles se plaindre des entreprises du parlement sur la juridiction ecclésiastique. Le premier président avertissait le roi qu'un schisme dangereux se préparait en France, et que l'archevêque de Paris troublait la paix publique. Un paquet cacheté est remis par le roi au premier président, avec injonction de l'ouvrir chambres assemblées. C'était un arrêt du conseil. Il déclarait nulle la procédure contre le curé de Saint-Etienne-du-Mont. A cette lecture, le curé est décrété de prise de corps. Ce décret est cassé par un nouvel arrêt. Le premier président Maupeou, père du chancelier, à la tête

1752. d'une grande députation, apporte des remontrances éloquentes. Louis répond : « Je punirai les prêtres turbulens; j'ai même pris des mesures pour retirer de son église le curé de Saint-Etienne-du-Mont. Mon intention n'est pas d'enlever au parlement la connaissance des contestations qui intéressent l'ordre public; je veux seulement mettre un terme aux querelles capables de troubler l'état ». Le parlement, assemblé le lendemain, prononce cet arrêt de règlement : « La cour, délibérant sur la réponse du roi, et pour s'y conformer, ouïs les gens du roi, fait défendre à tout prêtre de refuser les sacremens sous prétexte de non présentation de billets de confession, ou de non acceptation de la bulle *Unigenitus*; et pareillement d'employer dans leurs sermons, à l'occasion du jansénisme, les termes d'hérétiques et de schismatiques, sous peine d'être poursuivis extraordinairement.

Ce règlement était tourné en plaisanterie par les oisifs dont Paris abonde. On en vendit dix mille exemplaires. Chacun disait : *Voilà mon billet de confession*; les prêtres, ne pouvant faire cesser cet arrêt, obtinrent une nouvelle décision du conseil. Le roi ordonnait de lui rendre compte des troubles arrivés au sujet des refus de sacremens avant que le parlement fit des procédures. Les prêtres par cette tournure, se croyant à l'abri de toute poursuite, multipliaient les refus de sacremens. Les prédicateurs tonnaient en chaire contre les magis-

trats coupables de porter la main à l'arche sainte. 1752.
Un curé du diocèse de Langres, forcé de porter la communion à deux filles réputées jansénistes, au lieu d'employer la formule sacramentelle, leur dit : Je vous donne la communion comme Jésus-Christ la donna à Judas. Les deux filles se pourvurent comme d'abus. Le curé fut condamné à payer à chacune trois mille francs.

On proposait à Louis XV de créer une commission chargée d'éteindre les divisions entre la magistrature et le clergé, elle fut composée d'évêques et de magistrats. Le roi, ami des demi-moyens, s'applaudissait de cette mesure. Le clergé assemblé lui déclara qu'un partage de juges en matière ecclésiastique contrariait les lois de la religion. La commission ne s'assembla pas, le parlement continuait de combattre les entreprises des prêtres par des arrêts et par des remontrances. Il disait au roi : Les lois dont les tribunaux sont dépositaires assurent la fortune des monarques et la liberté des sujets, les magistrats sont tenus d'appesantir le bras de la justice sur des hommes qui abusent de la sainteté de leur ministère, et veulent se soustraire à toute règle. Les prêtres continuaient à refuser les sacrements pour obéir à leur conscience, les magistrats sévissaient contre les réfractaires pour obéir à leur serment. L'archevêque de Paris ayant défendu d'apporter la communion à une religieuse, le parlement convoqua les princes et les pairs pour faire le procès au prélat. Cette

1752. convocation fut cassée par un arrêt du conseil ; le parlement, abandonnant alors la question principale, examinait si la prohibition faite par le roi aux princes et aux pairs de siéger au parlement n'était pas contraire aux droits de la pairie. Un fanatique, curé d'un village dans lequel les jésuites venaient de faire une mission, menaça publiquement plusieurs conseillers au parlement dont les maisons de campagne se trouvaient dans sa paroisse, de tremper ses mains dans leur sang. Le parlement condamna ce prêtre au bannissement perpétuel.

1753. Un prudent silence était gardé par les protestans français. Ceux des pays étrangers publiaient des écrits violens au sujet de ces misérables querelles. Ils prouvaient combien il est dangereux de reconnaître deux puissances rivales. Il fut enjoint au parlement de surscoir à toutes procédures concernant le jansénisme. Cette injonction ne fut pas enregistrée. Les magistrats rédigeaient des remontrances, elles finissaient par ces mots : « Si les personnes qui abusent de votre confiance, Sire, prétendent nous réduire à l'alternative de manquer à notre devoir ou d'encourir votre disgrâce, nous aurons le courage d'être victimes de notre fidélité à conserver le dépôt des lois ». Le roi refusa d'entendre ces remontrances. Les magistrats cessèrent leurs fonctions.

Des lettres de jussion sont envoyées au parlement : il répond que, sans enfreindre son serment, il ne peut donner ses audiences avant qu'il ait plu

au roi de recevoir ses remontrances. Des lettres de cachet sont expédiées à tous les membres de ce corps, excepté à ceux de la grand'chambre. Des mousquetaires les portent durant la nuit du 28 au 29 mai. Tous les présidens et conseillers des enquêtes et des requêtes sont envoyés en exil. La grand'chambre, assemblée le lendemain, décréta plusieurs curés de prise de corps, et fut exilée à Pontoise. Elle s'assembla dans cette ville, persistant dans ses arrêtés pris à Paris ; aucune cause particulière ne se présenta à l'audience. Elle rendait des arrêts dont le clergé triomphait ou se moquait.

Arriva le temps des vacances ; les ministres établirent à Paris une chambre des vacations composée de six conseillers d'état et de vingt maîtres des requêtes ; elle tint ses séances au Louvre. Le Châtelet refusait d'enregistrer les lettres-patentes portant création de ce tribunal. Chacun tournait cette chambre en ridicule ; les avocats refusaient de plaider devant elle.

Au sein de cette effervescence, les ministres avaient perdu de vue le projet de soumettre le clergé aux charges publiques. Les amis des prêtres à la cour exhortaient le roi à la fermeté ; ils lui proposaient de détruire le parlement ; d'autres courtisans s'élevaient contre ce projet. Cette guerre se tournait en plaisanterie à Paris : mille brochures livraient à la dérision ces futiles difficultés, malgré leur tournure grave et presque tragique. On distingua parmi ces facéties une chanson dont le ton

1755.

1753. léger affaiblissait la teinte incatholique (1); elle exprime l'opinion publique sur ces matières, ou du moins l'esprit du temps peu différent de celui du nôtre. L'empire des querelles jansénistes pouvait s'étendre sur le gouvernement, on en vint à des négociations. Il fut convenu de regarder comme nulles les procédures faites au sujet des refus de sacremens, et de laisser au parlement toute liberté de punir les auteurs des nouveaux troubles. Les magistrats firent leur rentrée le 5 septembre, aux acclamations publiques.

Cependant la fermentation ne s'apaisa pas; les années 1754 et 1755 se passèrent en discussions

-
- (1) Pauvre sot que vous êtes !
 Croyez-moi, monsieur de Beaumont,
 Laissez paître vos bêtes
 Autant qu'elles voudront.
 Ces bonnes gens
 Sont peu friands.
 Avec des petits croquets blancs
 Vous les renvoyez contens ;
 De tels repas
 Ne coûtent pas.
 C'est pourtant ce qui rend si gras
 Moinillons, prêtres et prélats.
 On est touché
 Du bon marché ;
 Mais on en serait rebuté
 Si vous y mettiez la cherté.
 Pauvre sot que vous êtes, etc.

scandaleuses entre les prêtres et les magistrats. Le roi imposait un absolu silence, personne ne le gardait. Plusieurs évêques furent exilés à leur tour. 1754.

Louis XVI, troisième fils du dauphin, était né à Versailles le 3 août.

10. En excitant des troubles religieux, le clergé se proposait en même temps d'écarter le projet de l'astreindre aux charges publiques, et d'effrayer les philosophes dont les livres répandaient une lumière qui leur paraissait importune. A cette époque avaient paru successivement les Lettres Persanes et l'Esprit des Lois de Montesquieu, l'Histoire Naturelle de Buffon, l'Essai sur les Mœurs et le poème de la Loi Naturelle de Voltaire; les ouvrages de Condillac, de Mably, de d'Alembert, de Duclos, de d'Argens, de Diderot, de Boulanger, de Millot, de Mirabeau, de Fréret, de la Métrie et de quelques autres moins célèbres, mais non moins inquiétans pour le clergé. Celui contre lequel se réunissait la plupart des plumes ecclésiastiques, fut l'Encyclopédie, vaste et indigeste répertoire des connaissances humaines, rédigé par d'Alembert et Diderot. Il en parut en 1752 deux volumes *in-folio*. Les rédacteurs y avaient inséré des réflexions sur les matières de religion et de politique. Le fanatisme et le despotisme pouvaient également en prendre ombrage.

D'après le rapport des prêtres, cet amas de raisonnemens, les uns solides, les autres captieux, loin d'apprendre aux hommes à perfectionner les

1754. sciences ; les invitaient seulement à révoquer en doute les principes sur lesquels reposent les institutions sociales. La composition de cet ouvrage immense exigeait une multitude de coopérateurs ; c'était un point de ralliement pour les philosophes. Ils commençaient à former un corps sans en convenir. Il y eut en France une secte encyclopédique , comme autrefois dans la Grèce on voyait la secte cirénaïque , la secte éliaque. Voltaire résidait loin de Paris ; cependant les encyclopédistes le considéraient comme leur chef : sa grande réputation , l'universalité de ses talens , et son accès auprès de plusieurs souverains , lui assuraient ce titre. Diderot et d'Alembert se regardaient comme ses lieutenans.

Dissiper les préjugés , éclairer le genre humain , éteindre les foyers de discorde parmi les hommes , établir sur la terre le règne de la tolérance , telle était la courageuse entreprise des encyclopédistes. Ils se disposaient chacun en particulier , dans la partie de l'ouvrage qui lui était confiée , à propager , sous les couleurs les plus favorables , une doctrine perverse , abominable aux yeux de leurs ennemis , et regardée par leurs partisans comme éminemment salulaire et bienfaisante. Tous les travailleurs n'avaient pas reçu de la nature des talens assortis à leurs grandes espérances. Ce fut le principal obstacle à l'accomplissement des magnifiques promesses faites par d'Alembert dans l'avant-propos de ce volumineux ouvrage. J'ai vu un édifice d'or et de

boue , c'est l'Encyclopédie : on l'a corrigée, on la corrigera long-temps ; elle n'atteindra jamais à la perfection. L'inégalité de style, de force, de justesse, d'agrémens, résultat nécessaire du mélange des différentes plumes employées à rédiger ce dictionnaire , s'oppose invinciblement à cette symétrie qui flatte les bons esprits. Malgré ces défauts, ce livre, plein de beautés particulières, sera constamment l'ornement de nos bibliothèques. 1754.

Les premières attaques contre l'Encyclopédie vinrent des jésuites ; ils entrèrent dans cette lutte par zèle pour les idées religieuses , et surtout par jalousie. Ce dictionnaire menaçait celui de Trévoux d'un anéantissement inévitable. C'était un affront sanglant pour la société jésuitique : elle cabala ; les deux volumes publiés en 1752 fournirent vingt articles susceptibles de critique ; on présenta au roi l'article *ame* comme un cours de matérialisme faiblement déguisé : ces deux volumes furent supprimés par un arrêt du conseil , comme contenant des maximes contraires aux lois de l'état et de la religion. Des agens de la police enlevèrent tous les exemplaires : on menaçait Diderot de l'envoyer au donjon de Vincennes ; quelques pages satiriques de ses lettres l'y avaient détenu deux ans auparavant. Cette persécution n'eut pas de suites , les encyclopédistes reprirent courage. Le point le plus essentiel de leurs désirs était rempli ; ils conservaient un centre de réunion et des signes de reconnaissance. La contradiction entretient le zèle,

1754. et excite la curiosité publique : les encyclopédistes semaient laborieusement, ils espéraient une récolte abondante.

La favorite encourageait et abandonnait les encyclopédistes suivant les calculs de sa politique ou de ses caprices. Voulait-on réprimer les entreprises audacieuses du clergé, les productions philosophiques recevaient l'approbation de la cour ; on les condamnait quand les circonstances obligeaient un ministre pusillanime à contenter les évêques.

Pour ménager (1) la favorite, le clergé, voyant abandonner absolument le projet de lui faire partager les charges publiques, montrait quelques vues conciliatrices ; il ouvrit son assemblée au mois de mars. Les évêques convinrent de demander au pape des instructions au sujet de la bulle *Unigenitus*. Prosper Lambertini occupait la chaire de Saint-Pierre ; il avait succédé, en 1740, à Clément XII. Ce pontife, révérend des catholiques et des protestants, par ses vastes connaissances et par l'aménité de son caractère liant, mettait peu d'importance aux querelles du jansénisme. La bulle *Unigenitus* paraissait étrange sous plusieurs rapports. Cependant un pape ne pouvait sans honte condamner une constitution pontificale, regardée depuis longtemps comme une loi de l'Eglise.

(1) Grand hiver, presque aussi funeste que celui de 1709.

Benoît adressa un bref à Louis XV : « A la vérité, disait-il, la bulle *Unigenitus* est une règle de foi, on ne peut l'enfreindre sans mettre en péril son salut éternel; mais, pour éviter tout scandale, le prêtre, ayant averti les malades, peut leur administrer les sacrements à leurs risques, périls et fortune ». Ce bref, dicté par un esprit de paix, fut supprimé par un arrêt du parlement comme contraire à la loi du silence sur les questions du jansénisme : c'était évidemment une chicane. Le bref pontifical avait été envoyé aux évêques par le roi lui-même. Chacun condamnait la conduite des magistrats; leurs ennemis trouvaient, dans cette démarche inconsidérée, une occasion de conseiller au roi de diminuer les prérogatives parlementaires.

On augmenta la compétence du grand conseil : le roi obligea tous les juges inférieurs, bailliages et sénéchaussées de France d'exécuter les arrêts du grand conseil sans aucune autorisation demandée aux cours de parlement. Le grand conseil devenait une cour suprême, dont le pouvoir s'étendait sur la France entière; ce pouvoir étant reconnu, le roi devait trouver moins de difficultés à le charger de suppléer aux parlemens.

11. Au mois de juin, une escadre anglaise attaqua et prit deux vaisseaux de ligne français : le ministre de France à Londres demandait justice de cet acte d'hostilité; les ministres britanniques répondaient par des protestations de vouloir entretenir la paix avec la France. Ils ne comprenaient pas

1755. disaient-ils , le motif de ce combat. Ils attendaient des éclaircissemens dont le résultat satisferait la cour de France. Cette réponse était la suite d'une mésintelligence entre les ministres. Le duc de Newcastle sentait le prix de la paix qui lui permettait de diminuer la dette publique. Le duc de Cumberland s'attachait à déconcerter ces mesures pacifiques. Il craignait la perte de son crédit à la mort de son père. L'héritier du trône était le fils du prince de Galles; mort en 1751. Cumberland désirait de forcer son neveu d'avoir recours à lui , montant sur le trône au milieu des embarras de la guerre.*

Deux illustres rivaux , Williams Pitt et Georges Fox , balançaient les suffrages dans le parlement. Ce dernier, attaché au duc de Cumberland, appelait la guerre. Pitt , animé d'une haine violente envers les Français , ne la désirait pas moins ; mais , ne voulant pas se brouiller avec le duc de Newcastle , principal ministre , il n'éclatait pas encore. Cependant ses discours éloquens tendaient à exalter l'orgueil d'un peuple libre , en l'assurant que la terre entière devait reconnaître son droit de dominer sur les mers.

Dans le conseil de St.-James , le duc de Bedford , le comte de Granville et le lord Anson se prononçaient en faveur de la guerre. On ne la déclarait pas ; mais , sous de prétextes frivoles , les Anglais enlevaient les navires français. Dans le conseil de Versailles , le duc de Noailles représentant vaine-

ment combien les procédés britanniques étaient ruineux et humilians pour la France, on ne l'écoutait pas. Les commissaires nommés pour régler les limites de l'Acadie n'avaient pu s'accorder : les Canadiens, gênés dans leur négoce sur le fleuve St.-Laurent, étendaient leurs établissemens vers la Louisiane, et les assuraient en élevant quelques forteresses sur les rives de l'Ohio. Les Anglais regardaient ces précautions comme des hostilités.

En Asie, les deux compagnies n'avaient jamais cessé de combattre entre elles. La guerre se faisait en pleine paix, on ne pouvait éviter de la déclarer.

Pendant ces préparatifs, le globe fut ébranlé par une des plus terribles secousses dont l'histoire ait conservé le souvenir. La moitié de Lisbonne disparut le 1.^{er} novembre. Trente mille individus périrent en peu de minutes. Les autres habitans de cette ville éprouvèrent les derniers excès de la détresse. La ville de Cetubat éprouva le même sort; la mer, s'élevant au dessus de la chaussée de Cadix, emporta les hommes et les marchandises. L'Europe entière fut avertie de cet effrayant phénomène par des secousses plus ou moins violentes, en raison de leur distance du foyer de l'explosion. L'ébranlement se fit ressentir en Afrique comme en Europe. La terre s'ouvrit auprès de Maroc; elle ensevelit dans des gouffres une peuplade d'Arabes.

Ces convulsions de la nature démontrent au naturaliste attentif comment, avec la succession des siècles, de grands changemens peuvent s'opérer

1755.

1755. dans la configuration du globe terrestre. Elles avertissent en vain les hommes que, victimes d'une mort prochaine, ils devraient se procurer des consolations les uns aux autres, et ne pas ensanglanter cette terre dont les débris s'écroulent sous leurs pas.

12. Dans le temps où le roi de Prusse proposait à Louis XV d'attaquer la Belgique, le duc de Nivernois allait à Berlin avec la commission de sonder les desseins de cette cour. Il était chargé de faire valoir auprès de Frédéric II la neutralité à laquelle on voulait se réduire sur terre, afin d'employer toutes les ressources de la France à la guerre maritime. Ses raisonnemens devaient produire peu d'effet auprès d'un prince qui avait besoin de renforts directs.

Frédéric II, menacé par une ligue entre les cours de Vienne et de Pétersbourg, à laquelle accédait la cour de Dresde, préparait ses moyens de défense : il connaissait les démarches de Marie-Thérèse pour lier la France à sa cause. Elles n'avaient pas eu de succès, mais on pouvait les présenter sous un jour nouveau. D'ailleurs, quand la neutralité de la France eût subsisté, les forces de l'Autriche et de la Russie semblaient suffisantes pour écraser la Prusse. Ces observations forcèrent Frédéric à contracter une alliance avec la cour de Londres.

On envisageait en Angleterre une guerre continentale avec la France comme contraire au projet formé de conquérir le Canada. Dans la supposition

tion de cette guerre continentale, les armées françaises se seraient portées vers la Belgique : leur supériorité dans ces provinces devait réduire la cour de Londres à restituer les conquêtes sur lesquelles on comptait, en échange des places occupées par les Français en Flandre et en Brabant. La cour de Londres faisait peu de cas en conséquence des liaisons avec l'impératrice-reine.

La cour de France résidait à Compiègne. Elle y fut instruite du traité conclu entre la Prusse et l'Angleterre. Le baron de Knipausen, ambassadeur de Prusse, assurait le roi que cet acte diplomatique ne contenait rien d'alarmant pour la France, si Louis, se restreignant à une guerre maritime, ne prenait aucune part à la guerre d'Allemagne ; le roi de Prusse, moyennant un subside convenu, promettait seulement de s'opposer à l'entrée des Français en Allemagne. Il contrariait les ministres français dans le seul cas où ils auraient voulu envahir l'électorat de Hanovre.

Pour rendre cette guerre avantageuse à la France, il eût fallu la borner aux opérations maritimes, et se concerter avec la cour de Madrid. Les généraux voulaient commander des armées ; ils firent décider la guerre de Hanovre, véritable cause des malheurs éprouvés en Asie et en Amérique. La cour de Vienne saisit avidement cette occasion d'entraîner celle de France dans ses vues. Le comte de Kaunitz s'adressait directement à la marquise ; Marie-Thérèse sentait de la répugnance à lier une

1755. correspondance contraire également à sa dignité et aux idées religieuses. Le comte de Kaunitz dissipa ce préjugé par le grand motif de l'intérêt si puissant sur l'esprit des princes.

La favorite ayant reçu une lettre de Marie-Thérèse, dans laquelle cette princesse la qualifiait de *ma belle cousine*, la tête lui tourna ; regardant les intérêts de la cour de Vienne comme les siens, elle employa dans cette occasion l'abbé de Bernis dont je parlerai bientôt. Cet homme lui devait les commencemens de sa fortune. Il lui fit d'abord des objections. Aux règles politiques, il joignait les convenances particulières les plus propres à faire impression sur son esprit. Il ne s'agissait pas seulement, en s'alliant avec Marie-Thérèse, d'un de ces traités de circonstance, si aisément signés et si aisément enfreints, mais du renversement d'un système devenu depuis longtemps la base des opérations diplomatiques de la cour de France. Il observait combien il était dangereux de heurter l'opinion publique, fût-elle un préjugé. Le roi n'allait-il pas devenir suspect au corps germanique ? Sur quel titre se porterait-il désormais pour garant de la paix de Westphalie ? L'abbé de Bernis concluait en exhortant la favorite de réunir autour du roi tous les genres d'amusemens, et d'éviter les discussions diplomatiques capables de la perdre en la rendant odieuse à la nation. Malgré ces observations, la marquise voulut hasarder une tentative auprès du roi, sauf à

ne pas insister si elle trouvait trop de résistance. 1755.
Bernis lui promit son appui.

Louis XV, prévenu d'estime pour la reine de Hongrie, à laquelle on avait fait quelques années auparavant une guerre injuste, voyait avec jalousie la gloire dont Frédéric s'était couvert; irrité d'ailleurs de plusieurs plaisanteries faites à Potsdam sur la mollesse de la cour de Versailles, ses idées religieuses se mêlaient dans son âme faible à des sentimens de haine. Un roi hérétique et bel esprit lui paraissait un être doublement pernicieux: il se proposait depuis long-temps de former une alliance catholique capable d'écraser le parti protestant. Un traité entre la France, l'Espagne et l'Autriche semblait opérer ce résultat. Les propositions de la marquise trouvèrent les avenues de l'âme de Louis XV ouvertes à la persuasion.

Avant de se déterminer, l'abbé de Bernis fut chargé de nouvelles conférences avec le prince de Staremberg, successeur de Kaunitz à l'ambassade de Paris. On fut bientôt d'accord; Staremberg proposait un plan difficile à faire approuver dans le conseil. Le roi rédigea le traité dans un comité composé de Machault, de Séchelles, de Rouillé, de Saint-Florentin et de l'abbé de Bernis qui n'entra pas au conseil. L'impératrice-reine cédait à l'Infant Philippe les Pays-Bas espagnols, en échange du duché de Parme. La couronne de Pologne devait être rendue héréditaire. On promettait à

1755. la Suède la Poméranie prussienne. Ce projet éprouva de vives contradictions dans le comité choisi par la favorite. Est-il sage, disait-on, d'abandonner un système adopté depuis plusieurs siècles par Henri IV, par Richelieu, par Mazarin, par Louis XIV, devenu le principe de la politique française? L'impératrice avait d'abord offert la Belgique à la France; elle veut la donner à l'Infant Philippe, en échange de Parme. Ces deux propositions ne se ressemblent pas. La favorite combattait ces objections. La France, selon elle, ne pouvait acquérir les Pays-Bas sans devenir trop redoutable à l'Europe. L'établissement d'un prince de la maison de Bourbon dans ces provinces offrait à l'empire français un avantage inappréciable. Tout cela ne pouvait se soutenir sérieusement. Il est certain que la France ne parviendra à ses vraies limites que quand la Belgique y sera réunie. Le comité restait dans l'indécision. Marie-Thérèse engageait les ministres français à proposer un plan d'alliance, puisque le sien éprouvait des obstacles. Enfin la volonté de la marquise inclinant la balance, un traité fut signé au mois de mai. Le roi garantissait toutes les possessions de l'impératrice-reine, et promettait une armée si la guerre éclatait entre elle et le roi de Prusse. Alliance désastreuse, on doit la considérer comme une des causes de la chute de l'ancien gouvernement de France : jamais on ne l'eût contractée si les véri-

tables intérêts de la monarchie française avaient pu balancer , dans une cour corrompue , les avantages des courtisans. 1755.

Il ne fut plus question de la Belgique : Marie-Thérèse déposait dans les mains du roi Ostende et Nieuport, à la charge de restituer ces deux places à la première réquisition. En compensation de cet avantage équivoque, le roi promettait , non seulement une armée , mais de payer les troupes suédoises et saxonnes employées dans les hostilités ; il donnait à Marie-Thérèse un subside annuel de 24,000,000 de francs. Tout Français n'était-il pas fondé à demander quel était l'équivalent d'un avantage aussi énorme ? La cour de Pétersbourg accéda bientôt à ce traité. Les deux puissances réunies , non contentes d'assurer la destruction de la marine française, en détournant vers la guerre d'Allemagne les efforts que les Français eussent dû faire sur l'Océan , trouvaient encore dans cet acte diplomatique une occasion de remplir le projet vers lequel depuis long-temps se dirigeaient leurs démarches ; d'atténuer la bonne intelligence entre l'empire français et l'empire ottoman , son ancien et fidèle allié. Cette machination fut sur le point d'obtenir un entier succès.

Promettant à la cour de Vienne un secours annuel de 24,000,000 dans les guerres , on n'avait pas excepté celles contre la cour de Constantinople ; le conseil de Pétersbourg rendit cette faute irréparable. Refusant de se contenter de cette omis-

1755. sion ; il exigea de Louis XV la promesse formelle de donner 24,000,000 à la cour de Vienne, dans les guerres contre les Ottomans ; le comte de Esterházi parvint même à faire signer cette déclaration par un agent français envoyé au chancelier de Wozonzoff.

Cet acte, connu sous le nom de convention secrétissime, ne fut pas tenu secret ; le divan de Stamboul en eut connaissance ; le grand visir, auquel l'ambassadeur de France donnait des explications à ce sujet, ne daigna faire au ministre français aucun reproche ; il répondit avec hauteur : « Nous devons regarder dès ce moment la cour de France comme l'alliée des cours de Vienne et de Pétersbourg. Cette disposition ne donne aucune inquiétude au divan ». Le comte de Broglie, revenant de l'ambassade de Pologne, se trouvait à Versailles à l'arrivée du courrier porteur de la convention secrétissime ; Ronillé la lui communiqua. Ce négociateur proposa, contre cette convention, des objections dont Louis XV fut frappé ; il déchira lui-même cette pièce ; elle avait fait une impression profonde sur les ministres ottomans ; on eut beaucoup de peine à les adoucir en les assurant qu'elle avait été annulée.

1756. 13. On avait donné durant (1) quelque temps le change aux Anglais par des armemens com-

(1) Le 18 février, on ressent à Paris quelques légères secousses de tremblement de terre.

mencés, suspendus, repris à Brest et à Toulon. 1756.
Louis envoya enfin une armée navale sur les côtes de l'île de Minorque, aux ordres de l'amiral de la Galissonnière. Douze mille combattans, commandés par le duc de Richelieu, étaient portés sur cette escadre; ils débarquèrent sans obstacles, et assiégèrent le fort Saint-Philippe. Les Anglais avaient employé trente ans à le fortifier: quatre bataillons formaient sa garnison.

Une escadre anglaise, commandée par l'amiral Bing, était sortie des ports britanniques au mois d'avril: elle aperçut, le 19 mai, les rochers de Minorque. Le combat fut donné le 20. Les vaisseaux français, inférieurs en nombre, mirent l'escadre anglaise en déroute, elle se réfugia dans la baie de Gibraltar, sans avoir jeté des secours dans la place assiégée: elle fut emportée d'assaut.

Des dissensions intestines en Angleterre augmentaient les inquiétudes du cabinet de Saint-James: on craignait une descente. Les habitans de Londres avaient demandé la guerre; ils accusaient de trahison l'amiral Bing. Ce marin, condamné par un conseil de guerre, fut fusillé sur son bord. Un grand nombre de ses compatriotes ne le jugeaient pas coupable; ils applaudirent cependant à une sentence, dont la rigueur ne montrait de salut aux amiraux que dans la victoire. Richelieu fut reçu à Paris aux acclamations générales. Voltaire, protégé de ce général, excitait la joie publique, vantant ses exploits avec une exagération

1756. poétique. A peine parlait-on du marquis de la Galissonnière. Cet amiral n'avait en sa faveur ni le secours de la maîtresse du roi, ni celui des poètes. Il mourut peu après. Cette perte et la nomination du comte de Conflans au commandement de l'armée navale furent également funestes à la marine française.

Telle était pour les Anglais l'importance du port de Mahon, que, pour rentrer dans cette possession, ils auraient abandonné leurs prétentions vers le Canada. Le duc de Noailles proposait de terminer la guerre par cette compensation. Une fatalité empêcha cet avis de prévaloir. La guerre éclatait en Allemagne; Marie-Thérèse se hâtait de mettre la cour de Russie en mouvement; l'impératrice Elisabeth rassemblait cinquante mille soldats en Livonie; le comte de Kaunitz conduisait en Silésie la plus grande partie des forces autrichiennes. Le roi de Prusse, à la tête de cent cinquante mille hommes, fait sommer la cour de Vienne de manifester ses desseins. Le conseil de Vienne donna une réponse évasive. Frédéric prend un parti prompt et hardi. Soixante mille Prussiens, sous les ordres du prince Ferdinand de Brunswick, entrent en Saxe, s'emparent de Leipsick; le roi de Prusse s'approche de Dresde; Auguste, roi de Pologne et électeur de Saxe, abandonnant sa capitale, s'était retranché avec dix-sept mille hommes au camp du Pirna; il y est bloqué. Marie-Thérèse fait déclarer le roi de Prusse ennemi de l'Empire.

Ce prince répond à cette proscription en pénétrant en Bohême. Les Autrichiens, commandés par le comte de Daum sont défaits. Frédéric revient sur le camp de Pirna. L'armée saxonne se voit contrainte à mettre bas les armes; Auguste se réfugia dans Varsovie. Louis XV, regardant l'invasion du roi de Prusse comme une infraction au traité de Westphalie, sans examiner si ce monarque n'avait pas été forcé d'exécuter cette invasion pour prévenir sa ruine certaine, envoie cent mille hommes en Allemagne.

Ainsi s'engagea la guerre de Sept-Âns. Les Français commençaient les opérations maritimes avec des succès brillans. Quatre-vingt mille hommes, cantonnés sur les côtes de la Manche, donnaient aux Anglais de justes appréhensions. La France, s'abstenant d'une guerre de terre, était assurée d'obtenir une paix glorieuse. L'expédition d'Allemagne détruisit ces espérances.

14. Chassés de Minorque, les Anglais formaient le projet d'occuper la Corse. Louis XV prévint cet événement par un traité avec le sénat de Gènes, en vertu duquel un corps de troupes françaises allait préserver les côtes de cette île d'une agression étrangère. Gafforio, investi de la principale autorité après le départ de Cursay, avait été assassiné. Les Corses s'assemblaient à Cortè. De tous les personnages auxquels les destinées de la Corse avaient été confiées depuis long-temps, le seul Mario Matta, éloigné des affaires par des considérations

1756. de famille, paraissait propre à porter le fardeau de l'état ; toutes les voix se réunirent en sa faveur : une députation se transporta dans sa solitude. La souveraine magistrature lui paraissait environnée de trop de périls ; préférant le repos à la gloire , il accepta le généralat , à condition qu'un an après on élirait un autre chef.

Matta laissait flotter les rênes de l'administration. Le vieux Yacinthe Paoli , réfugié dans Naples , envoie à Corté son fils , âgé de trente ans. Pascal Paoli , élu souverain magistrat , demande Matta pour collègue , la mésintelligence s'insinua entre les deux généraux. Matta fut tué dans une émeute ; l'autorité resta dans les mains de Pascal Paoli ; ce général était né dans la classe plébéienne ; ses compatriotes ne le traitèrent qu'avec plus d'égards. Voulant prévenir les cabales , toujours funestes à une autorité naissante , il écartait les apparences mêmes du despotisme. Limitant sa puissance , il fit créer un sénat chargé des principales affaires ; sous ce mode d'administration , les Génois furent chassés de leurs postes avancés ; on les tenait bloqués dans leurs places maritimes. Les Français entraient alors dans l'île , conduits par le marquis de Castries ; on les distribua au nombre de quatre à cinq mille hommes , à Calvi , à Ajaccio , à San Fiorenzo , à Algagliola , à Pissola-Rossa et à Alsi-prato. Les Corses s'abstinrent de tout acte d'hostilité contre ces places. Castries , rappelé quelque temps après , fut remplacé par le comte de Vaux.

Noailles prévoyant le mauvais succès de la guerre d'Allemagne, abandonnant le conseil sous prétexte de son grand âge, fut remplacé par le maréchal de Belle-Isle. Séchelles se démettait en même temps du contrôle-général, Périne de Moras lui succéda. Ce ministre proposait de nouveaux impôts, on ne savait comment les faire enregistrer au parlement; ce corps, regardant comme une atteinte à son autorité l'étendue de juridiction attribuée au grand conseil, cherchait aussi à se venger de son exil. La guerre des billets de confession continuait; le roi avait été forcé d'enjoindre à l'archevêque de Paris de ne plus troubler la tranquillité publique par son zèle dangereux. Ce prélat, regardant cette défense comme une occasion de combattre avec plus d'éclat, répond qu'il doit obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes; on l'exila dans son château de Conflans, et ensuite à Champceaux, aux extrémités de son diocèse. Le parlement avait passé pour le martyr des lois. Les partisans de Christophe de Beaumont le préconisèrent comme le martyr de la religion. Quelques autres prélats furent relégués dans leurs maisons de plaisance. Le parlement instrumentait alors en liberté contre les curés, les vicaires et les porte-Dieu convaincus de refuser la communion aux mourans. Cette victoire ne le rendait pas plus disposé à enregistrer les nouveaux impôts.

On ne pouvait soutenir la guerre avec des remontrances; le roi tint un lit de justice: trois édits

1756. furent enregistrés ; le premier créait un second vingtième, le second prorogeait pendant dix ans la perception des deux sous pour livre du dixième ; le troisième augmentait quelques droits d'entrée à Paris. Les magistrats , ayant refusé d'opiner , protestèrent le jour suivant contre les opérations de la séance précédente. Tous les parlemens se conduisirent de la même manière ; il fallut recourir à un nouveau lit de justice.

Il fut tenu à Versailles ; le parlement y assista avec les princes et les pairs. Ce corps avait auparavant protesté de nullité de toutes les opérations de cette assemblée. On yregistra trois édits : le premier cassait les arrêtés pris au parlement au sujet des finances ; le second , attribuait à la grand'chambre seule la police générale , et ordonnait au parlement , sous peine de forfaiture , d'enregistrer les édits immédiatement après la réponse du roi à une première remontrance ; dans le troisième , le roi , interprétant la loi du silence , permettait aux évêques d'enseigner ce qu'ils jugeraient à propos , se resserrant dans les bornes de la charité chrétienne.

De retour à Paris , le parlement déclare nul l'enregistrement des trois édits. Presque toutes les cours supérieures les rejetèrent. Les parlemens de Rouen et de Bordeaux cessèrent de rendre la justice. Un silence sombre et menaçant régnait dans Paris. Le nom du roi se prononçait avec des imprécations. On s'entretenait de ses débauches,

de ses prodigalités. On redoutait l'inquisition de l'archevêque de Paris. Les rivalités entre le parlement et le grand conseil augmentaient l'effervescence publique. Un conseiller au grand conseil, traduit au Châtelet pour dettes, fut condamné à payer. Le grand conseil cassa la sentence du Châtelet ; le parlement cassa l'arrêt du grand conseil. Tous les parlemens envoyaient des remontrances. Le parlement de Paris convoqua les pairs. Le roi défendit aux pairs de se rendre à cette invitation. Cette querelle s'assoupit, non sans peine.

Tous les parlemens s'associaient sous le nom de classes du parlement de France. Le parlement de Paris formait la première classe, tous ensemble devenaient parties intégrantes d'un même corps. Cette idée était très-grande : si le parlement de France, répandu dans les provinces en diverses classes, avait pu être considéré comme un corps représentatif de l'empire, les parlemens auraient réussi dans leur prétention d'être supérieurs aux états-généraux. Le succès de cette entreprise pouvait changer la forme du gouvernement.

Une étonnante fermentation dans les esprits rendait cette résolution imminente. On craignait une guerre civile dont les horreurs étaient appréciées par l'esprit philosophique généralement répandu. Le parlement ne voulant pas être accusé de l'avoir allumée, cent quatre-vingt-quatre membres de ce corps signèrent leur démission. Les présidens seuls et un petit nombre de conseillers

1756. n'avaient pas adopté cette mesure. Le parlement de Paris pouvait être considéré comme anéanti; les ministres n'osaient le remplacer. Les démarches du roi avaient surpris le parlement, celles du parlement ne surprirent pas moins le roi.

Dans un moment où l'Europe présentait un front menaçant, les dissensions intérieures, se joignant aux hostilités étrangères, rendaient la position de la France plus alarmante; la machine du gouvernement plus compliquée augmentait le dérangement des finances, et relâchait le faisceau social. Tout se tient dans un vaste empire: tout est lié par des chaînes secrètes dont la contexture échappe au vulgaire et frappe les esprits exercés. On ne saurait calculer combien ces divisions contribuèrent au mauvais succès de la guerre.

15. Une mésintelligence prononcée régnait dans la famille royale. Le roi ne voyait que sa maîtresse à laquelle le rang de duchesse venait d'être accordé. Cette femme, atteinte d'une incommodité dégoûtante, désormais incapable d'enivrer par ses charmes les sens de son amant, ne régnait pas moins en souveraine sur son ame asservie. L'adulation, ce moyen presque infailible de réussir auprès de la plupart des hommes, fut un des premiers qu'elle mit en usage. Cette adulation ne consistait pas seulement dans l'art, possédé par tous les courtisans, de rendre le monarque content de lui-même par des peintures exagérées de ses qualités morales et physiques, de l'excellence de ses actions

et de ses discours , ni même dans le talent raffiné de rassembler tout ce qui pouvait lui plaire , mais dans une attention pénible et assidue d'écarter du roi les soucis , les inquiétudes du gouvernement , de lui procurer sur le trône la vie oisive et privée après laquelle il soupirait.

Cependant tôt ou tard la marquise eût perdu son empire sans l'abjection dont elle se couvrit , devant la surintendante des plaisirs d'un homme gouverné par elle. La favorite écartait des petits soupers toutes les femmes dont les attraits faisaient quelque impression sur le cœur du roi. En même temps ses émissaires recrutaient des beautés neuves et inconnues ; elle les présentait au roi. Telle fut l'origine du parc aux cerfs , gouffre immonde où vinrent s'engloutir une foule de victimes. Il est impossible de calculer les trésors employés à payer une foule d'entremeteurs , qui s'agitaient pour découvrir les objets de leurs recherches , les enlever à leur famille par la séduction ou la violence , les accoutumer à un libertinage qui leur était étranger. Ajoutez les sommes accordées aux femmes qui , n'ayant pas éveillé les sens engourdis du maître , ne devaient pas moins être dédommagées ; les récompenses prodiguées aux nymphes plus fortunées , les engagemens envers celles qui portaient dans leur sein le fruit de leur fécondité , et l'entretien des enfans provenus de ces unions clandestines : le parc aux cerfs fut une des causes de la subversion de la fortune publique en France.

1756.

A cette époque, commencèrent à devenir exorbitans les acquits au comptant. Ces billets étaient payés sur la signature du roi, sans mention du service auquel ils étaient destinés. Toutes les dépenses du Parc aux cerfs furent acquittées avec ce genre de billets. Ces objets, d'après une remontrance du parlement, passaient cent millions chaque année. Deux hommes avaient initié la marquise à la triture des affaires publiques, le comte de Stainville et l'abbé de Bernis. Le premier, connu dans la suite sous le nom de duc de Choiseul, se livrait à tous les travers alors à la mode. Cette conduite lui procurait de nombreux amis. Ses liaisons avec les encyclopédistes attirèrent sur lui les anathèmes du clergé. On le traitait ouvertement d'athée. Cette accusation nuisit quelque temps à sa fortune. Le second brillait à la cour par son bel esprit. Célébrant la maîtresse du roi dans des vers harmonieux, son but était moins d'atteindre la gloire littéraire que les faveurs de la fortune ; il remplaça Ronillé aux relations extérieures. Parvenu à la plus haute faveur, il fut soupçonné de desservir celle à laquelle il devait tout. On verra bientôt comment sa chute fut subite.

Obligé de cachet son dépit dans la retraite, malgré la pourpre romaine dont il avait été revêtu, il eut le temps de réfléchir sur l'instabilité des faveurs de la cour. Les dignités de l'église étaient alors plus solides : il reçut la prêtrise et devint évêque. Une nouvelle occasion s'étant présentée à lui dans la suite, il

il se plongeait de nouveau dans le tourbillon des affaires publiques. Nous l'avons vu, ambassadeur à Rome, déployer dans cette cour un luxe asiatique. jusqu'au temps où, dépouillé de ses riches bénéfices par l'effet de la révolution de 1789, il prit le parti d'afficher une seconde fois des maximes austères, bien éloignées des vers charmans que nous devons aux jours heureux de sa jeunesse, et dont les images riantes inspirent la volupté.

Le parlement dispersé ne s'opposait plus à l'augmentation des impôts. Les murmures augmentaient, le clergé triomphait. Accoutumé à regarder ses avantages comme des échelons pour en obtenir d'autres, on entendait perpétuellement les prêtres gémir dans les chaires des maux de l'église.

Dans tous les temps, les hommes, poursuivis par l'infortune, entrevirent un adoucissement à leurs peines dans les changemens de position. Cette disposition était générale en France : chacun envisageait le terme de la vie de Louis XV comme celui des calamités publiques. Ce prince était bien loin de porter le titre de *Bien-Aimé*, dont on surchargeait ses statues.

16. A six heures du soir, le 6 janvier, le roi, se préparant à monter en voiture pour aller à Trianon, est frappé d'un coup de canif au milieu de ses gardes. Un froid piquant obligeait un chacun de s'envelopper dans sa redingote. L'assassin en avait une : il s'était jeté dans la foule après avoir porté son coup. Une simple attention de tenir son

1757. chapeau à la main comme tous les spectateurs l'aurait probablement soustrait aux recherches. Le roi, blessé, se retourne, et, à la lueur des flambeaux, jetant les yeux sur cet inconnu, il dit : « Cet homme m'a frappé, qu'on l'arrête ».

La famille royale paraissait saisie d'effroi. On portait le roi dans son lit, on cherchait des chirurgiens, on ignorait si la blessure était légère ou dangereuse. L'assassin répétait fréquemment : qu'on veille sur le dauphin, qu'il ne sorte pas. L'alarme devenait universelle, les uns redoutaient un vaste complot contre la famille royale, les autres se perdaient en conjectures. Louis XV s'était déchargé des soins du gouvernement sur son fils, il demandait un confesseur. Une extrême confusion régnait dans le château; une blessure légère pouvait devenir dangereuse, si l'assassin avait employé une arme empoisonnée. Chacun faisait cette réflexion. Machault, créature de la favorite, lui conseillait de quitter Versailles. Louis, environné de sa famille, ne voyant pas près de lui son amante, se croyait à sa dernière heure. La blessure était une légère égratignure, on en fut convaincu à la levée du premier appareil. Cependant, les intrigues se multipliaient. Cet événement acquérant de l'importance, suivant les divers rapports, on le regardait comme le résultat d'un complot profondément médité. Plusieurs soupçonnèrent l'héritier du trône d'en avoir donné le signal. Il passa pour certain dans le public que le dauphin avait fait assas-

siner son père; que Louis XV se vengea de ce prétendu crime, en ordonnant l'empoisonnement de son fils; que, poursuivant sa vengeance sur une autre génération, il mit les trois enfans du dauphin hors d'état d'avoir une postérité. Cette série d'horreurs fut regardée comme la clef mystérieuse des principaux événemens arrivés à la cour jusqu'à la mort de Louis XV.

M'étant imposé la tâche difficile d'offrir aux races futures la peinture franche et naïve des faits dont je fus le témoin, j'ai sondé avec une scrupuleuse attention la profondeur de ce mystère. La vérité se cache avec art dans le palais des rois, séjour ordinaire de la fausseté et de la réserve. Si je ne l'ai point découverte, du moins n'ai-je rien négligé pour y parvenir; et aucune convenance ne m'empêcha de la dire quand je publiai, avant la révolution, l'histoire de France sous le règne de Louis XV.

Avant de raisonner sur ce fait, je dois en rapporter les principales circonstances. Le duc d'Ayen, capitaine des gardes, désolé d'un attentat commis sous ses yeux, avait ordonné d'interroger le criminel et de lui arracher le secret de ses complices. Les agens, chargés de cet emploi, mettaient en œuvre les traitemens les plus cruels; ils auraient soustrait ce criminel, par une mort prématurée, aux recherches de la justice, si le lieutenant du prévôt de l'hôtel ne l'eût tiré de leurs mains. *Morrel*, c'était le nom de ce magistrat; dressa un

1757. procès-verbal. L'assassin, nommé Robert-François Damiens, laquais de profession, n'avait pas eu dessein de tuer Louis XV. L'examen de l'arme dont il se servit donnait de la probabilité à cette assertion : c'était un couteau à ressort, présentant d'un côté une lame longue et pointue en forme de stylet, de l'autre un canif à tailler les plumes, d'environ deux pouces de longueur. Si Damiens eût voulu frapper un coup mortel, il aurait employé le premier fer.

Damiens, coupable de plusieurs crimes, passait pour avoir empoisonné La Bourdonnaye ; c'était un vil scélérat d'une humeur sombre. Il avait successivement servi chez des jansénistes, des jésuites, des parlementaires. Les plaintes vagues, répétées en sa présence par des gens d'église et de robe sur les vices d'une administration livrée aux intrigans, frappèrent son ame ouverte aux impressions du crime ; entraîné par la fatalité, disait-il, il avait voulu se soustraire à sa destinée, calmant par les secours indiqués par la médecine l'effervescence de son sang trop ardent ; il protestait, que s'il avait été saigné comme il le demandait, il n'eût pas frappé le roi.

Ileut l'audace de dicter une lettre pour Louis XV. Malgré son galimathias, l'homme attentif, y démêlant la série des idées de l'auteur en démençe, assignerait aisément de quelle manière ce malheureux fut entraîné à commettre le crime. Trop ignorant en politique pour deviner qu'un monarque ne sau-

rait avoir des intérêts divers de ceux de l'état gouverné par lui, et que les malheurs de son règne doivent être attribués aux hommes qui le trompent, il se flatta, dans son délire, de ramener le roi à ses devoirs par les suites d'une blessure peu dangereuse.

1757.

Morel reçut la confession du coupable dans ces instans voisins du crime, où la vérité n'a pas eu le temps de se cacher dans les replis tortueux du cœur du criminel. Il n'ajouta jamais rien à ce que je viens de dire. On ne saurait espérer de connaître en aucun temps plusieurs autres circonstances dont les membres du parlement furent instruits dans le cours de la procédure, et dont les intérêts de la plus haute importance purent ordonner la suppression. J'ai connu particulièrement Morel; il jouissait d'une pension en récompense du zèle avec lequel il s'était conduit. Je lui ai plusieurs fois entendu répéter : Si les secrets dont je suis dépositaire se divulguaient, je perdrais ma pension, et les plus sombres cachots de la Bastille deviendraient mon éternel séjour. Quels étaient ces secrets ? Morel mourut plusieurs années avant la révolution ; il les emporta dans la tombe.

Ces secrets étaient peut-être chimériques. Serait-ce donc la première fois qu'un homme, voyant dans une unique circonstance les regards du public tournés sur lui, aurait cru augmenter sa considération momentanée, grossissant d'une manière mystérieuse l'événement qui l'avait placé hors de la foule ? Morel, à force de rêver des se-

1757. crets importants , avait pu se persuader à lui-même qu'il en était dépositaire. Il mourut à moitié fou , croyant perpétuellement voir les portes fatales de la Bastille s'ouvrir devant lui. Il ne se trouva parmi ses papiers, après sa mort, aucun indice de ces prétendus mystères , dont la fortuite divulgation paraissait lui donner de mortelles frayeurs.

Ceux qui accusaient le dauphin d'avoir attenté aux jours de son père attribuaient cet étrange égarement à la séduction des prêtres. Les plus atroces forfaits ont été trop souvent le fruit de l'imposture. Trop souvent des prêtres indignes de leurs fonctions, mettant en œuvre l'hypocrisie des uns, la fureur des autres, perpétrèrent, au nom du ciel, les œuvres de l'enfer. L'histoire nous a transmis un grand nombre d'exemples du pouvoir obtenu par le fanatisme sur l'imagination égarée des hommes faibles , et dans combien d'occasions la nature fut sacrifiée à la superstition. Cependant, malgré les sinistres effets attribués à la morale jésuitique, de quelque manière que les coryphées de cet ordre envisageassent l'influence de la conduite du roi sur les mœurs publiques, quel que fût même leur espoir d'obtenir une notable augmentation de crédit sous le règne du dauphin, je ne saurais concevoir comment ils auraient arraché à ce prince un consentement au meurtre de son père; comment la dauphine; jeune et timide; la reine vertueuse et attachée à son mari, auraient donné leur aveu à un crime aussi révoltant; comment le secret aurait-il été gardé sur cette étrange conspiration , dont les

combinaisons exigeaient une longue suite d'agens difficiles à trouver , plus difficiles à concilier. D'ailleurs les prêtres étaient-ils alors les hommes les plus mécontents de Louis XV ? Les faits déposent le contraire.

Dans la longue querelle entre le sacerdoce et la magistrature , la cour avait favorisé successivement l'un et l'autre parti. Dans le dernier état des choses, le roi venait d'ordonner de recevoir la bulle *Unigenitus* avec soumission, et de dispenser les évêques du silence. Le clergé sortait victorieux de cette lutte; le dauphin montrait à la vérité un attachement très-prononcé à l'ordre sacerdotal; mais le parlement, regardé comme l'ennemi des prêtres, languissait dans l'exil. Un changement de règne offrait-il aux prêtres une perspective plus favorable ?

Si la lettre écrite au roi par Damiens est authentique , non seulement elle ne présente pas ce crime comme l'effet de la suggestion des prêtres , mais il paraît la suite des plaintes du public contre l'archevêque de Paris. Cette lettre contient même de ridicules accusations contre plusieurs membres du parlement ; très-assurément ces magistrats ne firent pas part de leurs sentimens à Damiens. Les magistrats du parlement de Paris n'avaient aucune liaison avec la cour du dauphin. Tous les soupçons accumulés contre ce prince tombent d'eux-mêmes , si on accuse les magistrats d'avoir été instigateurs de l'assassinat du roi.

Enfin si ce crime avait été l'effet d'une machina-

1757. tion suivie par une classe d'hommes pervers et sanguinaires, l'aveugle instrument de cette atrocité, bien choisi, bien payé, se trouvant armé d'un couteau à ressort présentant une longue lame pointue et un canif, aurait employé la longue lame capable de porter un coup dangereux. Cette alternative me paraît un trait de lumière. Cependant la seule confession du coupable nous apprend qu'il se servit du canif. Cette confession ne forme pas une preuve bien concluante.

La mort du dauphin, de la dauphine, de l'évêque de Soissons, aumônier du dauphin et de plusieurs autres individus attachés à ce prince, arrivée peu de temps après cette époque; la suppression des jésuites et ensuite celle des parlemens, furent regardés comme devant changer en certitude les doutes élevés sur les auteurs de l'assassinat du roi. Une circonstance met en défaut les combinaisons de ces scrutateurs sinistres : la maîtresse du roi figura la première dans la chaîne des victimes moissonnées par la mort à cette époque. La même main qui avait empoisonné le dauphin et la dauphine versa-t-elle la mort dans le sein de la marquise de Pompadour? il faudrait admettre à la cour de Louis XV deux troupes d'empoisonneurs, luttant l'une contre l'autre, s'exerçant à l'envi à commettre des forfaits sans autre fruit que l'impunité, tandis que le roi, tolérant par son silence ces exécrables jeux, aurait joui du barbare plaisir de voir tomber à ses côtés les personnes qui de-

vaient lui être les plus chères ; spectacle hideux , 1757.
dont la longueur et l'effroi seraient devenus un sup-
plice intolérable pour le dernier des scélérats.

Jamais Louis XV ne fut accusé du cruauté : insouciant toutes a vie , excessivement débauché à la fin de ses jours , ses défauts tenaient à la faiblesse de son cœur et non à la mechanceté de son ame. Le jugement de Damiens fut remis aux magistrats qui n'avaient pas donné leur démission. Les princes et les pairs rendaient par leur présence le jugement plus solennel. On attribua au président Renault une lettre dans laquelle le roi demandait au parlement une vengeance éclatante. La cour venait encore d'exiler plusieurs conseillers démissionnaires , la grand'chambre fit des remontrances , elle s'occupa du procès de Damiens.

Ce fut bientôt le tour des ministres d'être exilés. Machault et d'Argenson avaient réuni leurs efforts à déterminer la marquise de quitter le château de Versailles dans les premiers momens de la blessure du roi : cette blessure ne s'étant pas trouvée dangereuse , elle revint. D'Argenson et Machault furent éconduits. Ils reçurent leurs lettres de cachet le même jour. Damiens ne parut pas embarrassé devant les juges. Si plusieurs de ses réponses paraissaient indiquer la démence , d'autres changeaient toutes les idées des magistrats. Il pouvait par ses déclarations vouer à l'opprobre ou du moins aux soupçons des hommes importans dans l'état. La pensée d'être le maître de l'honneur et de

1757. la vie d'un grand nombre de grands personnages semblait lui donner de l'orgueil : le duc de Biron le pressait de nommer ses complices, Damiens lui répondit froidement : « Vous seriez embarrassé si je répondais, que vous en êtes un ». Il attribua constamment son crime aux idées religieuses. Interrogé sur des discours tenus chez un docteur de Sorbonne, nommé Launay, dont il avait été quelque temps laquais. « On y disait, répondit-il brusquement, que les gens du parlement étaient les plus grands malfaiteurs du monde ». Interrogé pourquoi, il avait fait écrire par le chevalier de Belot, lieutenant aux gardes, le nom de plusieurs membres du parlement et pourquoi il avait ajouté ces mots, *et presque tous*, il répondit : « Parce que tous sont furieux de la conduite de l'archevêque ». Vareilles, enseigne aux gardes, lui ayant été confronté, et l'accusant d'avoir dit à Versailles que si on avait coupé la tête à quatre ou cinq boute-feux d'évêques, il n'aurait pas blessé le roi, Damiens répliqua : « Je n'ai pas parlé de leur couper le cou, mais de les punir, sans dire de quel supplice. Paris était inondé de brochures dans lesquelles les amis du clergé et ceux du parlement, s'accablaient de reproches inconsidérés ».

Voilà, disaient les premiers, où conduisent des principes d'hérésie dont retentissait l'enceinte du palais. On mettait en fuite, on jetait dans les prisons les prêtres attachés à leur conscience, et on aiguisait les poignards qui devaient percer le cœur d'un prince soumis à l'église. Le coup a été porté

au moment où ce monarque , lassé d'une modération inutile , prenait des mesures pour contenir des magistrats rebelles. Damiens a conçu son infâme projet dans les salles du palais , il en convient lui-même. 1757.

Quel devait être le résultat des crimes de Damiens , répondaient les parlementaires et les jansénistes ? l'avènement au trône d'un prince connu par son dévouement aux prétentions du pape et des jésuites : si Damiens a eu des complices ou du moins des instigateurs , ce sont ces jésuites dont il reçut les premières impressions , qu'il servit constamment dans leurs maisons , qui s'employèrent à espionner des magistrats dont ils redoutaient la surveillance. Les jésuites professèrent dans tous les temps la doctrine du régicide ; ils dirigèrent les poignards des Châtel , des Ravailac ; ils auraient recueilli le fruit du crime de Damiens.

Par des réponses décousues , contradictoires , Damiens semblait prêter des armes aux amis et aux ennemis du clergé. On avait trouvé sur lui trente-sept louis d'or : cette somme paraissait au dessus des moyens d'un laquais vagabond ; elle annonçait qu'il possédait d'autres ressources. Il dit un jour : « Si , après le crime commis , j'avais pu atteindre des chevaux préparés pour mon évasion , je serais en sûreté ». On n'obtint jamais de lui l'éclaircissement de ce fait important. Il dit un autre jour : « Si j'avais fait moins de courses dans les salles du palais , je n'aurais pas blessé le roi ; je fus

1757. déterminé par les discours dont mes oreilles étaient perpétuellement battues ».

Voltaire observe à ce sujet que Damiens avait été successivement apprenti serrurier, soldat, garçon de cuisine chez les jésuites, et ayant été chassé, il devint laquais dans plusieurs maisons. Se trouvant fréquemment sans condition, il fréquentait la grand'salle du palais pendant l'effervescence des querelles de la magistrature et du clergé. Le premier président, Maupeou, lui ayant demandé s'il croyait que la religion permit d'assassiner les rois, il dit par trois fois : « Je n'ai rien à répondre à cette question ». Il se montra indifférent sur le choix du confesseur qu'on voulait lui donner. Il répondait : « Cela m'est égal, mon ame est en sûreté ».

Après la lecture de sa condamnation prononcée en présence de cinq princes du sang, de vingt-deux ducs et pairs, de douze présidents à mortier, de sept conseillers d'honneur, de quatre maîtres des requêtes et de dix-neuf conseillers de grand-chambre, il fut appliqué à la question. Il s'écriait dans ses douleurs : « J'avais cru faire une action méritoire pour le ciel ; c'est ce que j'entendais dire à tous les prêtres dans le palais ».

On prépara le supplice de ce misérable avec un appareil sans exemple. Un espace de cent pieds en carré, attenant à la principale porte de l'hôtel-de-ville, était entouré de palissades ; les gardes françaises occupaient les avenues de la place. Les gar-

des suisses prirent poste dans les rues voisines : le criminel fut placé le vingt-huit mars , à cinq heures après midi , sur un échafaud ; on le lia avec de grosses cordes , on brûla sa main droite dans un brasier rempli de soufre ; il fut tenaillé avec de grosses pinces ardentes aux bras , aux cuisses , à la poitrine ; le bourreau versait du plomb fondu et de la résine dans ses plaies. Quatre chevaux tirèrent les cordes attachées à ses membres , on les jeta dans un bûcher préparé à dix pas de l'échafaud. Le père , la femme et les enfans de Damiens , innocens de ce crime , furent bannis de France , avec défense d'y rentrer sous peine de mort. Le même arrêt obligeait tous les parens du coupable de quitter le nom de Damiens.

Pendant l'instruction de cette procédure , le roi faisait enlever trente-deux membres du parlement de Besançon , opposés à l'enregistrement des nouveaux édits. Des archers les conduisirent dans diverses prisons. Tous les parlemens portaient leurs plaintes en même temps , les avocats refusaient de plaider devant ce qui restait du parlement de Paris. On offrait aux conseillers démissionnaires le remboursement de leurs charges , sans avoir l'argent nécessaire pour les payer. Enfin , les démissions furent rendues aux magistrats. Le parlement reentra dans ses fonctions.

17. Au milieu de l'inquiétude où le danger couru par Louis XV jetait la France , les armées françaises se précipitaient en Allemagne ; on regardait

1757. comme infaillible la perte du roi de Prusse. Les cercles d'Allemagne armaient contre lui. Les Russes s'avançaient vers la Prusse polonaise; deux armées autrichiennes, sous les ordres du prince Charles de Lorraine et du feld-maréchal Daun, pressaient les Prussiens.

Deux armées françaises s'assemblaient aux bords du Rhin, la principale, commandée par le maréchal d'Etrées, devait envahir l'électorat d'Hanovre, défendu par le duc de Cumberland, à la tête de soixante-douze mille combattans anglais, prussiens, hessois ou hanovriens. Le prince de Soubise commandait la seconde armée, chargée d'agir de concert avec celle du maréchal d'Etrées, et de se combiner ensuite avec les troupes des cercles. La cour de Suède entrait dans ces hostilités, comme garante du traité de Westphalie. Elle suivait l'impulsion de la cour de Paris.

A la vue de ces nombreux ennemis, Frédéric ne désespéra pas de la fortune. Hors d'état de défendre les provinces de Westphalie, il en fit démanteler les places fortes, ordonnant aux garnisons de se replier sur l'armée de Cumberland à l'approche des Français. La marche lente des Russes lui donnait peu d'inquiétude. Il résolut d'envahir la Bohême. Le prince Charles est battu devant Prague, où se trouvaient ses principaux magasins. La ville allait ouvrir ses portes aux Prussiens, le maréchal de Daun, survenant avec promptitude, changea cette disposition. L'armée

prusienne ayant été battue , Frédéric rentra en Silésie. 1757.

En vain on regardait la blessure du roi comme devant jeter dans l'ame de ce prince une terreur salutaire , propre à le ramener aux soins de son empire. La marquise écartée et le dauphin entré au conseil annonçaient un changement favorable ; ces espérances s'évanouirent avec les symptômes de la blessure du roi. Le crédit de la favorite prit de nouveaux accroissemens : intéressée à priver le dauphin de la confiance de son père , tantôt elle réveillait dans son ame d'anciennes défiances , d'autres fois elle osait désigner le dauphin comme complice de Damiens. Le dauphin rentra dans sa retraite. Le contrôleur-général , Perine de Moras , fut chargé de la marine : on justifiait le choix de la favorite , présentant les opérations maritimes comme souvent contrariées par des causes physiques au dessus des combinaisons humaines , et exigeant les secours les plus prompts ; on devait donc réunir le contrôle général au département de la marine , par ce moyen l'or, véhicule de tous les travaux , allait couler dans les arsenaux avec plus de célérité et d'abondance. C'était un misérable sophisme. La réunion sur la même tête de deux ministères très-complicqués ne pouvait augmenter les ressources. Un plus abondant versement des fonds publics dans un département devenait préjudiciable aux autres. La multitude d'objets disparates dont on chargeait la tête d'un individu

1757. nuisait nécessairement aux expéditions. Ces inconvéniens se firent bientôt sentir. Jean de Boulgoigne obtint le contrôle-général.

On laissa vacante la charge de garde-des-sceaux dont le chancelier de Blancmenil semblait devoir être revêtu. Elle ne fut remplie qu'en 1761 par René Berryer. Pendant cet intervalle, le roi tenait lui-même les sceaux. Il enfermait dans sa cassette particulière les émolumens de cette charge. Louis XIV avait tenu les sceaux pendant quelque temps après la mort de Seguier.

Dans ces petites choses, l'homme attentif, observant la différence de caractère des deux monarques, trouve la solution de ce problème. Pourquoi, avec des moyens égaux, le gouvernement de l'un fut respecté au dehors, et celui de l'autre obtint peu de déférence hors des frontières de France. D'Argenson fut remplacé par le marquis de Paulmi, son neveu, adjoint au ministère depuis six ans. Façonné à l'administration par un habile maître, on augurait bien de ses opérations. La marquise ne lui donna pas le temps de développer ses talens; poursuivant dans le neveu sa vengeance contre l'oncle, ses moindres fautes étaient relevées par le maréchal de Belle-Isle, dont les vues se portaient vers le département de la guerre. Belle-Isle, protégé par la favorite, supplanta un ministre peu travailleur, préférant les roses des lettres aux épines des affaires, et les plaisirs à la politique. Paulmi fut renvoyé, Belle-Isle

Isle jouit dans le conseil du crédit obtenu par le cardinal de Fleuri, et auquel le duc de Choiseul succéda dans la suite. Le cardinal de Bernis obtint le porte-feuille des relations extérieures, à la place de Rouillé, démissionnaire. Bernis ne garda pas long-temps cette place.

D'Argenson avait dressé le plan de la campagne. Le maréchal d'Etrées ne faisait pas une cour assidue à la favorite. Cette négligence étouffait tous ses talens. A peine à la tête de l'armée, on parlait de le rappeler. Les courtisans se plaignaient de sa lenteur, de sa circonspection : chacun assurait, à la toilette de la favorite, qu'avec l'armée d'Allemagne il serait maître en quinze jours de Hanovre et de Berlin. Paulmi fluctuait comme tous les ministres non encore accrédités. Les délibérations les plus importantes se prenaient dans le conseil particulier de la favorite, dont Belle-Isle était le chef. On y avait résolu la disgrâce de d'Etrées : il s'agissait de l'amener par les circonstances. D'Etrées accordait sa confiance au comte de Maillebois, gendre du ministre. Se flattant de remplacer son général, il envoyait à la cour des projets contraires aux siens. Cette variété favorisait les vues de la maîtresse du roi.

Richelieu commandait une armée d'observation au bord du Rhin. La nouvelle de sa nomination au commandement de l'armée de Hanovre se répandit avec celle d'une victoire remportée par le maréchal d'Etrées dans la plaine.

1757. d'Astemborg. Tous les suffrages se réunissaient alors en faveur du général victorieux ; ses ennemis même l'accablaient d'éloges. Le sentiment de l'indignation se joignit bientôt à celui du contentement. Cent lettres, venues de l'armée, apprirent que, d'après les combinaisons des diverses attaques correspondantes, la destruction de l'armée anglaise serait devenue complète et inévitable, si tous les officiers-généraux eussent secondé le maréchal. On accusait surtout le comte de Maillebois d'avoir, par une perfidie atroce, abusé de la confiance du général, et donné de sa part de faux avis dont les suites arrêtèrent les succès de l'armée.

Toute la France demandait la tête du traître : ce fut le sujet d'un procès criminel. Le tribunal des maréchaux de France, juge souverain des affaires de ce genre, ne rendant pas une sentence publique, se contenta d'insérer sa décision dans ses registres. Le jugement n'a jamais été légalement connu. Le vieux maréchal de Maillebois, père du comte, obtint cette grâce. Maillebois fut enfermé dans la citadelle de Doullens, et reparut peu de temps après à Versailles.

18. D'Étrées vint à Paris jouir de sa gloire. Le fruit de ses savantes dispositions s'évanouit. Richelieu était parti de Versailles quelques jours avant la bataille d'Astemborg : il trouva l'armée maîtresse de l'électorat de Hanovre ; il poursuit les Anglais dans le duché de Verden, on s'empare de Brémc. Les Anglais et les Hanovriens se retirent

auprès de Stade ; les Français les enferment aux environs de cette ville : ils auraient été forcés de poser les armes devant un ennemi assez habile pour se prévaloir de l'extrémité dans laquelle ils se voyaient réduits à l'embouchure de l'Elbe. 1757.

On signa , le 8 septembre , la convention de Closter-Severn plus honorable aux regards de l'humanité , et plus utile à ceux de la politique , qu'une bataille gagnée, si le général français, la rédigeant d'une manière claire et précise, lui eût donné l'authenticité convenable, ou si le maréchal de Richelieu eût fait l'armée de Cumberland prisonnière de guerre. Elle se cantonna librement dans le duché de Brême. Les Français prirent leurs quartiers d'hiver sur les bords de l'Elbe, de l'Aller et du Vesper. La convention de Closter-Severn, rédigée sous la médiation d'un ministre du roi de Danemarck , devint un sujet de contestation entre les cours de Paris et de Londres. Louis XV se regardait comme le maître de traiter militairement l'électorat de Hanovre. Le conseil de Londres prétendait au contraire , par cette convention , avoir placé ces pays en neutralité hors des atteintes de la guerre. Dans cette supposition , l'armée vaincue aurait donné la loi au vainqueur.

Richelieu eût disposé de l'électorat de Hanovre , si , se trouvant à l'égard des Anglais dans la position où le roi de Prusse s'était vu devant les Saxons enfermés au camp de Pirna, ils les avait traités comme les Saxons le furent par ce monarque.

1757. Il arriva ce qui doit toujours arriver, quand le vainqueur a l'imprudence de s'en rapporter à la bonne foi du vaincu sur l'exécution d'une loi dictée par la force à la faiblesse. L'événement de la convention de Hanovre durant la guerre précédente annonçait le sort de la convention de Closter-Severn.

On regardait à Paris comme anéanties les armées auxiliaires du roi de Prusse : le général autrichien Haddick entra dans Berlin. Les Russes, après un combat d'un succès douteux, pénétraient dans la Prusse. Une armée suédoise occupait une partie de la Poméranie prussienne. L'armée des cercles s'était réunie au corps commandé par le prince de Soubise. Frédéric, au moment d'être enfermé entre l'armée de Richelieu, libre de marcher en avant; celle du prince de Soubise, secondée par les troupes des cercles aux ordres du duc de Saxe, Hildburghausen; deux armées autrichiennes, une armée russe et une armée suédoise, semblait sans ressources.

Ce prince, conservant sa gaité au sein des fatigues de la guerre, disait : « Si je suis dépouillé de tout, je me flatte de trouver un souverain qui me prendra pour son général d'armée. Frédéric avait quitté la Silésie au mois de juillet. Laissant le commandement au duc de Bevern, il en tira douze mille hommes. Dix mille fantassins, aux ordres du prince Maurice d'Anhalt, le joignirent. Il vint se réunir avec ces forces à l'armée prussienne op-

pösée à l'armée combinée française et allemande , où l'on comptait soixante mille combattans. Frédéric en avait moins de quarante mille sous ses ordres ; il en détache huit mille sous la conduite du prince Maurice avec ordre d'arrêter les progrès du général Haddick. 1757.

Soit imprudence , soit présomption , soit intelligence avec le roi de Prusse , le duc d'Hildburghausen voulut attaquer les Prussiens retranchés dans un poste très-fortifié. On marche , le 5 novembre , vers Rosbac , aux avant-postes du camp prussien. Tout à coup les tentes s'abaissent. Le roi de Prusse se montre en ordre de bataille entre deux collines hérissées d'artillerie , au sud de laquelle l'armée combinée se trouve exposée devant un large et profond retranchement. L'armée allemande prend la fuite presque sans livrer de combat : la cavalerie française est renversée par le canon prussien. L'infanterie , foudroyée et se voyant seule sur le champ de bataille , se croit trahie par les Allemands. Une terreur panique se répand de la droite à la gauche ; l'armée se dissipe en moins d'une demi-heure. L'histoire n'a point transmis d'exemple d'une pareille journée. Le comte de Saint-Germain commandait le corps de réserve ; il arriva devant les retranchemens prussiens pour protéger la retraite ; sa conduite fut suspectée. La déroute de l'armée avait été si prompte et si subite , qu'il lui était impossible d'arriver à temps. Ces faits furent aisés à prouver. Les troupes des

1757. cercles prirent la route de Bamberg. Les Français se précipitaient vers la Hesse : on murmurait de toutes parts contre Soubise ; le blâme de cette déroute ne devait cependant pas tomber sur lui. Le duc d'Hildburghausen voulait-il battre le roi de Prusse ?

L'union entre les cours de France et d'Autriche tendait à incliner la politique allemande vers une combinaison nouvelle ; soit que les princes de l'Empire eussent des liaisons d'intérêt avec la France, l'Autriche, la Pologne, la Suède ou la Russie, entraînés par un mouvement dont ils n'avaient pas calculé les effets, ils se voyaient, non sans surprise, armés contre le roi de Prusse. Une série de circonstances ne leur avait pas donné le temps de réfléchir que, de leurs divisions, de leurs défiances, de leurs rivalités, dépendait la liberté du corps germanique. Le voile dut tomber de leurs yeux fascinés, voyant le monarque prussien sur le point de succomber sous les coups de ses ennemis. Les princes d'Allemagne ne pouvaient vouloir opérer la chute d'un roi, seul en état de s'opposer aux entreprises autrichiennes. Cette disposition entraîna probablement l'issue de la bataille de Rosbac.

Frédéric victorieux vole en Silésie avec les ailes de la foudre. Les Autrichiens, pendant son absence, avaient battu le duc de Bevern. Le roi recueille les débris de cette armée. Les soldats, pleins de confiance dans leur roi, demandent un

nouveau combat. L'armée autrichienne surpassait 1757.
deux fois en nombre celle du roi de Prusse. Ce prince n'hésite pas de l'attaquer dans la plaine de Lissa. Cette bataille fut pour les Autrichiens aussi honteuse et beaucoup plus fatale que l'avait été pour les Français celle de Rosbac. Les Autrichiens perdirent cent trente canons ; ou leur fit vingt mille prisonniers ; leur armée fut presque anéantie.

Frédéric voyait ses armées triomphantes accablées par des marches rapides et par des batailles meurtrières. Ses ennemis vaincus renaissaient de leurs cendres. Les mouvemens des Autrichiens, des Français, des Allemands, des Russes et des Suédois forçaient Frédéric à rester dans une position d'où il pût se porter rapidement sur les provinces menacées. Quatre-vingt mille Russes occupaient le centre de la monarchie prussienne. Vingt-quatre mille Prussiens, aux ordres du vieux général Lewhald, avaient mis des obstacles à leurs succès. Ce général les força d'évacuer la Prusse, à l'exception de la forteresse de Memmel dont ils restaient les maîtres. Cette position leur assurait la liberté de reparaitre au printemps sur les rives du Niémen, et d'écraser un corps peu nombreux, malgré les talens du général.

Les Anglais, instruits des succès du roi de Prusse à Rosbac et à Lissa, se croyant dégagés de leurs sermens par la main de la victoire, reprenaient les armes. Le prince Ferdinand de

1757. Brunswick devait les commander. Il marcha sur Harbourg. Le commandant de cette place se retira dans la citadelle. Les Français restaient dans leurs cantonnemens. Ferdinand, laissant un corps peu nombreux devant Harbourg, s'avance vers Zéel, au milieu des quartiers de l'armée française. Le prince Henri, frère du roi de Prusse, cantonné dans le duché de Magdebourg, entrait dans l'électorat de Hanovre. Richelieu, ne pouvant plus éviter de se défendre, rassemblait l'armée aux environs de Zéel. Le prince Ferdinand recule vers l'Elbe. C'était à la fin de décembre, la difficulté des chemins et des subsistances, des maladies, et la crainte, en s'éloignant trop de l'Aller, de voir l'infatigable roi de Prusse se porter en force sur les derrières de l'armée : toutes ces considérations déterminèrent Richelieu à rester en quartier d'hiver dans la partie de l'électorat de Hanovre, dont la conservation lui paraissait la plus facile.

Frédéric n'avait point opposé d'armée aux Suédois : les Hanovriens ayant rompu la convention de Closter-Severn, cet événement le rassura sur le sort de la Vieille Marche de Brandebourg, il envoya des forces vers l'embouchure de l'Oder. Les Suédois furent chassés de la plupart des places dont ils s'étaient rendus maîtres : ils se retirèrent sous les canons de Stralsund. Les Prussiens continuant de les poursuivre, ils passèrent dans l'île de Rugen.

19. Depuis le traité d'Aix-la-Chapelle , les compagnies des Indes anglaise et française n'avaient pas posé les armes. Pondichéry et Madras devenaient le centre de la politique des princes de l'Indostan. Cette combinaison comblait ces deux villes de richesses. Saunders et Dupleix , à la tête des deux établissemens rivaux , avaient employé les ressources du commerce à des expéditions guerrières. Le sort avait favorisé les Français. Ils possédaient , en 1754 , l'île de Sheringhan , un vaste territoire auprès de Pondichéry et cinq grandes provinces sur la côte de Coromandel : ils avaient encore de riches établissemens sur les bords du Gange et sur les côtes de Malabar. Cette prospérité fut bientôt effacée par l'ascendant du cabinet de Saint-James sur celui de Versailles. Les ministres de Versailles , sacrifiant les avantages des Français dans les Indes au vain désir de conserver la paix avec l'Angleterre , avaient rappelé Dupleix , comme on l'a vu précédemment. Un des directeurs de la compagnie, nommé Godehue, fut chargé de concilier , sur la côte de Coromandel , les intérêts de la compagnie française avec ceux de la compagnie anglaise. •

- Godehue (1) et Saunders publièrent de concert une suspension d'armes. La guerre s'était allumée entre la France et l'Angleterre avant le temps où cette convention pût être sanctionnée par les deux

(1) Le 5 septembre , assassinat du roi de Portugal.

1758. métropoles ; on résolut , dans le conseil de Paris , d'envoyer aux Indes une escadre aux ordres du vice-amiral d'Aché , et trois mille hommes commandés par le comte de Lally. Cette escadre trop faible ne pouvait se mesurer avec celle d'Angleterre : de là vinrent les malheurs de la compagnie française. On eut lieu de regretter la perte irréparable de Dupleix et de Labourdonnaye. Jean de Boulogne était contrôleur-général , Berryer conduisait la marine. Boulogne créa des charges inutiles et des rentes viagères ; il augmenta le prix du sel et du tabac , et força un grand nombre de possesseurs d'offices à payer un supplément de finance : ces ressources mesquines ne pouvaient couvrir les dépenses extraordinaires de la guerre. Berryer , manquant d'argent , fut contraint de diminuer le nombre des vaisseaux et des soldats destinés à protéger le commerce de l'Inde.

D'Aché et Lally , après quelque séjour à l'Isle de France , entrèrent dans la rade de Pondichéry , à la fin d'avril 1758. Tous les observateurs prévoyaient les revers de la campagne des Indes. Les guerres (1) entreprises par Dupleix avaient commencé un grand nombre de fortunes : les dons prodigués par les princes Indous les consolidaient : plusieurs officiers n'avaient pas partagé les périls , la gloire et les avantages de ces expéditions. Ils cherchaient à se consoler de leur mauvaise for-

(1) Raynal , Hist. des Deux-Indes , tom. 4.

tune, en réduisant à moitié le nombre des soldats du pays sous leurs ordres. Ils détournaient cette solde à leur profit. Ces ressources étaient interdites aux officiers civils de la compagnie. Ils y suppléaient en vendant à leur profit les marchandises envoyées d'Europe, ou ne rendant à la compagnie qu'une partie du prix. Ils lui vendaient ensuite fort cher les marchandises des Indes. Les agens de la compagnie recevaient des dons exorbitans. Toutes les entreprises s'accordaient clandestinement à des hommes favorisés. Les profits de la compagnie diminuaient rapidement chaque année.

Presque tous les navigateurs conduits dans l'Indostan regardaient les vaisseaux, dont le commandement leur était confié, comme une voie de trafic et de richesses ouverte sous leurs pas. La corruption fut portée à son comble par quelques grands seigneurs ruinés et avilis. Les richesses de l'Inde les amenaient en Asie, dans la vue de rétablir leurs affaires : la conduite personnelle des directeurs de la compagnie les forçait à fermer les yeux sur ces désordres. Le conseil du roi et celui de la compagnie, envoyant Lally à Pondichéry, l'avaient chargé de réformer ces crians abus. Ils n'étaient pas réformables dans une circonstance où des succès militaires ne pouvaient être obtenus sans ménager tous les individus avec une extrême souplesse. Lally regardait Pondichéry comme une place abondamment pourvue de munitions de tout genre. Il se flattait d'être secondé par tous les colons. Les

1758. idées se bouleversèrent en arrivant sur la côte de Coromandel. Il ne trouva point d'argent dans les caisses publiques et point de bonne volonté chez les agens de la compagnie. Les individus riches vivaient dans une entière indépendance. Aucun d'eux ne se prêtait à des sacrifices. Lally voyait des difficultés rebutantes partout où il avait cru trouver des sujets de gloire et de fortune.

Cet état des choses lui inspirait des idées sombres, il se fit un grand nombre d'ennemis. Ses premières opérations furent cependant brillantes. A peine descendu à terre, il fit attaquer par le comte d'Estaing le fort Goudelou bloqué par l'escadre française : l'escadre anglaise met à la voile de Madras, forte de sept vaisseaux, deux de soixante-quatorze, deux de soixante-quatre, un de cinquante et deux frégates. D'Aché comptait dix voiles sous ses ordres ; mais, à l'exception de deux vaisseaux de soixante-quatorze, tous les autres étaient des navires de la compagnie armés en guerre. Les deux escadres livrèrent un combat d'un succès douteux : Goudelou fut pris par les Français.

Aussitôt le général fait investir le fort St.-David. L'escadre anglaise se présente une seconde fois ; l'amiral d'Aché, affaibli d'un vaisseau, refusait de quitter la rade de Pondichéry. Cette inaction eût forcé Lally à lever le siège de St.-David : il donne ordre d'arrêter l'amiral, s'il refuse de se mesurer avec l'escadre anglaise. Jamais violence ne fut employée plus à propos : les Anglais, apercevant l'esca-

dre de Pondichéry, reprirent la route de Madras. D'Aché jeta l'ancre devant St.-David. Ce fort ouvrit sur-le-champ ses portes, Lally en ordonna la démolition. Une conquête faite par les Français devenait le prélude d'une autre. On se rendit maître de plusieurs places assez importantes. Lally voulait tenter le siège de Madras. Il ne parvint pas à y déterminer d'Aché, sans le concours duquel cette expédition ne pouvait réussir : d'Aché, se souvenant de la violence dont Lally l'avait menacé, prétendant la nécessité d'aller à la rencontre des renforts attendus de France, s'éloignant de la côte de Coromandel, établit sa croisière sur les attéragés de l'île de Ceilan.

Des dispositions faites à Madras menaçaient Pondichéry, après le départ de d'Aché : une embarcation le somme au nom du conseil supérieur de venir défendre la capitale des établissemens français dans l'Inde : d'Aché obéit. Lally lui propose d'attaquer les Anglais, il s'obstine à rester dans la rade. L'amiral Pocok menace de lui livrer combat au mouillage, d'Aché appareille, soutient un combat indécis comme l'avait été le premier. Les Anglais se retirent à Madras ; les Français reviennent à Pondichéry. L'amiral, ne se croyant pas en sûreté dans cette rade, la quitte six semaines avant la moisson.

20. J'ai parlé des contestations entre les Français et les Anglais, au sujet des limites de l'Acadie. Suivant Voltaire, une pareille dispute entre deux

1758. particuliers, au sujet des limites de leurs possessions, aurait été terminée en peu d'heures par des arbitres. Cette comparaison ne saurait être adoptée; les limites de l'Acadie n'avaient jamais été connues. Les Français et les Anglais voulaient les étendre ou les diminuer à leur gré; des arbitres ne pouvaient les concilier. Cette conciliation devait être l'ouvrage d'un traité.

J'ai fait mention de plusieurs hostilités entre les deux nations sur les rives de l'Ohio. Les Anglais se proposaient d'attaquer le Canada en 1755, quoique la guerre ne fût pas déclarée. Ils firent une tentative infructueuse. On sut à Paris qu'ils se proposaient de surprendre Louisbourg en 1757. Les moyens les mieux combinés rendirent vaine cette tentative. L'amiral Dubois de la Mothe, chargé de protéger cette possession précieuse, partit de Brest le 3 mai, avec une escadre de neuf vaisseaux de ligne et deux frégates : le prince de Baufremont, avec une escadre de cinq vaisseaux de ligne et deux frégates, avait reçu ordre de transporter à St.-Domingue un général, des troupes et des munitions. D'autres ordres, dont il devait s'instruire en pleine mer, l'envoyaient joindre le comte de la Mothe devant Louisbourg. Enfin, quatre vaisseaux et quelques frégates, aux ordres du chef d'escadre du Revert, sortirent de Toulon et allèrent à Louisbourg. La jonction de ces forces, parties de points différens, devait mettre en défaut les combinaisons du conseil britannique.

Quinze vaisseaux de ligne aux ordres de l'amiral Holbourne , sur lesquels se trouvaient six mille hommes de débarquement , s'avançaient vers le cap Breton : l'amiral anglais aperçut avec surprise dix-huit vaisseaux de ligne dans la rade de Louisbourg. La cour de Londres lui envoya des renforts ; se trouvant alors supérieur à l'escadre française , sortant du port de Halifax, il s'approche de Louisbourg. Ses vaisseaux furent battus par un ouragan terrible. L'amiral rentra avec beaucoup de peine dans le port de Halifax. 1758.

Si la flotte française eût mis à la voile au moment où le coup de vent cessa , la perte de l'escadre ennemie paraissait inévitable. La tempête , disait , pour sa justification , l'amiral de la Mothe , désamarrant les vaisseaux anglais , n'avait pas épargné les vaisseaux français dans le port de Louisbourg : il avait beaucoup de malades : sa mission de protéger le Canada était remplie par le coup de vent : la saison avancée rendait pressant son retour en Europe. Ces raisons n'étaient pas admissibles ; un grand nombre de ses vaisseaux , à l'abri de la plus grande fureur des vents , devaient avoir peu souffert de la tempête. Il pouvait y transporter les matelots malades , et poursuivre une victoire commencée par les élémens. Si la Mothe eût servi en Angleterre , il aurait dû s'attendre au traitement éprouvé par l'amiral Bing. Il ramena sa flotte à Brest ; les Anglais commencèrent le siège de Louisbourg.

1758. Une flotte anglaise de vingt-trois voiles avait jeté l'ancre devant cette place. En vain la garnison, composée de trois mille hommes, se défendit avec bravoure dans l'attente d'un secours de France. Une femme soutenait par son courage la résolution des assiégés; madame de Drucourt, continuellement sur les remparts, tirant elle-même plusieurs coups de canon chaque jour, disputait au gouverneur de Louisbourg, son époux, la gloire de remplir ses fonctions pénibles. Rien ne décourageait la garnison. Enfin, à la veille d'un assaut impossible à soutenir, toutes les défenses de la place étant détruites, elle capitula à la fin de juillet 1758.

21. Des plaintes portées de toutes parts contre le maréchal de Richelieu avaient forcé la cour à le rappeler. De nouvelles variations agitaient le ministère. Le Normand de Messi avait été adjoint au ministère de la marine sous le titre d'intendant de la marine et des colonies. De cette manière, la marine avait deux chefs; cette association dura peu. Berryer, dont j'ai déjà parlé, leur succéda. Le comte de Stainville, créé duc de Choiseul, remplaçait le cardinal de Bernis dans le ministère des relations extérieures. Choiseul, tourmenté de bonne heure par les étreintes de l'ambition; était entré dans la carrière des armes. Son goût l'entraînait vers celle de la politique; il se livra tout entier aux négociations. Ambassadeur à Rome, l'étude des intrigues de cette cour lui offrit

offrit les moyens de perfectionner ses talens diplomatiques. Il fut ensuite nommé à l'ambassade de Vienne.

1758.

La maison d'Autriche, dont il se disait allié, le poussait vers le ministère. Choiseul revint de Vienne dans le temps où la rupture de la convention de Closter-Severn jetait la cour de France dans un extrême embarras. Ce serait peut-être le lieu d'examiner si, comme l'assure l'auteur d'un fragment historique sur la guerre de 1755 attribué à Duclos, il dépendait alors de la cour de France de faire la paix à des conditions honorables, et si le cardinal de Bernis fut disgracié, parce que, contre l'avis de la favorite, il voulait finir cette guerre à laquelle il s'était long-temps opposé.

Au moment où l'influence du maréchal de Belle-Isle entraîna le conseil de Paris, ce ministre, portant ses vues vers une descente en Angleterre, fut le moteur secret de la mollesse des démarches dont le roi de Prusse profita pour éviter sa ruine; mais on ne pouvait faire la paix avec le roi de Prusse après la convention de Closter-Severn, sans y comprendre les Anglais. Cela n'entraînait pas dans les projets de Belle-Isle. D'ailleurs, les Anglais ne songeaient pas à se réconcilier avec la France dans un temps où, maîtres de Louisbourg et du Sénégal, ils menaçaient le Canada. Les communes britanniques votaient l'entretien de cinquante mille Hessois ou Hanovriens, et un subside de douze mil-

1758. lions en faveur du prince Ferdinand de Brunswick. Les traités projetés durant l'hiver de 1757 à 1758 entre le cardinal de Bernis et la cour de Berlin doivent donc être relégués au rang des chimères.

Les manéges des courtisans sont souvent regardés comme les œuvres de la politique : rarement les hommes déploient auprès des rois le langage de la vérité. Ces intrigues ordinairement basses et insignifiantes, après avoir amusé la vaine curiosité des contemporains, se perdent dans une foule d'événemens de même nature, indignes, comme les précédentes, d'occuper les crayons de l'histoire. Les dépôts historiques n'auraient plus de bornes si les écrivains, élaguant avec soin les hypothèses politiques dont il n'est rien résulté, n'adoptaient comme ressorts secrets des événemens les intrigues des cours, dans les seules occasions où ces détails minutieux entrent dans les faits publics comme effets ou comme causes.

Des incidens méprisables produisirent trop souvent des événemens majeurs sous le règne de Louis XV, les observateurs font sans doute très-souvent cette réflexion. Si dans plusieurs occasions je parle de ces basses intrigues, ourdies dans les ténèbres et dignes d'y rester ensevelies, c'est qu'en dessinant d'un trait le caractère des hommes que j'ai vu briller sur la scène du monde, ces épisodes coupent l'insipide narration des tristes et uniformes événemens dont le tissu remplit les mémoires contemporains, et n'intéresseront pas la pos-

térité, comme ils intéressaient ceux qui y prirent une part directe ou indirecte. Tous les monumens contemporains attribuent la chute du cardinal de Bernis et l'élévation du duc de Choiseul à une intrigue du palais, sans aucune relation avec les événemens politiques. 1758.

Choiseul, protégé par l'impératrice-reine, à laquelle la marquise de Pompadour s'empressait de plaire depuis les lettres flatteuses qu'elle en avait reçues, était entré au ministère avec René Berryer. Il n'eut d'abord aucun département, une brouillerie entre la favorite et le cardinal de Bernis lui en donna un. La chute de Bernis fut l'effet de la vengeance d'une femme jalouse et qui se croyait méprisée. Elle lui cherchait un successeur, le duc de Choiseul mérita la préférence par une noirceur, se flattant peut-être de l'ensevelir au milieu des ténèbres où elle se tramait.

Romante, comtesse de Choiseul, avait fait sur le cœur du roi une impression assez profonde, elle fit du comte de Stainville son confident et son guide. Ce courtisan, parfaitement assoupli aux manèges auliques et à l'instabilité des goûts de Louis XV, regardant le règne de sa parente comme ne pouvant être durable, résolut de la sacrifier à la marquise de Pompadour. Romante de Choiseul lui communiquait tous les billets qu'elle recevait du roi. Elle ne faisait aucune réponse sans le consulter. Louis XV lui demandait un jour une entre-

1758. vue décisive par un billet très-pressant ; elle le montra à Stainville. Feignant de vouloir réfléchir sur le parti qu'il convenait de tirer de la passion du roi, il emporte la lettre ; muni de cette pièce , Stainville court chez la favorite , il lui dit : « Vous m'avez soupçonné, madame, de chercher à vous enlever les bonnes grâces du roi : prenez et lisez ». Il lui présente le billet du roi , lui raconte comment il s'en trouve dépositaire, lui faisant une peinture pathétique du péril évident auquel il s'expose. La favorite, connaissant tous les replis du cœur de Louis XV, était sûre de le ramener à elle. Il s'agissait d'être prévenue à temps. La punition méritée par le courtisan perfide tomba sur l'amante délaissée. Stainville prit auprès de la marquise la place occupée auparavant par le cardinal de Bernis. Ce prélat fut exilé dans son abbaye de Saint-Médard. Le duc de Choiseul obtint le ministère des relations extérieures. Il ne parvint à un haut degré de puissance qu'après la mort de la favorite.

Benoît XIV, Prosper Lambertini, était mort le 3 mai. Il eut pour successeur le cardinal Charles Rezzonico, intronisé sous le nom de Clément XIII. Ce pontife ne partageait ni les talens de Benoît XIV, ni cette aménité de caractère qui l'entourait de la vénération de l'Europe. L'expulsion des jésuites, dont je parlerai dans la suite, fut l'événement le plus remarquable de son pontificat. Les efforts faits

par lui pour protéger ces religieux furent inutiles. Les circonstances de cette destruction, versant dans son ame l'amertume du mécontentement, le conduisirent à des démarches, dont les suites pouvaient avoir pour le Saint-Siège de très-fâcheux résultats. 1758.

HISTOIRE

DE

FRANCE.

DEUXIÈME PARTIE.

LIVRE TRENTE-TROISIÈME.

Louis XV.

1. Le prince de Clermont commande l'armée d'Allemagne.—Les Français évacuent l'électorat de Hanovre.
- 2. Opérations du roi de Prusse en Silésie, et des Français en Westphalie.—Bataille de Crevelt.—Clermont quitte l'armée ; le maréchal de Contades en prend le commandement.—Invasion des Anglais en Canada.—3. Suite des opérations hostiles des Prussiens et des Français.—Bataille de Hockirken entre les Prussiens et les Autrichiens.—4. Campagne de 1759.—Mort du roi d'Espagne, Ferdinand VI.—Charles III monte sur le trône.—Silhouette et Bertin deviennent successivement ministres des finances.—5. Les Anglais se scindent maîtres du Canada.—Guerre maritime.—

Description de la Guadeloupe.— 6. Hostilités entre les Prussiens et les Russes.— Batailles de Zullichaw et de Kunerdorf.— 7. Affaires de l'Inde.— 8. Campagne d'Allemagne.— Combat de Clostercamp.— Belle campagne du roi de Prusse.— 9. Troisième vingtième.— Assemblée du clergé.— Mort du roi d'Angleterre.— Choiseul obtient le ministère de la guerre.— Campagne d'hiver.— Passage de la planète de Vénus sous le disque du soleil.— 10. Combat de Filling-Hausen.— Position du roi de Prusse entre les Russes et les Autrichiens.— 11. Négociations de paix.

1. **C**HAQUE année la guerre devenait plus onéreuse. La France et l'Angleterre , malgré l'immensité de leurs ressources , s'épuisaient également. Leurs expéditions , portant l'épouvante aux extrémité du globe , répandaient l'inertie jusque sur les puissances neutres. Toutes les côtes , toutes les mers avaient été rougies de sang , couvertes de cadavres. Des foudres d'airain , lancées d'un pôle à l'autre , étonnaient les habitans de toutes les parties du monde , témoins tour-à-tour de la fureur insensée avec laquelle les Anglais et les Français cherchaient à s'exterminer.

Si les peuples les plus éloignés de l'Europe ne purent refuser leur admiration à la hardiesse industrielle des premiers Européens , dont les vaisseaux , franchissant l'immense étendue des mers , vinrent chercher chez eux à travers mille dangers le superflu des productions de ces pays ; et en firent un objet de luxe dans le leur , quel dut être leur

1758. étonnement , lorsqu'après l'arrivée des premiers argonautes , ils en virent d'autres , qui paraissaient être leurs compatriotes , se jeter sur ceux-ci avec la férocité des tigres , leur enlever , le fer et le feu à la main , des richesses aisées à partager entr'eux paisiblement.

Presque toutes les nations de l'Europe se trouvaient entraînées dans des hostilités , dont les Anglais et les Autrichiens pouvaient seuls tirer quelque avantage. Les peuples victorieux , succombant sous leurs efforts , s'anéantissaient , pour ainsi dire , sous la ruine de leurs ennemis. Les peuples neutres éprouvaient des insultes flétrissantes. L'esprit de rapine s'emparait de l'Europe. Les négocians , changeant leurs navires en vaisseaux corsaires , se livraient au brigandage.

Des hommes oisifs dans leur cabinet ne respirent que la guerre et ses brillans trophées. S'ils se trouvaient témoins des horreurs dont les hostilités sont accompagnées , leurs entrailles se déchireraient au cri de la nature outragée. Comment contempler de sang-froid le spectacle des familles éplorées abandonnant le toit paternel dévoré par les flammes et cherchant en vain un asile dans les villes ou dans les forêts ; les enfans , les vieillards écrasés sous les pas des chevaux , sous les roues des voitures , les récoltes détruites , les soldats effrénés poursuivant les femmes et les filles au sein de la destruction de leurs demeures , des pays florissans changés en stériles déserts !

Dans les contrées éloignées du théâtre de la guerre, on n'est pas à l'abri de ce redoutable fléau ; les maisons, les granges, les moissons ne sont pas brûlées, les femmes n'y sont pas égorgées dans les bras de leurs époux ; le bonheur s'éloigne cependant de ce pays. Le commerce est interrompu, la culture des arts est négligée, les travaux publics sont suspendus, les sources d'où jaillissent les richesses disparaissent. Le père de famille appelle en vain le travail journalier au moyen duquel il nourrissait ses enfans ; en vain la mère de famille recueille le fil qu'avec ses filles elle a filé pendant la semaine, et le porte à la ville voisine : cette bonne mère avait prévenu le lever du soleil, la joie brillait sur son visage, elle allait habiller ses enfans avec le fruit de son travail ; vaine espérance, une main invisible a obstrué les canaux du commerce ; ce lien des nations a été brisé par la guerre, les paisibles marchands ont porté leur activité sur des plages éloignées. La villageoise rapporte en pleurant, dans sa chaumière, ce gage trompeur du bonheur domestique, elle se l'était procuré en travaillant depuis le premier crépuscule du jour jusqu bien avant dans la nuit. Son mari manque d'ouvrage, elle ne trouve pas à vendre le sien, elle craint de ne pouvoir donner du pain à ses enfans, dont les cadets ne sentent pas encore les maux causés par sa prévoyance ; mais enfin son mari et ses enfans lui restent ; elle n'est pas sans espoir, les suites de la guerre lui enlèvent cet espoir. On va cher-

1758.

cher les nouveaux soldats parmi les tisserands, les bergers, les laboureurs ; ces hommes, ne connaissant d'autres armes que les instrumens de leurs travaux, se refusent vainement à un métier pour lequel ils n'ont aucune inclination ; on les arrache d'une cabane arrosée de leurs larmes. La jeune fille se voit enlever l'époux que ses parens et son cœur lui destinaient. Le père et la mère se flattaient dans un âge avancé de trouver dans leur fils le soutien de leur vieillesse ; on leur enlève ce fils, unique bien que la nature leur donnait.

La guerre compte pour rien les lois de l'humanité et de la justice. Conducteurs des hommes, quelle terrible, quelle écrasante responsabilité ne s'amoncelle pas sur votre tête, si vous prolongez ce terrible fléau sans y être forcés par l'intérêt de la nation dont vous êtes les chefs ! Du malheur particulier des agriculteurs et des commerçans naît bientôt le malheur général. La terre, n'étant plus cultivée par le même nombre de bras, perd sa fécondité ; les alimens nécessaires à vie renchérissent, les matières premières du commerce diminuent, le numéraire disparaît, le fermier ne peut plus payer son maître, le recouvrement des impôts devient difficile. Que reste-t-il au villageois si on lui enlève ses enfans, ses bœufs, ses grains ? il maudit son existence.

D'Etrées, rebuté par les contradictions éprouvées par lui l'année précédente, refusait de prendre le commandement de l'armée ; on nomma le

comte de Clermont, dans l'espérance qu'un prince du sang trouverait, dans les égards dus à sa naissance, les moyens de ranimer la confiance du soldat. 1758.

Un esprit de désordre toléré par le maréchal de Richelieu, énervant la discipline militaire, augmentait la difficulté des évolutions devant un général aussi habile que le prince Ferdinand : non seulement les troupes de Hesse, de Hanovre et de Brunswick se mettaient en mouvement sous les ordres de ce prince, le roi de Prusse avait chargé le prince Henri de les soutenir. Les Français occupaient un front de cinquante lieues, il leur était difficile de résister dans tous leurs postes aux princes Henri et Ferdinand, connus par leur extrême activité. Le comte de Clermont voulait concentrer ses troupes. Les commandans des corps furent prévenus de se tenir prêts à marcher dès qu'il en donnerait l'ordre. Le dépérissement de la discipline était à son comble dans l'armée française : le comte de Clermont ne l'ignorait pas ; cependant il ne pouvait prévoir que des commandans de place se permettraient de les abandonner sans son ordre formel. Le comte de Saint - Chamont, commandant dans Verden, poste important au centre des quartiers de l'armée, recevant le premier avis, le regardant comme l'annonce d'un parti pris d'évacuer l'électorat de Hanovre, sans attendre les ordres de son général, abandonne cette ville avec précipitation et passe à la gauche de PAller.

1758. Au moment où sa garnison achevait de passer la rivière, il recevait l'ordre formel de se défendre avec soin. Cet ordre devenait inexécutable, les ennemis avaient occupé sur-le-champ la place abandonnée. Ce fut le commencement des malheurs éprouvés par cette armée, et la vraie cause de l'évacuation du pays de Hanovre. Le centre des quartiers de l'armée française se trouvant coupé, il n'existait aucun espoir de conserver les autres. Les ennemis s'avançaient le long du Vescr. Le comte de Saint-Germain, à la première nouvelle de l'évacuation de Verden, levant ses quartiers, rejoignait le gros de l'armée par des routes pénibles et détournées. Le comte de Clermont, voulant rendre moins difficile le mouvement de Saint-Germain, abandonnant la ville de Hanovre, se repliait sur Hamelen. Cette position au bord du Vesper était assez avantageuse, le général français se proposait d'y attendre les ennemis. Un événement, dont les suites furent aussi funestes que l'avaient été celles de l'abandon de Verden, le força de s'éloigner du Vesper et de se rapprocher du Rhin. Minden couvrait une des ailes de l'armée, sa garnison se composait de huit bataillons et de huit escadrons; ouvrant ses portes au prince Ferdinand, presque sans résistance, elle se rendit prisonnière de guerre.

Un caporal du régiment de Lyonnais, nommé *la Jeunesse*, indigné de cette lâche capitulation, rassemble quinze cents de ses camarades, échauffe

leur courage , force un poste hanovrien et rejoint l'armée. Le caporal la Jeunesse , sous un autre gouvernement , eût été créé colonel : son action , digne des temps héroïques , ne fut pas récompensée. Moxangiés , gouverneur de Minden , en fut quitte pour un exil assez court dans ses terres. L'armée passa le Rhin sous Wesel : elle prit ses cantonnemens dans la Gueldre.

2. Frédéric II ne redoutait plus alors les entreprises des Français. Il n'en était pas ainsi de celles des Russes ; maîtres de la Prusse , ils s'avançaient vers le Brandebourg et la Silésie. Frédéric tenait ses troupes très-serrées , il se voyait obligé de laisser approcher de lui ses ennemis , de manière à les atteindre tantôt d'un côté , tantôt d'un autre , sans trop s'éloigner de l'Oder et de l'Elbe. Cette position centrale lui permettait de porter avec promptitude des secours dans des endroits assez éloignés , quand il s'agirait d'un coup décisif.

Prévoyant l'arrivée des Russes dans le Brandebourg ou dans la Silésie , il voulait prévenir cet événement par quelque avantage remporté sur les Autrichiens. Il avait fait ses dispositions pour assiéger Schweidnitz. Cette place restait seule à Marie-Thérèse des conquêtes faites par ses généraux les années précédentes : elle fut enlevée en quinze jours. Le monarque prussien marcha ensuite sur Olmutz. Cette place prise , une route large et aisée s'ouvrait devant lui pour envahir la Bohême et pour marcher sur Vienne. Daun se

1758. présente devant l'armée prussienne, il parvient à jeter dans Olmutz un renfort de deux mille hommes et des vivres en abondance. Frédéric se trouvait alors dans une position embarrassante. Daun ne voulait pas courir les chances d'une bataille dont la perte pouvait devenir funeste à la maison d'Autriche; il s'appliquait à faire la petite guerre. Frédéric fut contraint de lever le siège; il prit la route de la Bohême, et campa à Königsgratz. Les généraux Daun et Laudohn le suivaient, l'un à droite, l'autre à gauche.

Les Français, cantonnés entre le Rhin et la Meuse, commençaient à se rétablir. Clermont, ayant reçu des renforts, méditait une attaque. Une nouvelle négligence déconcerta ses projets. Le prince Ferdinand, donnant le change au général de Villemur chargé de la garde du Bas-Rhin dans le voisinage de la Hollande, passe ce fleuve presque à sa vue. On ne pouvait concevoir comment cet officier ne s'était donné aucun mouvement pour mettre obstacle à cette expédition, dont les suites plaçaient les ennemis au milieu des quartiers de l'armée française. Le prince de Clermont rassemble un peu tard son armée auprès de Crevelt, sa gauche s'appuyant au village d'Anhalt, sa droite à un bois auprès du village de Wischelen.

La bataille de Crevelt se donna le vingt-cinq juin; elle commença à midi et finit à six heures. Les Français se retirèrent sur Cologne. L'issue

de ce combat jetait la consternation dans la Belgique autrichienne. Les hussards prussiens étendaient leurs excursions aux environs de Tirlemont, de Louvain et d'Anvers. 1758.

Pour la troisième fois les ordres du comte de Clermont avaient été mal entendus ou mal exécutés. Ce prince demanda son rappel ; il revint à Paris avec le titre burlesque de général des bénédictions (1), après avoir remis le commandement au marquis de Contades, créé bientôt après maréchal de France.

C'était le quatrième général sous les ordres duquel passait cette armée. Les Romains laissaient aux conducteurs de leurs légions le temps de réparer leurs fautes. On doit attribuer en partie, à cette fréquente mutation de généraux, le mauvais succès des Français en Allemagne. Le prince de Soubise rassemblait une armée dans le cercle du Haut-Rhin : cette division força le prince Ferdinand à partager ses forces. Il confia, au prince héréditaire de Brunswick et au prince d'Issembourg la défense de la Hesse, où se portait Soubise. Les Français prirent quelques places et battirent les Hessois auprès de Saunders-Hausen, et s'approchaient de Hanovre. Ces succès ne permettaient pas au prince Ferdinand de continuer son séjour dans la Belgique. Les Français pouvaient s'avancer

(1) Le roi de Prusse lui avait donné ce nom à cause de son abbaye de Saint-Germain.

1758. vers l'Ems et intercepter le passage de dix mille Anglais embarqués à Embden. Le prince Ferdinand repassa le Rhin et marcha sur Munster. Contades s'avança dans le comté de la Mark. Toute l'armée française se trouvait à la droite du Rhin au mois d'août. Les projets de Contades et de Soubise se bornaient à conserver la Hesse, afin de prendre leurs quartiers d'hiver en Westphalie.

On était alors instruit en France de la conquête de Louisbourg par les Anglais, et de leur irruption dans le Canada. Une armée de vingt mille hommes s'était rassemblée dans le Massachusset-Bay. Trois mille cinq cents Français formaient la principale défense de la colonie : ne pouvant résister en campagne à l'armée britannique, ils l'attendaient dans un fort dont l'on venait d'augmenter les défenses. C'étaient des troncs d'arbres couchés les uns sur les autres. On plaça en avant d'autres troncs d'arbres renversés, dont les branches affilées faisaient l'effet de chevaux de frise. Les Anglais, se reposant sur leur grand nombre, se précipitent, le huit juillet, sur ces palissades avec une fureur aveugle : l'artillerie les foudroyait ; ils tombaient embarrassés et enfilés dans les tronçons d'arbres à travers lesquels leur fougue les emportait. Leurs pertes semblaient augmenter leur audace : elle se soutint durant cinq heures ; et coûta la vie à quatre mille de leurs plus braves guerriers. Ils songèrent à la retraite au moment où les sauvages, accourant de toutes parts,

parts , achevaient leur défaite. Les débris de cette armée rentrèrent précipitamment dans Massachusct-Bay. 1758.

Durant le siège de Louisbourg , trois escadres britanniques tentaient des descentes sur les côtes de France. Elles n'enrent aucun succès ; mais elles empêchèrent le gouvernement d'envoyer des secours à l'île du cap Breton , c'est tout ce que voulaient les Anglais.

3. Frédéric II fortifiait son camp à Konigsgratz ; il apprend que les Suédois entraînent dans la Poméranie prussienne , et que les Russes assiégeaient Custrin. Leurs bombes , en peu de jours , détruiraient toute la ville. Les habitans eurent à peine le temps de passer sur l'autre rive de l'Oder , d'où ils virent leurs maisons dévorées par les flammes. Les Prussiens traitèrent les Russes d'incendiaires : ils avaient eux-mêmes bombardé Prague et Olmutz. Si les bombes ne réduisirent pas ces deux villes en cendres , ce ne fut pas la faute des artilleurs qui les lancèrent.

Dans la crainte de perdre le Brandebourg , Frédéric se portait vers l'Oder. Daun , profitant de ce mouvement , pouvait favoriser les opérations de l'armée des cercles en Saxe. Cette armée était commandée cette année par le prince des Deux-Ponts. Le roi de Prusse confia la défense de la Saxe au prince Henri. Il présumait assez de sa fortune pour se flatter que les troupes laissées par lui dans le comté de Glatz , aux ordres du gé-

1758. néral Fouquet, empêcheraient les Autrichiens de faire des conquêtes en Silésie. Abandonnant le camp de Konigsgratz, Frédéric, dans l'espace de quinze jours, parcourt, avec quinze bataillons et trente-trois escadrons, une route de cent vingt lieues. Il arrive auprès de Custrin le 20 août, se joint à son armée commandée par le général de Dohna, passe l'Oder et se prépare à combattre les Russes.

On comptait soixante mille combattans dans leur armée, commandée par le comte de Romanzow. Le roi de Prusse en avait à peine cinquante mille; mais sa cavalerie était supérieure à celle de Romanzow composée de cosaques. Le sort de la monarchie prussienne dépendait du combat. Les Russes dévastaient la Nouvelle-Marche. Daun, d'un côté, le prince des Deux-Ponts, de l'autre, menaçaient la Saxe. Les Suédois s'avançaient vers Berlin. Les Français pressaient les Anglais et les Hanovriens dans la Westphalie. Romanzow avait levé le siège de Custrin. Le roi de Prusse l'atteint au village de Zomdorf. Les Russes se trouvaient entre l'Oder et des marais profonds. La bataille commença le 25 août, à neuf heures du matin. On combattit long-temps sans aucun avantage. Frédéric, à la tête de sa réserve, se jeta avec furie sur le centre de l'armée russe, et parvint à l'enfoncer à la baïonnette. S'attachant ensuite à une des deux ailes, il l'eût noyée dans des marais impraticables, sans l'arrivée de la nuit.

Au retour du soleil, les deux armées se trou-

vaient encore en présence; extrêmement affaiblies, elles se contentèrent de se canonner respectivement, cachant leur projet de retraite. 1758.

Sur le soir, le général russe demanda une trêve pour enterrer les morts : « Je me charge de ce soin », répondit le général Dohna ». Les Russes, sans insister davantage, se retirèrent en Pologne. On évalua leur perte à vingt-deux mille hommes; le roi de Prusse en avait perdu douze mille. Frédéric, chargeant Dohna de suivre les mouvemens des Russes, revint en Silésie avec son armée victorieuse, fortifiée par quelques garnisons de Silésie. Il trouva son frère maître du cours de l'Elbe. Ce prince s'était conduit avec une habileté presque sans exemple. Deux armées, dont la moins nombreuse surpassait la sienne en force, ne purent l'obliger de reculer, ni de recevoir un combat inégal. L'excellence de ses opérations le plaça au rang des plus grands capitaines. Les troupes amenées par le roi de Prusse consistaient en vingt bataillons, trente-trois escadrons et deux régimens de hussards, faisant en tout trente mille hommes effectifs. Le monarque infatigable voulait attaquer sur-le-champ le maréchal Daun, et rentrer en Silésie.

Cette province courait un grand danger. Le général autrichien Harsch assiégeait Neisse. Daun, pénétrant les vues du roi de Prusse, employait ses grands talens à les contrarier. Réduisant l'armée prussienne à l'inaction, il donnait le temps

1758. à Harsch de s'établir solidement en Silésie. Il refusait la bataille, malgré les efforts du roi de Prusse pour le forcer à l'accepter. Frédéric se consumait par des marches fatigantes : le général autrichien prenait des positions dans lesquelles on ne pouvait l'attaquer sans témérité. Le roi de Prusse se décida enfin de s'approcher de la Silésie. Daun se trouvait forcé de le suivre pour l'empêcher d'écraser le corps commandé par Harsch. Le monarque prussien espérait de trouver dans cette marche une occasion de combattre Daun.

Un corps de dix mille Anglais s'était réuni à l'armée du prince Ferdinand, au bord de la Lippe. Contades menace l'électorat de Hanovre. Cette démarche, exécutée quelques mois auparavant, avait forcé le prince Ferdinand à passer à la droite du Rhin ; on espérait, en la renouvelant, de le pousser à la droite du Weser. Il ne prit pas le change. Ce prince avait devant les yeux l'exemple du duc de Cumberland, forcé de capituler au bord de l'Elbe. Il employa ses soins à fortifier ses cantonnemens, persuadé que, gardant sa position, l'irruption des Français vers l'Aller serait momentanée.

En effet les Français, n'ayant pu déterminer les Hanovriens à s'éloigner des bords de la Lippe, craignant d'être coupés durant la mauvaise saison, revinrent vers le Rhin ; ils y cherchèrent le repos auquel la rigueur de la saison forçait les guerriers dans ces climats, en attendant que le printemps,

ranimant la nature , ramenât les armées dans les champs du carnage. Les Anglais et les Hanovriens se cantonnèrent dans la Westphalie. 1758.

Frédéric marchait en Silésie ; Daun le suivait. Le monarque , accoutumé à camper en présence des ennemis , n'avait pas changé de méthode. La promptitude avec laquelle le héros de l'Allemagne transportait ses troupes d'un bout de son royaume à l'autre , les fatiguant à l'excès , leur inspirait beaucoup d'indifférence pour le danger. Les alertes nocturnes devenaient très-ordinaires : on n'y faisait pas d'attention. La situation d'un monarque , forcé de combattre tour-à-tour les Suédois , les Français , les Allemands , les Autrichiens et les Russes , devait être fâcheuse , malgré la gloire dont elle le couvrait. « *Hélas ! écrivait-il à un Anglais , je donnerais volontiers la moitié de cette gloire dont vous me parlez , pour un peu de repos* ». Les deux armées campaient , le 14 octobre , l'une en face de l'autre , les Autrichiens auprès de Kittlitz , les Prussiens sur les hauteurs de Hockirken. Daun connaissait la faiblesse du camp du roi. Ses lenteurs , très-avantageuses aux intérêts de Marie-Thérèse , lui attiraient des reproches ; il prend la résolution d'attaquer le roi de Prusse durant la nuit. Frédéric n'ignorait pas combien sa position était hasardeuse ; il se proposait d'en prendre une autre ; il attendait auparavant un convoi dont il ne pouvait se passer. Des batteries multipliées , des abattis considérables autour du camp autrichien , et d'autres apprêts

1758. de défense ordonnés par Daun , annonçaient son appréhension d'être attaqué lui-même : ces travaux étaient une feinte.

Daun voulait prendre les Prussiens de revers : on y parvenait en traversant une forêt extrêmement épaisse. Les Autrichiens marchent durant la nuit, franchissent la forêt sans trouver d'obstacles, parviennent, à cinq heures du matin, au village d'Hockirken. Un corps prussien y était retranché. Toutes les colonnes réunies l'attaquent à la fois ; les redoutes sont emportées. Les Autrichiens se trouvent en bataille au milieu du camp prussien. Les soldats, surpris, avaient à peine le temps de se couvrir de leurs armes ; ils se livraient à un courage aveugle. Le maréchal Keith et les princes Maurice d'Anhalt et François de Brunswick, ayant rallié quelques régimens, reprirent le village de Hockirken et en furent chassés. Keith et le prince de Brunswick sont tués ; le prince d'Anhalt reçoit une blessure dangereuse ; Frédéric prodiguait en vain des efforts de bravoure et de sang-froid ; il fut contraint de faire sonner la retraite. Sa cavalerie avait peu souffert, elle fit l'arrière-garde. L'infanterie, se repliant presque sans désordre derrière le champ de bataille, s'arrêta dans la plaine de Predlitz, après avoir perdu dix mille hommes et la majeure partie de ses bagages et de son artillerie.

Cette défaite mit dans un grand jour les talens militaires du roi de Prusse. Son armée, surprise au milieu de la nuit, battue et chassée de son camp,

tous les grands desseins de ce monarque semblaient renversés. L'Europe apprit le contraire avec étonnement et admiration. Frédéric avait établi dans ses troupes un ordre admirable. Son armée se rallia avec facilité à quelques milles du champ de bataille ; elle se retrancha de manière à pouvoir difficilement être attaquée une seconde fois. Le maréchal de Daun , auquel le pape venait d'envoyer une épée et un chapeau bénits , reprit sa première position , comme s'il eût craint d'être surpris à son tour. « Daun ne nous tient plus en échec , disait le roi de Prusse , le lendemain de l'action ; la partie n'est pas perdue ; nous prendrons ici quelque repos ; nous irons ensuite délivrer Neisse ». Ainsi fut fait.

Frédéric se fit renforcer par un corps de troupes et un train d'artillerie aux ordres du prince Henri , laissant à peine vingt mille hommes dans la Saxe. Daun , n'ayant pu empêcher Frédéric de dégager Neisse , s'avancait vers Dresde. Les Prussiens , sous les ordres du général Kemptitz , campaient sous le canon de cette place. Schemetaw commandait dans la ville ; il livra aux flammes ses beaux faubourgs. Daun lui ayant fait des reproches de cette barbarie , il répondit : « Je suis un soldat ; je me conduis d'après les lois de la guerre , sans me mettre en peine des événemens futurs ». Daun , craignant que le siège de Dresde n'entraînât la destruction de cette ville , s'éloigna. D'autres causes déterminaient sa retraite. Les Russes et les Suédois avaient évacué la Poméranie et le Brandebourg.

1753.

1758. Le général Dohna , n'ayant plus à combattre les deux armées , marchait vers la Saxe. Le roi de Prusse prenait la même route. Le vainqueur d'Hockirken n'osait attendre l'ennemi vaincu. Soixante et dix mille Prussiens se trouvaient en Saxe le 9 novembre. Le prince des Deux-Ponts , sans avoir tenté la moindre entreprise , se retirait en Franconie. Daun fit sa retraite en même temps ; il prit ses quartiers d'hiver en Bohême.

1759. 4. Frédéric méditait un projet dont l'exécution l'eût rendu maître des deux tiers de l'Allemagne. Le prince Ferdinand devait entrer par surprise dans Francfort sur le Mein. Cette opération rompant la communication entre l'armée de Soubise dont le quartier-général était à Hanau , et celle de Contades cantonnée à la gauche du Rhin , les Anglais , les Hessois et les Hanovriens pouvaient attaquer la première de ces deux armées. Le prince Henri , cantonné en Saxe , se proposait de se porter rapidement sur les quartiers de l'armée des cercles dispersée en Franconie. Frédéric , entrant en même temps en Bohême avec sa rapidité ordinaire , aurait forcé les Autrichiens à borner leurs efforts à défendre ce royaume. Les suites de cette expédition allaient transporter le principal théâtre de la guerre entre le Rhin , le Mein et le Danube.

Ces provinces ayant peu souffert du fléau de la guerre , le monarque prussien espérait d'y faire une ample moisson d'hommes et d'approvisionnement. Soubise , instruit de ce projet , le prévint

en occupant Francfort. Appelé au conseil d'état en qualité de ministre, il laissa le commandement de l'armée au maréchal de Broglie. 1759.

Dans les premiers jours de mars, la Thuringe était inondée de Prussiens; le prince Ferdinand marchait sur Francfort. Broglie rassemble son armée, attend les Hanovriens dans la plaine de Berghem, leur livre bataille le 15 avril, et les force à se retirer sous le canon de Cassel. Ce succès n'empêchait pas le prince Henri d'enlever les quartiers de l'armée des cercles. Le maréchal de Contades reçut ordre de se porter sur la Hesse. Le prince Ferdinand, attaqué par des forces supérieures, se retranchait derrière la Lippe, auprès de Munster. Le prince Henri retourna en Saxe.

Contades, ayant formé la résolution de livrer une bataille générale, avait ordonné à Broglie de marcher sur Minden, et de se porter ensuite sur Paderborn. Une division fut chargée d'assiéger Munster, tandis que l'armée marcherait en avant. Le prince Ferdinand, entouré par les deux armées françaises, hésitant d'abord, se retrancha à Pétershagen. Munster et Minden venaient d'ouvrir leurs portes aux Français. Contades croyait avoir forcé les Hanovriens à s'enfoncer dans l'électorat de Hanovre; il se trompait. Le prince Ferdinand prenait ses mesures pour livrer un second combat. Le prince héréditaire, détaché avec seize mille hommes, se portait entre l'armée française et Paderborn. Contades ordonne à Broglie de for-

1759. mer la droite de l'armée , et marche aux ennemis.

La bataille de Minden eut lieu le 1.^{er} août. Les Français y multiplièrent des prodiges de valeur ; ils auraient vaincu les Allemands , si la bravoure du soldat pouvait suppléer à l'inhabileté des généraux. Contades avait placé sa cavalerie au centre de l'armée : elle eut à soutenir tout le feu des batteries du prince Ferdinand. Rompue de toutes parts , elle jeta la confusion dans les deux ailes : elles reculèrent sous les murs de Cassel.

On reçut presque en même temps à Paris la nouvelle de la perte de la bataille de Minden , et celle de la mort de Ferdinand VI , roi d'Espagne. Ce prince ne laissait point d'enfans. Charles III , roi des Deux-Siciles , lui succéda , après avoir remis ses états d'Italie à Ferdinand , son fils cadet.

La favorite était aussi peu habile à choisir les généraux et les administrateurs ; les circonstances exigeaient des ressources extraordinaires. Le maréchal de Belle-Isle proposa de confier les finances au maître de requêtes Silhouette. Il fut nommé contrôleur-général à la place de Boulogne. Silhouette réunissait à l'esprit de calcul le goût de la littérature. Attaché au duc d'Orléans , il avait en peu de temps remis le bon ordre dans ses finances. Argumentant du petit au grand , on lui supposa des talens admirables pour l'administration publique. Ses premières opérations furent brillantes. Il créa soixante-douze mille actions de mille francs chacune , leur attribua la moitié des bénéfices dont

jouissaient les fermiers-généraux, et produisit ainsi, en vingt-quatre heures, soixante-douze millions, sans la moindre augmentation dans les charges publiques. Des lettres-patentes, portant suspension de plusieurs privilèges à charge à l'agriculture, firent bénir ce ministre dans les campagnes. Une seconde déclaration engageait les gens riches à envoyer leur vaisselle à la monnaie. Cette opération rendit peu de chose : Silhouette voulait diminuer la masse des pensions, des clameurs s'élevèrent alors de toutes parts contre lui. Son économie, approuvée auparavant, fut traitée des mesquinerie ridicule. Ce fut un autre bruit, lorsque, renouvelant le projet de Machault, il voulut faire enregistrer au parlement un droit de subvention territoriale, proposé non moins vainement par le cardinal de Brienne, à la veille de la révolution de 1789.

En vain un lit de justice fut tenu à Versailles ; le concert unanime des grands corps de magistrature et les cris des prêtres arrêtaient l'exécution d'une loi dont les dispositions soumettaient, sous un autre nom, à la taille, la noblesse et le clergé : cette loi ne fut pas exécutée. Silhouette fut contraint de suspendre le paiement de la dette publique. C'était mettre au grand jour la détresse où se trouvaient les finances, dans un temps où la politique ordonnait de la cacher soigneusement aux étrangers. Ils se lassaient de la guerre. Le prince Louis de Brunswick, tuteur du stathouder de Hollande, avait notifié à La Haye, au commencement

1759. de l'hiver , aux ministres de France , de Russie et de Pologne , l'intention des rois d'Angleterre et de Prusse d'arrêter les calamités de la guerre par une paix équitable. Les gouvernemens de Londres et de Berlin , jugeant de l'épuisement de la France par les démarches inconsidérées de Silhouette , changeaient de langage. Les ouvertures pacifiques restèrent suspendues. Le cri public s'élevait contre Silhouette , on le regardait comme la cause de la continuation de la guerre ; c'était une évidente injustice : l'embarras des finances venait de ceux qui refusaient obstinément de partager les charges publiques avec les communes ; Silhouette fut congédié et remplacé par Bertin.

5. Les Français , vainqueurs dans le Canada , manquaient de forces pour soutenir de nouvelles attaques. Les Anglais avaient rassemblé au printemps une armée de quarante mille hommes pour envahir cette colonie ; une flotte , dans laquelle on comptait trois cents voiles , parut sur le fleuve St.-Laurent. En vain le marquis de Moncalm , prévoyant cette invasion , sollicitait des renforts ; on ne songeait pas à lui en envoyer.

Moncalm campait avec une petite armée sous le canon du fort Carillon , au moment où l'amiral Saunders et le général Wolf remontaient le fleuve ; quinze mille hommes , commandés par le général Amherst , s'avançaient vers le fort Carillon ; le général Johnson , avec quatre mille cinq cents hommes , traversait les pays des Iroquois , dans le des-

sein de s'emparer du fort Niagara, entre les lacs Erié et Ontario, et de descendre à Québec. La résistance des assiégés, malgré leur petit nombre, les couvrit de gloire. Johnson perdit la vie sous les murs de Niagara : les Français, ayant épuisé leurs munitions, capitulèrent, avec la liberté de se retirer ailleurs et d'emporter leur artillerie : cette perte entraîna celle des établissemens français au sud des lacs Erié et Ontario. Les Anglais marchaient vers l'armée française, commandée par Moncalm. Ce général, instruit de l'arrivée de la flotte britannique sur le fleuve St.-Laurent, ne crut pas devoir s'exposer à une bataille qui aurait enlevé à la colonie toutes ses espérances. Il laisse un petit corps de troupes aux ordres du général Burlamaque, le charge de surveiller les mouvemens du général Amherst, et de protéger Montréal, et vient à Québec avec le reste de ses troupes.

Les Anglais s'approchaient de cette place. Les Français préparèrent dans la rade huit brûlots faibles, mais meilleurs moyens de défense dont les Canadiens pussent faire usage : les brûlots sont lancés par une nuit extrêmement obscure et un vent favorable; ils s'approchent de la flotte anglaise; tout eût péri, hommes et vaisseaux, si cette opération avait été conduite avec l'intelligence nécessaire : ceux qui en étaient chargés, impatients d'assurer leur retour, mirent trop tôt le feu aux brûlots. Les Anglais eurent le temps de se garantir

1759. du danger par leur activité et leur audace ; ils ne perdirent que deux navires.

Echappés à ce péril, les Anglais commencent le siège de Québec. Ils éprouvent une résistance à laquelle ils ne s'attendaient pas. Les bords du fleuve étaient défendus, avec intelligence, par des redoutes et des batteries. Les assaillans les regardaient comme inaccessibles. Ils furent confirmés dans cette opinion, après avoir inutilement tenté d'emporter un poste appelé le *Saut de Montmorenci*. Ils perdirent la plupart des hommes débarqués à cet endroit.

On avançait (1) vers la mauvaise saison. Amherst, chargé de pénétrer à Québec par la route des lacs, ne paraissait pas. Le mécontentement commençait à se manifester parmi les matelots et les soldats. Le lord Murrey propose de remonter le fleuve à deux lieues de la place, et de s'emparer des hauteurs d'Abraham. Les Français les croyant suffisamment gardées par des rochers escarpés, et d'ailleurs n'étant pas en nombre suffisant pour garnir tous les postes, avaient négligé celui-là. Cinq mille Anglais débarquent le 12 septembre au pied des rochers. Ils arrivent sur la hauteur par des chemins impraticables. Moncalm, averti trop tard, marche aux Anglais à la tête de trois mille cinq

(1) Le 21 juillet, création de l'ordre du mérite militaire.

cents hommes; il est tué en combattant. Quebec se rendit le 18 septembre. 1759.

Toute l'Europe regardait la prise de cette ville comme devant terminer la querelle de l'Amérique septentrionale. Une poignée de Français, auxquels la fortune avait interdit jusqu'à l'espérance, ne paraissait pas en mesure de retarder cette destinée. On connaissait mal les Canadiens. Ils restaient maîtres de la rive septentrionale du fleuve du côté des lacs. Leur communication n'était pas même interrompue avec le général Burlamaque, retranché sur les bords du lac Champlain. Le comte de Vaudreuil, successeur de Moncalm, perfectionne à la hâte des retranchemens commencés à dix lieues au dessus de Quebec; y ayant laissé une garnison suffisante à laquelle les sauvages apportaient des vivres, il entra dans Montréal, et prépara de nouveaux moyens de défense.

On résolut de marcher au printemps, 1760, sur Quebec. L'hiver avait été employé aux préparatifs de cette expédition. Quand la glace, dont le fleuve était couvert, commençait à se rompre, on fit glisser des bateaux; l'armée se précipita, le 10 avril, sur le fleuve à moitié glacé. Les Anglais la croyaient dans ses cantonnemens, au moment où elle atteignait l'avant-garde. Cette avant-garde allait être détruite, sans un de ces hasards qu'il n'est pas donné à la prudence humaine de prévoir. Un canonnier (1), sortant de sa chaloupe, était

(1) Raynal, Hist. philosoph. des Deux-Indes, tom. 8.

1759. tombé dans le fleuve ; un glaçon se trouve à sa portée, il y monte, et se laisse aller au fil de l'eau ; un factionnaire anglais voit un homme prêt à périr, on vole à son secours, son uniforme le fait reconnaître pour un Français ; on le réchauffe avec soin, des liqueurs spiritueuses le rappellent à la vie, on apprend de lui que six mille Français arrivent aux portes de Quebec ; l'ordre est sur-le-champ expédié à l'avant-garde de rentrer dans la place. Un moment plus tard, la défaite de ce corps eût entraîné la prise de Quebec.

Vaudreuil en commença le siège ; on n'avait que des pièces de campagne, il ne vint aucun renfort de France. Une forte escadre anglaise remontait le fleuve. Vaudreuil se replia sur Montréal. Trois armées formidables entourèrent ces troupes ; elles furent réduites à capituler ; ce fut pour la colonie entière. Le Canada augmenta la masse des possessions britanniques dans l'Amérique septentrionale.

Les Anglais attaquaient alors les Antilles françaises. Leurs efforts échouèrent à la Martinique. Ils se rendirent maîtres de la Guadeloupe. Cette île, florissante dans la suite, l'était moins alors. On y comptait dix mille blancs, dont quarante mille nègres cultivaient les terres. Forcés de se rendre aux Anglais, le changement de domination leur devint avantageux. Les Anglais envoyèrent à la Guadeloupe des vivres et des marchandises. Ils y firent passer vingt mille nègres. Ces secours
inespérés

inespérés réparèrent avantageusement les pertes éprouvées par les colons pendant le siège. St.-Barthélemy, Mari-Galante, la Désirade et les Saintes, îles regardées comme dépendantes de la Guadeloupe, tombèrent avec elle au pouvoir des Anglais. 1759.

Quatre-vingt-dix lieues forment la circonférence de la Guadeloupe ; un petit bras de mer , connu sous le nom de Rivière Salée , la coupe dans toute sa longueur. La partie de l'île qui donne son nom à la colonie est hérissée de rochers , au dessus desquels s'élève une montagne appelée la Soufrière. Il s'en exhale une fumée noire et épaisse mêlée d'étincelles. Du sein de ces hauteurs descendent un grand nombre de ruisseaux ; ils portent la fertilité dans les plaines. La partie de l'île , nommée la Grande-Terre , n'est pas aussi bien traitée par la nature , les rivières lui manquent.

Au 1.^{er} janvier 1779 , la Guadeloupe , en y comptant les îlots soumis à son gouvernement , comptait douze mille sept cents blancs , treize cent cinquante noirs ou mulâtres libres , et cent mille esclaves. Le gouverneur et l'intendant résidaient dans la ville de Saint-Charles. Le plus grand commerce se faisait à Pointe-à-Pître , dont le port est assez bon.

6. Daun , après avoir passé l'hiver en Bohême , campait au printemps sur les frontières de ce royaume ; il attendait les Russes , avec lesquels devaient se combiner ses opérations. Les Russes ,

1759. commandés par le prince de Soltikow, s'avançaient lentement sur les bords de l'Oder. Les Suédois, battus par une division prussienne, se retiraient vers Stralsund. Ils passèrent la campagne auprès de cette forteresse. L'armée des cercles, sortant assez tard de ses quartiers, s'approchait de la Saxe. Le roi de Prusse avait passé l'hiver à Breslau et à Dresde; il se préparait à faire face aux Russes, aux Autrichiens et à l'armée des cercles. On comptait soixante mille combattans dans l'armée russe; trente mille Prussiens, ne pouvant les combattre, employaient leurs efforts à rendre leur marche plus lente. Ils arrivèrent enfin à la fin de juillet auprès de Crossen en Basse-Silésie, où le baron de Landohn devait les joindre avec vingt mille Autrichiens.

Frédéric avait donné ordre au général Wedel de combattre les Russes avant cette jonction. Il commandait à peine trente mille hommes; ses dispositions furent faites en grand capitaine. La bataille se donna auprès de Sullichaw; les Prussiens se battirent avec acharnement. Cette lutte était trop inégale; les Russes en sortirent vainqueurs, non sans avoir fait une perte immense. Wedel se retrancha au bord de l'Oder. Les Autrichiens se réunirent aux Russes auprès de Francfort sur l'Oder.

Frédéric se disposait d'envahir la Bohême, l'issue de la bataille de Sullichaw le forçait d'accourir au secours de Brandebourg: laissant vingt mille hommes sous le canon de Dresde, il vole

à la rencontre des Russes. Son armée, réunie à celle de Wedel, s'élevait à soixante mille hommes; Soltikow et Laudohn en commandaient soixante-quinze mille. Les Russes, malgré leur supériorité, s'étaient retranchés sur les hauteurs de Kunerdorf près de l'Oder. La bataille s'engagea à midi, le 11 août; le roi de Prusse dirigeait son attaque contre l'aile gauche russe, cette aile fut contrainte d'abandonner ses batteries les unes après les autres. Les Prussiens étaient maîtres à six heures du soir des retranchemens russes et de cent pièces de canon.

Si Frédéric n'eût pas renouvelé l'attaque, Soltikow, extrêmement affaibli, se serait retiré pendant la nuit. Le monarque prussien attendait à chaque instant le général Wunsch avec une division venue de Berlin; il se flattait d'un succès complet. Les Prussiens attaquent l'aile droite russe, où combattaient les Autrichiens; le roi s'exposait comme un grenadier, il eut deux chevaux tués sous lui. L'acharnement était excessif des deux côtés. Le général Laudohn, à la tête d'un corps de cavalerie en réserve, exécuta à sept heures du soir une charge avec tant de succès, que la cavalerie prussienne fut mise en déroute. Frédéric, désespérant de rétablir le combat, abandonne le champ de bataille, les batteries prises par lui et cent de ses canons. Wunsch arriva une heure trop tard, il couvrit la retraite de l'armée.

Frédéric vaincu, mais non découragé, vint camper à deux lieues du champ de bataille,

1759. dans une position propre à couvrir Berlin. Soltikow avait perdu l'élite de son armée : « Si je remporte encore une victoire comme celle de Kunersdorf , disait-il aux généraux autrichiens , je retournerai seul , un bâton à la main , en porter la nouvelle à Pétersbourg ».

Les Russes , au lieu de s'approcher de Berlin , marchaient pour se réunir à l'armée de Daun , ou pour rentrer en Pologne selon les circonstances. Le roi de Prusse suivait les Russes comme s'il eût été victorieux. Quatre grandes armées ravageaient la Saxe au mois de septembre : celle des Autrichiens , celle des Prussiens , celle des Russes et celle des Saxons. Les Russes éprouvèrent les premiers la disette des vivres ; ils se retirèrent en Pologne. Frédéric s'approche du prince Henri après la retraite des Russes. Daun , n'osant commettre sa fortune à l'événement d'une bataille , plaçait son attention à défendre les avenues de son camp. Le roi de Prusse envoya dix-huit mille hommes , aux ordres du général Finck , dans les montagnes de Maxen ; son projet était d'intercepter la communication de Daun avec la Bohême d'où il tirait ses subsistances , de le forcer d'évacuer la Saxe , ou d'accepter une bataille. Cette division aurait rendu au roi de Prusse des services inappréciables , si Daun eût été vaincu ; elle ne pouvait être secourue à temps , si elle était attaquée elle-même.

* Daun , ayant pourvu à la sûreté de son camp , marche à Maxen , attaque , le 15 novembre , la divi-

sion prussienne avec vingt-cinq mille hommes ; le combat se soutint tout le jour. Daun se proposait de recommencer l'attaque le lendemain avec des troupes fraîches. Les Prussiens furent contraints de se rendre prisonniers de guerre. 1759.

Après des pertes aussi considérables , on voyait avec étonnement Frédéric présenter un front également redoutable ; son génie suppléait en partie aux forces dont il manquait ; l'Allemagne lui offrait une pépinière de soldats ; les Anglais lui envoyaient l'or nécessaire pour les habiller et les payer : la perte d'une armée entière produisit peu de changement dans sa position. Les Autrichiens et les Prussiens se cantonnèrent dans la Saxe ; l'armée des cercles alla passer l'hiver dans les poêles de la Franconie. Les Français , après la bataille de Minden , prirent leurs quartiers au bord du Rhin ; le prince Ferdinand occupa la Westphalie.

7. L'hiver vint suspendre les horreurs de la guerre ; on parla de paix au milieu de préparatifs guerriers prodigieux. 1760.

Toutes les lettres de l'Indostan , reçues à Paris , étaient alarmantes ; d'Aché était revenu à la côte de Coromandel à la mousson de 1759 ; trois vaisseaux de ligne renforçaient son escadre ; il avait rencontré en route l'escadre de l'amiral anglais Pocock , et lui avait livré une bataille indécise. Arrivé à Pondichéry , sans se donner le temps de ragréer ses vaisseaux , il veut remettre à la voile , feignant d'être hors d'état de se mesurer de nou-

1760. veau avec l'escadre anglaise inférieure à la sienne ; en vain le conseil supérieur lui offre toutes les ressources dont il a besoin ; en vain ce corps proteste contre un départ qui peut ruiner la colonie : « L'amiral laissa les marchands protester , dit Voltaire à ce sujet (1), il alla se radouber à l'Isle de France. Pondichéry, sans munitions ; sans vivres , resta en proie à la discorde : le passé, l'avenir, le présent étaient effrayans ».

Cette fâcheuse perspective, décrite par Voltaire , obligeait l'amiral à ne pas quitter la côte de Coromandel , avant le départ des Anglais de Madras. D'Aché abandonna Pondichéry, sous prétexte que cette ville manquait de ressources indispensables ; cependant on lui offrait ces ressources dans une protestation dont il ne tint aucun compte : on les avait donc ; on savait du moins comment se les procurer avec les secours de l'escadre.

Cet amiral voulut justifier son départ inopportun, alléguant un projet formé par lui sur Masulipatan. Ses vaisseaux n'étaient donc pas en si mauvais état.

D'Aché ne revint pas à Pondichéry à la mousson de 1760 : ne fut-il pas conduit, dans cette occasion, par sa haine contre Lally? S'il ne voulait plus servir sous ses ordres, il était libre de donner sa démission. La conservation de Pondichéry exi-

(1) Précis du siècle de Louis XV.

geait impérieusement la présence de l'escadre française. 1760.

Lally était peu propre à commander une colonie dans laquelle les ordres du roi n'arrivaient pas toujours à temps. Pour surmonter les difficultés amenées par des intérêts extrêmement compliqués, un général, désireux du bien public, devait déployer le rare talent de conduire les hommes sans choquer leurs préjugés. Il aurait eu besoin d'un caractère ferme sans dureté, souple sans faiblesse, capable d'adoucir la rigueur du service public. On se plaignait amèrement à Paris des dilapidations commises par les préposés de la compagnie. On avait envoyé Lally à Pondichéry, autant pour mettre un terme à ces dilapidations, que pour combattre les Anglais. Sa mission était difficile à remplir. Les préposés de la compagnie, n'ayant plus rien à espérer dans la détresse où leurs spoliations l'avaient réduite, désiraient de tomber sous la domination britannique. Cet événement allait couvrir leurs rapines avec le voile du désordre général inséparable d'une conquête.

Avec le caractère le plus insinuant, Lally eût eu beaucoup de peine à se concilier la bienveillance publique dans la position où se trouvait la colonie. La dureté de ses manières éloignait de lui tous les cœurs. J'ai parlé de la violence exercée par lui contre d'Aché. Elle ne dispensait pas cet amiral de se présenter sur la côte de Pondi-

1760. chéry à la mousson de 1760. Sa conduite entraîna évidemment la perte de cette ville.

Lally, sans escadre, n'avait pas abandonné le projet de conquérir Madras. Le siège fut entrepris dans les premiers jours de mars. Cette ville se divise en ville blanche et en ville noire. La première est habitée par les seuls Anglais. Des Juifs, des Américains, des Mogols et des Indiens, forment la population de la seconde; elle fut surprise et pillée. On poussa les Anglais à un pont qui sépare Pune et l'autre ville. On les attaqua rapidement. Les assiégeans signalent une escadre; Lally, la prenant pour celle de l'amiral d'Aché, ordonne un assaut général.

L'escadre anglaise entrait dans la rade à pleines voiles : on lève le siège à la hâte; il faut se préparer à défendre Pondichéry.

8. En Allemagne, l'armée française se divisait en deux corps, comme les années précédentes. Le maréchal de Broglie commandait le plus considérable. Soubise, abandonnant sa place au conseil-d'état, était venu commander la seconde armée. Les Anglo-Hanovriens étaient commandés par le prince Ferdinand et le prince héréditaire. Broglie, sortant de ses cantonnemens au printemps, pénétrait dans la Hesse. Le prince Ferdinand, voulant le forcer à retrograder, avait ordonné au prince héréditaire de passer le Rhin. Il assiégeait Wesel; le prince de Soubise l'attaqua auprès de Closter-Camp, et le

force de repasser le Rhin. Broglie prit ses quartiers dans la Hesse. Le prince de Soubise se cantonna au bord du Rhin. La journée de Closter-Camp sera éternellement mémorable par une des actions les plus héroïques dont l'histoire nous ait transmis les circonstances. Le capitaine d'Assas, au régiment d'Auvergne, avait été envoyé à la découverte durant la nuit (1). Ce brave militaire ayant fait quelques pas en avant des soldats commandés par lui, des grenadiers ennemis, placés en embuscade, l'environnent, lui présentent les baïonnettes, et le menacent de la mort s'il fait le moindre bruit. D'Assas se recueille un moment pour mieux renforcer sa voix, et s'écrie : « A moi, Auvergne ! voilà les ennemis ». Il tombe percé de coups.

Dévouement digne des anciens Romains ! on dressait alors des statues à de pareils hommes. Les hommages publics, rendus aux actions héroïques, en enfantaient de nouvelles.

Frédéric campait, à la fin d'avril, entre Meissen et Torgau, observé par Daun. Ce général attendait l'armée russe. On y compta, cette année, soixante et dix mille hommes. Laudohn pénétrait dans le comté de Glatz. Fouquet défendait cette province avec dix mille hommes ; cette faible division campait sous Landshut. Trente mille Au-

(1) Etablissement, en 1760, de la Petite Poste de Paris. Le 10 août, le pont d'Orléans est fini.

1760. trichiens l'attaquent. Le corps prussien se défendit avec une héroïque valeur ; il fut presque entièrement détruit. Fouquet essaya de se faire jour à travers l'armée autrichienne. A peine deux mille hommes parvinrent à se mettre en sûreté par cette opération hardie. Les suites de ce combat auraient chassé les Prussiens de la Silésie, si les Russes avaient mis moins de lenteur dans leur marche.

L'armée des cercles revenait en Saxe, les Autrichiens obtenaient sur les Prussiens une supériorité redoutable. Laudohn s'emparait du comté de Glatz. Les Russes s'avançaient peu-à-peu. L'ame de Frédéric ne paraît pas effrayée des dangers dont il est menacé, il fait face à l'armée des cercles. Le prince Henri défend la Silésie, et se conduit avec tant d'habileté, que la jonction des Russes et des Autrichiens n'eut pas lieu.

Quarante mille hommes combattaient sous les ordres du prince Henri. Il eut l'art de suspendre les opérations de deux armées dans lesquelles on comptait plus de cent mille combattans. Cette campagne excita l'admiration de l'Europe et la méritait. Le prince Henri fut aidé par la défiance des deux armées allemande et autrichienne, défiance attachée à presque toutes les coalitions.

Frédéric, informé de la marche de Soltikow, parcourt avec son armée et deux mille chariots quarante lieues en cinq jours ; il arrive le 7 août dans la Basse Silésie. Daun suivait le mouvement des Prussiens. Il s'était approché de l'armée de

Laudhon près de Schweidnitz , et s'efforçait d'empêcher Frédéric de se réunir au prince Henri , campé sous Breslau. La Silésie voyait sur son territoire la plus grande partie des forces de l'Autriche , de la Prusse et de la Russie. Cent mille Autrichiens , commandés par Daun , Laudohn , Lascy et Beck , et soixante-dix mille Russes avaient à combattre moins de cent mille Prussiens. Le roi de Prusse et le prince Henri commandaient ces Prussiens. 1760.

Frédéric campait le quatorze août auprès de Lignitz , Daun était en face de lui. Frédéric est instruit du concert avec lequel Daun , Laudohn et Soltikow vont l'attaquer. Il prend le parti de les prévenir. Décampant durant la nuit , il marche sur Laudohn , et le combat durant les ténèbres. Les Autrichiens sont mis dans la déroute la plus complète , ils perdent quatre-vingts canons. Cette leçon de l'art de la guerre , donnée par le roi de Prusse , déconcerta ses ennemis. Les Autrichiens n'osèrent plus se mesurer avec lui. Soltikow balança long-temps dans l'hésitation ; enfin , descendant l'Oder , il forma une entreprise sur Berlin. Les généraux Czernichew et Lascy en furent chargés avec trente-cinq mille hommes Autrichiens ou Russes.

Berlin , sans défense , fut obligé d'ouvrir ses portes. Frédéric vole à son secours. Cette apparition inattendue force les Russes à reculer , ils rentrèrent en Pologne. Daun se portait en Saxe où Frédéric était revenu. L'armée des cercles venait de quitter

1760. cette province, elle allait se reposer de ses fatigues en Franconie. Les Autrichiens campaient sous Torgau. Le roi de Prusse les attaqua le 5 novembre, ils furent forcés de se replier sur l'Elbe.

A six heures, Daun écrivait du champ de bataille à l'impératrice-reine : « Les armes de V. M. ont remporté aujourd'hui une victoire complète sur le roi de Prusse ». L'armée prussienne se trouvait en effet alors dans quelque désordre, cependant elle n'abandonnait pas les attaques. Le roi de Prusse apprit qu'un de ses généraux s'était rendu maître des hauteurs de Siplits; elles dominaient le camp autrichien. La victoire se déclara alors en faveur des Prussiens. Daun, blessé, avait remis momentanément la conduite de l'armée au plus ancien lieutenant-général; cet officier ne connaissait pas le plan du feld-maréchal; il ordonna la retraite. Le roi de Prusse conserva ses quartiers d'hiver en Saxe.

9. Une déclaration du roi avait été enregistrée au parlement de Paris, le 3 mars. Le roi révoquait l'édit de subvention territoriale, et le remplaçait par un nouveau vingtième. L'assemblée du clergé avait accordé un don gratuit de seize millions. On se procura encore de l'argent par des emprunts onéreux. Avec ces fonds furent faits les préparatifs de la campagne suivante. Le maréchal de Belle-Isle mourut alors. Le duc de Choiseul, ministre des relations extérieures, fut chargé du porte-feuille de la guerre.

Au mois de février , les Anglo-Hanovriens se rassemblaient ; un corps prussien se concertait avec eux ; il ne fut pas d'une grande utilité. La position embarrassée de Frédéric en Saxe força ce corps de rétrograder. Le prince Ferdinand assiégeait Cassel , défendu par le comte de Broglie avec dix mille hommes ; le prince héréditaire interceptait les secours envoyés par le maréchal de Broglie à cette place. L'armée du prince héréditaire est défaite à Gremberg : cet événement force le prince Ferdinand à lever le siège de Cassel. 1761.

Des observations astronomiques offraient une diversion contre la tristesse répandue en France par la prolongation de la guerre. Depuis plus d'un siècle , les savans avaient calculé le passage de la planète de Vénus sur le disque du soleil. Il devait arriver le 6 juin 1761 et le 3 juin 1769. Helley avait annoncé ce phénomène. Depuis cet instant , il porta dans son cœur le chagrin de ne pouvoir espérer de vivre assez long-temps pour être témoin de l'accomplissement de sa prédiction. Ce passage devait indiquer la vraie distance du soleil à la terre. Toutes les nations de l'Europe voulurent l'observer. L'académie des Sciences envoya le génovéfain Pingré à l'île Rodrigue , le Gentil à Pondichéry , l'abbé Chappe à Tobolsk , en Silésie : ils devaient se trouver à peu près sous la même longitude ; le premier près du tropique du Capricorne , le second entre l'équateur et le tropique du Cancer , le troisième au cercle

1761. polaire. Le Gentil s'était embarqué au mois de mars 1760 pour l'Isle de France, d'où il comptait aller sur la côte de Coromandel. Les ordres de la cour forçaient le commandant de l'île d'expédier une frégate dans une saison où les vents ne favorisaient pas cette traversée. La frégate erra longtemps entre la côte d'Afrique et celle de Malabar; elle fut instruite de la prise de Pondichéry par des bateaux du pays. Cet événement la ramena à l'Isle de France. Elle était encore en mer le 6 juin. Le Gentil observa sur le tillac, comme il put, le passage de Vénus. L'oscillation du vaisseau rendait cette observation fautive. Le Gentil voulut la rectifier, en restant dans les Indes, et en observant de nouveau la planète quand elle passerait sous le soleil en 1769. Les nuits sont superbes à la côte de Coromandel. On ne saurait se former dans nos nébuleux climats une idée de la beauté du ciel dans la péninsule de l'Inde; cependant, au moment de l'observation, le 3 juin 1769, un nuage cacha la planète de Vénus, et enleva le fruit d'un voyage de dix années. Le Gentil revint à Paris en 1772. Pingré arriva à l'île Rodrigue le 28 mars. Sa longueur est de quatre lieues. Sa population consistait alors en douze ou quinze familles nègres occupées à réunir des tortues de terre dans un parc, et des tortues de mer dans un autre, et à veiller sur des troupeaux de bœufs transportés de Madagascar. Un des habitants était revêtu du titre de gouverneur de l'île; il logeait dans une cabane de planches partagée

par une cloison en deux pièces. Un mât , surmonté du pavillon de France placé devant cette maison , annonçait que l'île avait un maître. A côté de ce mât , quatre canons formaient toute la défense des insulaires. 1761.

Des pluies survinrent ; la nuit qui précéda l'observation fut très-obscur. Des nuages empêchèrent de voir Vénus entrer sur le disque du soleil ; ils s'éclaircirent. L'astronome suivit le cours de la planète sur cet astre de feu. Pingré vit très-bien le commencement de la sortie de Vénus. Un nuage lui déroba le moment où la planète acheva de se détacher du disque solaire. Cet astronome , vérifiant ses calculs , se trouva d'accord avec les autres observations. Quelques jours après , les Anglais arrivent , s'emparent du navire sur lequel avait été porté l'astronome , coupent le mât , emportent le pavillon de France , enclouent les canons , pillent les bœufs , les tortues , les farines et le vin ; cependant ils laissent à Pingré ses instrumens , et mettent à la voile. Pingré et ses compagnons se trouvaient assez embarrassés. On découvrit un vaisseau français ; il prit l'astronome sur son bord , et le ramena en France.

De tous les voyages entrepris à cette occasion , celui de Tobolsk offrait de plus grandes difficultés. Chappe vint par terre à Pétersbourg ; il s'adjoignit , dans cette capitale , un horloger et un domestique instruit dans la langue russe. De Pétersbourg à Tobolsk , on compte cinq cents lieues ;

1761. il fallait les parcourir à travers les glaces. Les voyageurs coururent long-temps des fleuves qui servent de grands chemins quand ils sont gelés. On s'enfonça dans une immense forêt, et on parvint enfin à Tobolsk avant le dégel.

Chappe préparait ses observations sur une colline auprès de la ville. Son quart de cercle, son thermomètre, sa pendule, sa longue lunette, tout le faisait considérer, par les crédules habitans de la Sibérie, comme un sorcier redoutable. Le 6 juin faisait le sujet de toutes les conversations; les uns regardaient ce jour comme devant être la fin du monde, les moins effrayés redoutaient quelque catastrophe. Ce jour arriva, Chappe avait passé la nuit dans son observatoire, un brouillard épais remplissait l'horizon; l'astronome était désespéré: les nuages s'éclaircirent au lever du soleil. Le gouverneur de la Sibérie et l'évêque de Tobolsk s'étaient fait porter à l'observatoire; une garde nombreuse était chargée d'écarter la foule, dans la crainte d'une émeute. Vaines précautions! parmi les habitans de Tobolsk, les uns s'étaient réfugiés dans les églises, les autres, enfermés dans leurs maisons, priaient Dieu dévotement, regardant comme inévitable l'instant prochain de la destruction de la Sibérie. Chappe revint en France durant la belle saison.

10. Au mois de juin, l'armée de Soubise s'était réunie à celle de Broglie. Les Hanovriens, inférieurs en nombre, semblaient devoir être écrasés.

La

La mésintelligence entre les deux généraux français devint leur salut. On comptait quatre-vingt-dix mille hommes dans l'armée française ; soixante mille combattans obéissaient aux deux princes de Brunswick. Ils sont attaqués le trois juillet par le maréchal de Broglie ; le feu dura jusqu'à dix heures du soir , l'attaque recommença le lendemain. L'aile française , commandée par le maréchal de Soubise , ne prenait aucune part à l'action ; le prince Ferdinand , profitant de cette faute impardonnable , dégarnit son aile gauche , et envoya des renforts aux troupes qui combattaient l'armée de Broglie. Ce général , forcé de céder aux efforts d'ennemis dont le nombre augmentait sans cesse , fut contraint d'ordonner la retraite.

On fut accablé d'observations sur les circonstances de la bataille de Filling-Hausen. L'attaque avait été concertée entre les deux généraux. Soubise accusa Broglie d'avoir commencé l'attaque dans la vue d'obtenir seul l'honneur de la victoire. Broglie reprochait à Soubise de leur avoir ravi un triomphe certain en ne le secondant pas. La justice était pour Broglie. La marquise de Pompadour prenait le parti de Soubise. Les deux généraux se séparèrent. Ils se trouvèrent à la fin de la campagne dans la position occupée par eux à son ouverture.

L'armée du roi de Prusse et celle de Daun avaient passé l'hiver en Saxe , séparées par l'Elbe. Laudohn ramenait en Silésie soixante mille com-

1761. battans. L'armée des cercles s'approchait de l'Elbe. Les Russes, au nombre de quatre-vingt mille hommes, se mettaient en marche sous les ordres du maréchal de Butterling. Le roi de Prusse regardait la jonction de l'armée russe à celle de Laudohn comme le but principal de ses ennemis ; laissant le prince Henri en Saxe, il marcha avec soixante mille hommes au secours de la province menacée.

Les Russes et les Autrichiens se réunirent à la fin d'août. Butterling avait détaché le comte de Romanzow avec vingt mille hommes vers le Brandebourg : c'était la même opération entreprise et abandonnée l'année précédente. L'armée russe et autrichienne, dans la Silésie, s'élevait à cent vingt mille combattans. Jamais Frédéric ne s'était vu dans une position aussi épineuse ; ses grands talens vinrent à son aide.

Toute l'Europe s'attendait à une bataille. Le roi de Prusse avait fortifié son camp avec beaucoup d'art : ses ennemis le jugèrent inattaquable ; la patience et l'adresse de ce prince paraissaient d'autant plus étonnantes, qu'elles contrastaient avec son caractère.

Trois grandes armées, occupées à se couper les vivres, ne pouvaient subsister long-temps dans un espace étroit entre des montagnes arides. Frédéric s'appliquait à enlever les convois des Russes ; affamés les premiers, ils se décidèrent à la retraite à la mi-septembre : Butterling laissa à Laudohn vingt-quatre mille hommes ; il marcha vers le Bas-Oder,

1761.
dans la vue de seconder les opérations de Romanzow. Frédéric avait encore à combattre un ennemi supérieur ; cependant il crut pouvoir abandonner son camp retranché. Ce mouvement le mettait en mesure d'envoyer quelques renforts en Brandebourg ; mais il s'éloignait de Schoweidnits , où se trouvaient ses principaux magasins. Cette place fut enlevée d'assaut par Laudohn. Frédéric resta le reste de la campagne sur la défensive. Il envoya quelques secours au prince Henri en Saxe , et au prince de Wirttemberg en Poméranie. Wirttemberg lut-tait avec un corps peu nombreux contre les Russes. Ils assiégeaient Colberg depuis le mois d'août ; les Prussiens , campés dans le voisinage de la place , retardaient les travaux du siège. Les fortifications de Colberg se trouvaient à la fin détruites ; cette ville importante fut réduite à capituler au mois de novembre.

Malgré cette perte , la campagne de 1761 augmenta la réputation du roi de Prusse et du prince Henri. Cependant leurs talens et l'or des Anglais ne les auraient pas préservés d'un triste naufrage. La mort de l'impératrice de Russie , Elisabeth , et l'avènement au trône de Pierre III , changèrent subitement la position de l'armée prussienne.

11. Des propositions de paix se renouvelaient. Pitt , devenu ministre britannique , attachait la nation à son administration par un enchaînement de succès ; on s'apercevait d'une diminution de son crédit depuis la mort de Georges II. Le nouveau

1761. monarque donnait sa confiance au lord Bute ; ce ministre inclinait vers la paix.

En France on manquait en même temps de crédit et de ressources. Les Anglais étaient maîtres du cap Breton , du Canada , du Sénégal , de la Guadeloupe. On ignorait la conquête par eux faite de Pondichéry ; ils étaient sur le point de s'emparer de la Martinique et du reste des colonies françaises. La France regrettait la perte de quatre-vingts vaisseaux ou frégates.

On était encore plus à plaindre en Allemagne. La disette jointe au fer des guerriers dépeuplait cette contrée. La guerre est un fléau si dévorant , que l'or même mis par elle en circulation perd son caractère de procurer l'abondance parmi les hommes. Il se répandit en Allemagne près de deux milliards sortis de France , d'Angleterre , de Russie ; jamais la détresse ne fut si grande , si universelle : cette considération semblait balancer dans le conseil de Versailles la triste sensation faite par la misère répandue dans les campagnes et les villes de France. La cour se partageait par des intrigues opiniâtres. On discutait les plans de campagne dans les petits soupers. Les uns proposaient la paix , les autres voulaient faire encore une campagne ; on ne savait pas comment on payerait les soldats. Ces discussions passaient de la cour à la ville , de la ville dans les provinces.

Un mouvement rapide se faisait sentir en France ; le uns l'attribuaient à l'esprit philosophique dissé-

miné dans les œuvres de Voltaire , de Montesquieu et d'une foule de grands hommes ; d'autres considéraient ces ouvrages philosophiques comme le nécessaire résultat de la masse des lumières répandues en France depuis le siècle de Louis XIV : au surplus , l'ardeur des disputes , dont le foyer était à Versailles , se répercutait aux extrémités de la France ; elles avaient également pour objet les causes d'une bataille perdue , les inconvéniens d'un nouveau plan de finance , la nécessité de terminer la guerre , ou la chute dont le progrès des lumières menaçait le fanatisme. Toutes les imaginations , mécontentes d'une suite d'événemens désastreux , accueillaient avec complaisance les livres dans lesquels les rêves de la félicité publique étaient éloquentement ou ingénieusement présentés , ou qui annonçaient des temps heureux où les hommes , renonçant à leurs querelles sanglantes et insensées , feraient un paisible échange de leurs trésors et de leurs lumières. Ces idées philanthropiques influaient sur les opérations des ministres. Un des principaux commis des affaires étrangères venait de partir pour Londres. Un négociateur anglais arrivait à Paris. De fortes difficultés se présentaient aux premières propositions ; une réconciliation entre la France et l'Angleterre ne pouvait être durable , si la cour de Madrid ne garantissait le traité. Plusieurs sujets de contestations entre l'Espagne et l'Angleterre annonçaient une nouvelle guerre , s'ils n'étaient terminés par les articles de la paix générale.

1761.

Il s'agissait de la restitution de plusieurs prises faites sur l'Espagne durant les hostilités, du droit de pêcher sur le grand banc de Terre-Neuve, revendiqué par la cour de Madrid, et de la destruction de plusieurs établissemens britanniques formés sur le territoire espagnol dans la baie de Honduras. A ces conditions, Louis XV offrait d'abandonner son alliance avec Marie-Thérèse. Pitt croyait voir, dans ces observations, le projet des ministres français d'avoir le temps de se lier par un nouveau traité avec la cour de Madrid ; il le fit rejeter. Ce ministre proposait d'attaquer sur-le-champ les colonies espagnoles. Bute montrait des scrupules sur une agression prématurée ; Bute l'emporta. Donnant la démission de ses emplois, Pitt céda la place à son rival. L'expérience justifia le sentiment de Pitt. Le pacte de famille entre les deux branches de la maison de Bourbon, ouvrage du duc de Choiseul, négocié secrètement, fut bientôt connu.

Cet acte avait été signé le 15 août. Les deux rois reconnaissaient comme leur ennemi tout gouvernement qui le serait de l'une ou de l'autre monarchie. Ils promettaient de faire conjointement la paix et la guerre. Les sujets des rois de France, d'Espagne et des Deux-Siciles devaient jouir, dans les trois royaumes, de tous les droits et privilèges appartenans aux nationaux.

Dans cette circonstance, le ministre anglais à Madrid avait demandé si le roi était dans la

résolution de réunir ses armes à celles de France. 1761.
Le roi d'Espagne répondit : « La déclaration de guerre est l'ouvrage des ministres britanniques, en se permettant de faire une question aussi peu mesurée ». Les négociations cessèrent entre les cours de France et d'Angleterre.

HISTOIRE

DE

FRANCE.

DEUXIÈME PARTIE.

LIVRE TRENTE-QUATRIÈME.

Louis XV.

1. Procès des Jésuites. — 2. Conquête de Pondichéry par les Anglais. — Procès du comte de Lally. — 3. Changemens dans le ministère. — Assemblée du clergé. — Les parlemens proposent la convocation des états-généraux. — Marine d'Espagne. — Les Anglais s'emparent de la Havane. — 4. Campagne de 1762. — Les Suédois font la paix avec le roi de Prusse. — Les Russes se réunissent aux Prussiens. — Catherine II parvient à la couronne de Russie. — 5. Pascal Paoli en Corse. — 6. Traité de paix de Fontainebleau et de Hubersbourg. — 7. Lit de justice. — Renvoi de Bertin ; Lavardi lui succède. — Dissension entre les parlemens. — Procès des administrateurs du Canada. — Maupeou devient vice-cha-

celier. — 8. La cour de France envoie de nouvelles troupes en Corse. — Cession de cette île à la France. — Mort de la marquise de Pompadour. — 9. Projet de réforme. — Origine du commerce du blé pour le compte du roi. — Système des économistes. — 10. Bail en vertu duquel une compagnie financière accaparait les blés. — 11. Election de Joseph II au trône de Germanie. — Etablissement de la machine distillatoire sur les vaisseaux de guerre. — Colonie de la Guiane. — 12. Plan proposé par Necker ; il précipite la ruine de la compagnie des Indes.

1. **L**ES querelles des rois , comme celles des particuliers , perdent à la longue une partie de l'intérêt inspiré en raison de leur importance. Depuis sept ans , les hostilités s'étaient communiquées de proche en proche aux quatre parties du monde. L'année 1762 produisit les événemens les plus variés ; on parut oublier , au moins à Paris , les sièges et les batailles , pour s'occuper des jésuites , et du procès dont leur destruction fut la suite.

1762.

Deux jésuites se livraient au commerce maritime ; ruinés par les corsaires britanniques , ils firent banqueroute. Toutes les maisons de l'ordre , situées en France , furent condamnées à payer les créanciers. Pendant les plaidoyers , les plaintes autrefois portées contre ces religieux se renouvelèrent. Le parlement de Paris leur ordonna de remettre au greffe deux exemplaires de leurs constitutions. Louis XV évoqua d'abord cette contestation à son conseil ; des réponses inconvenantes du général des jésuites

1762. décidèrent le roi à laisser un libre cours à la justice. L'institut des jésuites fut supprimé par un arrêt du 6 août 1762; on accorda, à chaque individu profès, une pension alimentaire de quatre cents francs, obligeant ces individus d'abjurer leur institut; ceux qui refusèrent ce serment furent bannis de France. Les jésuites n'étaient admis à la profession qu'à l'âge de trente-trois ans. Ceux au dessous de cet âge sortirent sans pension et sans être tenus à aucun serment. Je fus de ce nombre; j'enseignais alors la rhétorique.

Oubliés aujourd'hui, les jésuites remplirent le monde du bruit de leurs travaux. Le moment de leur chute fut celui où leurs ennemis les accablèrent d'inculpations. On leur reprocha leur morale relâchée, enseignée par plusieurs ordres de moines, leur doctrine meurtrière contre la personne des rois, mise en pratique par Jacques Clément, assassin de Henri III, et Ange Montepulciano, empoisonneur de l'empereur Henri VII, tous deux de l'ordre des dominicains. On leur reprochait surtout que, trop puissans sous le règne de Louis XIV, ils contribuèrent aux malheurs des protestans. Ces temps étaient passés; les jésuites de notre siècle devaient-ils répondre des fautes commises par leurs prédécesseurs?

Plusieurs jésuites se livraient à l'intrigue, à la politique, au commerce, à d'autres occupations étrangères à leur profession. Les fautes sont personnelles; la tranquillité morale des hommes repose

sur ce principe. Je demande, au nom de l'humanité, s'il était raisonnable de détruire un corps nombreux et utile, parce qu'il avait renfermé plusieurs individus d'une conduite blâmable ?

Cet ordre produisit un grand nombre de moralistes, de poètes, de grammairiens, d'érudits. Ils élevèrent les hommes dont se composait la génération qui s'éteint aujourd'hui. Je leur dois mon éducation et l'amour du travail avec lequel, depuis la révolution de 1789, j'ai suppléé à la perte de ma fortune. J'étais parmi eux, quand ils furent détruits. Jamais je ne les ai entendu soutenir les révoltantes propositions qu'on a été déterrer dans d'anciens livres écrits en latin ou en espagnol, dans un temps où un vertige, inconcevable aujourd'hui, s'était emparé de beaucoup de têtes.

Quelques jésuites furent coupables, sans que leur crime pût être attribué à l'ordre entier. On a accusé les jésuites de l'assassinat d'Henri IV, de Maurice de Nassau, de Louis XV, du roi de Portugal. Si ces faits étaient prouvés, leurs auteurs seraient incontestablement des monstres dont il fallait purger la terre.

Cet ordre semblait nécessaire parmi nous pour l'éducation de la jeunesse, dont les jésuites s'acquittaient mieux et plus économiquement qu'on ne le fait aujourd'hui. Les formes en usage chez eux, inspirant aux jeunes jésuites un grand désir de s'instruire, leur rendait facile l'art de l'ensei-

1762. gnement du grec et du latin. Sagement réformés, on eût tiré des jésuites de grands services. Quelques écrivains, se donnant pour philosophes, se sont permis d'écrire que l'univers entier s'était réjoui de la chute des jésuites; cette pensée n'est pas philosophique.

2. Pendant le procès des jésuites, on fut instruit à Paris de la prise de Pondichéry, faite par les Anglais le 15 janvier 1761. Cette ville était bloquée depuis neuf mois. Dans une circonférence d'une lieue, elle renfermait soixante et dix mille habitans. Quatre mille étaient Européens, dix mille Mogols mahométans; le reste de la population consistait en Indous de diverses castes. Les rues, la plupart fort larges et toutes alignées au cordeau; étaient bordées de plusieurs rangs d'arbres; ils procuraient une fraîcheur bien désirable sous ce climat brûlant. Une mosquée, deux pagodes, une église chrétienne, et l'hôtel du gouvernement regardé comme la plus magnifique habitation de la presqu'île, étaient des monumens publics dignes d'attention.

On avait construit en 1740 une petite citadelle. La permission donnée de bâtir des maisons adossées à ses murs la rendait inutile. Ce moyen de défense fut remplacé en couvrant la ville d'un rempart avec des bastions, des fossés, des glacis imparfaits en quelques endroits. La place manquait de port comme toutes les villes bâties par les Eu-

ropéens sur la côte de Coromandel. Sa rade était 1762.
avantageuse; les vaisseaux pouvaient mouiller sous
la protection du canon de la place.

Cette fortification aurait bravé toutes les forces
de l'empire Mogol; elle était insuffisante contre
les attaques des Anglais, maîtres de la mer. La
population de Pondichéry affamait la garnison,
les vivres manquèrent. Lally ordonna des recher-
ches chez les particuliers, on y trouva peu de su-
perflu : des hommes chargés de ce fâcheux détail
n'employèrent probablement pas assez de ménage-
mens. Les cœurs déjà ulcérés s'aigrirent davantage,
on criait à l'inhumanité, à la tyrannie.

Les Anglais étaient maîtres de la rade; Lally,
voulant leur montrer une garnison nombreuse,
employa une ruse assez ordinaire à la guerre. Il
commanda une revue générale sur le bord de la
mer. Tous les employés de la compagnie reçurent
ordre d'endosser des habits de soldats et de se mê-
ler dans les bataillons. Les chefs de ces employés
refusèrent de faire exécuter cet ordre, sous pré-
texte qu'ils dépendaient du seul gouvernement ci-
vil. Un choc du pouvoir pouvait nuire aux opé-
rations militaires; Lally crut devoir défendre au
conseil supérieur de Pondichéry de s'assembler
jusqu'à nouvel ordre.

Des bombes détruisaient la ville; la famine se
faisait sentir; on n'avait plus de riz que pour quel-
ques jours. Le général veut assembler un conseil
mixte, composé des principaux officiers civils et

1762. militaires. Le conseil de Pondichéry refuse de concourir à ce conseil mixte. Vous nous avez cassés, disaient les magistrats, nous ne sommes plus rien. Je ne vous ai pas cassés, répondait Lally ; j'ai prohibé momentanément des assemblées préjudiciables aux intérêts publics. Je vous ordonne aujourd'hui, au nom du roi, de former un conseil mixte avec les généraux, et de chercher les moyens d'adoucir le sort de la compagnie et le vôtre. Le conseil supérieur s'assemble ; il fait signifier cet acte au commandant : « Nous vous sommons, au nom des ordres religieux, en celui des habitans de Pondichéry et au nôtre, de demander à l'instant une suspension d'armes au général sir Eires Cootes : nous vous rendons responsable envers le roi des malheurs entraînés par des lenteurs hors de saison.

Un conseil de guerre est convoqué par Lally. Il y fut résolu de se rendre prisonnier de guerre, à condition que les habitans conserveraient leurs propriétés. Le général anglais voulait avoir la ville à discrétion ; à peine jetait-il les yeux sur les articles proposés par Lally. On périssait de faim dans Pondichéry ; il fallut se soumettre aux volontés du général Cootes. Les Anglais furent introduits dans la ville ; maîtres de la place, ils ordonnent aux habitans d'en sortir, et d'emporter leurs effets. La ville démolie devint un monceau de ruines ; Lally, malade et accablé de chagrins, fut conduit sur un navire marchand, dont le capitaine le traita avec dureté. Arrivé à Londres, il obtint

la permission de passer en France, la plupart de ses ennemis obtinrent la même faveur. Lally vint à la cour, précédé par des plaintes de toutes les natures. 1762.

Une requête avait été présentée au roi par le conseil supérieur de Pondichéry ; on y lisait : « Le désir de venger nos injures ne nous conduit pas aux pieds du trône ; nous obéissons à la force de la vérité et au cri d'une colonie au désespoir ». Lally offre de s'enfermer à la Bastille : il est pris au mot ; il fallait d'abord savoir quels juges on lui donnerait. Un conseil de guerre semblait le tribunal le plus compétent. On imputait à l'accusé des malversations, des abus d'autorité en matière civile ; Lally articulait lui-même des plaintes contre les agens de la compagnie des Indes ; ce procès devenant entièrement compliqué, le prisonnier resta quinze mois dans la Bastille, sans savoir devant quel tribunal il répondrait.

Des lettres-patentes attribuèrent à la grand'chambre du parlement de Paris la connaissance de tous les délits commis à Pondichéry ; le procureur-général rendit plainte contre le comte de Lally de concussions, de vexations, de trahisons et de crime de lèse-majesté.

Lavaux, supérieur des jésuites de Pondichéry, mourut alors : on trouva, dit-on, chez lui, 1,250,000 fr. en or, en diamans ou en lettres de change, et deux mémoires, l'un en faveur de Lally, l'autre contre ce général ; de ce couteau à double lame,

1762. les ennemis de Lally portèrent au procureur-général celle qui blessait l'accusé, et supprimèrent l'autre. Lally se trouvant accusé de haute trahison, il ne lui fut pas permis de confier sa défense à des avocats. Suivant les formes judiciaires en usage alors, il fut contraint de se défendre lui-même; ses mémoires rédigés sans modération augmentèrent le nombre de ses ennemis : il reprochait à l'amiral d'Aché d'avoir été la véritable cause des malheurs de l'Indostan, en ne venant pas à Pondichéry : d'Aché se rangeant parmi les ennemis de Lally lui rendit de très-mauvais offices.

On accusait Lally de trahison envers l'état, d'avoir vendu Pondichéry aux Anglais. Comment admettre la réalité de cette vente? Lally, dans cette supposition, ne serait-il pas resté à Londres, au lieu d'affronter à Paris la fureur de ses ennemis? On doit aussi écarter l'accusation de lèse-majesté. Il n'en fut pas fait une mention expresse dans l'arrêt de sa condamnation; à l'égard du péculat, Lally ne fut jamais chargé de l'argent du roi, ni de celui de la compagnie : comment pouvait-il en répondre?

Son procès offre une agglomération de duretés, d'abus de pouvoirs, d'oppressions particulières, répétées dans les dépositions unanimes des ennemis de l'accusé; Lally fut condamné à être décapité, comme atteint d'avoir trahi les intérêts du roi, de l'état, de la compagnie des Indes, d'abus d'autorité, vexations et exactions.

Voltaire fait, à ce sujet, des réflexions très-justes-

« Trahir

« Trahir les intérêts n'exprime pas une perfidie formelle envers l'état. Ces mots n'expriment pas même la vente de Pondichéry aux Anglais, dont on accusait Lally; trahir les intérêts de quelqu'un, c'est donc l'acception ordinaire de cette phrase, les mal ménager, les mal conduire. Il n'existe aucune loi en France prononçant la peine de mort en réparation de ce crime, vague et indéfini; la disgrâce du prince, le mépris public sont les châtimens destinés à l'homme incapable ou insensé qui a mal servi l'état. Il faut, pour mériter la mort sur un échafaud, des crimes plus formellement désignés dans le code pénal; l'arrêt déclare Lally convaincu d'abus d'autorité, de vexations, d'exactions : ce général en avait commis un grand nombre; il employa des moyens violens à se procurer des ressources pécuniaires, cet argent fut versé dans le trésor public; il vexa souvent les particuliers, c'est un des malheurs de la guerre; mais il ne fut pas attenté à leur vie par les ordres de Lally; il abusa de son autorité en outrageant de paroles plusieurs braves officiers, aucune loi ne condamne un général d'armée un peu brutal à perdre la tête.

» Un des juges, interrogé sur quel délit formel avait porté l'arrêt de mort, répondit : Il n'y a pas de délit particulier; on a condamné à mort l'accusé sur l'ensemble de sa conduite. Ce juge ne devait-il pas être condamné lui-même à descendre sur-le-champ de son tribunal? Cet arrêt fut reçu

1762. d'abord avec transport, et parut trop rigoureux dans la suite ; on plaignit le sort d'un général couvert de blessures , reçues en divers combats donnés contre les ennemis de l'état , qui , durant un séjour de trois ans sur la côte de Coromandel , avait livré neuf batailles , pris dix villes ou forteresses , et qui , réduit à sept cents guerriers contre quinze mille hommes de troupes de terre et deux escadres redoutables , avait rendu Pondichéry , lorsqu'il ne lui restait aucune nourriture pour sa garnison exténuée de fatigue ».

Maîtres (1) de nos établissemens français sur la côte de Coromandel , les Anglais s'emparèrent bientôt de ceux de Malabar et du Bengale , aucun pavillon français ne flotta sur l'océan des Indes. La supériorité britannique ne se bornait pas aux côtes d'Asie, les Anglais s'emparaient de la Martinique, de la Dominique et de Belle-Isle sur les côtes de France.

Bertin , successeur de Silhouette , et qui passa dans la suite à l'emploi de conservateur de la caisse particulière de Louis XV , cherchait de l'argent de tous côtés. Le clergé assemblé au mois de mai accorda sept millions et demi ; cette ressource extraordinaire ne pouvait suffire. Vers cette époque prit naissance l'affaire des magistrats de Bretagne , dont je parlerai dans la suite. J'ai parlé

(1) Erection de la statue équestre de Louis XV sur la place entre les Tuileries et les Champs-Élysées.

de l'établissement du troisième vingtième. Le parlement de Paris l'avait enregistré, et la plupart des autres parlemens refusaient de suivre son exemple : un grand nombre de magistrats furent arrêtés, l'interruption de la justice dans plusieurs provinces, suite de cette mesure violente, devint le faisceau auquel se ralliaient presque tous les mécontents des cours souveraines; les réclamations affluaient à Versailles.

Vainement les ministres cherchaient à rendre le parlement de Paris étranger à cette contestation : on lui disait qu'ayant enregistré l'édit, la résistance des autres cours supérieures inculpait sa conduite : le parlement de Paris répondait : « Les magistrats des cours souveraines sont les membres d'un seul corps, d'un seul parlement répandu dans l'empire français; en attaquant une de ces classes, on blesse le corps entier ».

Ce système imaginé quelques années auparavant épouvantait un gouvernement pusillanime. On rappela les magistrats de divers parlemens; ceux de Pau, placés dans un éloignement qui atténuait leurs plaintes, éprouvèrent seuls le ressentiment des ministres, ce tribunal fut supprimé en 1766. Le corps auquel on confia le soin de rendre la justice aux Béarnais servait de modèle au chancelier Maupeou, quand il détruisit et renouvela l'ordre judiciaire en France.

On avait réuni le ministère de la marine à celui de la guerre. Choiseul, ministre des relations exté-

1762. rieurs , de la marine et de la guerre , se trouvait principal ministre sans posséder ce titre ; il se fit donner pour adjoint son cousin le duc de Praslin. Berryer obtint les sceaux restés dans les mains du roi depuis la disgrâce de Machault.

On commençait les hostilités en Espagne avec une marine nombreuse , combinée avec celle de France ; quelques années auparavant elle aurait balancé les forces navales britanniques , elle n'était pas alors en état de lutter seule contre celle des Anglais ; cependant si les Espagnols avaient employé leurs forces avec intelligence , ce concert pouvait donner le temps à la cour de France de se relever de ses pertes ; on construisait des vaisseaux dans tous les ports français.

Wall , ministre de la marine espagnole , avait empêché le roi Ferdinand de contracter une alliance avec la France au commencement des hostilités. Il dirigeait encore le conseil de Madrid ; des vaisseaux en trop petit nombre , envoyés par lui dans les colonies espagnoles , devinrent la proie des croiseurs anglais. On ne songea ni à pourvoir de garnisons suffisantes les boulevarts des établissemens espagnols en Amérique , ni même à réparer leurs fortifications. L'île de Cuba , Carthagène , Porto-Bello et la Vera-Cruz ne se trouvaient pas à l'abri d'un coup de main.

Au moment où la guerre se déclarait , les Anglais se disposaient à conquérir l'île de Cuba. Le lord Albermale et l'amiral Pigot , chargés de cette

expédition , disposaient de dix-neuf vaisseaux de ligne , de dix-huit frégates , et de quatorze mille hommes de débarquement. La Havane fit peu de résistance. On évalua à 80,000,000 de francs le butin des Anglais dans cette occasion. 1762.

Maîtres de Cuba , les Anglais vont enlever les Philippines ; elles sont à peu près les antipodes de Cuba. Ils s'emparèrent de Manille et d'un galion dont on évaluait la cargaison à 3,000,000. Si la guerre est un jeu , les Anglais gagnèrent à ce jeu près de 100,000,000 en peu de temps.

4. Broglie avait été rappelé. Louis XV détermina le maréchal d'Etrées à reprendre le commandement de l'armée. Les Français étaient conduits au printemps par d'Etrées et Soubise dans la Hesse , et par le prince de Condé au bord du Rhin. Le prince Ferdinand , ayant passé la Dimel au mois de juin , attaqua les deux maréchaux. Ils se replièrent sous les murs de Cassel. Le prince de Condé rétablit l'honneur des armes françaises en battant le prince héréditaire de Brunswick. Cette action n'eut aucune suite.

Frédéric , n'ayant pas réussi à chasser les Autrichiens de la Silésie et de la Saxe , se trouvait au mois de juin dans la position la plus alarmante. Ses armées , renouvelées plusieurs fois , lui offraient des recrues à la place des vainqueurs de Lissa et de Zorndorf : son sort changea tout à coup. L'impératrice de Russie, Elisabeth, mourut le 5 janvier.

1762. Jamais révolution plus prompte ne se manifesta dans la conduite d'une cour. La couronne passa sur la tête de Pierre-Charles Ulric, fils du duc de Holstein-Gottorp et de Anne Petrowna, sœur d'Elisabeth. Ce prince, marié à Catherine Alexiewna d'Anhalt-Derbst, fut proclamé empereur sous le nom de Pierre III. Admirateur du roi de Prusse, il commença son règne en signant la paix avec ce monarque. L'armée russe rentra sur-le-champ en Pologne. Les Suédois abandonnaient dans le même temps l'alliance de la France et de l'impératrice-reine.

La paix, brusquement faite entre les cours de Pétersbourg et de Berlin, avait été non moins brusquement convertie en une étroite alliance entre les deux cours. Frédéric compta bientôt cent vingt mille Russes dans ses armées : ces forces le rendaient supérieur à ses ennemis ; une nouvelle révolution l'en priva. Pierre III n'occupa le trône de Russie que durant cinq mois. L'empereur russe jouit du droit de désigner son successeur ; mais le sénat et les régimens des gardes renversent souvent ces dispositions. Pierre le Grand chassa du trône, en 1688, Jean, son frère aîné ; Catherine, son épouse, désigna pour son héritier, en 1728, le jeune Pierre Ulric de Holstein, ce testament n'eut aucune exécution ; Anne, nièce de Pierre I.^{er}, fut placée sur le trône. Cette princesse destinait la couronne au prince Jean, fils de sa nièce, cet ordre de choses n'eut pas lieu ; la prin-

cesse Anne , mère de l'empereur enfant , s'empara de la régence , et dans la même année , Elisabeth Petrowna , la plus jeune des filles de Pierre I.^{er} , monta sur le trône. Elisabeth Petrowna avait désigné Pierre III , il fut détrôné par Catherine , son épouse. 1762.

Ce prince , d'une imagination exaltée , voulait convertir tout-à-coup les Russes en Allemands , et ses soldats en Prussiens. Il portait l'uniforme prussien ; il introduisait dans ses armées la discipline prussienne. Frédéric , instruit que le nouvel empereur russe ne consultait pas assez les règles de la prudence , lui conseillait en vain de ménager les préjugés nationaux , ses généraux , ses ministres , et surtout ses prêtres. Pierre , regardant cette circonspection comme superflue , confiait à des Allemands la garde de sa personne. La Russie retentit du projet formé par lui d'introduire la religion réformée. Ce changement eût privé le clergé de son autorité. Les évêques accusaient Pierre de vouloir enlever des églises les images des saints , auxquelles les Russes attribuaient des vertus miraculeuses. Tous les prêtres , tous les moines , parlaient de lui comme d'un athée détestable. Le désir d'une révolution passait dans tous les cœurs avec rapidité.

Depuis quelque temps , Pierre s'éloignait de l'impératrice. Des propos disparates circulaient à ce sujet. Selon les uns , le projet de Pierre était de faire déclarer illégitime son fils Paul , qui

1762. monta sur le trône dans la suite ; de reléguer l'impératrice dans une forteresse , et d'épouser la comtesse de Voronzow , sa maîtresse. Selon d'autres , il destinait le titre de grand duc de Russie au prince Juan , détrôné par Elisabeth Petrowna , et enfermé dans le château de Schluffelbourg.

Catherine , voyant tout disposé en faveur d'un changement dont un règne glorieux fut la suite , fit arrêter son mari le 9 juillet ; proclamée impératrice , elle déclara sa volonté de garder une exacte neutralité dans la guerre d'Allemagne , et renvoya à Berlin les soldats prussiens introduits en Russie. Pierre III périt dans le château de Pétershow.

Frédéric faisait le siège de Schweidnitz. Les Russes avaient reçu ordre de revenir dans leur patrie. Leur général , sous prétexte de rassembler des subsistances , conservait ses positions. Simple spectateur du mouvement des armées ennemies , il contribuait au succès des Prussiens. Daun ignorant les ordres donnés au général russe , ayant placé une partie de ses forces en face de lui , affaiblissait son armée. Schweidnitz fut pris par le roi de Prusse. Maître , par cette conquête , de la Silésie entière , ce prince retourna rapidement en Saxe. Le prince Henri venait d'y remporter une victoire signalée auprès de Friedberg.

Marie - Thérèse , abandonnée par la Russie et par la Suède , menacée de la défection des cercles de l'empire , ne se flattait plus de conquérir la Silésie. Les ministres de Paris , de Madrid et de

Londres cherchaient, dans cette disposition, les moyens de terminer la guerre. *Bute*, successeur de William Pitt, écoutait des propositions très-favorables à la Grande-Bretagne. 1762.

5. Au sein de l'embraseinent de l'Europe, les Corses s'étaient flattés de consolider leur indépendance. La cour de France avait retiré ses troupes de l'île en 1759. Les Génois étant les seuls ennemis contre lesquels Paoli eût à combattre, il cherchait un ressort capable d'éloigner, sans retour, ses compatriotes d'une réconciliation qui lui eût enlevé son autorité. Un serment solennel lui parut propre à remplir son dessein; les Corses, rassemblés en *consulta* générale, jurèrent sur les mystères religieux de défendre jusqu'à la mort, contre les Génois, la liberté de leur patrie : ce peuple combattait avec enthousiasme; les places des Génois, étroitement bloquées, tombaient successivement au pouvoir de Paoli. On ordonna la construction de deux vaisseaux, destinés à protéger le commerce national, et à troubler celui des Génois.

Paoli songeait, en même temps, à donner à sa patrie un code législatif. Son principal titre de gloire n'était pas de combattre et de vaincre; Paoli fut un législateur plutôt qu'un guerrier. Regardant la Corse comme pouvant rivaliser de puissance avec la Hollande, il médita long-temps les principes de gouvernement déposés dans les histoires des républiques anciennes, combinant les élémens épars dans les codes de ces diverses nations. Il avait

1762. même fait proposer à J.-J. Rousseau de rédiger des lois convenables à la Corse.

Chaque district, appelé *piève*, devait se régir suivant le plan du gouvernement helvétique, avec cette différence que chaque canton suisse formant une république particulière, les *pièves*, au contraire, devaient se contenter d'une autorité relative à celle de l'ensemble, toutes formaient un seul souverain. Chaque *piève* choisissait ses représentans. Un petit nombre de ces représentans, élus par leurs collègues, devaient composer le sénat, présidé par un chef suprême changé chaque année. Un tribunal administrait la justice dans chaque *piève*, les sentences ressortissaient au sénat.

Paoli, occupé essentiellement du maintien des mœurs publiques, façonnait peu-à-peu sa nation au joug des institutions sociales. Les crimes devinrent rares sous son administration. Les finances publiques consistaient dans les confiscations des propriétés génoises, dans les droits de sortie imposés sur les huiles, et dans une taxe par maison, elle fut augmentée suivant les circonstances. Un receveur dans chaque *piève*, moyennant un droit de trois pour cent, était chargé des détails de la perception et de la remise des fonds au receveur-général résidant à Corté.

Dans la *consulta* tenue à Casinca en 1762, furent établis des droits de chancellerie, de gabelle, et de papier timbré. Cette *consulta* ordonna aussi la fabrication d'une monnaie natio-

nale. Paoli , connaissant l'autorité morale acquise par les gens d'église sur un peuple ignorant , les admit dans les assemblées législatives. La charge d'orateur de la *consulta* , assez semblable à celle des procureurs - généraux dans les parlemens de France , fut assez constamment remplie par des prêtres. Voulant les dispenser d'aller faire leurs études à Gènes , il fonda dans Corté une université et plusieurs imprimeries. Rien n'égalait l'adresse de Paoli à ménager les hommes dont il avait besoin ; il se distinguait surtout par son désintéressement , ce sentiment noble le faisait généralement chérir.

Ses amis voulurent plusieurs fois décorer sa maison paternelle bâtie dans la piève de Rostino , il s'opposa à ce changement. Sa demeure était nueublée simplement. On servait sa table sans aucune somptuosité , cependant avec l'abondance exigée par le nombre des convives : à l'exception des jours de cérémonie , Paoli s'habillait comme les habitans des montagnes de Corse ; il témoignait dans toutes les occasions son désir de conserver la simplicité du costume national , sans aucune exception qu'en faveur des magistrats.

Etablir un gouvernement régulier chez un peuple accoutumé à la licence , réunir sous l'égide des lois un peuple à demi-sauvage , former des troupes de ligne , instituer une université , mettre un frein à la fureur des assassinats , se faire aimer au sein d'une grande révolution en se faisant obéir ; tout cela n'é-

1762. tait pas d'un homme ordinaire. Les talens de Paoli devinrent insuffisans , quand la France déploya en Corse des forces auxquelles les insulaires ne pouvaient résister.

1763. 6. La paix fut signée à Fontainebleau le 10 février entre les cours de France , d'Espagne et d'Angleterre ; et à Hubertsbourg deux jours après entre celle de Vienne , de Berlin et de Varsovie. Le roi de Prusse garda la Silésie. L'Angleterre enleva à la France le Canada , l'île du cap Breton et quelques autres îles. Il fallut lui rendre Minorque , elle se fit céder par les Espagnols la Floride et Pensacola. La France abandonna aux Espagnols la Louisiane , superbe colonie propre à réparer la perte du Canada. Les Anglais , abusant de leurs succès , obtinrent qu'un commissaire britannique , dans Dunkerque , veillerait à ce qu'aucune réparation ne fût faite à ce port.

On rendait à la France , en Asie , l'emplacement de Pondichéry et quelques autres possessions de peu de valeur. L'Angleterre fit la paix dans le moment le plus favorable pour elle. La guerre , épuisant les finances françaises , ne traitait pas plus favorablement celles d'Angleterre. La dette publique se trouvait doublée. Elle s'élevait au commencement des hostilités à un milliard sept cent millions de francs ; suivant l'évaluation de lord Greenville , on la portait en 1763 à trois milliards quatre cent millions. Mais les grandes acquisitions faites par l'Angleterre faisaient oublier

cette dette; en France, au contraire, les conditions humiliantes de la paix de Fontainebleau augmentaient le mécontentement de tous les Français, causé par la ruine des finances, suite d'une guerre dans laquelle le gouvernement avait compté pour rien les intérêts de la nation. 1765.

7. Après la signature de la paix, au lieu de diminuer les impôts, il fallut recourir à de nouvelles taxes : ce fut l'objet d'un lit de justice. La condescendance du parlement de Paris dans cette occasion excita un murmure général. La conduite des autres parlemens contrastait avec la faiblesse du sénat parisien, ils bravaient les sollicitations et les menaces de la cour. Les gouverneurs et les intendans enregistrèrent de vive force les nouveaux édits. Ces transcriptions furent déclarées illégales. Plusieurs commandans et plusieurs intendans, décrétés de prise de corps sur les conclusions des procureurs-généraux, s'étaient vus contraints de prendre la fuite. Jamais une occasion aussi favorable ne s'était présentée aux parlemens d'unir leurs intérêts à la cause du bien public. J'ai déjà parlé du principe, mis en usage par eux depuis plusieurs années, d'un parlement unique chargé d'administrer la justice dans toutes les provinces. Si, d'après cette assertion, toutes les cours souveraines avaient réclamé à l'envi la convocation des états-généraux, comme seuls compétens à déterminer la masse des impôts, et à régler le mode de leur perception, les Français, témoins de

1763. leur dévouement à l'intérêt de la patrie, les auraient soutenus de tout le poids de l'opinion publique. La cour, ne voulant pas assembler la nation, se serait vue forcée à chercher dans l'économie des ressources propres à rapprocher la dépense de la recette.

Choiseul, sous les auspices de la favorite, obtenait un grand pouvoir; il s'employait à diviser la magistrature. On ne pouvait éviter de congédier Bertin écrasé par la haine publique; on lui choisit un successeur dans le parlement; ce fut le conseiller François de Laverdy, connu par l'austérité de ses mœurs. Ce choix inattendu produisit un moment d'enthousiasme. Un rien soulève la multitude, un rien l'apaise. Chacun attribuait à la cour le désir de supprimer les dépenses insensées, puisqu'elle plaçait à la tête des finances un dévot personnage.

Le parlement de Paris regardait le choix du nouveau contrôleur-général comme un hommage rendu par la cour à l'influence parlementaire. Chaque jeune conseiller se crut destiné à régir un jour la France. Ce moment d'illusion fit oublier aux magistrats le système d'unité parlementaire. Semblable au chien de la fable, abandonnant des solides avantages, il courut après des chimères.

Parmi les généraux décrétés de prise de corps par les parlemens, le duc de Fitz-James était distingué par la qualité de pair de France; il jouissait du droit d'être jugé par les princes et les pairs séant au

parlement. Le parlement de Toulouse se regardait comme partie intégrante du parlement unique de France. Ayant commencé une procédure criminelle contre Fitz-James, il envoya ensuite les charges au greffe du parlement de Paris, pour le procès être continué en présence des pairs.

Choiseul regardait cet événement comme une pomme de discorde : il fut rendu une déclaration du roi. Le parlement de Paris était reconnu en qualité d'unique cour des pairs. L'amour-propre des conseillers au parlement de Paris ne manqua pas de se prévaloir d'un titre aussi précieux. Les chambres assemblées, perdant de vue le système d'unité parlementaire, cassent la procédure de Toulouse comme incompetemment rendue. On ne donna aucune suite à ce procès. Une guerre de plume s'alluma entre les principales branches de la magistrature. La plupart des parlements prirent des arrêtés contre les prétentions exclusives de celui de Paris. Ils renoncèrent à une association dans laquelle n'étaient pas mis en commun les honneurs et les charges. La magistrature ayant perdu par le défaut d'ensemble une partie de sa force, ses ennemis trouvèrent plus de facilité dans le projet formé par eux de la détruire; ils exagéraient aux yeux du roi ses tentatives contre la puissance royale; ils présentaient en même temps les magistrats aux yeux des peuples comme songeant uniquement à leurs prérogatives.

On verra bientôt sous quels coups succomba un

1763. corps dont l'antiquité présumée se perdait dans le berceau de la monarchie. Choiseul préparant cette catastrophe ne l'avait pas formellement en vue. Il désirait l'humiliation des parlemens et non leur entière destruction ; on le regarda même comme leur protecteur. Le parlement lui paraissait un instrument dont les ministres français avaient besoin ; son projet était de l'assouplir , et non de le briser.

On poursuivait un procès criminel contre les individus dont les malversations avaient contribué à la perte du Canada. La trop grande rigueur exercée contre le comte de Lally contribua à l'indulgence avec laquelle furent traités les administrateurs de Quebec. Ils en furent quittes pour quelques restitutions.

Berryer, garde-des-sceaux , était mort en 1762 ; son successeur, Feydeau de Brou , donna sa démission , après un exercice de six mois. Sa place fut accordée au premier président Maupeou : le roi lui donna la qualité de vice-chancelier. Le chancelier de Lamoignon ne cessa de vivre qu'en 1772.

1764. 8. Gènes, désespérant de rétablir son autorité en Corse, s'était adressée de nouveau à Louis XV ; un traité fut signé à Paris, en 1764, par le duc de Praslin, au nom du roi, le sénateur Sorba, au nom du sénat de Gènes. Louis XV s'engageait à faire passer des troupes en Corse, non dans le dessein d'agir hostilement envers les insulaires, mais de garder, pendant quatre ans, les places maritimes de l'île, dont les Génois étaient encore en possession.

session. Moyennant cet arrangement, les Génois espéraient de renouer une négociation avec les insulaires. 1764.

Suivant une opinion généralement répandue, la Corse avait été autrefois unie à l'empire français. Le duc de Choiseul entrevoyait l'espoir de l'y réunir de nouveau. Il fallait acheter les droits de Gènes odieux aux insulaires, mais reconnus légitimes par toutes les puissances de l'Europe. Désirant que la cession de cette île, faite par le sénat de Gènes, fût le résultat de l'impossibilité de les faire valoir, le commandant des troupes françaises reçut ordre de paraître favoriser la réunion des deux peuples. Pascal Paoli se voyait sur le point de chasser les Génois : il fut prévenu de la prochaine arrivée de sept bataillons français ; sa surprise ne l'empêcha pas de se prêter aux arrangemens économiques relatifs à la police des marchés ; le comte de Marbeuf, commandant de cette division, fixa son séjour dans Bastia.

Paoli n'avait pas démêlé les vues ultérieures de la cour de France. Les Français obtinrent bientôt la confiance des insulaires, leur séjour ne changeait rien à la constitution nationale, il semblait même éloigner les germes des troubles passés ; le commerce recevait des encouragemens. L'argent répandu par les Français donnait de l'activité aux cultures.

Des conférences avaient été ouvertes : Marbeuf présentait un nouveau plan. Les Corses étaient très-

1764. décidés à n'entrer dans aucun arrangement avec les Génois. Leurs chefs, usant d'une dissimulation commandée par les circonstances, feignaient d'écouter de vaines propositions; mais, quand il fallut terminer, la *consulta*, tenue à Corté, déclara que les Corses n'obéiraient jamais aux Génois. Paoli se flattait d'avoir intéressé la cour de Londres en faveur des Corses. Plusieurs personnes l'avertirent qu'il était téméraire à lui de compter sur des conjectures hasardeuses. Le feu de l'insurrection commençait à s'allumer dans les colonies anglaises, cette circonstance ne permettait pas au cabinet de Saint-James de troubler la paix subsistante avec la France. Préoccupé de sa gloire, Paoli ne considérait pas les dangers dont il était menacé et ceux auxquels il exposait sa patrie.

Un nouveau traité fut signé au mois de mai 1768. Le sénat de Gènes abandonnait à la couronne de France ses droits sur la Corse. Le duc de Choiseul regardait cette acquisition comme un moyen de consolider son crédit. Il venait d'obtenir un nouveau degré d'intensité par la mort de la marquise de Pompadour.*

Dans la plupart des mémoires contemporains, on a déploré l'insensibilité de Louis XV à cette occasion; si on en croit l'auteur de la Vie privée du maréchal de Richelieu, chaque jour un gentilhomme de la chambre remettait au roi le bulletin de la maladie de la favorite; il calculait froidement combien de temps cette maladie pouvait durer; il

apprit la mort de la marquise sans en paraître affecté. 1764.
On sait que, sans témoigner la moindre émotion, il regarda de ses fenêtres passer le convoi de cette maîtresse tant idolâtrée, de cette amie avec laquelle, depuis vingt-huit ans, il avait habitude de vivre.

L'homme capable de voir, sans verser des larmes, se briser la tendre chaîne qui fit pendant plusieurs lustres la douceur de sa vie, offre sans doute le modèle d'une vicieuse apathie. Un observateur, cherchant dans la filière des démarches de Louis XV à démêler le genre de son caractère inactif et presque inconcevable, le juge sur des principes différens. La marquise de Pompadour, qui maîtrisa et avilit durant tant d'années l'âme du monarque, ne parut jamais attachée à l'homme roi, mais seulement au dispensateur suprême des trésors de la France; elle envisageait, dans sa faveur, la facilité d'amasser de l'or, et de satisfaire son attrait exclusif pour le luxe et les frivolités. Loin d'exciter son amant à des actions généreuses, dont l'éclat aurait rejailli sur elle, l'empire de ses charmes fut constamment employé à augmenter l'engourdissement moral dont Louis devait les principes à son précepteur Fleuri. Environnée d'une puissance capable de l'éblouir, engouée des hommages de la cour et des éloges des gens de lettres, elle protégea les arts sous l'unique point de vue de les employer à l'enchaînement des plaisirs au sein desquels le roi paraissait enseveli dans un sommeil léthargique. Sans aucune élévation dans l'âme, si

1764. elle gouverna la France , c'est que son amant voulait être gouverné ; mais asservie à son tour à tous ceux dont elle était entourée, la fortune publique devint la proie des intrigans. Cette favorite, peu contente d'avoir éteint au dehors la considération de la France, et d'avoir subverti les finances au dedans, éloignait le roi de sa famille et de tous ceux qui pouvaient lui donner des conseils salutaires. Quand on fait toutes ces observations, la conduite du roi cesse d'être une énigme.

Ne pouvant accorder son estime à la favorite, la gardant néanmoins parce qu'une longue habitude la lui rendait nécessaire, il regarda comme une faveur de la fortune d'en être débarrassé. La marquise mourut le 15 avril, ayant les rênes de l'état dans ses mains. Les ministres lui étaient encore soumis à sa dernière heure. Son immense succession passa au marquis de Marigni, son frère.

9. A cette époque, fut supprimé l'abominable Parc aux Cerfs. Louis XV atteignait cette période de la vie humaine où l'homme jouit de toute la force de sa raison mûrie par l'expérience. Plusieurs fois il avait pris la résolution de gouverner par lui-même ; la pente des plaisirs entraînait son ame vers d'autres pensées, on se flatta alors d'un heureux changement ; il était très-difficile. Les dépenses occasionnées par la guerre, jointes aux déprédations de tous les genres ordonnées ou tolérées par la marquise, jetaient l'organisation sociale dans un affaissement complet ; c'étaient les écuries d'Augias,

il fallait un Hercule pour les nettoyer. Les généreux projets de Louis XV tombèrent dans l'oubli. Les plaies de l'état furent peut-être regardées par lui comme incurables; peut-être aussi son ame, incapable de s'élever au dessus des conceptions des courtisans, ne put briser la chaîne de ses habitudes. Le pouvoir de la marquise passa dans les mains du duc de Choiseul.

1764.

Louis XV, perpétuellement trompé, s'était persuadé que des intrigans seuls, des hommes follement ambitieux, pouvaient sacrifier les douceurs d'une vie privée aux jouissances mensongères, résultat de l'épanchement du pouvoir souverain offert aux superbes esclaves des cours. Il se croyait entouré de fripons, et ne se trompait guère. Telle était, selon lui, la contagion de l'air respiré dans Versailles, que la vertu même devait changer de caractère dans ce séjour de la perversité.

D'après ces principes, ce prince, regardant avec ses ministres la chute du gouvernement comme inévitable, parvint à ce degré d'insensibilité où, s'étourdissant sur la situation de la monarchie, sa seule étude était de trouver des moyens dilatoires, évitant les commotions violentes, capables d'accélérer le bouleversement prévu par lui, et qu'il voulait déverser sur son successeur.

Ce fut la cause secrète et inconnue aux contemporains d'une nouvelle branche de fiscalité; elle conduisit dans la caisse particulière du roi des sommes immenses. Necker, ayant voulu la renou-

1764. veler en 1788, donna une impulsion rapide au mouvement révolutionnaire dont la France était agitée.

Des bruits vagues, répandus vers les dernières années du règne de Louis XV, attribuaient la nouvelle législation sur le transport des blés au commerce fait par le roi lui-même de cette précieuse denrée. On regardait ce négoce clandestin comme le principe des disettes éprouvées en 1767, 68, 69, 75 et 76; on en ignorait les circonstances. La vigilance de la police arrêtait, dans leurs moindres étincelles, les lumières capables d'éclairer une manœuvre, dont les ministres avaient intérêt de cacher les traces. A la moindre apparence de dénonciation sur cet objet, leurs auteurs allaient expier dans les prisons le crime d'avoir jeté leurs regards sur l'administration publique.

La révolution de 1789 découvrit des secrets dont la connaissance ne devait jamais parvenir aux hommes. La Bastille renversée rendit à la liberté des individus qui en étaient privés depuis longtemps. D'autres prisons d'état trompèrent également la prévoyance des ministres. Ces barbares, condamnant des infortunés à des tourmens pires que la mort, s'étaient flattés que la continuité de leurs vengances les voilerait aux regards de la postérité; Péternelle Providence en avait ordonné autrement.

Parmi ces victimes, on distingua Jacques Le Prévôt, ancien secrétaire du clergé de France. Il

étonna les cœurs sensibles par le récit de sa longue captivité, et des causes qui l'avaient entraînée. Enlevé dans sa maison au milieu de la nuit, il était enfermé depuis vingt-deux ans successivement à la Bastille, à Vincennes, à Bicêtre. La perte de sa liberté, durant un temps aussi considérable, n'avait pas été son seul supplice; les provocateurs de sa détention, redoutant les ressources de son ame active, accumulèrent sur sa tête des traitemens inhumains, dans l'espoir sans doute que, sans attenter directement à ses jours, il succomberait sous l'excès de ses souffrances.

D'après les mémoires publiés par cet infortuné, il dut la conservation de son existence à une pension assez forte qui lui était allouée; le gouverneur de Vincennes craignit de la perdre par sa mort. Je crois devoir rapporter une page d'un de ces mémoires imprimés en 1791. « Couché depuis dix-huit mois, les chaînes aux pieds, sur un grabat en forme d'échafaud, large de deux pieds, recevant par jour quelques onces de pain et un verre d'eau, pour tout aliment : livré à l'inaction, manquant de respiration dans les temps chauds, de couvertures dans les temps froids, enseveli dans un cachot humide, je dis un jour au porte-clefs qui me présentait ma chétive nourriture : Vous me trouverez bientôt mort de faim, car je n'ai plus la force de me trainer au guichet. Mes paroles furent rapportées au gouverneur Rougemont. Il répondit : Que puis-je faire? on me donne des

1764. ordres, je suis forcé de les exécuter; cependant avertissez tout à l'heure le chirurgien de visiter ce prisonnier : plusieurs autres sont venus ici avec lui, ou à cause de lui; s'il mourait, je les perdrais bientôt. Le chirurgien arrive, me tâte le pouls, et n'en trouve point. Me voilà tout à coup transporté dans une chambre passablement meublée : on me baigne dans de l'eau tiède, on m'apporte des bouillons restaurans, on me fait prendre l'air dans la cour, mes sens se raniment peu à peu, je puis soutenir une nourriture plus solide. Ainsi, l'avarice du gouverneur de Vincennes me préserva de la mort; cet adoucissement dura à peine un mois ».

O vous, qu'une tardive expérience n'a pas instruits de la profonde méchanceté dont quelques hommes sont capables, détournez les yeux de cette page ! Le seul crime de Le Prévôt était d'avoir découvert par hasard l'acte portant autorisation, en faveur de plusieurs individus, de faire au profit du roi le monopole du blé dans les provinces de France. Une lettre, décachetée à la poste, avait instruit de cette découverte le lieutenant de police *Sartines*.

Un voile épais couvrait cette opération; Laverdy, occupé d'une augmentation dans le produit des vingtièmes, à laquelle servait de base le surhaussement successif du prix des fermages des terres, occasionné par la cherté habituelle des grains, veillait à cacher les causes de cette cherté. Le Prévôt fut

donc arrêté, et avec lui dix ou douze individus, convaincus ou soupçonnés d'avoir connaissance de la manière dont les monopoleurs accaparaient les blés dans les temps d'abondance, et les revendaient quand ils étaient montés au prix qui leur convenait.

Ces prisonniers ayant vécu avec des gens en place, et connu les hommes et les affaires, ne conservaient aucun espoir de rentrer dans le sein de leur famille ; ils faisaient retentir les murs de leurs prisons d'inutiles plaintes. Les gardiens de ces lieux redoutables, rendus inexorables par l'habitude de voir des criminels ou des hommes accusés de crimes, confondant le juste élan de la vertu opprimée avec les murmures séditieux du crime enchaîné, aggravaient la captivité des prisonniers ; des hommes honnêtes auraient vu leur vie s'écouler dans l'infortune, si la révolution, causant tant de mal, n'avait fait le bien de briser leurs chaînes.

Choiseul, dans la vue de déterminer les Corses à se soumettre à la France, répandait parmi eux des trésors dont les sources tarissaient dans les caisses publiques ; Laverdy se flattait de suppléer à cette pénurie au moyen du monopole des blés, par la survalue des vingtièmes. Il fit enregistrer une foule d'édits ; un d'entre eux rendait le commerce des blés entièrement libre au dedans et au dehors de la France, moyennant un léger droit de sortie. Cette loi se présentait sous une face spécieuse ; elle paraissait l'ouvrage d'une secte de philosophes connus sous le nom d'Economistes.

1764. Ces raisonneurs commençaient à se réunir en 1760 ; isolés, ils avaient répandu les semences de leur doctrine ; assemblés et formant une espèce de corps , ils prétendaient modifier la théorie de l'impôt d'une manière neuve ; c'était le moyen de plaire aux Français. Les économistes reconnaissaient pour leur coryphée le docteur *Quesnai*, médecin de la marquise de Pompadour. Louis XV se plaisait à converser avec ce médecin ; il initia ce prince aux mystères de la société économiste : cette société eut ses apôtres chargés de propager la nouvelle science dans les pays étrangers. Un abbé, nommé *Bau-deau*, fut envoyé en Pologne, pays abondant en blé ; n'ayant pu y faire germer la doctrine économiste, il revint à Paris, où il mourut fou. On le remplaça par Dupont, plus connu sous le nom de Dupont de Nemours durant la révolution, que par cette mission philosophique.

Les économistes employaient dans leurs écrits le mot de science à désigner le résultat de leurs principes ; ces livres appelaient l'attention publique sur l'agriculture ; on y parlait perpétuellement de défrichemens , de labour. La doctrine de ces adeptes se résumait en peu de mots. Toutes les richesses, observaient-ils, viennent de la terre ; de cette hypothèse , ils concluaient que la totalité des impôts devait être assise sur les propriétés foncières.

Pour augmenter cet impôt unique, il fallait augmenter la valeur des récoltes ; le moyen en était, selon eux, de laisser au cultivateur toute liberté de

disposer à son gré des denrées produites par son travail. Aucune crainte ! disaient les économistes, au sein d'une liberté générale ; la concurrence écarte le monopole. L'exportation des blés ne saurait produire la famine ; le superflu seul des récoltes sortira. Si le grain est cher en France , le négociant se gardera bien de le vendre aux étrangers. Appliquant cette doctrine au commerce, aux marchandises manufacturées , aux arts et aux métiers, les économistes voulaient introduire partout la même liberté. Après avoir condamné toutes les corporations autorisées alors, il fallait , à les entendre, chasser les inspecteurs des manufactures, briser les poids gardés dans les hôtels-de-ville , pour confronter les mesures employées par les marchands soupçonnés de fraude. La mauvaise foi ou les inepties étaient , disait-on, des inconvéniens peu à craindre. La seule nécessité serait la sauvegarde contre les fripons ; elle éconduirait les ignorans. Les uns seraient forcés de devenir honnêtes ; les autres, de s'instruire , sous peine de mourir de faim. .

Un historien ne saurait dissenter sur tous les faits placés successivement sous les yeux de la postérité. N'avons-nous pas vu les jacobins, prêchant la liberté et l'égalité, bouleverser la France ? ce fatal résultat nous laisse aisément apprécier les belles phrases de Dupont de Nemours. Le système des économistes dominait pendant les premières années du règne de Louis XVI, lorsque Turgot était contrôleur-général. Cet administrateur joi-

1764.

1764. gnait l'amour du travail aux vues droites et aux intentions pures : cependant le développement du système économiste produisit sous Louis XVI, comme il avait produit sous Louis XV, des redoutables convulsions.

Turgot avait été témoin de cet effet sinistre dans le Limousin où il fut long-temps intendant. Cette province, sans commerce, sans débouchés, se trouvait moins en état qu'une autre de se défendre contre les horreurs de la famine, si le blé en sortait. Turgot, ayant voulu faire l'essai des principes économistes, vit les habitans du Limousin réduits à brouter l'herbe. Il faut rendre justice à Turgot, s'il ne sévit pas contre les monopoleurs, dans la crainte de déroger aux principes de la secte protégée par lui, il trompa leurs spéculations par des versements étrangers attirés en ouvrant des routes commodés. Ce magistrat apprit aux peuples confiés à ses soins à suppléer au blé par la pomme de terre, denrée dont la production ne trompe jamais l'espoir de l'agriculteur : joignant la bienfaisance aux conseils, il sacrifia une partie de sa fortune au soulagement des pauvres. Son humanité et son zèle préservèrent le Limousin de l'entière dévastation dont il était menacé par les effets du système embrassé par lui de bonne foi.

Ce système, sous une dialectique apparente, cachait donc des idées fausses. Il est aisé de les reconnaître, observant que cette liberté illimitée peut livrer une nation à la voracité d'une grande

compagnie de commerce , dont l'intérêt pourrait être d'affamer un pays , observant encore que la majorité des laboureurs n'est point libre d'emmagasiner le blé ou de le vendre au gré des circonstances , et d'entretenir une concurrence avec les monopoleurs. Les petits laboureurs , c'est le plus grand nombre , sont forcés de vendre leur blé , à peine battu et vanné , pour payer leur propriétaire et leur impôt. D'où il résulte que le blé est communément à bon marché en décembre et janvier , et plus cher en mai et en juin. On voit très-fréquemment un villageois vendre son blé à Noël , et en racheter à la Saint-Jean. 1764.

Si une compagnie achetait en automne tous les blés et les revendait au printemps dans les mêmes provinces , elle les ruinerait. Enfin , il n'est pas vrai que la liberté illimitée du commerce des grains soit une des bases de la constitution anglaise. Dans cette île , si le blé est à bon compte , le gouvernement favorise l'exportation : il favorise , au contraire , l'importation quand le blé s'élève à un prix trop haut. Je ne dois pas en dire davantage sur cette matière ; j'ajouterai cependant une observation : si chaque commerçant pouvait vendre impunément à faux poids , à fausse mesure , il faudrait bientôt agir comme à la Chine , où les acheteurs , dit-on , s'ils veulent n'être pas trompés , sont obligés de porter avec eux des poids et des mesures. D'ailleurs si tout l'impôt était assis sur les terres , ne tomberaient-elles pas dans l'avilisse-

1764. ment ? Chacun préférerait de placer son argent en contrats , ou de le faire valoir dans le commerce ; l'agiotage augmenterait au détriment de l'agriculture.

Cependant les travaux des économistes furent utiles ; ils encouragèrent de nouvelles cultures ; la profession de laboureur acquit de la considération. Si l'ensemble du système était vicieux , s'il ne fallait pas en presser les conséquences , il renfermait des traits de lumières propres à diriger vers le bien public les administrateurs d'un vaste empire.

10. On ne soupçonnait pas , en 1764 , le conseil de Versailles de calculer un immense profit sur le commerce des blés , en paraissant céder à l'impulsion de la philosophie. La destruction de l'ancien gouvernement devait manifester une conduite dont les circonstances aggravèrent la misère publique. La liberté indéfinie du commerce des blés ayant été prononcée , Laverdy , par bail du 14 juillet 1765 , autorisait Rei de Chaumont , receveur des domaines de Blois ; Rousseau , receveur des domaines d'Orléans ; Perruchot , entrepreneur d'hôpitaux militaires , et Malisset , ancien boulanger de Paris , à la vente des blés et farines dans toute la France.

Quatre intendants des finances , Trudaine , Boutin , Langlais et Boulogne , se partageaient les provinces. Leur premier soin devait être de se procurer l'aperçu général de la récolte de chaque canton. Sartines , lieutenant de police , avait le

département de l'Isle de France et de la Brie. On réunissait en divers magasins la plus grande partie des grains qu'on pouvait se procurer pendant six mois après la moisson, on les revendait pendant les autres six mois. Le principal bureau de recette était à l'hôtel Dupleix, rue de la Jussienne. Les comptes et en général tous les papiers de la compagnie se déposaient de la Bastille dans la chambre où le duc de Sully avait conservé les trésors de Henri IV.

J'ai observé que cette association vint à la connaissance de Jacques Le Prévôt, par un effet du hasard. Il avait des liaisons avec Rinville, principal commis de Rousseau, un des quatre associés dans l'entreprise générale. Rinville était honnête homme. Soupçonnant la fâcheuse conséquence du bail dont il possédait une copie, il le communiqua à Le Prévôt, lui demandant conseil.

Dans un fait de cette importance, pouvant être altéré par le moindre changement, je crois devoir copier le mémoire de Le Prévôt dont j'ai déjà parlé.

« Je fis cinq copies de ce bail signé Laverdy ; Rinville en fit un sixième. Connaissant un complot dont les suites menaçaient d'affamer la France, je dresse une dénonciation. Je l'envoyé au parlement de Rouen, qui venait d'adresser au roi des remontrances au sujet de la disparition du blé dont on ignorait la cause : nous devions porter nous-mêmes la dénonciation. Une maladie qui me survint rom-

1764. pit ces mesurcs. Le paquet était volumineux. Rinvillc proposa de le faire contre-signer Laverdy, dans les bureaux de Boutin. Un secret pressentiment m'arrêtait ; Rinvillc m'assura qu'il s'était servi plusieurs fois de cette voie ; d'ailleurs , il devait être présent à l'apposition de l'estampille. Rinvillc, détourné de son projet par un individu de sa connaissance, laissa le paquet sur le bureau du premier commis de Boutin. Celui-ci l'ouvre, examine les papiers qu'il contient, et l'envoie sur-le-champ chez Sartines. Ce magistrat avait des lettres de cachet en blanc, signées Phelippeaux ; on arrêta Rinvillc, il est conduit à la Bastille. L'inspecteur de police persuade à Rinvillc dans sa prison de désigner l'individu rédacteur de la dénonciation, lui présentant cet aveu comme un moyen de lui rendre la liberté, et de terminer une affaire peu importante en elle-même. Rinvillc indique mon domicile. Je fus renfermé à la Bastille, où le crédule Rinvillc fit conduire après moi d'autres personnes qui n'avaient aucune part dans cette affaire ».

Le Prévôt raconte dans ses mémoires comment lui furent enlevées, dans diverses prisons, les copies par lui faites de ce qu'il appelle le pacte de famine de Laverdy. Cet événement pourrait être regardé comme romanesque, si son existence ne résultait de la longue captivité du dénonciateur, et de plusieurs lettres trouvées dans les décombres de la Bastille.

On

On attribua publiquement la cause de la dé-
tention de Le Prévôt à un libelle calomnieux
contre Choiseul et d'autres ministres. Le prison-
nier, repoussant cette inculpation, demandait des
juges, et offrait d'administrer les preuves des faits
exposés dans sa dénonciation ; il paraît que, pour
arrêter les effets de ses clameurs, on le transféra
quatre fois dans des prisons nouvelles.

Ce bail, passé en 1765, devait expirer en 1777.
Le Prévôt, dont les mémoires m'ont servi de guide,
pense qu'il fut renouvelé à cette époque avec des
modifications, pour se terminer en 1789, et que,
dans cette reprise de bail, le boulanger Malisset
fut remplacé par le boulanger Lelcu : les revir-
emens dont les associés étaient maîtres purent
contribuer avec d'autres causes à la famine de 1789
dans une partie de la France et surtout à Paris.

11. Joseph, fils de l'empereur François I.^{er},
avait été élu roi des Romains à Francfort, le 27
mars. La cérémonie du couronnement de ce prin-
ce eut lieu le trois avril suivant.

On s'occupait avec activité en France du réta-
blissement de la marine. Le roi venait d'ordonner
de placer sur tous les vaisseaux la machine distilla-
toire inventée par le médecin Peissonnier. Il était
question d'abandonner l'usage en vertu duquel
les seuls gentilshommes étaient admis parmi les
gardes-marine. On proposait même de supprimer
le corps entier de la marine, et de le recomposer
de tous les militaires qui s'étaient distingués du-

1764. rant la dernière guerre. La réussite de cette combinaison aurait contribué à la gloire nationale, et peut-être éloigné la révolution de 1789. Le bruit des réclamations de la noblesse étouffa la voix de la justice et du bien public.

Choiseul, ne pouvant parvenir à réformer la constitution de la marine, essayait de vivifier la colonie de la Guiane; sa tentative ne fut pas plus heureuse.

Sur les côtes de l'Amérique méridionale, entre les bouches des fleuves de l'Orénoque et des Amazones, les Français possèdent depuis le dix-septième siècle l'île de Cayenne. Derrière cette île peu importante, se trouve le vaste pays de la Guiane, décoré du magnifique nom de France équinoxiale. Cette région, resserrée entre les établissements hollandais au nord, et ceux des Portugais au sud, renferme cent lieues de côtes, de la rivière de Maroni à celle d'Oyapach. Sur ces rivages, les mers sont exemptes de tous les obstacles qui gênent la navigation littorale sur d'autres plages. On n'y trouve que les deux îles du Salut à trois lieues de la terre ferme. Elles sont séparées par un canal de quatre-vingts toises. Il serait facile de les réunir par un môle. On formerait un port où la flotte la plus nombreuse trouverait sa sûreté.

Dans cette région voisine de l'équateur, les chaleurs sont supportables. On attribue cette température à l'abondance des brouillards et des rosées. Le pays est couvert de vastes forêts et de grands

lacs. Le gibier et le poisson y rendent aisée la subsistance des hommes. Des sauvages l'habitaient autrefois; l'arrivée des Européens les força de reculer derrière les montagnes et les forêts dans l'intérieur du continent. 1764.

On se flattait de réparer la perte du Canada en plaçant dans la Guiane une population nationale; ces vues étaient bonnes. Si on eût employé les mesures convenables, la Guiane se serait peuplée peu à peu. Il s'agissait d'y favoriser les émigrations, accordant aux nouveaux colons des secours dont ils avaient besoin pour leur établissement. Choiseul n'eut pas cette patience. Il voulut avoir une colonie formée tout à coup : on rassembla sur les côtes de France douze mille individus des deux sexes, attirés d'Allemagne par les belles promesses du gouvernement français; ces hommes transportés sous l'équateur devaient se trouver dans un fâcheux dénuement jusqu'au temps plus ou moins éloigné des récoltes. On avait cru vaincre cet obstacle en nourrissant gratuitement la nouvelle peuplade durant un an. Le ministre ne calcula pas que les vivres seraient mal choisis par ses agens, afin de faire de plus grands profits ; qu'une partie serait gâtée durant la traversée.

Douze ou quinze mille individus conduits en Amérique furent déposés sous des tentes ou des mauvaises cabanes, en attendant la saison favorable à la culture des terres. Condamnés à la privation des douceurs de la vie, aux maladies enfantées par des nourritures corrompues, ils trouvèrent le ter-

1764. me de leur existence dans les horreurs du désespoir. Le chevalier Turgot, nommé gouverneur de la colonie, vint chercher des remèdes à cette mortalité. C'était trop tard. Une centaine de familles, épargnées par la mort, formèrent des établissemens sur les rives du Sinamary dont les bords plus élevés leur offraient des tortues en abondance. Ces familles s'occupèrent d'abord de la pêche, de la chasse. Elles cultivèrent dans la suite du maïs, du riz, et élevèrent des troupeaux. On comptait dans cette colonie, en 1775, treize cents Français et huit mille noirs. Ils se livraient, comme dans la colonie hollandaise de Surinam, à la culture du café, de l'indigo, du cacao et du coton. Le commissaire Mallouët y transporta des plants d'arbres à épicerie enlevés aux Molucques. Le géroslier y a donné des clous peu inférieurs à ceux que nous vendent les Hollandais. Le muscadier n'y réussit pas moins heureusement. Le nombre des habitans s'étant augmenté, on a cultivé du tabac peu inférieur à celui du Brésil.

12. On cherchait, à la même époque, les moyens de rendre quelque activité à la compagnie des Indes. Les actionnaires avaient osé déclarer au gouvernement, qu'ayant dirigé toutes les affaires de l'Indostan depuis le commencement des hostilités, il devait s'imputer les malheurs de la compagnie. Les actions étaient tombées dans un entier avilissement. L'étroite liaison entre ces actions et le crédit public força Choiseul à laisser aux ac-

tionnaires la liberté de régler leurs opérations. 1764.

Une assemblée générale se réunit le 16 juin. Les actionnaires cédèrent au roi le port de Lorient et leur droit souverain en Asie et en Afrique. Il ne restait à la compagnie que son commerce exclusif, dégagé des entraves de la cour et réduit à son institution primitive. Elle se laissa diriger par un banquier parvenu par l'art des reviremens à une fortune colossale. C'était le Génevois Necker, dont j'aurai souvent occasion de parler dans la suite.

Necker avait présenté aux administrateurs un plan de restauration dont les bases paraissaient également sages et solides : il fut adopté d'une commune voix. Les directeurs et les syndics devinrent les simples assesseurs de Necker. Vous avez vu ces charlatans, qui, pour tromper des imbécilles, répondent sur leur tête de l'efficacité de leurs drogues : ainsi se conduisit Necker. Il poussa la hardiesse jusqu'à fixer l'époque précise, où les actions tombées à vil prix commenceraient à reprendre faveur. L'illusion ne fut pas de longue durée. Les bénéfices, s'il y en avait, furent pour Necker seul. La restauration, annoncée par lui, cachait le germe de l'entière destruction de ce vaste édifice. Ce germe léthifère se développa rapidement.

De nouveaux besoins se présentaient continuellement : ils déterminèrent la compagnie à ordonner un appel de quatre cents francs par action. Quatre mille actions, dont les propriétaires re-

1764. fusèrent ou négligèrent de remplir cette obligation, furent réduites aux cinq huitièmes de celles auxquelles les quatre cents francs avaient été ajoutés. Le nombre total des actions de la compagnie s'élevait à 36,920, selon le calcul de Raynal. Le dividende de ces effets varia très-souvent ; il fut de cent francs en 1722, de cent cinquante depuis 1723 jusqu'en 1745, de soixante et dix depuis 1746 jusqu'en 1749, de quatre-vingts depuis 1750 jusqu'en 1758, et de quarante depuis 1759 jusqu'en 1764.

Le dividende et la valeur des actions dépendaient en même temps des hasards du commerce et des variations dans l'opinion publique. De cette double source naissaient des écarts prodigieux. Ils réduisaient quelquefois ces effets de deux cents pistoles à cinq cents francs, pour les faire remonter dans la même année, et successivement avec une promptitude presque inconcevable ; cependant, au milieu de cet agiotage, les capitaux de la compagnie restaient assez constamment les mêmes. Il eût été très-aisé de s'en convaincre. Le public ne fait presque jamais ces sortes de calculs. Dans sa confiance comme dans ses craintes, il va presque toujours au-delà du but.

Pour faire face à ces engagements, la compagnie des Indes jouissait de neuf millions de rentes perpétuelles, aliénées à son profit par Louis XV en 1734, époque où la ferme du tabac fut réunie au domaine ; elle avait encore quelques bénéfices

évalués à un million. Au moyen de ce revenu indépendant des profits ou des pertes de son commerce, elle jeta quelque éclat momentané. Malgré cette prospérité apparente, sa dette augmentait chaque année par la facilité que Necker trouvait d'emprunter. On voulut enfin remonter aux causes de ce phénomène. Il se trouva que la compagnie, à la reprise de son commerce, n'avait pas exactement calculé ses dettes, événement ordinaire dans la situation de presque toutes les compagnies financières, dont les affaires sont extrêmement compliquées, étendues, éloignées. Elles ont rarement une juste idée de leur actif et de leur passif. Ce vice peut être attribué à l'infidélité, à la négligence ou à l'incapacité des agens; toujours est-il qu'il existe généralement.

Indépendamment de ces divers accidens, la principale cause de la chute de la compagnie française des Indes, fut l'énorme différence entre sa situation et celle de la compagnie anglaise dans les détails du commerce. Les Anglais rendirent à la France ses établissemens sur les côtes de Coromandel, du Bengale et de Malabar absolument démantelés. Les Indous, n'y trouvant plus une sûreté suffisante, se gardaient bien d'y revenir, dans la crainte d'être chassés de nouveau; ils restèrent presque tous dans les pays soumis à la domination britannique. La compagnie anglaise, devenue souveraine dans ces contrées, ne permettait pas aux tisserands de vendre leurs toiles aux

1764. Français, avant que les commissions britanniques fussent remplies. En même temps ils commandaient à leurs sujets plus de marchandises qu'ils ne pouvaient en fournir. Les marchands français, sans moyens de compléter leurs cargaisons avec les toiles fabriquées dans leurs établissemens à Chandernagor, à Mahé, à Pondichéry, à Karical, se voyaient contraints d'acheter des Anglais eux-mêmes une partie des marchandises dont ils avaient besoin. Les Anglais, ayant eu le choix des marchandises et les ayant achetées de la première main, devaient évidemment supplanter leurs rivaux dans tous les marchés de l'Europe. La compagnie française des Indes devait donc se ruiner, malgré tous les chiffres de Necker. On verra dans la suite comment, en 1769, son privilège exclusif fut suspendu par un arrêt du conseil.

HISTOIRE

DE

FRANCE.

DEUXIÈME PARTIE.

LIVRE TRENTE-CINQUIÈME.

Louis XV.

1. Commencement des troubles de l'Amérique Septentrionale. — Mort du dauphin et de la dauphine, père et mère de Louis XVI. — Troubles en Bretagne. —
2. Voyage autour du monde par Bougainville. —
3. Voyage d'Anquetil du Perron dans les Indes. —
4. Mort de Stanislas Leczinski et de la reine de France, Marie Leczinska. — Insurrection des Américains. —
5. Caisse d'escompte. — 6. Louis XV se déclare roi de Corse. — Conduite de Paoli. — 7. La cour de France s'empare d'Avignon. — Mort de Benoît XIV. — Couronnement de Clément XIII. — Guerre des Français en Corse. — 8. Troubles de Genève. — Laverdy est congédié ; Mainon-d'Inyau lui succède. — 9. Guerre

entre les Ottomans et les Russes. — 10. Les Corses se soumettent à la France. — Paoli se réfugie à Londres. — Mort de Clément XIII. — Election de son successeur. — 11. Le privilège de la compagnie des Indes est suspendu. — 12. Les Français rebâtissent Pondichéry. — Des plants de muscadier et de géroslier sont transportés des Molucques à l'Isle de France.

1764. I. **V**ERS l'an 1764, la supériorité maritime obtenue par les Anglais sur toutes les nations européennes paraissait sur le point de leur échapper ; ainsi se balancent les événemens conduits autant par des circonstances imprévues , que par les combinaisons de la prudence humaine. L'augmentation de la dette publique avait forcé le parlement britannique à imposer des taxes sur les maisons, les portes, les fenêtres, les carrosses, les cartes à jouer, l'orfèvrerie et les boissons. Ces impôts se trouvant au dessous des besoins , un bill du 4 août 1764 chargea les colonies américaines d'une partie de la dette publique. La province de Massachusset-Bay témoigna la première son mécontentement ; ses habitans , aux termes de leur charte constitutionnelle , jouissaient du droit de porter dans leur assemblée provinciale les lois relatives aux subsides payés à la métropole. Boston réclama hautement contre le bill de taxation. Le roi d'Angleterre fit d'abord peu d'attention à des remontrances venues de si loin , et dont le passage de la mer affaiblissait l'impression. La sanction royale fut donnée à un

nouveau bill du parlement du 7 février 1765. Il ordonnait d'employer le papier timbré dans tous les contrats passés chez les Américains, et fixait la taxe du timbre suivant la valeur des objets vendus. Une partie du produit de cet impôt devait être employée à l'entretien des troupes destinées à protéger les frontières contre les excursions des sauvages, et à l'encouragement de la culture de l'indigo et de la cochenille dans les cantons où ces productions pouvaient être multipliées avec avantage.

Malgré ces ménagemens, le bill du timbre acheva de soulever la ville de Boston. La multitude détruisit la maison du distributeur des papiers timbrés. L'assemblée provinciale décida que, malgré l'acte du parlement incompétemment rendu, il était légal de contracter en Amérique sur papier non timbré. Les provinces de New-York et de Philadelphie, faisant cause commune avec celle de Massachusset-Bay, renonçaient à la consommation des denrées et des marchandises venues d'Angleterre, jusqu'à la révision d'un acte destructif des immunités américaines. Une nombreuse députation vint à Londres présenter au roi le vœu des colonies.

On fut instruit de cet événement à Paris dans le temps où le dauphin, père de Louis XVI, descendait au tombeau. Ce prince mourut à Fontainebleau, le 20 décembre, à l'âge de trente-sept

1765. ans. Depuis près d'un an, le dépérissement de sa santé s'annonçait par une langueur devenue plus remarquable de jour en jour. On assure que, le fardeau de la vie lui devenant à charge, il refusait constamment les secours de la médecine. J'ai parlé des soupçons élevés au sujet de cette mort; j'aurai occasion d'en parler encore. Des chirurgiens ouvrirent son corps; ils trouvèrent une humeur attachée au poulmon. La poitrine était remplie d'une eau roussâtre, dont le mordant avait détérioré ce viscère. Ces sortes de procès-verbaux, dressés par des ordres supérieurs, renfermaient souvent les seules notions que les ministres voulaient donner au public. Nous avons vu mourir, durant la révolution, dans la tour du Temple, le dauphin, fils de Louis XVI. Le procès-verbal de l'ouverture du corps circula avec profusion; cependant la mort de cet enfant infortuné fut attribuée à d'autres causes dont j'ai parlé dans l'histoire de la révolution. Le corps du dauphin ne fut pas porté à Saint-Denis; ce prince voulut être inhumé dans la cathédrale de Sens. On supposa que cette résolution lui avait été suggérée par le désir de ne pas mêler ses cendres avec celles de son père. On ne saurait adopter ce sentiment. L'art des empoisonnemens avait acquis une fatale perfection. Si telle fut la maladie qui conduisit ce prince dans la tombe, il ne peut en avoir eu aucune certitude ni même aucun soupçon. Son épouse, attequée d'une

maladie de poitrine , mourût à Versailles , le 13 mars 1767 , à l'âge de trente-six ans. On l'inhuma à Sens , à côté de son mari. 1765.

J'ai fait mention des troubles existans en Bretagne depuis plusieurs années. Des atteintes portées aux immunités de la province en étaient la première cause , l'expulsion des jésuites les augmenta : la majorité des magistrats du parlement de Rennes ayant donné sa démission , au lieu d'enregistrer les impôts établis en 1763 par le contrôleur-général Bertin , les troubles de cette province prirent un caractère alarmant. Le procès des jésuites avait été sur le point d'y causer une guerre civile. Ces religieux ne comptaient nulle part des adversaires plus redoutables et des amis plus zélés. Parmi les écrits publiés contre eux , aucun ne fit une sensation comparable aux Comptes rendus , ouvrage du procureur-général au parlement de Rennes , Caradeux de la Chalotais ; ce magistrat dévoila dans cet écrit tous les vices de la société des jésuites.

Un schisme se forma dans le parlement à l'occasion de l'enregistrement des nouveaux édits. Il est difficile de ne pas considérer les jésuites comme les artisans de ce schisme , quand on observe que tous leurs ennemis donnèrent leur démission. Leurs amis seuls restèrent dans le parlement. La destruction du parlement de Pau , et sa reconstruction au gré de la cour , encourageaient les ministres du roi à des entreprises plus hardies envers

1765. la magistrature. Les jésuites , disséminés en grand nombre en Bretagne depuis leur dissolution , tenaient de secrètes conférences. Leur but était de faire invalider l'arrêt prononcé contre eux par le parlement de Rennes , comme contraire aux droits des états provinciaux , et de perdre le procureur-général de la Chalotais et plusieurs autres magistrats. La dispersion du parlement occasionnait dans les principales villes de Bretagne des murmures et des pamphlets dont les jésuites tiraient avantage. Il circulait clandestinement des lettres attribuées au dauphin , leur but était d'émouvoir les esprits en faveur des jésuites , les soulever contre le parlement : peut-être même les jésuites fabriquaient-ils des piécès propres à leur dessein et les faisaient passer sur le compte des mécontents.

Le duc d'Aiguillon , commandant en Bretagne , protégeait les jésuites (1) : des plaintes avaient été portées contre ce commandant , le parlement de Rennes les avait prises en considération. Il existait une procédure au parlement de Paris concernant des intrigues capables d'opérer des soulèvements en Bretagne. La province , disait-on , songeait à s'ériger en république , sous la protection de la

(1) Le 9 mars , Anne-Rose Cahivet , veuve Calas ; Jean-Pierre Calas , son fils ; Alexandre la Vaisse et Jeanne Viguère , ensemble la mémoire de Jean Calas père , exécuté à Toulouse le 10 mars 1762 , sont déchargés de toute accusation.

cour de Londres. Caradoux de la Chalolais, père et fils, et trois autres magistrats du parlement de Rennes, furent arrêtés, accusés d'être auteurs de quelques écrits, dans lesquels on mettait au jour les usurpations faites par les rois de France sur les droits de la nation bretonne. Cette affaire fut évoquée au conseil ; des conseillers d'état et des maîtres des requêtes, chargés de faire le procès à ces magistrats, tinrent leurs séances à St.-Malo. Cependant le roi offrait aux membres restans du parlement de Bretagne de rendre les démissions à leurs collègues, et de laisser au parlement de Rennes le jugement de ce procès, à condition que ce corps enregistrerait les édits rejetés par lui, et abandonnerait les procédures commencées contre le duc d'Aiguillon. Le parlement rentré dans ses fonctions déclare par un arrêt que, les motifs des actes de démission subsistant dans leur force, les magistrats ne pouvaient, sans trahir leur conscience, administrer la justice ordinaire si le roi ne retirait ses édits, et ne laissait au parlement toute liberté de faire droit sur les plaintes portées contre le duc d'Aiguillon. Plusieurs des non démettans remirent alors leur démission. Choiseul s'attendait à cette faute : encouragé par l'exemple du parlement de Pau, il résolut de reconstruire celui de Rennes sur les mêmes bases. On le fit tenir provisoirement par des membres du conseil. Ayant recruté insensiblement un assez grand nombre de jurisconsultes du parti de d'Aiguillon et des jésuites, des lettres-

1765. patentes chargèrent ce nouveau parlement de procéder sans délai au jugement du procès criminel, commencé contre Caradeux, père et fils, Picquet de Montreuil, Charrete de la Gaucherie, et Charrete de la Colinière. La fermentation augmentait en Bretagne. Le nouveau tribunal en redoutait les suites, il n'osa procéder au jugement des magistrats; alléguant des prétextes, il supplia le roi de renvoyer la connaissance de cette affaire à un autre parlement. La chambre de St.-Malo continua la procédure.

Charles de Calonne, devenu procureur-général dans la suite, faisait les fonctions de procureur-général auprès de cette commission. Poursuivant les accusés avec acharnement, il avait conclu contre eux à la peine de mort. L'échafaud se dressait : il paraît que les juges regardaient cette démonstration comme un moyen d'arracher des aveux auxquels les accusés se refusèrent constamment. Si la sentence fut prononcée, on ne la notifia pas aux accusés; peut-être craignait-on un soulèvement général. Le roi évoqua les procédures à son conseil, elles furent éteintes par un arrêt du vingt-deux décembre. La cour exila les magistrats à Saintes. Ce traitement laissait flotter sur leur tête des soupçons de délits. Le parlement de Paris fit des remontrances à ce sujet : Louis déclara que leur honneur n'était pas compromis.

Le parti des jésuites continuait à souffler en Bretagne le feu de la discorde. Les états provinciaux,
divisés,

divisés , voyant les corps d'autorité se multiplier contre eux. Ils avaient été forcés d'enregistrer un règlement dont les dispositions contrariaient les privilèges de la Bretagne.

Ce règlement envenimait la haine vouée au duc d'Aiguillon : il n'osait proposer à son parlement de rapporter l'arrêt rendu contre les jésuites. Choiseul redoutait l'esprit remuant de d'Aiguillon ; ayant fait naître dans l'ame de Louis XV des inquiétudes sur les extrémités auxquelles le désespoir pouvait entraîner les Bretons , des états extraordinaires furent convoqués ; le président Ogier , dont l'esprit de douceur et de conciliation s'était montré dans plusieurs occasions épineuses , reçut ordre d'aller les tenir.

Il régna , dans cette session des états de Bretagne , un concert unanime. Louis XV en parut d'autant plus surpris , qu'il circulait alors un écrit dans lequel on parlait d'une fermentation redoutable répandue dans la province. Cet écrit passa pour avoir été dirigé par le duc d'Aiguillon ; le président Ogier ayant rendu au roi un compte favorable des dispositions des Bretons , il fut décidé que le duc d'Aiguillon ne tiendrait pas les états suivants ; on confia cette commission au duc de Duras.

Ce changement amena le retour du parlement de Rennes. Les cinq magistrats inculpés n'obtinrent pas la liberté de se réunir à leurs collègues : ces magistrats, s'adressant de nouveau à leur corps, demandaient à être jugés légalement. Cet incident

amena le procès instruit à la cour des pairs contre le duc d'Aiguillon ; j'en parlerai bientôt.

1766. 2. Les loisirs , fruits de la paix , permettaient aux savans de parcourir le globe en observateurs , et d'enrichir leur patrie de nouvelles lumières. Les uns mesuraient le globe terrestre et observaient les cieux , d'autres dessinaient les monumens de la Grèce et de l'Égypte , des troisièmes cherchaient aux Indes et à la Chine de nouveaux documens historiques , propres à diminuer l'obscurité dont les temps anciens sont couverts. Bougainville , capitaine de vaisseau , faisait le tour de la terre.

Plusieurs navigateurs firent avant lui ce voyage. Les Espagnols ouvrirent cette carrière géographique , guidés par Magellan. Ce marin découvrit un passage dans la mer du Sud , entre la côte des Patagons et plusieurs îles. Il mourut dans ces plages éloignées. Sébastien Cano , son lieutenant , acheva le voyage , et fut très-étonné d'avoir démontré , faisant le tour de la terre , que cette planète était un globe suspendu dans le vide de l'espace. Les Anglais ont fait onze fois le tour de la terre , les Hollandais six fois , le capitaine Cook renouvela deux fois l'entreprise exécutée par le capitaine Bougainville.

Ce marin , embarqué en 1764 , prit sa route par le détroit de Magellan. Tous les navigateurs avant lui , ayant franchi ce détroit ou celui de le Maire , se hâtèrent de remonter au-delà du tropique du capricorne , et de chercher les vents

alisés , soufflant constamment de l'est à l'ouest sur cette mer. Bougainville, parcourant la même route, découvrit plusieurs îles entre lesquelles fut distinguée celle d'Otaïti , reconnue par les Anglais dix-huit mois auparavant , mais dont les Européens n'avaient point entendu parler. Un habitant de cette île , nommé Aotouron , consentit à s'embarquer sur le vaisseau français. Il passa onze mois à Paris : je l'y ai vu plusieurs fois. On avait une attention minutieuse de le distraire dans une ville où tout devait lui paraître merveilleux : c'était en vain ; le seul désir de retourner dans sa patrie l'asséait profondément : il fallut l'y ramener. Choiseul fit embarquer avec lui des instrumens aratoires , des bestiaux et des graines d'Europe , et tout ce qui paraissait lui faire plaisir. Aotouron mourut dans la traversée. Les conducteurs ne continuèrent pas leur route vers l'île d'Otaïti.

Bougainville découvrit un assez grand nombre d'autres îles ; les unes étaient peuplées d'hommes presque blancs , les autres noirs , sous la même latitude. Il revint en France , après avoir employé vingt mois à son voyage.

Ces curieuses expéditions nous ont appris que , de tous les peuples de la terre , les Européens sont les plus industrieux et les plus actifs , s'ils ne sont pas les plus heureux. Aucun frein chez les sauvages d'Amérique ne diminue la férocité de la guerre. Les Patagons , aux extrémités de ce continent , traînent une vie misérable. Tous les

1766. insulaires de la mer du Sud, sous un ciel pur, sur un sol fertile, sont continuellement en guerre les uns contre les autres. Leur subsistance mal assurée rend plusieurs de ces peuples antropophages. Arrive-t-on au cap de Bonne-Espérance, on trouve les Hottentots, peuple fameux par sa malpropreté, par son langage semblable au groulement du coq-d'Inde : de ce cap au Sénégal, aucun peuple ne mérite d'être connu, malgré l'ivoire et la poudre d'or en abondance sur ces rivages, si on consulte tous les voyageurs. Sur les côtes africaines de la Méditerranée, le royaume de Fez, l'ancienne Mauritanie, les régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli, dans les pays occupés autrefois par les Numides, ne nous présentent qu'un peuple dont le brigandage fait la principale ressource. Des Cophtes errent entre les pyramides, au sein des débris de l'antique Egypte, aussi malheureux qu'ils furent florissans autrefois.

Jetez les yeux sur l'Asie, vous y trouvez quatre peuples principaux d'un génie entièrement opposé. Les Arabes, après avoir brillé un moment sur la scène du monde, sont rentrés dans leurs déserts de sable. Les Tartares, ayant conquis autrefois une partie de l'Asie et de l'Europe, occupent aujourd'hui de vastes solitudes, dévorés par l'anarchie. Ils ont donné des rois à plusieurs nations célèbres ; on ne les connaît aujourd'hui, comme les corsaires de Barbarie, que par leurs déprédations. Le génie des Indous est absolument con-

traire à celui des Arabes et des Tartares : amis de la paix et de la mollesse , ils deviennent la proie de tous les conquérans. Enfin , les Chinois sont une des plus excellentes races d'hommes ; leur gouvernement marche avec ordre , leurs villes sont grandes et peuplées , leurs campagnes florissantes ; leurs vaisseaux courent les mers indostanes ; mais jamais ils n'osèrent franchir le nord de la terre de Gedso , et vers le sud , le cap de Bonne-Espérance : l'intrépide courage des Européens leur manque dans les entreprises commerciales , comme ils sont privés par la nature du talent de perfectionner les connaissances cultivées de temps immémorial par leurs ancêtres.

Jusqu'à ce jour , les seuls Européens ont embrassé la planète entière par leur navigation , le système de l'univers par leurs observations astronomiques , et les secrets de la nature par des expériences chimiques. Seuls , ils ont semé leurs colonies sur tous les points du globe ; ils ont rassemblé chez eux les productions de tous les climats , pour varier leurs repas , pour rétablir leur santé , pour embellir leurs jardins , pour s'instruire de l'histoire naturelle. Seuls , leurs jouissances varient d'une manière toujours nouvelle.

Cette certitude des Européens d'être le peuple le plus éclairé , le plus intrépide , le plus industrieux , devient dans les mains d'un bon gouvernement un moyen de les exciter à entreprendre de nouveaux travaux pour conserver et augmenter la prospérité

1766.

1766. dont ils jouissent, et l'abondance de tous les biens auxquels il leur est donné d'atteindre.

3. Un voyage, dont je n'ai pas encore parlé, et qui cependant honore la France et le dix-huitième siècle, est celui d'Anquetil Duperron dans les Indes. Le désir de reculer les bornes des connaissances humaines le conduisit dans des contrées où l'ambition et l'avarice conduisaient les autres navigateurs. Instruit que les Parsis conservaient les œuvres de Zoroastre dans la langue parlée aux Indes à l'époque où vivait ce législateur, il résolut d'étudier cette langue et de traduire ces livres. Sans biens, sans appui, ces obstacles ne l'arrêtèrent pas. Peu de romans sont comparables à son voyage par leurs circonstances.

Ils l'engage, en qualité de soldat, pour Pondichéry et marche à pied, portant sur son dos, pour tout équipage, deux chemises, deux mouchoirs, une paire de bas, une paire de souliers et un étui de mathématiques. Ses amis, frappés de son noble dévouement, en font part au ministre de la marine Machault. Duperron trouva, au port de Lorient, son congé, un ordre aux capitaines des vaisseaux du roi de le porter gratuitement dans les Indes, et le brevet d'une petite pension. Arrivé à Pondichéry, ses premières études furent les langues malabare et persanne, parlées assez communément dans l'Inde.

Dès qu'il put se faire entendre, il s'embarqua pour Bénarés, antique école des brames. Une ma-

l'adieu obligea de le mettre à terre auprès d'une maison de bayadères. Il y fut soigné avec la plus touchante humanité. L'Inde retentissait alors du bruit des armes. Chandernagor, où Duperron s'était retiré après avoir recouvré la santé, fut pris par les Anglais. Ce philosophe parcourut le Bengale avec une petite armée française, commandée par le général Law; il la quitte, achète un cheval, un arc, des flèches, un sabre, un bouclier, et sous un costume de cavalier indous, il se flatte de traverser le pays avec moins de dangers. Il parcourt quatre cents lieues, exposé aux tigres et aux partis des nabads indous, plus dangereux pour lui que les bêtes féroces; tantôt il se procurait des passeports, tantôt il en manquait; quelquefois il passait en payant; d'autres fois, le sabre à la main. Après une marche de cent jours, il rentra dans Pondichéry, et en partit bientôt après pour Surate, à travers des pays inconnus. Il vit, chez les Marattes, une jeune veuve se brûler sur le cadavre de son mari au son des tambours et des fifres mêlé aux chants des brames et aux cris tumultueux d'une multitude édifiée de son courage. Il vit auprès d'Aurengabad les pagodes d'Iloze creusées dans le roc, représentant des temples et des palais. Celle de Daltabad est le tombeau d'une des filles d'Aurengzeb. Arrivé enfin à Surate et instruit dans la langue du pays, Duperron commença ses travaux littéraires. Deux prêtres parsis l'aidèrent à traduire de zend en persan moderne le manuscrit

1766.

1766. d'un ouvrage de Zoroastre. Tout était en combustion dans Surate, les Anglais assiégeaient et enlevaient la citadelle de cette ville. Duperron trouva chez les officiers anglais l'argent nécessaire pour acheter plusieurs manuscrits des œuvres de Zoroastre. Ayant terminé ses traductions, il voulait, avant de revenir en Europe, étudier les antiquités qui rendent les Indes le pays le plus intéressant du globe.

En vain la presqu'île de l'Inde a été dévastée par les anciens Perses, par les Grecs, par les Tartares et par plusieurs nations européennes : mœurs, religion, monuments, fables même, tout y respire la plus haute antiquité. A travers le mélange de tant de nations, on y retrouve la simplicité, les vertus et les superstitions des premiers âges du monde.

Duperron, visitant un temple des Parsis, y vit le feu sacré; craignant d'être traité de profanateur; il avait pris le costume des adorateurs du feu; les hôpitaux construits en faveur des animaux malades attirèrent aussi ses regards : cette pitié nous paraît ridicule, elle annonce la douceur de ce peuple; la religion en est surtout le principe. Les Indous admettent la métempsychose : les âmes, suivant leurs théologiens, passent successivement des corps humains dans ceux des animaux. Cette croyance, étendant le dogme de la charité, leur fait regarder les animaux comme les frères des hommes.

Ces monumens, dont la date n'est pas connue, sont modernes en comparaison des pagodes de Salcette et de l'île Eléphanta; toutes sont taillées dans le roc en forme de palais immenses, inaccessibles aux rayons du soleil. Parcourant ces souterrains, Duperron ne put résister au désir de s'approprier deux bœufs de porphyre (1) de deux pouces et demi de longueur; ils étaient encore gras de l'huile des sacrifices. Les brames s'aperçurent de la disparition des deux bœufs, ils ne firent aucune recherche. Duperron revint à Paris après vingt ans d'absence; il remit à la Bibliothèque Royale deux exemplaires des livres de Zoroastre, sept dictionnaires de persan moderne, trois dictionnaires de la langue hans-crete, et cent quatre-vingts autres manuscrits en diverses langues. Tous les savans le traitaient avec la distinction due aux succès de ses précieuses entreprises. Les portes de l'Académie des Inscriptions lui furent ouvertes. Se dérochant à tous les yeux, il se livrait à des travaux dans lesquels il ne pouvait trouver aucun compagnon. L'Europe allait être enrichie du fruit d'un demi-siècle d'études uniques (2), une partie du voile qui

(1) Ils sont dans mon cabinet, où chacun peut les voir.

(2) Le 17 juin, l'abbé de la Chapelle fait l'expérience d'un corset de liège, auquel fut donné le nom de Scaphandre, au moyen duquel on peut se soutenir sur l'eau sans craindre de se noyer.

1766.

couvrir les temps anciens allaient tomber : le bouleversement causé par la révolution ne permettait à aucun libraire de se livrer à une spéculation aussi dispendieuse. Duperron, sans aucun moyen de faire imprimer ses livres, fut contraint de renvoyer à des temps plus heureux l'espoir de jouir de ses travaux. J'ai vu ce savant, dans une chambre sans feu, durant l'hiver, buvant de l'eau, mangeant du pain et un peu de laitage, bravant les atteintes de la misère, ne se plaignant jamais, et jouissant de toute sa supériorité. L'Institut de France l'admit dans son sein après la chute de la Convention nationale. Cette faveur lui procurait quinze cents francs, ressource précieuse pour un homme n'ayant absolument aucun bien. Il fallut dans la suite prêter serment à Napoléon ; il le refusa, observant que jamais il n'avait prêté aucun serment, et qu'il n'en voulait prêter aucun. On le raya, on donna sa place à un autre. Duperron était entré à l'Institut sans sollicitation, il en sortit sans murmure. Il me disait : « Je puis vivre avec dix sous par jour, ma subsistance est assurée ». Duperron mourut en 1805, à l'âge de quatre-vingts ans.

4. A quatre heures du soir, le 25 février, mourut à Lunéville, dans la quatre-vingt-deuxième année de sa vie, Stanislas Leczinski, roi de Pologne, duc de Lorraine. Elu deux fois par les Polonais en 1704 et en 1733, et ayant abdiqué cette couronne en 1736, il avait pris possession de la Lorraine l'année suivante. Son épouse, Catherine Opalinska,

était décédée en 1747. Leur fille unique, Marie, reine de France, mourut, deux ans après, à Versailles. 1766.

L'insurrection américaine (1) prenait de nouveaux accroissemens. La députation envoyée à Londres avait été mal reçue. Cependant, quand on fut instruit de l'arrêté pris par les colonies de suspendre tout commerce avec l'Angleterre, le bill du timbre fut suspendu. Cette condescendance arrivait trop tard. Quelques colonies prenaient les armes, d'autres semblaient vouloir conserver la paix. Le parlement britannique, comptant sur une désunion parmi les colons, résolut d'employer les voies de rigueur. Un bill priva les colonies américaines de tout pouvoir législatif. Deux régimens, venus de Halifax, entraient dans Boston. Les habitans les forcent, à coups de fusil, de se réfugier dans le fort Williams. Il se forme dans Boston, sous le nom de comité colonial, un conseil chargé des affaires publiques. Une lettre adressée aux colonies américaines fut le premier acte de ce comité. Elles étaient exhortées à réunir leurs efforts à ceux de Boston. Cette lettre jeta les fondemens de la confédération américaine.

5. Cette insurrection semblait devoir inspirer au conseil de Versailles la résolution d'introduire dans les dépenses du gouvernement une réforme 1767.

(1) Jacques II, Stuart, roi titulaire d'Angleterre, meurt à Rome, à l'âge de 70 ans.

1767. salulaire : loin de prendre ce parti , les ministres , ne faisant aucune attention aux mécontentemens manifestés dans quelques provinces , multipliaient les impôts de cent manières différentes.

On institua dans cette occasion une banque sous le nom de Caisse d'Escompte. Cet établissement , gage de prospérité dans un pays libre ou dans une monarchie fondée sur des institutions libérales , ne devait pas inspirer la même confiance sous un gouvernement arbitraire et versatile , perpétuellement occupé à sortir des embarras présens , disposé à sacrifier un siècle de bonheur public à un moment de jouissance. Il fut supprimé par un arrêt du conseil en 1769 ; Turgot le rétablit , en 1776 , sur des fondemens plus solides. Sans approcher de l'importance des banques d'Amsterdam et de Londres , il rendait des services signalés. La multiplication des assignats entraîna sa chute durant la révolution.

1768. 6. Cédant à la France la souveraineté de Corse , le sénat de Gènes s'était réservé le droit de rentrer dans cette souveraineté , à la charge d'indemniser la cour de Versailles des frais faits pour soumettre l'île. Cette disposition était chimérique : elle devint cependant le principe de la résistance opiniâtre éprouvée par les Français ; des hommes perfides présentaient aux Corses le traité entre la cour de France et le sénat de Gènes comme un acte simulé. Ils croyaient voir dans Louis XV l'auxiliaire des Génois , obligé de

remettre la Corse , dans un temps convenu, sous 1768.
la domination génoise. D'après ce principe , les
Corses , traversant les desseins de la cour de
France , regardaient leurs combats comme livrés
à la république de Gènes.

Des commissaires français négociaient avec Paoli.
Ce général n'ignorait pas la différence entre les
moyens de la république de Gènes et ceux de la
cour de France. Il savait aussi que ses compa-
triotes n'opposeraient jamais aux Français l'éner-
gie due à l'arme redoutable du fanatisme qu'ils
semblaient conserver contre les seuls Génois. Ses
espérances se tournaient vers les Anglais : il en
reçut quelques renforts , présentés à la nation
comme l'assurance de renforts plus considérables.
Enfin , ayant infusé dans l'ame des insulaires la
passion de la liberté , il n'osait tenter de mo-
dérer cette passion pour plaire à Louis XV ; la
situation de son pays lui tenait lieu de places
fortes ; ses talens lui procurèrent des ressources
auxquelles on ne pouvait s'attendre.

Jamais auparavant les Français n'avaient été
attaqués par les Corses. Les choses changèrent
au moment où l'on sut à Corté que Louis XV,
déposant sa qualité de médiateur entre les Corses
et les Génois , prenait celle de roi de Corse.

Paoli et le conseil de Corté publièrent le ma-
nifeste le plus hardi. La cour de France, y disait-on,
s'étant déclarée médiatrice , et ayant ainsi reconnu,
au moins indirectement, les Corses pour un peuple

1768. indépendant, comment peut-elle se substituer à des droits dont elle avait plusieurs fois avoué l'impuissance ? Admettant même la légitimité des droits de Gènes, ils avaient dû résulter d'un contrat entre les deux peuples ; les dispositions de ce contrat étaient nécessairement anéanties, dès que l'un s'en départait par une cession ou une vente à laquelle l'autre ne consentait pas. On faisait valoir ensuite les égards prodigués par les Corses aux troupes françaises ; enfin, on traitait de perfidie la conduite du duc de Choiseul. Il avait écrit aux Corses que leur état n'était pas changé, comment voulait-il les traiter en peuple assujéti par les armes ?

Ce manifeste fut soutenu par une défense vigoureuse.

7. Pendant cette guerre, Louis XV venait d'ordonner à un corps de troupes d'occuper Avignon et le Comtat Venaissin. Louis XIV s'était emparé trois fois de cette petite province, et trois fois il l'avait restituée à la cour romaine. Le motif de cette nouvelle expédition était un mécontentement donné par le pape à la maison de Bourbon, attribué aux jésuites. Benoît XIV était mort en 1758 ; son successeur, le cardinal Rezzonico, ne partageait pas les talens de son prédécesseur.

A l'exemple des grandes puissances de l'Europe, la plupart des gouvernemens d'Italie cherchaient à diminuer l'influence acquise par les papes dans les affaires civiles. Les procédés mis en usage par

la cour de Rome dans le douzième siècle ne convenaient plus au dix-huitième. Le nouveau pape, ne faisant pas cette réflexion, voulait arrêter, par un coup d'éclat, ce qu'il appelait une intolérable entreprise contre son autorité spirituelle. Ses coups se portèrent sur le duc de Parme : le peu d'étendue des états de ce prince le rendait moins redoutable ; mais ses étroites liaisons avec les cours de Paris et de Madrid augmentaient son crédit. Les papes se prétendaient suzerains du duché de Parme ; le duc avait publié un édit dont le premier article défendait à ses sujets de porter, sans une expresse autorisation de sa chancellerie, à des tribunaux étrangers, pas même à ceux de Rome, l'appel d'aucune affaire contentieuse. Le second étendait cette défense à l'obtention des bénéfices ou des grâces quelconques. Le troisième rendait les étrangers incapables de posséder des bénéfices dans les pays dépendans du duc. Enfin, par le quatrième, les rescrits, brefs ou décrets venant de Rome, ne devaient être reconnus légitimes sans un *regium exequatur*, à la manière usitée en France et en Autriche.

Une seconde loi défendait, sous des peines graves, d'employer à des fondations pieuses des legs excédant la vingtième partie des possessions du testateur.

Ces édits furent cassés à Rome par un bref du 30 août 1768 ; ce décret intempestif surprit l'Europe entière ; les uns le regardaient comme le

1768. délire d'un vieillard, les autres comme le chef-d'œuvre de la politique des jésuites réduits aux dernières extrémités : ils pouvaient trouver leur intérêt à porter le trouble dans les états souverains, à mettre aux prises la puissance civile avec l'autorité ecclésiastique, et à tenter, pendant cette contestation, de regagner ce qu'ils avaient perdu. Le parlement de Paris supprima, par un arrêt, le bref du pape. Le parlement de Provence prononça, à cette occasion, la réunion du Comtat Venaissin à la couronne de France. Le roi des Deux-Siciles s'emparait, dans le même temps, du duché de Bénévent. Ces pays furent rendus à la cour de Rome sous le pontificat de Clément XIV, après la dissolution de l'ordre des jésuites prononcée par ce pontife.

8. Louis XV étouffait, dans le même temps, par sa médiation, des semences de discorde jetées par des malveillans dans la république de Genève : ces troubles avaient commencé en 1765 ; il s'agissait d'un petit théâtre élevé par Voltaire dans sa maison de Ferney. On ne souffrait alors aucun spectacle à Genève, dans la crainte qu'une troupe de comédiens répandît dans les diverses classes de la société le goût de la parure, de la dissipation et du libertinage. Aller ou n'aller pas à la comédie chez Voltaire devint dans Genève une affaire d'état.

Plusieurs livres dus à des hommes célèbres donnèrent de la consistance aux résolutions prises dans

dans cette occasion par les amis et les ennemis de Melpomène et de Thalie. Le premier syndic, redoutant les suites ridicules de cette querelle, ayant réuni chez lui les citoyens connus pour jouer la comédie à Ferney, les engageait de sacrifier à la tranquillité publique un amusement dont les circonstances pouvaient la troubler. La fermentation s'était calmée, un décret du petit conseil la ralluma. L'Emile de Jean-Jacques Rousseau avait été condamné par le parlement de Paris; le petit conseil de Genève en ordonna la prohibition, et décréta Jean-Jacques Rousseau de prise de corps. Les Genevois, déjà excités par la guerre de la comédie de Ferney, prirent dans cette affaire un intérêt majeur. Cette dissension paraissait un moyen à Voltaire d'établir un théâtre dans Genève; il prêtait sa plume aux ennemis de Rousseau.

On disputa sur les droits des magistrats de Genève, et sur ceux des habitans de diverses classes. Des intérêts particuliers se mêlèrent aux premiers élémens de discorde. Le souffle des passions alluma un vaste incendie; on employa pour l'éteindre des secours très-dangereux.

Des commissaires, nommés par la cour de France et par les cantons de Bâle et de Zurich, rendirent une sentence arbitrale; elle fut adoptée par les citoyens. On verra dans la suite comment, ces troubles s'étant renouvelés, il fallut employer la force des armes à les éteindre.

Des fermentations plus alarmantes se manifestèrent.

1768. taient en France depuis l'entière liberté accordée au commerce des blés. Les partisans du régime prohibitif attribuaient la cherté du blé au système des économistes ; ceux-ci la rejetaient sur les mauvaises récoltes , et sur la mauvaise manière dont les ministres modifiaient leur législation. Une demi-liberté , selon eux , était plus pernicieuse qu'une contrainte absolue. Les uns et les autres n'osaient parler ouvertement de la vraie cause d'un fléau perpétuel , avec quelque intermittence , jusqu'à la révolution de 1789.

L'entreprise du commerce des blés pour le compte du roi n'était pas entièrement ignorée. Tous les esprits étaient abattus par la manière tyrannique dont les ministres abusaient de l'autorité du roi envers les individus qui osaient lever un coin du voile dont cette opération se couvrait. La cour , voulant détourner l'attention publique , congédia Laverdy. Chargé spécialement de la nouvelle législation des blés , il semblait responsable des maux entraînés par le surhaussement de leur prix. C'était une politique ordinaire à la fin du règne de Louis XV : quand la mesure de l'iniquité était comblée , on en chassait l'auteur ; son ouvrage subsistait.

Son successeur , Mainon - d'Inveau , était un homme d'une santé vacillante et peu laborieux. Choiseul diminua son ouvrage par la création d'un chef du conseil des finances. Le duc de Praslin fut revêtu de cet emploi , lui remettant le porte-

feuille de la marine en échange de celui des relations extérieures, dont Choiseul se mettait en possession. Praslin, satisfait des émolumens attachés à ses charges, subordonnait sa volonté à celle de Choiseul, lequel, sans la patente de premier ministre, en exerçait les fonctions, dirigeait la guerre, la marine, les relations extérieures et les finances. 1768.

Au faite de la puissance, ce ministre voyait s'élever auprès de lui l'homme qui devait un jour le confiner dans sa retraite ; c'était le président de Maupeou, créé chancelier de France sur la démission du vice-chancelier son père, et sur celle du chancelier de Blancménil. Choiseul, ne prévoyant pas sa chute, jouissait de sa faveur avec la hauteur et la prodigalité d'un monarque asiatique : il employait toutes les ressources de son esprit à tranquilliser Louis XV sur la crainte qu'une nouvelle guerre avec l'Angleterre le tirât de l'inertie dans laquelle il voulait vivre.

Dans cette vue, le ministre français élevait dans toute l'Europe des orages politiques, au sein desquels la France, jouissant d'une profonde paix, répara peu à peu par son commerce ses forces épuisées. L'or, répandu avec profusion, entretenait les difficultés entre les colonies américaines et leur métropole. Il donnait aux Anglais un ennemi redoutable aux Indes dans la personne de Heyder Ali-Kan, roi de Maïssoure. Choiseul enchaînait même l'activité du roi de Prusse, lui faisant craindre les suites du pacte de famille entre les deux

1768. branches de la maison de Bourbon , auquel la cour de Vienne avait accédé. Il préparait de loin une révolution en Suède. Il trompait l'impératrice de Russie , occupée à étouffer des cabales excitées par lui sourdement. Il déterminait la guerre entre cette puissance et la Porte Ottomane , dans l'espoir de nuire à l'Angleterre , placée dans l'alternative de perdre son commerce avec l'une ou l'autre des deux cours belligérantes.

L'ébranlement donné à l'Europe par Choiseul dura long-temps , il en résulta même des effets contraires à ses projets. Les troubles de Pologne produisirent le démembrement de cette monarchie ; la guerre entre les Russes et les Turcs tourna au désavantage de ces derniers. Les efforts d'Heyder Ali-Kan , au lieu de chasser les Anglais de l'Inde , y consolidèrent leur puissance. L'Amérique seule vit les intrigues du cabinet de Versailles couronnées du succès.

9. D'année en année le désordre des finances augmentait. Louis n'avait pas de maîtresse en titre depuis la mort de la marquise de Pompadour. Ses liaisons momentanées avec Julienne de Romans n'avaient fait aucune sensation publique ; cependant des sommes incalculables payaient ses fantaisies érotiques. Des femmes de la cour , des bourgeoises , des filles de village entraient tour à tour dans le lit du roi. L'inconstance le portait sans cesse à de nouvelles jouissances. Les courtisans , abusant de son insouciance , se partageaient sous ses yeux

les dépouilles de la France ; le principal ministre 1768.
achevait d'engloutir la fortune publique.

La guerre entre les Russes et les Ottomans avait été publiée à Constantinople , le 8 septembre. Le divan annonçait sa volonté de rétablir la tranquillité en Pologne , troublée par les démarches hostiles de la cour de Pétersbourg : l'impératrice de Russie réclamait l'assistance de la Grande-Bretagne en vertu d'un traité conclu entre les deux couronnes en 1766.

10. On ne pouvait regarder comme dangereuse la guerre de Corse ; cependant elle était coûteuse ; 1769.
la cour de Londres envoyait quelques secours. Louis XV fut obligé d'envoyer en Corse jusqu'à quarante-huit bataillons. Malgré cette force redoutable, la victoire eût peut-être couronné les armes de Paoli , si des efforts unanimes les avaient dirigées. La mésintelligence régnait parmi les Corses : ce fut leur plus dangereux ennemi. Choiseul attaquait les insulaires par les armes de la séduction , en les opprimant par les soldats. Un grand nombre de Corses , fatigués d'une guerre sans cesse renaissante , prêtaient l'oreille aux insinuations des généraux français. Des pièves entières embrassaient la neutralité. Plusieurs individus , attachés auparavant avec enthousiasme à la cause de la liberté , se voyant faiblement soutenus par leurs compatriotes , ou redoutant les mauvais traitemens des Français , n'agissaient plus avec la même énergie.

1769. La plupart des postes avancés de Paoli furent emportés. Paoli désespéra de la fortune. Etant venu à Porto-Vecchio avec Clément Paoli, son frère, et plusieurs généraux, ils s'embarquèrent, le 13 juin, sur un bâtiment anglais, et se réfugièrent à Londres (1).

Cette défection rompait les liens de l'administration publique en Corse. Les corps armés se dispersèrent les uns après les autres. Toutes les pièces se soumirent; le maréchal de Vaux, victorieux, vint jouir à Paris de son triomphe, laissant le commandement de l'île au comte de Marbeuf.

11. Dans cet intervalle, Clément XIII était mort le 3 février 1767; il eut pour successeur Laurent Ganganelli, proclamé sous le nom de Clément XIV.

La compagnie des Indes marchait à grands pas vers sa destruction. Louis XV venait de se remettre en possession de Pondichéry : c'était une ville entièrement ouverte. Les tisserands, ne s'y croyant pas en sûreté, refusaient de relever leurs habitations détruites. Le commerce de la compagnie des Indes ne pouvait se soutenir, malgré les assurances données par Necker.

Mainon-d'Invaususpendit ses privilèges exclusifs par un arrêt du conseil. Tous les Français partagèrent alors la liberté de commerce aux Indes

(1) Paoli mourut à Londres, le 5 février 1807.

et à la Chine. L'arrêt réservait aux actionnaires la faculté de reprendre un jour leur négoce après l'acquittement de leurs dettes. Ne pouvant parvenir à cet acquittement, ils se déterminèrent à une liquidation dont l'effet assurait le sort de leurs créanciers. La compagnie céda au roi ses magasins au port de Lorient, et dans les Indes toutes ses propriétés, parmi lesquelles on comptait quatre cent cinquante mille nègres occupés à l'agriculture dans les possessions territoriales de la compagnie. Louis XV, acceptant cette cession, se chargea des dettes de la compagnie, et de payer quelques pensions dues à ses agens.

12. Pondichéry étant rentré dans le domaine de la couronne, on craignit d'abord que les liaisons de la France avec la Chine et l'Inde ne fussent interrompues ; cette crainte s'évanouit assez promptement. Des négocians particuliers entreprirent le commerce avec les nations asiatiques. Le gouvernement favorisait cet effort, mettant les établissemens des Indes en état de défense. Cette opération y ramena un grand nombre d'Indous industriels.

Les îles de France et de Bourbon gagnèrent beaucoup à passer des mains de la compagnie dans celles du gouvernement. *Poivre*, en ayant été nommé intendant, avait entrepris d'enlever aux Hollandais la propriété exclusive des épiceries. L'industrie de ce peuple avait arraché les arbustes à épice-

1769. ries de presque tous les pays où la nature les avait semés, au risque d'en détruire l'espèce, la renfermant dans un petit nombre d'îles dont ils étaient les dominatours suprêmes. *Poivre* y fit chercher ces plantes précieuses; il fallait s'entendre avec les agrestes habitans du pays auxquels tout commerce était interdit par les Hollandais sous peine de mort. Les capitaines Trémigon et d'Etchéver, surmontant ces obstacles, apportèrent en 1770, à l'Isle de France, quatre cent cinquante plantes de muscadiers, soixante et dix plantes de gérosliers, dix mille noix muscades germées, ou prêtes à germer, et une caisse de baies de gérosle, dont plusieurs commençaient à pousser des rejetons. Les capitaines de Coëtivi, d'Hersé et de Cordé, firent le voyage des Molucques; l'année suivante ils rapportèrent une nouvelle cargaison de ces arbres précieux.

Plusieurs furent envoyés aux îles de Séchelles et de Cayenne, on en distribua d'autres aux colons de l'Isle de France et de Bourbon, presque tous périrent; les soins des plus habiles botanistes sauvèrent avec beaucoup de peine dans les jardins publics cinquante-huit muscadiers et trente-huit gérosliers; deux de ces derniers arbres portèrent des fleurs en 1775, et des fruits l'année suivante. Ils furent trouvés petits, secs et maigres; la récolte fut plus favorable dans la suite. Ces plants, s'étant acclimatés par une longue naturalisation sur le sol

où on les cultive aujourd'hui , donneront probablement un jour des fruits d'une qualité égale à ceux de l'île d'Amboine. Le cannellier était déjà connu à l'Isle de France ; on l'y avait apporté de Ceilan.

1769.

HISTOIRE

DE

FRANCE.

DEUXIÈME PARTIE.

LIVRE TRENTE-SIXIÈME.

Louis XV.

1. Nouveau voyage des savans pour observer le passage de Vénus sur le disque du soleil. — Evénemens de la guerre entre les Russes et les Turcs. — Terray succède à d'Invaü. 2. Tentatives de la duchesse de Grammont pour devenir maîtresse du roi. — Présentation de Mannon Dubarry. — 3. Les Corses prêtent serment de fidélité au roi. — 4. Reflexions sur l'impôt en nature. — 5. Suite de la guerre entre les Turcs et les Russes. — Nouveaux troubles de Genève. — Fondation de Versoix. — 6. Procès du duc d'Aiguillon. — 7. Mariage de Louis XVI. — 8. Lit de justice. — 9. Exil du duc de Choiseul. — Destruction des parlemens. — 10. Campagne des Russes et des Turcs. — Composition du

ministère. — 11. Voyage du prince de Suède à Paris ; Mort du roi de Suède. — Révolution. — 12. Partage de la Pologne. — Confédération de Bar. — 13. Le roi de Prusse offre sa médiation. — Blessure du roi de Pologne. — 14. Suite de la guerre entre les Russes et les Turcs. — Incendie de l'Hôtel-Dieu de Paris. — 15. Suite de l'insurrection américaine. — Suite du partage de la Pologne. — 16. La cour de Vienne fait occuper plusieurs cantons de l'empire ottoman. — Insurrection en Russie. — 17. Intrigues à la cour de France. — Le pape abolit l'ordre des jésuites. — 18. Mort de Louis XV. — 19. Réflexions sur le caractère de ce prince.

1. C'ESTTE année, la planète de Vénus devait paraître de nouveau traverser le disque du soleil le 3 juin. C'était une précieuse occasion de vérifier les calculs précédemment faits. Ce phénomène fut observé à Paris par Messier, astronome de la marine. Chappe, envoyé en Sibérie en 1761, alla dans la Californie, et Pingré à St.-Domingue ; le Gentil était resté à Pondichéry, comme on l'a vu précédemment. 1769.

Quelques années auparavant, deux mécaniciens, Harrisson en Angleterre et Leroi en France, se disputaient l'invention d'une horloge, traitée avec assez de précision pour mesurer la longitude en mer. Pingré soumit ces montres marines à un examen : on vérifia que, si elles n'indiquaient pas les longitudes avec la dernière perfection, elles en approchaient de très-peu.

1769. Les événemens de la guerre entre les Russes et les Ottomans avaient été variés au commencement de cette année. Les Turcs furent entièrement défaits, le neuf septembre, par le prince de Gallitzin ; une escadre russe faisait voile vers la Méditerranée.

Mainon-d'Invau avait donné sa démission au mois de décembre de l'année précédente. Son successeur fut le conseiller clerc au parlement de Paris, Joseph-Marie Terray ; on regardait ce choix comme l'ouvrage du chancelier de Maupeou ; méditant dès-lors une révolution dans la magistrature, l'abbé Terray lui parut propre à le seconder.

2. Une intrigue dont la vaste influence s'étendit sur les dernières années du règne de Louis XV, et augmenta le gouffre des maux publics, diminuait le crédit de Choiseul, et augmentait celui du chancelier. Une longue expérience avait appris à Choiseul que Louis XV, au sein d'une profonde apathie, bornait dans sa cour toute sa politique à fomentier constamment autour de lui deux factions, se balançant l'une et l'autre, et dont l'une lui servait à terrasser l'autre, quand il le jugeait convenable. Les chefs de la faction alors occupée à contrarier le principal ministre étaient les ducs de Richelieu et d'Aiguillon, le dernier protégeait le chancelier de Maupeou. Choiseul dominait dans le conseil, Richelieu et d'Aiguillon balançaient son pouvoir dans les petits appartemens. Choiseul ne pouvait aussi ignorer que l'ame de Louis, quelquefois en garde contre les ruses des courtisans,

s'ouvrait sans réserve aux séductions d'une maîtresse ; dans la vue d'affermir son crédit, il essayait de surprendre le roi par les doubles amorces de la persuasion et de la volupté. Sa sœur, la duchesse de Grammont, aspirait sans beaucoup de mystère à devenir la favorite du monarque ; elle gouvernait son frère à son gré. La malignité des courtisâns attribuait cet ascendant à une intimité plus que fraternelle. La duchesse, admise aux petits soupers du roi, connaissant sa pente vers les jouissances nouvelles, ménageait sa victoire : l'ambition lui tenant lieu d'amour, elle envisageait le degré de splendeur où la faveur du roi devait la porter, et la puissance affermie dans sa famille.

Cette intrigue occupait les courtisâns. Les ducs de Richelieu et d'Aiguillon la traversaient de concert. Ce fut le principe caché de l'inconcevable fortune de Marie-Jeanne Vaubernier, connue sous le nom de comtesse Dubarry. Il importe peu à la postérité de savoir quel fut le père obscur de cette favorite, dont le faste, inconnu auparavant, fatigua l'Europe : née de parens voisins de l'indigence, la nature l'avait dédommée des dons de la fortune par tous ceux de la beauté. Sans soutiens, sans argent, l'inexpérience l'avait conduite à Paris dans un de ces réceptacles de la débauche, où l'art infernal de quelques entremetteuses enchainait tant de victimes. Gouffres affreux d'une dissolution effrénée, vous disparaîtrez sans doute de nos cités ;

1769. quand les efforts salutaires d'un gouvernement régénérateur, influant sur l'éducation des enfans, ramèneront parmi nous le règne de la décence et des mœurs.

Parmi les gens sans aveu vivant d'intrigues à Paris, connus avant la révolution sous le nom de *chevaliers d'industrie*, le gascon Dubarry se faisait remarquer par le contraste de ce qu'il était, et de ce qu'il paraissait être; sans fortune, sans talens, sans naissance, il s'entourait des dehors de l'opulence et même de la considération. Son noble emploi était de procurer aux grands seigneurs des filles jolies; cet emploi sublime lui valait un hôtel, des domestiques, des voitures et la familiarité des gens de cour: on s'adressa à cet homme; il fut chargé de trouver une odalisque joignant aux grâces du corps et à la fraîcheur de la jeunesse ce manège voluptueux, à l'aide duquel des femmes sans pudeur parviennent à ranimer les sens engourdis des vieillards.

Manon Vaubernier, alors appelée mademoiselle l'Ange, était entretenue par Dubarry. La tête de cet intrigant fermente: plaisirs, honneurs, fortune se présentaient à son imagination. Lebel, valet de chambre du roi, chargé du département de ses plaisirs, place cette beauté sur le passage de ce prince. Louis fixe long-temps les yeux sur elle. Il demande le soir à son valet de chambre quelle est cette femme dont il a remarqué la figure et la

port ? Lebel rend d'elle un compte avantageux : il est décidé qu'elle aura avec le monarque un entretien particulier. 1769.

Personne n'ignore à quel point Louis XV fut charmé de cette conquête : c'était une jouissance d'un genre neuf pour lui. Accoutumé à l'encens perpétuel de tout ce qui l'entourait, et à trouver le respect dans les bras mêmes de ses favorites, Manon Vaubernier, lui procurait des sensations inconnues : elle déployait l'art de ranimer ses désirs, de rendre quelque vigueur à ses organes usés. La passion du roi l'emporta bientôt sur tous les préjugés : il veut que tout rende hommage à la beauté dont il est idolâtre. En vain Lebel, effrayé des suites de la passion de son maître, lui fait en tremblant l'aveu de l'état humiliant dont Manon était sortie. Le roi la croyait mariée. Le valet de chambre convint qu'elle ne l'était pas : « Tant pis, répondit le roi ; il faut la marier promptement. Je veux être dans l'impossibilité de faire une sottise ». Le mariage fut conclu en peu de jours. Dubarry, trop adroit pour s'exposer au sort du mari de la belle d'Étioles, avait un frère borné dans ses désirs : on l'appelle à Paris du fond de sa province. Il épouse Manon, moyennant une somme d'argent. La favorite porta alors le nom de comtesse Dubarry ; elle accompagna à Compiègne et à Fontainebleau un prince dont l'attachement pour elle augmentait de jour en jour.

Étonnée de sa faveur, ne connaissant aucun des

1769. usages de la cour, neuve pour tous ses nouveaux entours, excepté pour le roi, la jenne favorite écoutait avidement les leçons de conduite qui lui étaient données. Logée à Paris dans un hôtel superbe, la famille Dubarry s'était établie chez elle. La sœur de son mari, capable de former à l'intrigue la femme la plus ingénue, l'instruisait des moyens de se procurer de l'argent. Le trésor public devint la caisse des Dubarry.

Richelieu et d'Aiguillon voulaient chasser Choiseul de la cour. S'attachant aux pas de la favorite, tantôt ils la mettaient au courant de l'étiquette de la cour, et d'autres fois ils lui faisaient part des ressorts que, pour la perdre, faisait jouer le principal ministre. Ils lui firent part des ridicules prétentions de la duchesse de Grammont. Jetant dans son ame les semences des deux passions les plus agissantes sur le cœur des femmes, l'ambition et la jalousie, ils la disposèrent aisément à leur donner une confiance dont ils espéraient de tirer bon parti dans la suite.

Choiseul, comptant sur l'indolence du monarque, qu'il déchargeait par son activité des peines de l'administration, se mit d'abord peu en peine de ces conseils secrets tenus chez la favorite. Écoutant trop son amour-propre, augmenté par dix ans de puissance, sa fortune lui paraissait à l'abri des revers. D'ailleurs, il regardait le triomphe de Manon comme ne pouvant durer longtemps. Cette femme, lui disaient tous ses courti-

sans,

sans , retombera dans l'état abject dont elle est sortie , le roi rougira de son choix. D'après ce calcul , Choiseul manquait à tous les égards envers la favorite. Elle devint peu à peu personnellement son ennemie.

Toutes les conversations , à la cour et à Paris , roulaient sur la prochaine présentation solennelle de la comtesse Dubarry. Cette futile cérémonie , à laquelle l'étiquette de Versailles prêtait la plus haute importance , tenait les oisifs en suspens ; on pariait publiquement pour ou contre cette présentation. La comtesse Dubarry fut présentée : ce jour fut regardé comme le triomphe du libertinage et de la perversité. Louis XV ne conserva désormais aucune considération publique. La comtesse , portée dans une sphère inconnue , était dirigée par les hommes les plus fourbes et les plus corrompus ; ils la trompaient sans cesse. Il n'est pas juste de l'accuser du bouleversement général qui signala les dernières années de Louis XV ; les malheurs publics furent l'ouvrage des plats et avides courtisans dont la favorite était obsédée.

Choiseul s'aperçut trop tard qu'il avait manqué de politique ; il lui était difficile de revenir sur ses pas ; l'orage grondait sur sa tête. L'envisageant avec fermeté , il ne désespéra pas de le dissiper : redoublant d'activité et d'attention , il maîtrisait l'ame d'un prince enchaîné par la crainte de ne pas trouver un ministre aussi habile. Le roi fit peu d'attention aux premières plaintes de sa maîtresse ;

1769. cependant plusieurs avant-coureurs annonçaient à Choiseul sa disgrâce. Le nombre de ses flatteurs diminuait, il éprouvait dans l'administration des obstacles auxquels il n'était pas accoutumé. Sans la négociation dont il était chargé au sujet du mariage de Louis XVI avec Marie-Antoinette, archiduchesse d'Autriche, et les circonstances de la guerre de Corse, il paraît constant que Louis XV aurait congédié son ministre peu de temps après la présentation de la comtesse.

3. On avait soumis la Corse, mais elle n'était pas pacifiée. Marbeuf réglait dans Bastia les détails du serment de fidélité que devaient prêter les Corses; une insurrection très-alarmante recula cet événement de plusieurs mois. Une *consulta* générale fut enfin assemblée : on décida que la Corse serait gouvernée en pays d'états, auxquels appartiendrait le droit de déterminer les subsides fournis par la Corse au gouvernement français. On s'occupa ensuite de l'administration intérieure du pays; enfin les commissaires du roi, voulant éteindre l'inquiétude des Corses sur la stabilité de leur réunion à la France, présentèrent à la *consulta* la déclaration authentique de cette réunion, faite dans les cours étrangères. Les Corses déclarèrent alors qu'ils se soumettaient à la cour de France, et qu'ils se regardaient comme Français.

4. Voici le recensement des impôts payés en Corse avant la révolution suivant le rapport de Necker ; 1.° une subvention en nature de fruits par

forme de dîme, dont le produit s'élevait à deux cent mille francs ; 2.^o une imposition sur les loyers des maisons dans les villes, elle rendait trente-cinq mille francs ; 3.^o le contrôle et le papier timbré, vingt-cinq mille francs ; 4.^o les droits d'entrée et de sortie, cent vingt mille francs ; 5.^o un bénéfice sur la vente du sel, quatre-vingt-dix mille francs ; 6.^o un droit sur la pêche et quelques octrois à Bastia, vingt mille francs. Le produit de ces impôts ne couvrait pas les frais du gouvernement. La cour faisait passer annuellement en Corse environ deux cent cinquante mille francs, indépendamment des fonds destinés à la solde des troupes.

Ces revenus se bonifièrent dans la suite ; l'impôt en nature des fruits fut réglé à un vingtième des récoltes. On exempta d'impositions les bois de haute futaie, les arbres fruitiers et les jardins potagers.

Il n'existait pas en France de traces d'un pareil subside, excepté en Provence, où les communes adoptaient quelquefois cette forme de subvention. Plusieurs observateurs désiraient la voir se généraliser ; mais un mode de subside, adopté sans inconvénient par des états provinciaux dans un pays circonscrit et pauvre, pouvait n'être pas applicable à un vaste empire. Rarement en fait d'administration peut-on augmenter du petit au grand.

La nécessité de pourvoir d'une manière invariable

1769. et à des époques fixes aux dépenses publiques, aurait suffi seule pour forcer le gouvernement à mettre l'impôt en nature en ferme générale, ce qui renouvelait le mal qu'on avait voulu guérir. Ces fermiers auraient eu besoin d'une armée d'agens et de commis ; ayant engrangé une grande quantité de blés , ils auraient pu changer subitement le prix d'une denrée de première nécessité , causer des chertés dangereuses et des soulèvemens.

Presque toutes les terres de l'empire français payaient la dime à la onzième gerbe avant la révolution. Cette imposition sacerdotale n'excitait pas autant de murmures que l'impôt de la taille ; le cultivateur regardait la diminution produite dans sa récolte comme celle qu'eût occasionné l'influence des saisons. Le colon payait sans se plaindre au moment de la moisson trente gerbes valant trente francs , dans plusieurs provinces , et n'avait pas douze francs à donner au collecteur , qui venait quand le blé avait été recueilli , battu , vanné , criblé , vendu et mangé. D'ailleurs, l'impôt en nature tombait uniquement sur celui qui avait des denrées et qui en donnait non seulement à son curé , mais à une foule de moines mendiants accoutumés à venir chercher leur subsistance dans les champs , comme les moineaux la prenaient dans les greniers.

L'impôt en nature est assurément moins onéreux au peuple que l'impôt en argent. Il serait surtout avantageux dans les provinces où le sé-

jour habituel des troupes de ligne nécessite des approvisionnemens. Son admission exigerait des mesures préliminaires, non pour recueillir l'impôt, c'est la chose la plus aisée, mais pour l'engranger, pour ramener les pailles dans les champs dont elles furent extraites, et auxquels l'engrais doit être fourni pour tirer des terres le parti convenable, sans gêner le commerce et en lui présentant un nouvel aliment.

5. Pendant l'hiver de 1769 à 1770, les Russes furent battus en Géorgie et aux environs de Bender. Ils eurent leur revanche au printemps. Une escadre, aux ordres de l'amiral Spiritow, attaqua le 5 juillet la flotte ottomane et la détruisit entièrement. Les Russes, ayant acheté chèrement leur victoire, échouèrent à l'attaque des Dardanelles.

Romanzow battait les Ottomans auprès d'Ismaïlow. Il s'emparait de cette ville regardée comme la clef de la Bessarabie. Le divan envoya de nombreux renforts sur le Danube, ils ne purent empêcher la prise de Bender. Après cette conquête, le maréchal de Romanzow, craignant les ravages de la peste, rentra dans ses quartiers d'hiver. L'amiral Spiritow conduisit ses vaisseaux dans divers ports de la Méditerranée.

Genève voyait se renouveler les querelles pacifiées par des commissaires français et suisses; ils inspirèrent au duc de Choiseul la pensée de bâtir une ville sur le lac Léman, aux confins du pays de Gex. La France y possédait le village de Versoix,

1770. au bord du lac, dans une situation agréable. Il fut érigé en ville; on lui construisit un port où les marchandises, destinées à être exportées ou importées de France en Suisse, pouvaient être déposées. La disgrâce du duc de Choiseul arrêta ces travaux. Le duc de Savoie, témoin de la faute faite par le gouvernement français de ne pas les continuer, érigea en ville le village de Carouge. Ce lieu était presque désert, on y comptait avant la révolution de France quatre mille habitants.

6. Depuis l'extinction des procédures commencées à St.-Malo contre plusieurs membres du parlement de Rennes, cette affaire prenait une face nouvelle. Les jésuites, durant la dispersion du parlement, avaient tenu des conventicules en Bretagne. Le parlement, rentré dans ses fonctions, en prit connaissance. Dans le cours de cette procédure, les magistrats acquirent des preuves que le duc d'Aiguillon avait suborné des témoins contre les magistrats inculpés. On l'accusait même d'un délit encore plus grave. Des témoins furent entendus. Le ministère public prit des conclusions. Le roi défendit au parlement de continuer cette procédure.

Dans un conseil tenu chez la favorite, il fut convenu de négocier avec les Caradeux et les Charrière, leur faisant des offres séduisantes, et d'obtenir d'eux un désistement. Cette négociation échoua.

Maupeou avait obtenu la confiance de la favorite par un de ces moyens frivoles qui réussissent

sonvent. Les Dubarry se faisaient descendre de la famille des Bary - More d'Angleterre , desquels Maupeou se disait allié. En conséquence , le chancelier traitait la favorite de cousine. Ce raffinement d'adulation lui avait supérieurement réussi. Maupeou , lié avec la favorite et les ducs de Richelieu et d'Aiguillon pour perdre Choiseul , crut en trouver l'occasion , donnant une grande publicité à la procédure commencée contre d'Aiguillon. Il s'était procuré une expédition de cette procédure ; n'y trouvant aucune charge légale contre d'Aiguillon , il lui persuada de laisser un libre cours à la justice , de saisir le parlement de Paris de cette affaire , et qu'il sortirait victorieux d'un procès évidemment suscité par la cabale du duc de Choiseul.

Ceux qui , dans le chancelier de Maupeou , voyent le plus fourbe et le plus immoral des hommes , faisaient une autre version de sa conduite. Les magistrats lui avaient reproché plusieurs fois d'avoir vendu le parlement à la cour. Prévoyant , dit-on , l'obstination avec laquelle le parlement ne manquerait pas de poursuivre l'affaire du duc d'Aiguillon , dont les fils multipliés se liaient au trône , il se flattait de hâter la chute de ce corps en le rendant plus odieux au monarque. Cette haine devait s'étendre à Choiseul , dont on envenimerait astucieusement la conduite , et opérer son expulsion. Enfin , il s'attendait à un arrêt rendu contre d'Aiguillon , ce qui anrait éloigné du

1770.

1770. ministère un concurrent redoutable par la souplesse de son esprit.

Il est difficile d'adopter tous ces peut-être. Maupeou était probablement de bonne foi. Les magistrats de Rennes, ne chargeant pas le duc d'Aiguillon au commencement de la procédure, purent tendre au ministère un piège dans lequel il fut pris. Il se présenta des témoins dans la suite, dont les dépositions devinrent plus graves.

Des lettres-patentes attribuèrent au parlement de Paris la connaissance du procès du duc d'Aiguillon. Le roi voulut assister aux séances de la cour des pairs ; en conséquence, on décida de les tenir à Versailles. La première eut lieu le 4 avril : on lut les informations faites par le parlement de Bretagne. Le procureur-général reçut ordre de prendre ses conclusions.

Dans la séance du 7 avril le procureur-général rendit plainte. La procédure de Bretagne fut cassée comme incompétente envers un pair de France. On ordonna d'autres informations, alors ce procès se présenta sous une face à laquelle on ne s'attendait pas. D'autres preuves furent administrées, elles se trouvaient liées avec des ordres émanés du trône. Des arrêts du conseil se trouvaient annexés à la déposition de plusieurs témoins. Il devenait difficile de les séparer pour décréter la procédure ; sous ce prétexte, les amis du duc d'Aiguillon engagèrent le roi à rompre le fil de

cette affaire. Le mariage de Louis XVI, célébré le 16 avril, vint faire une diversion. 1770.

7. On donna à cette occasion des fêtes extrêmement coûteuses ; celle de la ville de Paris était fixée au 50 mai. On tira le feu d'artifice sur la place Louis XV ; à ce feu succéda une illumination sur les boulevards du nord. La foule des spectateurs , répandus dans les Champs-Élysées , ne pouvait rentrer dans l'intérieur de Paris que par la rue Royale et par le quai. La rue de Rivoli n'existait pas encore. Un grand nombre de voitures , placées inconsiderément sur le quai des Tuileries , en obstruait la circulation ; cet inconvénient augmenta la foule des individus qui défilaient vers la rue Saint-Honoré et les boulevards par la rue Royale. Elle n'était pas entièrement bâtie : large du côté de la place comme elle l'est aujourd'hui , elle allait se rétrécissant vers la rue Saint-Honoré ; toutes les maisons qui devaient former son alignement n'ayant pas été abaissées , cette rue présentait l'aspect d'un entonnoir. Dans cette disposition du local , il entraît plus de monde à la fois du côté de la place , qu'il n'en pouvait sortir du côté de la rue Saint - Honoré. Ce fut la cause de l'affreux désastre de cette nuit malheureuse : on entendait des cris tumultueux , le bruit général fait par une foule immense couvrait tout accent particulier. Les individus , pressés au milieu de la rue , ne pouvaient avancer ni reculer : plus de douze cents infortunés périrent

1770. dans cette presse ; tous avaient été étouffés. J'ai vu cet événement sinistre troubler toutes les imaginations par l'idée d'un redoutable avenir. Je condamnais ces pressentimens , ils ne se sont que trop réalisés.

8. Pendant les fêtes de Versailles , on avait déterminé le roi à casser une procédure dans laquelle des accusations capitales s'amoncelaient sur la tête du duc d'Aiguillon. Un lit de justice fut tenu à Versailles , le 25 juin. Maupeou y déclara que le roi , ayant reconnu avec indignation dans la procédure une animosité révoltante et des tentatives criminelles contre l'autorité royale , suspendait toute recherche ultérieure et imposait un silence absolu sur le tout. Des lettres-patentes données à ce sujet furent enregistrées.

Avant de venir à Versailles , le parlement avait déclaré par un arrêt , qu'il ne reconnaîtrait jamais comme justifié un accusé déclaré absous dans un lit de justice. Le roi crut annuler les suites de cet arrêt , faisant défense aux princes et aux pairs de prendre part aux procédures continuées par le parlement dans cette affaire. L'absence des pairs n'empêcha pas les magistrats de déclarer , par un second arrêt , le duc d'Aiguillon gravement inculpé , et comme tel suspendu de la pairie jusqu'au moment où , par un jugement rendu par la cour des pairs , selon les formes légales , il se fût pleinement justifié.

Maupeou ne prévoyait pas ce coup de vigueur.

En vain un arrêt du conseil cassa celui du parlement, il n'en continuait pas moins ses procédures. Plusieurs cours souveraines rendaient des arrêts contre d'Aiguillon. Le monarque, ne sachant plus comment se tirer de ce labyrinthe, las d'errer à l'aventure, de tomber de piège en piège, se confia absolument au chancelier, voulant éprouver si, lui confiant son autorité, il sortirait victorieux de cette lutte. Maupeou n'avait aucun plan fixe, il connaissait assez les hommes pour calculer jusqu'où on peut les mener par l'appât des récompenses ou la crainte des châtimens. Une séance fut tenue au parlement de Paris. Louis XV fit enlever du greffe tous les papiers concernant la procédure de Bretagne. Il défendit de nouveau aux magistrats, sous peine de forfaiture, de délibérer désormais sur cet objet.

Après le départ du roi, le parlement rédigea des remontrances, où les droits de la justice furent développés avec énergie. Un lit de justice est tenu à Versailles le 7 de décembre, le duc d'Aiguillon y assista au rang de sa pairie. Un édit y fut enregistré, dans lequel le roi défendait au parlement d'employer les termes d'unité, d'indivisibilité et de classes du parlement, de cesser le service hors des temps ordinaires, de donner sa démission en corps, et de rendre des arrêts dont les suites pourraient retarder les effets de sa volonté.

De retour à Paris, les magistrats protestent con-

1770. tre l'édit enregistré en lit de justice, déclarant que dans leur douleur profonde leur esprit n'est pas assez libre pour décider de la fortune et de l'honneur des citoyens ; et qu'ils se croient obligés de suspendre leur service ordinaire : le roi leur ordonne de le reprendre, les magistrats font des remontrances : le roi refuse de les recevoir, qu'auparavant le parlement n'ait repris ses fonctions judiciaires ; le parlement refuse de juger des causes avant que le roi ait écouté ses remontrances.

Depuis plusieurs jours durait cet étrange combat entre un monarque voulant donner sa volonté pour loi de l'état, et un corps de magistrats résistant quatre fois à cette volonté arbitraire. Paris était dans l'attente ; les grands seigneurs prêchaient l'obéissance passive envers le roi, dans l'espoir de se procurer le même avantage dans leurs terres ; le clergé, ennemi d'un corps constamment opposé à ses projets de domination, le dévouait au sort des jésuites. Les peuples accablés d'impôts s'intéressaient peu à des juges que leurs prérogatives seules semblaient échauffer ; les gens éclairés craignaient qu'à de grands changemens ne fussent attachés de grands dangers. Les parlemens avaient souvent exercé leur autorité en faveur d'eux-mêmes et pour en étendre les ramifications ; cependant en plusieurs circonstances ils en avaient fait un meilleur usage. Sans examiner les droits de ce corps antique, voyant en lui une barrière contre

le despotisme ministériel, ils prévoyaient avec inquiétude que cette barrière abattue ne serait pas remplacée. 1770.

Dans cette crise, les magistrats s'attendaient chaque nuit à être arrêtés, ils s'étonnaient chaque matin de se voir libres (1).

9. Cette contestation faisait oublier les procès du duc d'Aiguillon, des Caradeux et des Charrête : une autre intrigue, ou plutôt la même intrigue sous une autre forme, occupait la cour ; le crédit de Choiseul baissait, miné par les efforts de d'Aiguillon, de Richelieu et de Maupeou. La favorite attaquait le ministre avec les armes du ridicule. Richelieu et d'Aiguillon, connaissant la répugnance du roi pour une nouvelle guerre, lui faisaient entendre que Choiseul s'étudiait à fournir aux Anglais les occasions de recommencer les hostilités. Maupeou parlait au roi de son ministre comme du soutien des parlementaires. Cette tournure produisait sur l'esprit du roi tout l'effet que Maupeou en attendait ; Louis XV avait dès-lors avec son ministre les seules relations exigées par la marche des affaires ; il fut enfin sacrifié à ses ennemis. Le duc de Praslin, enveloppé dans la disgrâce de son cousin, fut congédié par cette lettre laconique : « Je n'ai plus besoin de vos services ; je vous exile à

(1) On commença cette année à éclairer Paris avec des réverbères. On employait auparavant à cet usage des chandelles placées dans des lanternes de forme ovale.

1770. Praslin , où vous vous rendrez dans les vingt-quatre heures ».

Depuis l'exil des Choiseul , le parlement reprit en effet son service ordinaire , sans néanmoins se désister de ses protestations. Maupeou , suivant plusieurs mémoires contemporains , s'était servi du prince de Condé pour persuader aux magistrats que , s'ils reprenaient leurs fonctions , le roi retirerait les édits contre lesquels ils réclamaient. De nouvelles lettres de jussion ne tardèrent pas à leur enlever cet espoir. Le parlement reste de nouveau chambres assemblées ; voulant lier ses intérêts à ceux de la nation , il s'occupait de divers objets d'une utilité générale. La cherté du pain paraissait la plus essentielle ; il en recherchait un peu tard les causes ; son zèle , dans cette circonstance , était présenté au roi comme une entreprise contre l'autorité royale ; le dénouement de ce drame politique approchait.

1771. Durant la nuit du 19 au 20 janvier , tous les membres du parlement sont éveillés à la même heure. Des mousquetaires leur portent l'ordre de reprendre leurs fonctions , de répondre par écrit , oui ou non , sans adoucissement , sans périphrase. Quarante magistrats signèrent oui ; tous les autres signèrent non. Les premiers , réunis le lendemain à leurs collègues , désavouèrent leur nocturne signature. La démarche du roi avait surpris le parlement , celle du parlement n'étonna pas moins le roi. Trop avancé , il ne voulait pas reculer. On

éveille de nouveau les magistrats la nuit suivante. Un huissier signifie à chacun d'eux un arrêt du conseil, ordonnant la confiscation de leur charge. Un mousquetaire leur présente une lettre de cachet. Ils étaient exilés dans des lieux éloignés les uns des autres.

Maupeou comptait sur les présidens à mortier attachés à l'importance de leurs charges, dont quelques prérogatives rivalisaient avec celles des ducs et pairs. Il comptait encore sur un grand nombre de conseillers de grand'chambre pensionnés de la cour, et sur les conseillers-clercs, par l'espoir des bénéfices. Avec ce secours, il se croyait en mesure de former aisément un autre parlement. Il fut trompé dans son attente. Tous les magistrats se rendirent dans le lieu de leur exil. Comment les remplacer ? L'embarras devait augmenter si tous les parlemens s'élevaient de concert contre l'évidente injustice déployée par le chancelier.

Toutes les cours de justice pouvaient simultanément rester assemblées ou déclarer qu, ne pouvant remplir leurs fonctions suivant le vœu de leur conscience, elles étaient forcées d'y renoncer. La suspension de la justice dans la France entière serait devenue une véritable calamité. Maupeou employa la souplesse du génie de Mazarin : il fit répandre le bruit, par ses émissaires, que la suspension des affaires particulières était la faute capitale du parlement, sans laquelle on n'aurait pu le casser, et qu'il désirait fort de voir les autres parlemens imi-

1771. ter celui de Paris. Ces propos insidieux firent leur effet. Les parlemens se réduisirent à des remontrances , on ne les écoutait pas.

Des conseillers d'état et des maîtres des requêtes rendirent provisoirement la justice à Paris. On se plaignait depuis long-temps de plusieurs abus : le premier était le ressort trop étendu du parlement de Paris ; le second , la taxation arbitraire des épices ; le troisième , la vente des offices de judicature.

Six cours supérieures furent instituées dans Arras, Blois, Châlons-sur-Marne, Clermont, Lyon et Poitiers. Le chancelier annonça que les offices de magistrature seraient désormais un don du prince , la récompense des longs travaux , et que les épices seraient supprimées. Les lettres-patentes , portant création des six nouveaux conseils supérieurs , furent enregistrées par la commission provisoire chargée de remplacer le parlement.

Maupeou s'occupait alors à composer le nouveau parlement de Paris. Il n'avait pas prévu toutes les difficultés de cette entreprise ; cette cour devait être réduite à soixante-quinze membres ; il ne se présentait que des gens sans talens, sans fortune , plusieurs sans probité. Les hommes les plus convaincus des vices attachés aux anciennes institutions y tiennent cependant par les liens de l'habitude ; on redoute les changemens que l'opinion publique n'a pas amenés. D'ailleurs la révolution dans la magistrature était-elle sans retour ? Chacun

On faisait cette question difficile à résoudre. Un grand nombre de jurisconsultes auraient tenu à honneur dans d'autres circonstances de solliciter des places dans les nouveaux tribunaux; ils étaient retenus par la crainte des *revenans*; c'était le terme dont on se servait alors. 1771.

J'ai parlé plusieurs fois des luttes scandaleuses entre le parlement et le grand conseil. Maupeou, profitant de cette disposition, persuada au plus grand nombre des membres du grand conseil de se venger avec éclat, en prenant la place du corps détruit. Les difficultés s'évanouirent tout-à-coup : le nouveau parlement fut installé.

Maupeou négociait avec les membres des autres cours souveraines; sa souplesse devait vaincre la molle résistance d'une classe d'hommes occupée de ses intérêts et de ses plaisirs au moins autant que de ses devoirs. Le chancelier s'attachait surtout à maintenir Louis XV dans des sentimens haineux envers ce qu'on appelait *l'ancienne robe*. Les magistrats qui n'obéissaient pas assez promptement aux ordres de la cour étaient destitués. Si quelqu'un blâmait de vive voix ou par écrit les opérations du chancelier, il était enlevé et enfermé. Par des ressources de ce genre, Maupeou parvint à intimider ou à corrompre une grande partie des magistrats.

En moins d'un an, tous les parlemens furent anéantis et recréés, à l'exception de celui de Rouen entièrement supprimé. Deux conseils supérieurs

1771. prirent sa place ; l'un siégea à Rouen , l'autre à Bayeux. La machine de la justice ainsi remontée , Louis XV goûta pour la première fois la satisfaction de n'éprouver aucun obstacle dans l'exécution de ses volontés. Il fit enregistrer tous les impôts inventés par le génie fiscal , et les étendit suivant son bon plaisir.

10. On avait paru s'intéresser à Vienne durant l'hiver au rétablissement de la paix entre les Russes et les Turcs. La grandeur des sacrifices exigés des Ottomans arrêta les négociations. L'armée turque , deux fois vaincue , gardait cependant les bords du Danube. La peste ravageait plusieurs provinces de Russie et de Pologne. Ce fléau formait un obstacle aux progrès de l'armée du maréchal de Romanzow.

Une armée russe avait pénétré en Arménie ; elle fut forcée d'en sortir. Les Turcs construisaient des vaisseaux. Tout annonçait une résistance opiniâtre.

On voyait la guerre sur le point d'éclater entre les Espagnols et les Anglais , au sujet de quelques petites îles appelées par les Anglais les îles de Falkland. Cette contestation fut regardée comme une des causes de l'exil de Choiseul ; il engageait l'Espagne à maintenir ses droits sur ces îles. L'Espagne aurait commencé la guerre , la France s'y serait trouvée engagée en vertu du pacte de famille. La cour de Madrid , abandonnant aux Anglais les îles de Falkland après l'expulsion du

principal ministre, confirmait cette assertion. Elle atténua dans l'opinion publique la réputation de Choiseul, donné comme un homme d'un talent supérieur par tous ceux auxquels son élévation était utile, et dont le ministère fut un véritable fléau sous le rapport de son excessive prodigalité. Elle contrastait avec la situation obérée de la France, et eût même été blâmable dans des temps plus prospères.

Toute dissipation inutile des deniers publics conduit à faire échouer les vues les plus généreuses des administrateurs en faveur de la prospérité des empires. Le gouvernement le plus redoutable à ses voisins est celui dont l'économie habituelle sait ménager des ressources pour les dépenses imprévues. Les artificieuses combinaisons, employées par Choiseul à troubler la tranquillité de l'Europe, étaient également fausses aux yeux de la politique et à ceux de la raison. Gravier de Vergennes, ambassadeur de France à Constantinople, pressé d'engager la Porte à déclarer la guerre à la Russie, écrivait au duc de Choiseul : « J'armerai les Ottomans quand vous voudrez. Ils seront battus. Cette guerre rendra contre votre intention la Russie plus puissante ». Ce négociateur se montrait supérieur en politique à Choiseul.

Un soldat de mœurs austères obtint le ministère de la guerre. Le marquis de Monteinard, retiré dans sa campagne aux environs de Gre-

1771. noble, philosophait avec ses amis lorsqu'un courrier du cabinet lui apporta sa nomination ; il monta en voiture sans laisser lire sur son visage les raisons qui l'obligeaient de partir brusquement pour Paris. Ce ministre, obligé de porter un œil scrutateur sur les énormes déprédations autorisées par son devancier, allait se faire des ennemis de la plupart des individus dont il était entouré. A peine en place, on parlait de le renvoyer. Louis XV, convaincu intérieurement de la bonté des vues de son nouveau ministre, le défendait contre la cour entière. « Enfin, disait-il un jour, Monteinard sera sans doute contraint de se retirer, je suis le seul qui le soutienne ». Monteinard se retira en effet en 1774, et eut pour successeur le duc d'Aiguillon.

Boynes remplaça le duc de Praslin dans le ministère de la marine : c'était un homme de robe connaissant peu les fonctions de son nouvel emploi ; il recevait la marine dans un état florissant. On comptait dans les ports soixante-quatre vaisseaux et cinquante frégates ; mais on manquait de matelots et surtout d'officiers expérimentés. Boynes voyait dans la constitution de la marine le germe dont le développement nuisait d'une manière invincible au succès des opérations nautiques, ayant fait d'infructueux efforts pour changer l'esprit d'un corps indiscipliné, il voulait saper par ses fondemens le régime entier de la marine. Son projet était d'instituer une école d'élèves, pépinière générale de sujets destinés à remplir les places du génie,

de l'épée et de l'administration. Des preuves de noblesse n'étant pas exigées des aspirans à cette école, insensiblement se fût anéantie la hauteur insultante des gardes-marines, source des mauvaises qualités déployées par ces militaires avançant en grade. On devait placer ces écoles au Hâvre et à Marseille. Ce changement aurait anéanti l'antipathie invétérée entre la marine d'épée, la marine de plume et la marine marchande.

Trop de précipitation détruisit ces améliorations traversées par les intrigues de toute la haute noblesse. Le ministre fut renvoyé; les officiers de la marine royale prouvaient, par leur joie insultante, combien ils redoutaient de sa part une réforme devenue indispensable.

Une agitation générale en Europe rendait le ministère des relations extérieures difficile à remplir: il fut confié au duc d'Aiguillon, au grand étonnement de la France entière. Des écrits virulens se succédaient sur son compte. Plusieurs ministres étrangers parurent d'abord indécis s'ils communiqueraient avec lui. Ils se ployèrent ensuite aux circonstances dans une cour où rien ne résistait au vent de la faveur. D'Aiguillon ne manquait pas de talens; cependant il vit d'un œil indifférent le partage de la Pologne; peut-être regardait-il la désunion qui semblait à la veille de se mettre entre les cours partageantes, comme devant, sans secours étrangers, sauver ce malheureux pays. L'épuisement des finances françaises pouvait aussi le per-

1771. suader qu'il valait mieux pour la gloire de la France ne prendre aucune part à cet événement, que d'y jouer un rôle secondaire.

Bertin, ancien contrôleur-général, administrait les loteries, la poste, les écoles vétérinaires : sa principale occupation consistait à surveiller les intérêts de Louis XV dans le commerce des blés. Ces détails donnaient peu de prise aux intrigues auliques. On paraissait surpris du grand crédit d'un ministre chargé d'aussi minces détails. Quelques esprits clairvoyans avaient le nœud de l'énigme ; ils en parlaient peu, on ne les écoutait guère. Tous les individus admis dans la familiarité du roi connaissaient la minutieuse exactitude avec laquelle ce prince séparait dans sa personne les intérêts du monarque de ceux de l'individu. Montaignard, Boynes, d'Aiguillon, la Vrillière étaient les ministres du roi, et Bertin celui de Louis XV. Il gérait ses affaires personnelles ; il veillait sur sa caisse toujours remplie, malgré la pénurie du trésor public.

Tel était le principe caché de l'intimité subsistante entre le roi et Bertin : il fournissait aux besoins des filles naturelles du roi élevées dans diverses communautés religieuses ; il payait leur dot quand on les mariait. Ces détails lui procuraient des relations suivies avec la comtesse Dubarry : elles augmentaient sa faveur auprès du prince.

Louis XV s'occupait avec une minutieuse exactitude du commerce des blés. Les individus, ad-

mis dans ses petits appartemens, voyaient sur sa cheminée les bulletins exacts du prix des grains, jour par jour, dans les principaux marchés. Les tribunaux, autorisés en apparence à poursuivre les auteurs de la cherté du blé, se trouvaient arrêtés par une main invisible. Les recherches faites à ce sujet furent même comptées pour une des causes de la destruction des parlemens. 1771.

Terray était contrôleur-général depuis 1769 ; un autre, dans l'état de dilapidation dans lequel les finances se trouvaient, ne les eût pas peut-être mieux conduites que lui. Il dut sa mauvaise réputation à des opérations fiscales auxquelles la nécessité le conduisait.

De tous les édits enregistrés dans les cours supérieures de la création de Maupeou, le plus critiqué fut celui qui ordonnait la prorogation de deux vingtièmes et de deux sous pour livre du dixième : les sarcasmes pleuvaient sur le contrôleur-général. « M. l'abbé, vous prenez dans les poches, lui disaient les courtisans ». Il répondait froidement : « Je ne saurais prendre ailleurs ». Terray eût échappé à toutes les clameurs, s'il avait pu rejeter cet impôt avec celui de la taille payé par le peuple seul. La force des choses ne le permettait pas.

11. Le prince royal de Suède se trouvait à Paris dans le temps où le chancelier de Maupeou détruisait la magistrature. On comptait parmi les causes de son voyage le projet formé par lui de donner plus d'extension à l'autorité royale en Suède, et la

1771,

nécessité de conférer à ce sujet de vive voix avec le duc de Choiseul. Six mois s'écoulèrent avant le remplacement de ce ministre par le duc d'Aiguillon. Ce délai procura au prince royal de Suède l'occasion de négocier directement avec Louis XV. Les quatre chambres des états de Suède, malgré les efforts de la cour de Paris, avaient conclu avec le roi de Prusse une paix particulière en 1762. Cette conduite avertissait le ministère français combien il était plus aisé de maîtriser les ministres d'un roi, que les représentans d'une nation libre. On avait proposé en 1763, de la part de Louis XV, au sénat de Stocholm de conclure un nouveau traité d'alliance avec la France pour dix ans, durant lesquels les Suédois devaient recevoir un subside annuel de quatre millions cinq cent mille francs, promettant de tenir à la disposition de la cour de France une escadre de six vaisseaux de ligne et de quatre frégates. Les Russes et les Anglais mirent de concert des obstacles à la réussite de cette négociation. Les tiraillemens politiques occasionnés dans la marche du gouvernement suédois par les intrigues en sens contraire des cours de France, d'Angleterre et de Russie, amenèrent la convocation d'une diète extraordinaire en 1765. Le résultat n'en fut pas favorable aux intentions du ministère français. La diète ordonna au sénat de conclure un traité d'amitié entre la Suède et la Russie. Un des articles de cet acte diplomatique garantissait la constitution suédoise.

Suivant les capitulations existantes depuis de longues années entre les gouvernemens de France et de Suède, ils s'engageaient respectivement à conclure d'un commun accord leurs alliances avec les cours étrangères. Les ministres de France regardant les opérations du sénat de Stocholm comme la rupture de ces capitulations, tout paiement d'arrérages d'ancien subside fut suspendu. Le ministre de France à Stocholm reçut ordre de notifier au sénat que les marchands suédois seraient privés des prérogatives dont ils jouissaient en France, s'il contractait une alliance avec la cour de Londres.

A cette mesure, le duc de Choiseul avait joint celle d'envoyer beaucoup d'argent au roi de Suède. Les ministres britanniques ne disposaient pas à leur gré comme ceux de France de la fortune publique. Leurs argumens devaient être moins concluans. Les trésors de la France procuraient au monarque suédois de nombreux partisans, surtout dans l'ordre de la noblesse. Les uns faisaient redouter aux habitans des campagnes une augmentation d'impôt, si on perdait le subside payé par la cour de France. D'autres annonçaient que les manufactures de Suède allaient être sacrifiées à celles d'Angleterre. « Le remède à ce désordre, disaient-ils, est de congédier promptement la diète actuelle, d'en convoquer une nouvelle et de remettre entre les mains du roi une partie du pouvoir attribué au sénat ».

1771. Un homme à tête chaude, nommé Hoffman, excita un mouvement populaire. La manifestation des circonstances de cette conspiration échouée couvrit de confusion les partisans de la France. La diète, après avoir fait décapiter les principaux coupables, jeta sur cette affaire le manteau d'une amnistie. L'influence de la cour de Paris baissait rapidement. Peut-être eût-elle été absolument détruite, si, dans cette occasion, les ministres de Londres et de Pétersbourg avaient été autorisés à suppléer aux subsides de la France. La diète termina ses séances : les choses changèrent alors. Les partisans de la cour de France employaient leurs intrigues à déterminer le sénat d'en convoquer une nouvelle. Le sénat négociait avec le ministère britannique. Il n'osait signer une alliance nouvelle sans présenter aux Suédois une indemnité capable de balancer aux yeux de la multitude les offres de la France. Les ministres britanniques tergiversaient. Le roi de Suède se porta à une démarche dont les suites pouvaient perdre à jamais la maison royale. Renouvelant la conduite tenue en 1537 par Gustave Vasa, lorsqu'il voulait réunir au domaine de la couronne de Suède les biens du clergé romain, il déclara sa résolution d'abdiquer la couronne; à cette nouvelle, une générale consternation se répandait. La défiance resserrait le numéraire; les ouvriers manquaient d'ouvrage. Les partisans de la cour augmentaient les murmures du peuple par leurs sinistres pronostics. Des négoc-

cians faisaient hausser le prix du change ; ils arrêtaient par cette manœuvre les travaux des forges. 1771.

Le sénat , persuadé que le roi ne se déterminerait jamais à signer un acte formel d'abdication , se défendait de convoquer une diète extraordinaire. La cour n'était pas sans inquiétude. Le roi témoignait à l'ambassadeur de France combien lui paraissait hasardeuse la démarche d'abdiquer la couronne. Le ministre français le rassura, non sans peine. Enfin, Frédéric-Adolphe envoya des lettres-patentes au sénat le 12 décembre 1768. On y lisait : « Des opérations inconcevables entraînent la décadence des forges, des manufactures, et même de l'agriculture en Suède. Je ne veux pas rendre mon gouvernement odieux aux Suédois ; si vous refusez de convoquer une diète extraordinaire dans laquelle on prenne des mesures propres à remédier à ces désordres , je me démetts du gouvernement. Je défends qu'il soit fait mention de mon nom dans les délibérations du sénat ».

Tous les corps , chargés des divers détails de l'administration publique , se composaient , en grande partie , de partisans de la cour. Ils déclaraient que , par les lois fondamentales , la Suède devant être gouvernée conjointement par le roi et le sénat , ils allaient suspendre l'expédition des affaires , à moins que le sénat ne convoquât promptement une diète extraordinaire : le sénat se vit forcé d'ordonner cette convocation. L'ouverture de la nouvelle diète fut fixée au 19 avril 1769. Le roi

1771. reprit l'exercice de la régence. On ne parla plus pour le moment du traité d'alliance avec la cour de Londres.

Tous les partis dirigeaient l'élection des membres de la nouvelle diète suivant leurs intérêts. Le ministre de France promettait douze millions si la Suède entraît de bonne foi dans les vues de Louis XV. La cour de Madrid offrait une somme considérable. Les ministres de France et d'Espagne se concertaient en même temps pour détacher le roi de Danemarck des intérêts de la Russie et de l'Angleterre. On présentait aux négocians de Copenhague la perspective d'être autorisés à transporter des nègres dans les colonies espagnoles.

On ne possédait pas probablement dans le cabinet de St.-James les moyens de balancer les offres magnifiques des cours de France et d'Espagne. La majorité parmi les députés de la noblesse, du clergé et de la bourgeoisie, se déterminait en faveur de la cour dès l'ouverture de la diète. La faction, appelée des *bonnets* (1), conservait de l'ascendant dans le seul ordre des habitans de la campagne. Le comité secret fut entièrement formé dans le parti appelé des *chapeaux*; il commença ses fonctions en déposant la plupart des sénateurs. La cour de France paraissait l'arbitre du pouvoir

(1) On appelait *bonnets* les hommes décidés à conserver la constitution de la Suède; ceux qui voulaient la renverser étaient connus sous le nom de *chapeaux*.

exécutif, les cours rivales réservaient leurs forces pour repousser les assauts dont la constitution était menacée. Les *chapeaux* se séparaient en deux partis dont les vues différaient essentiellement ; un de ces partis entraînait dans tous les projets de la cour, l'autre voulait seulement déposséder les sénateurs actuels, prendre leurs places, et conclure une alliance avec la France, sans toucher à la constitution. 1771.

Le ministre de France augmentait clandestinement les partisans de la cour dans les quatre ordres, en répandant l'or à pleines mains. Cependant la proposition ayant été faite d'investir le roi de la disposition des principaux emplois civils et militaires, cette brèche à la constitution excita un murmure général. Ce projet fut rejeté. On ne réussit pas davantage dans le dessein d'investir le roi et le sénat du pouvoir de contracter des alliances avec les puissances étrangères dans l'intervalle des diètes, et de commencer une guerre. Cependant, dans les instructions données par le comité secret pour régler la conduite du sénat, après la séparation de la diète, les propositions de la cour de Paris étaient favorisées. Louis XV fut instruit que, si ses intentions n'avaient pas été complètement remplies, elles le seraient dans la prochaine diète de 1771, si on continuait de procurer de l'argent au roi. Le prince royal, n'osant confier à aucun individu une commission aussi délicate, s'était chargé lui-même d'en négocier les développemens

1771. à la cour de France. Les ministres de Londres et de Pétersbourg, parfaitement instruits de ces secrètes intentions, les contrariaient dans Stocholm en s'adressant secrètement à ceux des *chapeaux*, attachés à la constitution de Suède. Ils leur faisaient envisager une étroite alliance avec l'Angleterre, comme le seul moyen de prémunir cette constitution contre les efforts des ministres de Louis XV.

Frédéric Adolphe, roi de Suède, termina sa vie dans ces circonstances. Une diète devait être convoquée, suivant la constitution, trente jours après cet événement. L'absence du nouveau monarque, et la nécessité de lui laisser le temps de terminer les arrangemens économiques négociés par lui dans Versailles, engagèrent le sénat à renvoyer au mois de juin l'ouverture de cette assemblée. Gustave III fut proclamé roi de Suède. Il parcourait sa vingt-cinquième année. Ce prince tenait de la nature le germe des talens qui classent les hommes : une éducation, appropriée à la situation délicate dans laquelle il pouvait se trouver, lui permettait de les mettre en usage dans toute leur étendue. La douceur de son éloquence, ses manières engageantes, et une adresse affectueuse, lui gagnaient les cœurs de ceux qui ne le voyaient qu'en public : la diversité de ses connaissances et la solidité de son jugement excitaient l'admiration des individus qui l'approchaient de plus près. On ne soupçonnait pas en lui ce génie pour la politique dont les suites lui

coûtant la vie. Sous une modération apparente, il cachait une profonde ambition : couvrant avec art ses projets contre la liberté du peuple dont il était le chef, ils échappaient à la pénétration la plus déliée. 1771.

Il était impossible de méconnaître les abus de la constitution suédoise : le défaut d'équilibre entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif frappait tous les regards. L'accumulation de la puissance législative, exécutive et judiciaire dans la diète ; l'extrême difficulté avec laquelle une puissance aussi vaste et aussi disparate pouvait être exercée, sans rompre tous les ressorts de l'état, dans une assemblée composée de quatre ordres, dont les intérêts se croisaient perpétuellement ; l'organisation défectueuse du sénat dont l'influence, circonscrite par la loi dans l'intervalle d'une diète à l'autre, franchissait ces bornes, et dominait par la voie de la corruption sur la diète suivante ; tout cela formait un chaos inextricable. Les Suédois éprouvaient pendant les diètes les désordres attachés au choc tumultueux des passions discordantes, et, dans l'intervalle des diètes, le sénat faisait sentir la rigueur de l'oppression, compagne ordinaire d'un gouvernement olygarchique. Le roi, loin d'être le lien qui devait attacher ensemble les faisceaux épars de la société, n'avait aucune volonté. Gêné au-dehors par les plus fortes entraves, éprouvant des désagremens dans l'intérieur même de sa famille, on devait juger que, s'il se présentait

1771. un prince à grand caractère, il changerait situation, profitant des tiraillemens causés dans la machine de l'administration par la discordance des rouages.

Gustave, dans le commencement de son règne, paraissait content de la portion d'autorité dont la constitution l'investissait: on le voyait saisir toutes les occasions de se glorifier du titre de premier citoyen d'un pays libre. Ces assurances entraient dans son plan. Il fallait couvrir de fleurs les changemens préparés en Suède. Son affabilité touchante étendait sa réputation de popularité dans les provinces les plus éloignées de sa capitale. Trois fois par semaine il donnait audience publique; les pauvres étaient écoutés par lui avec la tendresse d'un père; il paraissait prendre à leur bonheur cet intérêt, partagé rarement par les hommes placés par la supériorité de leur rang ou de la fortune au dessus des autres. Dans la ferveur de la reconnaissance des Suédois, quelle impression aurait fait sur des hommes sans artifice l'idée que l'ambition était le principe d'un langage expansif, dont la plus active bienveillance indiquait la source. La constitution paraissait être la boussole du roi. Cette disposition inspirait au plus grand nombre de Suédois une entière sécurité; quelques-uns cependant éprouvaient des doutes. On observait les étroites liaisons de Gustave avec la cour de France. Cette cour se contentait auparavant d'entretenir à Stocholm des ministres du second rang: on y fit passer le comte de Vergennes

gennes à son retour de son ambassade à Constantinople. Ce choix indiquait l'importance de la commission dont le nouveau ministre était chargé.

1771.

La diète s'assemble ; les *bonnets* obtenaient la prépondérance dans les chambres des prêtres, des bourgeois et des villageois. Les *chapeaux* dominaient dans celles des nobles. Ils comptèrent le maréchal de la diète parmi leurs partisans. Ce choix devint très-utile au roi. Une partie des *chapeaux* ne se proposait pas de renverser la constitution, comme je l'ai déjà observé, mais tous voulaient conserver les largesses de la cour de France ; les pouvoirs qu'ils tenaient de la constitution étaient leur seul titre à ces largesses, ils se gardèrent bien de perdre ce titre en renversant la constitution.

Gustave comptait dans la diète des amis très-zélés, ils ne formaient pas le plus grand nombre, leurs efforts n'empêchèrent pas les *bonnets* de dominer dans le comité secret investi de la direction générale des affaires. Le roi se trouvait dans une position embarrassante ; les *bonnets* se voyant en majorité dans trois chambres, tout annonçait aux partisans de la France la perte de leurs emplois ; leur destitution devait être suivie de la conclusion d'une alliance avec la Russie, l'Angleterre et la Prusse. Cet événement eût enlevé à Gustave tout espoir de renverser la constitution. Il n'était qu'un bruit dans la diète de la prochaine destitution des sénateurs du parti des *chapeaux*. Le

1771. roi retardait ce coup fatal, semant des difficultés sur plusieurs actes de la diète dont la discussion précédait la nouvelle formation du sénat.

Gustave devait signer plusieurs articles constitutionnels avant son couronnement. Ce fut un des premiers objets dont on s'occupa. Une dispute s'éleva entre la chambre des nobles et les trois autres chambres. Suivant une décision du sénat, les nobles seuls pouvaient remplir les grands offices de la couronne ; les trois autres ordres regardaient cette prérogative comme contraire à la constitution, dont les bases appelaient à toutes les dignités tous les hommes de mérite, sans distinction de naissance. Un arrêté, pris à la pluralité de trois ordres contre un, avait force de loi : les nobles éludaient cet article de la constitution. Leurs privilèges, recevant une atteinte par cet arrêté, il exigeait, disaient-ils, le consentement des quatre ordres. Des deux côtés, on refusait de se départir de son opinion : la division se mit dans la diète ; elle augmenta par la proposition faite d'ajouter plusieurs articles nouveaux aux *pacta conventa* signés, en 1751, par Frédéric Adolphe. Le roi fomentait secrètement cette dissidence, paraissant occupé à rapprocher les esprits. Ces troubles paralysèrent la diète durant six mois entiers. Les ordres ne se réunirent pas avant le mois de février 1772.

1772. Une entière confusion dans les affaires publiques faisait sur le peuple une fâcheuse impression. Ou

vantait le désintéressement du roi, dont les nobles efforts luttèrent vainement contre l'anarchie. La diète examina enfin la conduite des sénateurs. Les prêtres, les habitans des villes et ceux des villages exigeaient leur destitution comme ayant trahi la confiance nationale : ce n'était pas le vœu des ministres de Londres et de Pétersbourg ; ils se proposaient seulement d'exclure du sénat le nombre de membres nécessaires pour assurer la majorité au parti contraire. Une mesure plus générale leur faisait appréhender le désespoir des *chapeaux*, dans un temps où la constitution chancelait sur ses bases : leurs remontrances n'eurent aucun effet. Cette faute doit être regardée comme une des causes de la facilité avec laquelle s'écroula la constitution suédoise : les *bonnets*, maîtres du sénat, écoutant trop leur animosité, oubliant qu'un grand nombre de *chapeaux* étaient attachés à la constitution, les expulsèrent généralement de tous les emplois civils, honorables et lucratifs. Ce procédé fit un grand nombre de mécontents ; la plupart se joignirent aux partisans déclarés du roi ; les autres, s'éloignant des affaires, allèrent attendre dans leurs terres la suite des événemens.

Gustave, à l'occasion de son couronnement, avait rassemblé un corps de deux cents officiers, sous les ordres du général comte de Spring-Porten. Il les retint auprès de lui, sous prétexte d'introduire dans l'armée quelques nouveaux exercices militaires, mais, en effet, dans la vue de sonder la

1772. disposition des troupes. Plusieurs mauvaises récoltes successives menaçaient la Suède d'une disette imminente. La diète, ayant fait acheter une grande quantité de blé dans les marchés étrangers, l'avait envoyé aux gouverneurs des provinces, avec ordre de le vendre à des prix modérés aux gens riches, et de le distribuer gratuitement aux pauvres. Les nobles, dont la presque totalité était vouée à la cour, persuadaient aux gouverneurs de leur parti de détourner ces secours; ils attribuèrent ensuite la famine à la mauvaise administration de la diète. Le royaume retentit d'un mécontentement général. Le peuple, préparé par des suggestions insidieuses à un changement dans l'administration, désirait ardemment de le voir arriver. Cependant un nouveau sénat ayant remplacé l'ancien, on renouait les projets d'alliance entre la Suède, la Grande-Bretagne et la Russie. Le roi éloignait la conclusion de ce traité en reproduisant d'anciennes difficultés. Un temps précieux s'écoulait; le roi l'employait à conduire ses desseins à leur maturité.

Le secret de ces desseins commençait à percer. La diète avait reçu plusieurs mémoires à ce sujet. Quelques députés les rejetaient comme dénués de preuves. D'autres voyaient des mesures impraticables dans tous les plans présentés sous leurs yeux. Le plus grand nombre se persuadait que la cour ne pouvait réaliser aucun projet d'usurpation sans être arrêtée dès les premiers pas, et se perdre infailliblement. Des placards, au mois de juillet,

furent affichés durant plusieurs nuits consécutives dans les rues de Stocholm. On y exhortait le peuple à recourir à l'autorité du roi contre la tyrannie de la diète, dont on exagérait les conséquences. Les quatre ordres sortirent de leur stupeur ; le comité secret reçut ordre d'envoyer des commissaires dans toutes les provinces, avec ordre d'éclairer et de détruire les manœuvres contraires à la liberté publique. Ces mesures furent prises trop tard, par la connivence du maréchal de la diète attaché aux intérêts du roi. Les royalistes se montraient offensés des précautions prises contre eux ; le roi déguisait ses intentions de manière à tromper la méfiance elle-même.

Gustave, assuré de la plus grande partie des officiers de la garnison de Stocholm, redoutait un mouvement parmi les troupes répandues dans les provinces. L'armée suédoise consistait principalement dans une milice nationale. Elle se rassemblait en temps de paix sous les drapeaux à certains temps de l'année, et pour peu de jours. Charles et Frédéric, frère du roi, voyageaient dans la Scanie et l'Ostrogothie. Ils se procuraient la bienveillance des soldats et de la multitude, par les mêmes moyens mis en usage par le roi dans Stocholm. Les villageois de ces provinces se montraient mécontents des opérations de la diète relatives à la cherté du blé. La noblesse brûlait du désir de signaler son zèle pour la cause de la couronne. Aucun prétexte n'autorisait un rassemblement de

1772. troupes sur l'invitation des frères du roi, et sans l'autorisation du sénat. Un pareil rassemblement pouvait être considéré comme un crime d'état.

Dans la forteresse de Christianstadt commandait le capitaine Hellichius, dévoué au parti de la cour. Il convint avec les frères du roi de publier un manifeste, dans lequel insistant sur la cherté du blé,

attribuant cette calamité aux puissances étrangères, il engagerait les peuples à porter leurs doléances au pied du trône. Il devait en même temps mettre la forteresse en état de défense. Cet événement inattendu offrait un prétexte au prince Charles de rassembler les milices nationales, et de se mettre à leur tête dans la vue plausible d'étouffer une révolte naissante.

Hellichius publie sa proclamation, le prince Charles paraît aussitôt à la tête d'une armée. On annonçait l'existence dans Stocholm d'une conspiration contre la famille royale, et pour l'établissement prochain d'un gouvernement aristocratique, sous l'influence des Russes, éternels ennemis des Suédois. Ce bruit devait faire une impression d'autant plus grande, que, si le roi eût échoué dans Stocholm, les mesures prises par la diète pouvaient être regardées comme la confirmation de cette conspiration. Le colonel Rusbeek, commandant en Scanie, informé de la révolte d'Hellichius, prend le chemin de la capitale; il y arrive le 16 août durant la nuit. Le comité secret, sur son rapport, ordonne à la bourgeoisie de prendre les ar-

mes , et aux deux frères du roi de rentrer sur-le-champ dans Stocholm. La surprise avec laquelle Gustave reçut la nouvelle du soulèvement d'Hellichius, le chagrin qu'il en témoigna, le zèle avec lequel il secondait les mesures du comité secret , étonnaient le petit nombre de ceux qui suspectaient sa conduite , et trompaient complètement les autres.

Rusbeck, frappé de la bienveillance avec laquelle le roi le reçut , revint en Scanie persuadé de l'attachement de ce prince à la constitution de l'état. Gustave attendait, pour éclater, des nouvelles de l'armée commandée par son frère ; il se conduisait avec une dissimulation sans exemple. Les bourgeois faisaient des patrouilles dans les rues de Stocholm, il voulut partager leur service : telle était son habileté à se concilier les esprits, que, dans l'espace de quelques nuits, les hommes armés par le comité secret pour la défense de la diète devinrent les partisans zélés de la cause du monarque. Le roi négociait par ses émissaires avec les soldats de la garnison et les principaux bourgeois. Les deux cents officiers restés auprès de lui le servirent avec enthousiasme.

Ses projets ne pouvaient être entièrement ignorés des membres de la diète : arrêtés par plusieurs considérations, ils craignaient d'accélérer la révolution par des mesures inopportunes, avant l'arrivée des régimens commandés pour le maintien de la constitution. Ces circonstances forçaient le

1772. roi à précipiter ses démarches. Les vices du gouvernement suédois étant parvenus à leur comble, la violence des partis et l'avidité du gain étouffaient dans tous les ordres de l'état l'amour de la patrie. A ces raisons, si on ajoute la politique délicate avec laquelle le roi pliait les circonstances à ses intérêts, si on fait attention à la vénération conservée de tout temps par les Suédois pour la dignité royale, et qu'une noblesse pauvre et nombreuse désirait l'augmentation du pouvoir royal dans l'espoir d'en partager les avantages, on jugera de la facilité avec laquelle Gustave devait renverser un édifice ébranlé dans toutes ses parties.

Des régimens dévoués aux *bonnets* approchaient de Stocholm : le temps pressait, la réussite des projets du roi dépendait de l'impression que ferait sa première harangue sur l'esprit des soldats de la garnison de Stocholm: si elle hésitait à prendre son parti, il devait envisager une tragique catastrophe: les individus les plus attachés à la cause du roi avaient été avertis, le dix-neuf août, de venir au château. Entouré par cette escorte, Gustave monte à cheval à dix heures, il vient passer en revue un régiment d'artillerie; à son retour, la garde montante et la garde descendante étaient en bataille devant le château. Le roi mande les officiers dans la salle des gardes, il leur parle en ces termes : « Je suis obligé de défendre ma liberté et celle du royaume contre l'aristocratie de la diète. Voulez-vous m'être fidèles comme vos ancêtres l'ont été

à Gustave Vasa, je risquerai ma vie pour votre bien et celui de mon royaume. Tous les officiers prêtèrent serment au roi, trois seulement s'en dispensèrent. Gustave leur ordonna les arrêts dans le château. Il sortit dans l'intention de haranguer les soldats, on le reçut avec des acclamations répétées. Des émissaires royaux répandus dans les rues semaient le bruit que les sénateurs venaient de ravir sa liberté. Les bourgeois prenaient les armes et marchaient au château, ils exprimaient par des applaudissemens leur joie de trouver le roi libre.

Un ordre venait d'être expédié aux deux régimens des gardes et à celui d'artillerie de prendre les armes. Un piquet s'emparait des portes du sénat. La diète n'avait pas de séance ce jour-là; plusieurs députés du parti des *bonnets* voulaient sortir de la ville: les portes en étaient fermées par ordre du roi. Gustave, à cheval, suivi d'un peuple nombreux, parcourait les principaux quartiers de la ville, publiant sa volonté de ramener en Suède l'abondance et le bonheur éloignés par les mauvaises dispositions de la diète. L'aveugle confiance avec laquelle on recevait ses discours lui présageait une réussite complète. Les régimens en marche vers Stockholm avaient reçu ordre de retourner dans leurs garnisons. La précaution, prise par le roi de ne permettre à personne de sortir de la ville, laissait ces troupes dans une ignorance absolue de la révolution présente. Les ordres étaient, dans la forme ordinaire, contre-signés par le secrétaire d'état,

1772. leur exécution n'éprouva aucune difficulté. Une proclamation royale enjoignait aux habitans non armés de rentrer dans leurs maisons. Les *chapeaux* voyaient dans un délire insensé la chute de leurs adversaires, sans songer aux suites de ce changement. Les *bonnets* gardaient un morne silence ; plusieurs même s'empressaient auprès du roi.

Il ne fut pas versé une seule goutte de sang. Gustave, le prince de l'Europe dont le pouvoir était le plus limité, se trouva, en moins de deux heures, monarque presque absolu dans Stocholm. Les mêmes causes produisaient les mêmes effets dans les provinces. Les frères du roi marchaient à la tête d'une armée respectable. Le capitaine Hellichius avait remis aux princes la forteresse de Christianstadt regardée comme une des clefs du royaume ; cependant les soldats et le peuple ne connaissaient pas les principales circonstances de la révolution de Stocholm. Il était de la prudence du roi de n'en pas publier sur-le-champ des nouvelles authentiques. La diète reçoit ordre de s'assembler, le 22 août. Le lieu de ses séances était investi par des soldats. Le roi, assis sur le trône, après avoir peint avec les couleurs de l'éloquence l'anarchie dans laquelle la division des partis plongeait la Suède, et la nécessité d'y porter un prompt remède, s'arrêtant tout-à-coup, s'écrie : « Si quelqu'un parmi vous ose nier ce que j'avance, qu'il se lève et qu'il dépose contre moi ». Il régnait dans l'assemblée un silence profond. Personne ne

l'ayant rompu, un secrétaire lut la nouvelle forme de gouvernement proposée par le roi à l'acceptation de la diète. 1772.

Cet acte renfermait cinquante-sept articles. Les principaux donnaient au roi le droit d'assembler les diètes, et de les dissoudre à sa volonté, de disposer des troupes, des vaisseaux, des finances, des emplois civils, et de proposer les objets sur lesquels seuls les diètes auraient droit de délibérer. Les impôts existans étaient conservés. Le roi, en cas d'invasion ou de nécessité urgente, pouvait les augmenter provisoirement; alors il était tenu de convoquer une diète.

Après cette lecture, le roi demanda le consentement des quatre ordres. Tout se passa avec cette apathie qui caractérisait les lits de justice sous Louis XV. Le maréchal de la diète et les orateurs des trois autres ordres signèrent l'acte. La diète prêta au roi le serment de fidélité dicté par lui-même. La révolution fut terminée en moins d'une semaine sans opposition et presque sans murmure. Si Gustave encourut quelque blâme, changeant la constitution de son pays, sa conduite fut du moins environnée de tous les adoucissemens convenables. Au milieu de l'entreprise la plus hasardeuse, dans un temps où ses pensées devaient être absorbées par des objets de la plus haute importance, il fit prévenir les femmes et les amis des individus, dont il avait été obligé de s'assurer; d'être tranquilles sur leur sort: ils furent en effet rendus

1772. à leurs familles après un petit nombre de jours de captivité.

J'ai cru devoir donner quelque étendue aux détails de cet événement mémorable, moins à cause de son étroite liaison avec la cour de Louis XV, dont les trésors le préparèrent et le mûrirent, que par son analogie avec la révolution de France dont j'ai crayonné l'histoire.

C'était le temps des événemens extraordinaires : tandis que le roi de Suède, dans la vue d'assurer sur sa tête et sur celle de ses enfans le pouvoir monarchique, employait les bienfaits envers le peuple et les doux accueils plus séducteurs encore, d'autres monarques, dont le pouvoir se trouvait cimenté par une longue possession, l'employaient à la destruction des villes et des villages. Leur caprice présidant seul à cette barbarie, ils semblaient n'avoir d'autre but que de se jouer de l'espèce humaine. Par les ordres de l'impératrice de Russie, Catherine II, deux cent mille Russes ravageaient les provinces ottomanes, de la Crimée au Danube, sans autoriser cette dévastation par les prétextes les moins plausibles; mais rien n'égalait le démembrement de la Pologne en pleine paix par la Russie, la Prusse et l'Autriche.

12. La mort du roi de Pologne Auguste III, survenue le 5 octobre 1763, et peu de temps après, celle de son fils, laissaient l'électorat de Saxe en minorité. Le roi de Prusse négociait avec la Russie un traité dont le principal effet devait être le morcel-

lement de la Pologne. Les deux cours, pour parvenir plus facilement à ce résultat, voulant placer sur le trône vacant un prince peu puissant par lui-même, jetèrent les yeux sur le stolnick de Lithuanie, Stanislas Poniatowski. Deux armées prussienne et russe pénétraient en Pologne ; la diète d'élection s'était formée sous le nom de confédération, pour enlever à chaque noble polonais le droit de rompre l'assemblée en prononçant ces trois mots : *nie post vollam* : je ne veux pas. Les deux puissances envoyèrent des ambassadeurs à cette assemblée ; elles avaient pris l'engagement de protéger les dissidens de Pologne contre les catholiques, et de s'opposer à toutes tentatives tendantes à rendre la couronne héréditaire. Stanislas fut élu le 7 septembre 1764. La diète se rassembla à l'occasion du couronnement du nouveau roi. Les princes Czar-torinski, oncles du monarque, voulaient profiter de la forme de confédération encore existante, pour abolir à jamais le *nie post vollam*. Il convenait au contraire à la Russie et à la Prusse de maintenir cette formule qui donnait à chaque noble le droit d'arrêter les opérations d'une diète. Les deux puissances s'opposaient à toute innovation dont les suites pouvaient augmenter la force du gouvernement. Regardant les tentatives des oncles du nouveau roi comme un moyen éloigné de repousser une invasion étrangère, elles cherchaient à élever des troubles dans l'intérieur de la Pologne.

On appelait dissidens, en Pologne, les individus

1772.

1772. qui ne professaient pas la religion catholique romaine. La cour de Russie se déclara leur protectrice pendant la diète de 1765; elle demanda pour eux l'admission à toutes les charges publiques : cette proposition n'eut d'abord aucun succès.

En 1766, le gouvernement de Russie, ayant pris la résolution de soutenir à force ouverte la cause des dissidens, armait de concert avec le gouvernement de Berlin. Ces préparatifs de guerre inquiétaient la cour de Vienne; elle levait des troupes. Le roi de Prusse se déclarait garant de la paix d'Oliva, dans laquelle les immunités des dissidens de la Pologne avaient été assurées. Ces dissidens se confédéraient, soutenus par des corps de troupes russes. Une diète fut convoquée à cette occasion, elle élut pour maréchal le prince Radzivil, persécuté long-temps par la cour de Russie. Cette assemblée ne siégea pas long-temps, elle fut dispersée par une armée russe. L'ambassadeur de Pétersbourg fit enlever et conduire en Russie plusieurs évêques et plusieurs nonces. Il parut alors une déclaration de la cour de Pétersbourg. L'impératrice, parlant des alarmes conçues par la nation polonaise au sujet de l'élévation de Stanislas, protestait d'avoir eu la seule vue d'augmenter la prospérité de la Pologne; mais, que ne pouvant méconnaître l'esprit de domination du nouveau roi et de sa famille, elle exhortait les Polonais à se prémunir contre les efforts de cette ambition. L'intention de Catherine, semant la mésintelligence entre les Polonais et

leur roi, n'était pas encore de renverser Stanislas du trône, elle voulait seulement le dégrader aux yeux de ses compatriotes, le conservant en place comme un instrument utile à ses desseins. 1772.

La cour de Vienne se contentait de se mettre en défense, peut-être songeait-elle dès-lors à tirer parti des dispositions de la Russie et de la Prusse. Il était de l'honneur et de l'intérêt de la France d'arrêter les suites d'une agression capable de changer la balance de l'Europe. Le mauvais état de ses finances et la pusillanimité de la cour excluaient absolument les entreprises mâles et généreuses. On s'en tint à des intrigues obscures en Pologne. Les Polonais se confédérèrent en 1768 dans la ville de Bar, en Podolie. Le plénipotentiaire Willaruski vint, de leur part, à Paris. Le ministère, au lieu d'envoyer à Bar des renforts capables d'augmenter l'énergie polonaise, se contenta d'y faire passer de faibles sommes d'argent. Les Polonais, d'après les mémoires présentés par leur ambassadeur, auraient réuni une armée de quatre-vingt mille hommes. Mal secourus par la France, ils furent battus par les Russes. Un corps de cette nation, poursuivant un parti polonais, brûla une petite ville sur le territoire ottoman. Cet acte d'hostilité avait offert au comte de Vergennes, alors ambassadeur à Constantinople, les moyens d'exécuter les ordres du duc de Choiseul, d'employer toutes ses ressources à déterminer le divan à rompre avec la cour de

1772. Pétersbourg. Le divan somma l'impératrice de Russie de retirer ses troupes de Pologne. Tel fut le motif de la guerre dont l'issue devint funeste aux Ottomans.

C'était une occasion où la cour de France aurait dû réclamer l'assistance réciproque de la cour de Vienne, stipulée par le traité de 1756. La cour de France dans l'état d'alliance avec la maison d'Autriche, ne craignant aucune attaque directe sur le continent, ne pouvait avoir besoin d'une réciprocité de secours qu'en faveur de ses alliés. La position topographique des provinces autrichiennes les mettait en mesure de protéger les alliés de la France, trop éloignés d'elle pour en être secourus efficacement. La moindre diversion en faveur des Polonais ou des Ottomans aurait arrêté les efforts des Russes. La cour de Vienne manifesta d'autres dispositions. Elle feignit en 1769 d'être alarmée des progrès des Russes contre les Turcs. Le roi de Prusse paraissait frappé d'appréhensions non moins chimériques; elles servaient de prétexte à un rapprochement qu'on voulait colorier. L'empereur proposa au roi de Prusse une entrevue en Silésie. Les deux monarques signèrent dans Neiss, au mois d'août, une convention secrète dont le but fut connu dans la suite.

On était surpris à Paris de voir subitement la meilleure harmonie s'établir entre les cours de Vienne et de Berlin. Le ministère français témoignait de l'inquiétude. Les ministres autrichiens employaient

employaient des argumens artificieux. L'Autriche, 1772.
disait-on, ne pouvait se déclarer contre les Russes
sans déterminer le roi de Prusse à faire une di-
version en Bohême, ce qui forcerait la France
d'intervenir dans la guerre. Le but du traité entre
le roi de Prusse et l'empereur était donc de pro-
curer à la France la continuation de la paix. Le
ministère français ne fit plus de nouvelles démarches.
Se bornant à de petits moyens, il envoyait aux
confédérés de Bar des secours insuffisans. La cour
de Vienne contrariait sourdement ces mesquines
opérations. On offrait de payer comptant des armes
et des munitions dont les confédérés avaient be-
soin; elle les refusait; enfin elle manifestait son
but d'entretenir, aux dépens de la France, le feu
de la confédération, mais si faible, qu'elle eût la
facilité de l'étouffer après en avoir tiré plusieurs
avantages pour ses desseins particuliers.

15. Les succès des Russes contre les Otto-
mans commençaient à inquiéter le roi de Prusse.
Il offrait sa médiation et celle de la cour de
Vienne. Les premières propositions furent fai-
tes en 1770 à la cour de Pétersbourg. On don-
na des réponses vagues. Les Ottomans accep-
taient sans balancer les offres de l'empereur et
du roi de Prusse. Ce consentement donna lieu
à une seconde entrevue entre le roi de Prusse
et l'empereur d'Allemagne dans Neustadt. Il était
difficile à ces deux monarques de se concerter.
Les ministres russes, après de vaines promesses,

1772. se montraient entièrement déterminés à continuer la guerre. Les liaisons du roi de Prusse avec la cour de Pétersbourg ne lui permettaient pas de prendre une attitude menaçante, seule capable de donner du poids à sa médiation. Le prince Henri de Prusse se trouvait alors à Pétersbourg ; l'impératrice lui communiqua les conditions auxquelles elle consentait à conclure la paix. Ces conditions étaient inadmissibles. La cour de Vienne rassembla un corps de troupes en Hongrie ; pendant l'année 1771, il occupa le district de Zippy, en Pologne.

Catherine avait promis dans un grand nombre de proclamations de maintenir l'indivisibilité de la Pologne ; malgré cette assurance, le projet du partage de ce royaume commençait à transpirer. Le roi de Prusse sollicitait la cour de Vienne d'y donner son adhésion. L'ambassadeur russe à Varsovie redoublait les traitemens rigoureux envers les Polonais. Le roi devenait un vain fantôme entre deux confédérations, celle des dissidens protégés par les Russes, et celle de Bar, ennemie de la Russie. Les confédérés de Bar, indignés de la pusillanimité du monarque, tentent de l'enlever et y réussissent en 1771 : on fit feu sur lui, on pouvait le retenir prisonnier ; les remords d'un soldat nommé Coëzinsky lui rendirent sa liberté.

Une nouvelle scène politique s'ouvrait à Vienne. La Porte Ottomane offrait à l'empereur un subside de vingt mille bourses et lui cédait la Valachie :

à cette condition , fut signé le 26 juillet un traité, 1772.
dans lequel la cour de Vienne s'engageait à contraindre la Russie de restituer les possessions ottomanes conquises par elle durant la guerre. Cette alliance ne permettait plus à l'empereur d'accepter les propositions du roi de Prusse. Le conseil de Pétersbourg persistait à vouloir garder la Moldavie et la Valachie. Le roi de Prusse voyait dans la rupture de la médiation l'imminence d'une guerre générale , dont les conséquences pouvaient éloigner ses prétentions sur les provinces polonaises. Enfin Catherine consentit à renoncer à ses conquêtes entre le Dniester et le Danube. Un nouveau traité fut signé le 17 février 1772. La Russie étendait , aux dépens de la Pologne , ses frontières de la Dwina au Dniester. Le roi de Prusse s'emparait de la Poméranie , de la Grande Pologne jusqu'à Natz , de l'évêché de Warmie et des palatinats de Marienbourg et de Culm , à l'exception des villes de Dantzick et de Thorn. Le traité laissait à la cour de Vienne la liberté d'accéder à ce plan de démembrement. L'empereur renonça aussitôt à ses engagements avec la Porte Ottomane ; il voulut avoir sa part de la Pologne. Un troisième traité fut signé le 5 août 1772. L'Autriche acquit la rive gauche de la Vistule , des salines de Willisca inclusivement au confluent du Viso , à quatorze milles de Warsovie ; le palatinat de Belez , la Russie Rouge et une partie de la Volhinie. La garantie réciproque de ces acquisitions fut stipulée : on fixa

1772. la prise de possession au 1.^{er} septembre; on convint de forcer de concert le roi de Pologne à convoquer une diète dans laquelle cette spoliation serait sanctionnée:

14. Cette affaire terminée, il fut question de la paix entre la Porte Ottomane et la Russie. Un armistice avait été conclu sous les murs de Giordovo, près du Danube, entre le comte Orlov pour la Russie, Osman Effendi pour les Ottomans, le baron de Thugut pour la cour de Vienne, et le conseiller Sigelin pour celle de Berlin. Les Ottomans se flattaient, d'après leurs arrangemens avec la cour de Vienne, d'obtenir des conditions modérées. Le négociateur russe, abandonnant les prétentions de sa souveraine sur la Moldavie et la Valachie, voulait forcer le divan de Stamboul à reconnaître l'indépendance des Tartares, à céder à la Russie les ports de Kerché et de Kimburn, sur la mer Noire, de démanteler la forteresse d'Oczakow, de laisser pour barrière entre les deux empires, toute l'étendue de pays entre le Bog et le Dniester, d'abandonner aux Tartares la Crimée et le Kuban, et de consentir à la libre navigation des vaisseaux russes sur les mers ottomanes. Le ministre autrichien, loin de parler de la diversion dont sa cour avait flatté la Porte Ottomane, exhortait le divan à signer la paix à ces dures conditions. On ne saurait peindre l'étonnement et l'indignation d'un gouvernement qui toujours exécuta les traités avec une religieuse obser-

vance. Les conférences furent brusquement rom- 1772.
pues.

Pendant ces hostilités entre les Turcs et les Russes , un officier hollandais , nommé Drum , conduit par l'amour des arts dans la Grèce , leur ancienne patrie , découvrit , au mois de février 1772 , dans l'île d'Ios , aujourd'hui nommée Nio , une des Sporades , le tombeau d'Homère , cherché vainement par les curieux : du moins il crut avoir trouvé ce tombeau. C'est un sarcophage , haut de quatre pieds sur sept de longueur et quatre de largeur : six pierres le composaient , sur l'une desquelles se trouvait une inscription grecque à demi-effacée par le temps ; il la supposa la même qui , suivant Hérodote , fut placée sur le tombeau de ce grand poète long-temps après sa mort. Le corps d'Homère était couché dans le sarcophage ; la première impression de l'air le convertit en poussière. Ce fait prouverait que l'usage de brûler les corps n'était pas général chez les Grecs. On trouva dans le tombeau un vase de marbre , ce pouvait être une écritoire. A côté du vase , une pierre longue triangulaire , finissant en pointe , désignait probablement le style dont se servait le poète. On voyait autour du corps plusieurs petites statues , au dos desquelles étaient gravées des inscriptions dans une langue inconnue.

Drum découvrit , dans la même île , d'autres tombeaux ; une médaille se trouvait dans chacun d'eux. Les Grecs et les Romains étaient en usage

1772. d'enfermer, dans les tombeaux, un pièce de monnaie, pour payer, dit-on, le passage du Styx. Ces médailles pouvaient indiquer l'année de l'inhumation d'un mort. Drum chercha vainement le tombeau de Clymène, mère d'Homère, suivant Pausanias, et qu'on montrait aux étrangers à Ios du temps de ce géographe.

Depuis la découverte des marbres de Paros, on sait qu'Homère vivait l'an 676 de l'ère attique, Diognète étant archonte d'Athènes : l'époque précise de sa naissance et de sa mort est ignorée. Il mourut au port d'Ios, allant de Samos à Athènes. Les savans ne sont pas plus d'accord sur le nom de la mère de ce poète, que sur celle de sa patrie. L'opinion la plus générale le fait fils de Chrytéïs.

. Durant la nuit du 30 décembre, le feu prit à l'Hôtel-Dieu de Paris; la partie des bâtimens le long de la Seine, depuis le pont Saint-Charles jusqu'au Petit-Pont, fut détruite par les flammes; il périt un grand nombre de malades. On s'occupa depuis lors des moyens de transporter ailleurs ce monument trop resserré, construit au centre de Paris, dans une situation qui ne permet pas de lui donner l'étendue et la salubrité convenables. La proposition de remplacer l'Hôtel-Dieu par quatre hôpitaux bâtis à la circonférence de Paris fut reçue avec enthousiasme. Le public souscrivit, en faveur de ce projet, pour 2,000,000. On devait placer un de ces hospices de charité

à l'hôpital de Saint-Louis, faubourg du Temple; le second à l'abbaye Saint-Antoine, le troisième au Val-de-Grâce; le quatrième aux Bons-Hommes, faubourg de Chaillot. L'abbé Terray s'empara des 2,000,000. On ne parla plus de cette entreprise dont la religion et l'humanité réclament en vain l'exécution.

On attendait les suites les plus funestes de la rupture du congrès de Fokiani : la médiation du roi de Prusse les arrêta. L'armistice fut prolongé jusqu'à la fin du mois de mars 1773. Cet arrangement était dû à la révolution de Suède. L'impératrice de Russie, mécontente d'un événement combattu vainement par elle, éclatait en menaces. L'enchaînement des circonstances l'empêchait de les réaliser. La cour de France ne pouvait abandonner le roi de Suède. L'empereur d'Allemagne prévoyait avec chagrin la perspective d'être forcé de fournir les secours stipulés par ses engagements avec la cour de France; si la Russie commençait contre la Suède des hostilités auxquelles la France aurait été forcée de prendre part. Les cours de Vienne et de Berlin sollicitaient en même temps celle de Pétersbourg de songer à la paix, dans un temps où de nouvelles opérations politiques pouvaient nuire à la consolidation de leurs conquêtes en Pologne. Gustave III, redoutant les projets de vengeance de la cour de Russie, se mettait en état de défense et même d'attaque. Catherine rappelait vers le nord une partie des troupes

1772. employées au sud de son empire. Ce mouvement avait déterminé Louis XV à ordonner l'armement d'une escadre nombreuse dans le port de Toulon : elle se préparait à combattre les flottes russes sur la Méditerranée, à la moindre tentative faite par l'impératrice Catherine contre la Suède.

Ces combinaisons déterminaient le conseil de Pétersbourg à conclure la paix avec les Ottomans. Un nouveau congrès s'assembla dans Buscharest, capitale de la Valachie. Les Turcs, espérant d'être secondés par une diversion puissante de la part de l'escadre française sur la Méditerranée, et de la part des Suédois dans la Finlande, rejetaient les conditions auxquelles les Russes continuaient de vouloir les soumettre. Les conférences se rompirent de nouveau. Catherine sentait combien il était important pour elle de désarmer les cours de France et de Suède ; elles pouvaient influer en même temps sur la guerre contre les Ottomans et sur le sort de la Pologne. Une déclaration pacifique fut remise aux ministres de Stocholm. La cour de France s'en contenta. L'escadre de Toulon reçut ordre de rentrer dans le port. Les Ottomans virent s'évanouir l'espérance fondée sur les secours qu'ils attendaient de la France et de la Suède ; les hostilités recommencèrent. Les Russes furent battus aux environs du Danube. Le prince Repnin fait prisonnier dans cette occasion, traité par les Ottomans avec des égards distingués, obtint sa liberté

à la prière de l'ambassadeur de France, Le maréchal de Romanzow ayant passé le Danube au mois de juillet, les Turcs remportèrent une seconde victoire. Les Russes, contraints à repasser le Danube, restèrent dans l'inaction jusqu'au milieu de novembre. Le prince Dolgorowky tenta alors le siège de Silistrie. Ayant commencé les attaques, il laissa devant la place le prince Potemkin, et s'avanca vers Warna, place importante par sa situation sur la mer Noire, et par les magasins rassemblés dans ses murs. Au moment où les Russes commençaient ce nouveau siège, ils étaient mis en déroute pour la troisième fois. Le prince Potemkin fut contraint de chercher son salut dans la fuite. Toute l'armée russe, battue en détail, leva le siège de Silistrie, et abandonna ses magasins aux Ottomans. 1772.

15. Les Américains n'avaient cessé de solliciter le gouvernement britannique de renoncer à sa prétention d'imposer à son gré des tributs sur les colonies américaines. Le cabinet de Saint-James crut devoir reculer. Les colonies recouvrèrent le droit de se taxer librement; cette concession tardive ne produisit aucun bon effet. Les Américains ne comptaient pas sur des promesses dont la sainteté pouvait être violée à la première occasion. Le parlement britannique, révoquant en 1770 le bill portant établissement de droits sur diverses marchandises transportées d'Angleterre en Amérique, n'avait pas parlé du thé; mais le droit imposé sur 1775.

1775. cette denrée n'était pas exigé impérieusement. On apprit avec surprise à Boston que cette perception venait d'être formellement ordonnée par le roi.

Des considérations particulières conduisaient le ministère britannique à cette démarche immodérée. Malgré les exactions de tout genre, dont la compagnie des Indes s'était rendue coupable dans le Bengale, les énormes profusions des préposés de l'administration avaient forcé l'assemblée des actionnaires à demander des secours au gouvernement. Il venait de prêter à la compagnie quatorze cent mille livres sterling. Elle avait dans ses magasins une quantité de thé que l'Europe n'aurait pu consommer en trois ans. Le conseil crut lui fournir un débouché et un moyen de payer les dettes de la compagnie en imposant un droit considérable sur le thé exporté en Amérique. On ne conçoit pas comment les ministres pouvaient compter sur la condescendance des Américains. Ce droit était un véritable impôt établi sur les colonies sans leur consentement, n'allait-il pas donner une nouvelle activité au feu de la discorde mal éteint dans les colonies américaines ? L'explosion du mécontentement se manifesta dans Boston d'une manière violente. Une assemblée générale de la commune ordonna aux capitaines des navires chargés de thé de rapporter leur cargaison en Europe. Les Bostoniens ordonnèrent au gouverneur de la ville de veiller à l'exécution de cet arrêté. Le peuple, sur

le refus du gouverneur, se rassemblait dans les places publiques. Trois cent quarante-deux caisses de thé, trouvées sur trois navires venant de Londres, sont jetées à la mer ; on brûla publiquement tout le thé emmagasiné dans diverses maisons. Cette opération fut répétée à Philadelphie, à Charles-Town, à New-Yorck, et dans toutes les principales villes des colonies associées. Le gouvernement britannique se mettait en mesure de réprimer ces voies de fait. Ces préparatifs hostiles aigri-saient le mal qu'il fallait guérir avec des lénitifs. Les habitans de Boston prenaient les armes ; toutes les colonies se disposaient à les seconder. 1773.

Les cours de Berlin, de Pétersbourg et de Vienne étendaient leurs usurpations en Pologne au-delà des bornes de leur partage. Elles se fixèrent enfin, ne trouvant plus de prétextes d'alléguer de nouvelles prétentions. Le temps leur parut alors venu d'assembler de gré ou de force une confédération, dont l'assentiment sanctionnât le démembrement du royaume. Le ministère de Versailles ouvrait enfin les yeux sur les menées tortueuses, à l'aide desquelles la cour de Vienne avait entravé les efforts faits par les Français en faveur des Polonais. Son ressentiment éclata par un projet d'alliance avec les rois d'Angleterre, d'Espagne et de Sardaigne, dont le but ou le prétexte était le maintien de l'équilibre de l'Europe. Ce projet, tardif et informe, produisit quelques tracasseries faites par les Anglais au roi de Prusse, au sujet de la ville

1775. de Dantzick , dont il voulait se rendre maître , et de vaines intrigues dans la vue de semer de la division entre les puissances co-partageantes ; il n'eut aucune suite formelle.

La diète polonaise s'assembla le 19 avril sous la forme de confédération. Les trois cours publièrent des écrits dans lesquels elle manifestèrent leurs droits imaginaires , avec autant d'assurance que s'ils avaient été fondés sur des bases incontestables. Quelques faibles réclamations de plusieurs membres de la diète en faveur de l'indivisibilité de la Pologne , plusieurs fois reconnue par la cour de Pétersbourg , étaient taxées de rébellion contre l'autorité légitime. Les trois cours répondaient aux remontrances par la menace de dévaster le reste du royaume , si la plus prompte satisfaction ne leur était donnée. Tout cède au pouvoir des armes. Le droit du plus fort avait autorisé l'invasion des provinces polonaises ; la faiblesse y donna son ridicule et inutile sceau. Le roi , les sénateurs et les nonces reconnurent la légitimité des droits des trois puissances sur les provinces envahies par leurs armées. Quatre-vingt mille combattans , campés aux portes de Warsøvie , dictaient cette déclaration sous peine d'égorger les membres de la diète , et de piller la capitale. Le traité fut signé le 31 août avec l'impératrice de Russie ; le 1.^{er} septembre avec l'empereur d'Allemagne , et le 11 du même mois avec le roi de Prusse.

Cette opération terminée , les trois cours tra-

vaillaient de concert à placer dans une nouvelle constitution, donnée au royaume de Pologne mutilé, un germe de désunion habituelle entre les deux pouvoirs législatif et exécutif. Par ce moyen, les restes de ce pays asservi ne pouvaient donner la moindre inquiétude à ses oppresseurs. La seule ressource de la Pologne était dans une mésintelligence. La cour de Vienne avait dix ans auparavant garanti formellement l'entière indivisibilité de la Pologne. Ce serment ne l'empêcha pas d'exiger de la part des sujets, enlevés par elle à ce royaume, la reconnaissance qu'ils étaient les anciens sujets de l'Autriche. On distribua des médailles d'or et d'argent sur lesquelles étaient gravées les effigies de l'empereur et de l'impératrice-reine, avec cette légende: *Josephus secundus et Maria-Theresia augusta*. Le revers représentait l'Autriche assise sur un trône, le coude appuyé sur un écusson et tenant une branche d'olivier; plus bas la Pologne, un genou en terre, lui remettait des provinces; on lisait: *Antiqua jura vindicata, Gallicia et Ludomeria in fidem receptis*.

Frédéric occupa son lot sans aucune de ces formalités dérisoires. Catherine s'était emparée en Pologne de quatre cents lieues carrées. Elle continua de donner des lois au reste du pays. Ses troupes y exerçaient son despotisme à l'époque où la paix fut conclue avec les Ottomans.

16. La cour de Vienne faisait occuper la Bukowine, ancienne dépendance de la Transylvanie,

1773.

1774.

1774. possédée par les Ottomans depuis 1622, comme une portion de la Moldavie. Joseph II alléguait d'une part les anciens droits de la principauté de Transilvanie sur ce canton, et d'autre part, le besoin de couvrir ses frontières contre les courses des Russes et des Ottomans durant la guerre. Le conseil de Vienne manifestait la plus ferme résolution de conserver ce district. Les Ottomans, ne voulant pas augmenter le nombre de leurs ennemis, promettaient de l'abandonner à la cour de Vienne, à condition qu'elle observerait une exacte neutralité durant la guerre.

On en regardait l'issue comme problématique. Les armées russes, couvertes de lauriers durant quelques années, les avaient vu se flétrir dans leurs mains. Si l'amiral Spiritow, après la bataille de Tehchmé, s'était présenté devant les Dardanelles avec sa flotte victorieuse, peut-être eût-il pénétré dans le port de Constantinople et fini la guerre. Les Ottomans ayant eu le temps de rétablir leur marine et de fortifier les rivages de la mer de Marmora, l'escadre russe de la Méditerranée devenait un objet de dépense et d'ostentation sans une véritable utilité. Les Russes avaient fait dans la Crimée une expédition plus heureuse. Cependant ses suites présentaient peu de solidité. La perpétuelle inquiétude des Tartares, leur attachement à la religion musulmane, et les chaînes de l'habitude, portaient leurs vœux vers Constantinople. Le sort des deux empires devait donc se décider sur les

bords du Danube. La campagne de 1773 était de mauvais augure pour celle de 1774. Le maréchal de Romanzow, forcé de prendre ses quartiers d'hiver à la gauche du fleuve, décorant sa déroute du nom de retraite, attribuait à une prudente circonspection l'effet de la nécessité. Son armée, dans un état déplorable, se recrutait avec d'extrêmes difficultés à une très-grande distance du centre de l'empire.

On se flattait à Constantinople de renvoyer les Russes dans leurs déserts de glace. Mustapha III était mort le vingt-un janvier 1774. Son frère Abdoul Achmet lui avait succédé sous le nom d'Achmet IV. Il importait à ce prince d'annoncer son règne par des succès éclatans. Des préparatifs immenses en Asie, durant l'hiver les renforts les plus puissans envoyés à l'armée, de grands convois de vivres et d'argent; tout semblait annoncer la victoire : on essayait même d'introduire parmi les janissaires la tactique des armées européennes. Ces dispositions faisaient dire à Osman Effendi, plénipotentiaire à Buscharest : « Nous aurons bientôt aux Russes les obligations que les Russes ont eues aux Suédois; à force d'être battus par eux, ils nous auront appris à les vaincre.

Non seulement la Russie était accablée au dehors par une guerre ruineuse, mais une révolte d'autant plus alarmante la déchirait au dedans, qu'il était de la politique du divan de la fomenter. Les Cosaques du Jaick et des autres parties de la Russie Asia-

1774. tique, opprimés depuis long-temps par les Russes, s'avançaient vers le centre de l'empire, le fer et la flamme à la main. A la tête des révoltés, Gemelko Pugatchew se donnait pour l'empereur Pierre III, époux de l'impératrice. C'était le renouvellement de l'aventure des faux Démétrius. La cour de Pétersbourg avait envoyé contre les rebelles le comte de Bibiecow. Alternativement vainqueur et vaincu, ce guerrier était mort les armes à la main en présence des Cosaques. Pugatchew jetait l'épouvante dans Moscou : s'il avait pu s'approcher de la Crimée, une foule de mécontents se seraient réunis sous ses drapeaux. Ces circonstances périlleuses, jointes à d'autres difficultés de se procurer des hommes et de l'argent, donnaient à penser que la cour de Russie serait contrainte à demander la paix pendant la campagne de 1775.

On apprit avec étonnement que le maréchal de Romanzow, fortifié par plusieurs régimens anglais, ayant franchi inopinément le Danube, et attaqué brusquement l'avant-garde de l'armée ottomane, commandée par le reis Effendi, l'avait entièrement détruite. Cette défaite, répandant dans l'armée du grand visir une inconcevable consternation, elle se dispersait de toutes parts, abandonnant armes et bagages. Le grand visir fut contraint, par cette honteuse et totale dispersion, à signer la paix aux conditions rejetées par lui aux congrès de Fokiani et de Buscharest.

Jamais on ne vit un exemple aussi frappant de la supériorité

supériorité d'une armée peu nombreuse, mais disciplinée, sur des troupes innombrables auxquelles les règles de la tactique et la subordination militaire sont inconnues. L'armée ottomane, si redoutable par sa masse quelques jours auparavant, s'était subitement éclipée. A peine restait-il douze mille hommes auprès du grand visir : l'étendard de l'Empire pouvait tomber dans les mains des Russes. Ce général, contraint de subir le joug de la nécessité, ramena ses troupes dans Andrinople, où le désespoir termina ses jours. Louis XV ne fut pas témoin de cet événement à peine croyable.

17. Clément XIII était mort subitement en 1769, sans prévoir l'issue des troubles élevés dans l'église par ses bulles inconvenantes. Son successeur, le cardinal Laurent Ganganelli, frère mineur conventuel, prit le nom de Clément XIV. Jamais pontife n'avait été couronné dans des temps plus difficiles. La cour de Portugal, brouillée avec le Saint-Siège, se proposait de créer un patriarche. Ce procédé, probablement imité par les grandes puissances de l'Europe, eût détruit entièrement l'autorité de l'évêque de Rome. La conduite de Clément XIII envers le duc de Parme excitait l'indignation des rois d'Espagne, de France et des Deux-Siciles. Le sénat de Venise portait la réforme dans les maisons religieuses sans l'intervention du pape. Les réglemens ecclésiastiques, publiés dans Parme, venaient d'être adoptés par les gouvernemens de Florence, de Milan et de

1774. Modène. La Pologne, malgré son humiliation, cherchait à diminuer l'autorité de la nonciature romaine dans les causes mixtes. Un esprit d'innovation, répandu de toutes parts, sapant les fondemens du pouvoir du pontife romain, paraissait sur le point de le réduire à celui dont il jouissait durant les premiers siècles du christianisme.

Clément *Ganganelli* fut un homme singulier; élevé parmi les moines, on n'aperçut jamais en lui aucun des vices reprochés à ses confrères : n'affectant pas une dévotion exaltée, mais remplissant tous ses devoirs religieux, la modération et l'humanité, ses vertus favorites, le suivirent de sa cellule au palais du Vatican : rien ne fut changé dans sa manière de vivre. Un frère convers avait soin de lui au couvent des cordeliers, il gardait son argent, il continua de lui rendre les mêmes services après son exaltation. Un homme de ce caractère n'était pas capable de grandes choses. On ne concevait pas comment le collège des cardinaux avait jeté les yeux sur lui dans les circonstances où on se trouvait. La théologie et les objets de controverse, voilà les sciences qu'il avait étudiées avec soin. L'économie politique lui était entièrement étrangère; mais les intentions les plus droites dirigèrent toutes ses actions.

Il avait promis aux cours de France, d'Espagne et des Deux-Siciles, de prononcer l'abolition des jésuites; il paraît même que son avènement à la tiare fut une conséquence de cette promesse.

Il temporisait, non par attachement pour ces religieux, mais par un pressentiment inconcevable; il regardait cette suppression comme son arrêt de mort. Cette idée, qui paraît à peine admissible, était celle de Henri IV. Sully l'engageait à ne pas rappeler les jésuites en France; il lui répondit : « S'ils me regardent comme leur ennemi, me répondez-vous de ma vie? »

1774.

Clément, à peine installé sur la chaire de Saint Pierre, envoya un nonce à Lisbonne chargé de donner toute satisfaction à cette cour. Les rescrits publiés par son prédécesseur contre le duc de Parme furent rapportés. On supprima, par ses ordres, la lecture de la bulle *in cœna Domini*, contraire à l'autorité de tous les rois. Il négocia ensuite l'affaire des jésuites avec les ministres de France et d'Espagne. Les nonces, à Paris et à Madrid, objectèrent d'abord l'impossibilité où se trouvait le pape de publier, contre l'ordre des jésuites, une bulle de suppression, sans connaître les sentimens de tous les monarques catholiques. On pensait à Rome que la cour de Vienne ne consentirait pas à cette suppression. C'était pour le pape un prétexte plausible de ne pas l'ordonner : en effet, Marie-Thérèse ne voyait pas de bon œil la coalition de la maison de Bourbon contre un ordre regardé par elle comme propre à l'éducation de la jeunesse. Le roi d'Espagne trouva un moyen de se procurer une copie authentique

1774. d'une confession générale faite par l'impératrice au jésuite Kauphen-Huller, son directeur. Révoltée par cet abus de confiance, elle donna son consentement à la destruction de l'ordre jésuitique.

Clément XIV signa, le 21 juillet 1773, le bref qui éteignait à jamais *la société de Jésus*. Il proféra ces paroles en posant la plume : *Ecco la dunque fata questa soppressione ! ho creduto dover farla ; ma mi dara la morte*. Les cours de France et des Deux-Siciles rendirent alors à l'église romaine le comtat d'Avignon et le duché de Bénévnt. Le pape avait adressé son bref à tous les évêques catholiques ; il fut exécuté, malgré quelques légères résistances éprouvées dans divers pays. Les perquisitions se multiplient bientôt dans Rome ; on supposait aux jésuites des trésors cachés en plusieurs endroits ; les agens sacerdotaux, avec ou sans le consentement du pape, voulaient les découvrir : il était assez naturel que des hommes poursuivis avec acharnement, chassés de leurs maisons, dépouillés de tout, sauvassent quelques débris de leur fortune. Le général, ses assistans et plusieurs de ses compagnons avaient été enfermés au château St.-Ange : leur captivité devenait plus ou moins rigoureuse, selon qu'on était content de leurs aveux. Cette inquisition, exercée contre des religieux dont généralement on plaignait l'infortune, excitait des murmures. Il circulait dans Rome et dans plusieurs villes d'Italie des libelles sanglans

contre le pape; quelques-uns le menaçaient d'une mort prochaine. 1774.

Ces violences ne devaient cependant pas être attribuées au pontife, mais à ses ministres. A peine avait-il signé la bulle d'abolition des jésuites, qu'il se crut empoisonné : son imagination en délire lui présentait des fantômes épouvantables. Souvent, durant la nuit, il réveillait le frère convers qui le servait en lui disant : « N'as-tu pas vu ce monstre ? il avait la tête d'un taureau et le corps d'un homme ». Ces discours, tenus plusieurs fois, annonçaient le désordre de ses idées. Une cruelle insomnie occasionnée par ses frayeurs détruisait sa santé. On regardait, vers le temps de la mort de Louis XV, le St.-Siège comme devant être bientôt vacant.

18. Le sceptre de Louis XV, tour à tour le jouet de l'amour, de l'ambition, de l'avarice, devenait dans les mains de Manon Dubarry la marotte de la folie ; non seulement les membres de l'administration publique se montraient les serviles exécuteurs des volontés de la favorite et de tous les Dubarry, dont les dépenses scandaleuses surpassaient la magnificence des souverains ; non seulement une famille sans frein, sans pudeur, disposant des places, des emplois, se jouait de toutes les institutions, et dilapidait les finances de l'état avec un cynisme capable de révolter le vice même ; mais cette favorite et ses affidés osaient braver jusqu'à l'opinion publique. On parlait presque sans mystère de la cassation prochaine du mariage de

1774. la comtesse avec Guillaume Dubarry et de sa prétention à devenir reine de France. Louis XV, dans son apathie inconcevable, ne démentait pas ce bruit injurieux.

Les trois ministres qui pesaient sur la France, Maupeou, Terray et d'Aiguillon étaient convaincus qu'en procurant à la favorite les trésors engloutis par ses prodigalités, leur pouvoir serait hors de toute atteinte, et écraserait du poids de l'autorité royale les individus dont les observations indiscretes tendaient à mettre quelques obstacles à leurs opérations arbitraires. Ces trois hommes, étroitement unis dans tout ce qui concernait la dégradation du gouvernement français, s'occupaient en secret de leur réciproque expulsion de la cour par des trames odieusement ourdies : conduite ordinaire des courtisans. L'histoire en présente le tissu aux hommes dans tous les temps et sous tous les règnes, pour les prémunir contre l'idée du tranquille bonheur qu'ils croiraient attaché aux grandes places.

Presque tous les mémoires contemporains rapportent des lettres du duc d'Aiguillon à la favorite, dans lesquelles le chancelier est traité comme un vil scélérat. Dans les unes, il avertit la comtesse que ce magistrat indisposait contre elle la famille royale, et qu'il était temps de favoriser énergiquement les moyens employés pour le renverser. Dans les autres, il traçait la conduite qu'elle devait tenir, si elle voulait éviter une disgrâce prochaine et infaillible.

Terray se réunissait avec d'Aiguillon contre Maupeou. Il contrariait dans toutes les occasions les créatures du chancelier , afin d'en diminuer peu à peu le nombre. Maupeou montrait beaucoup d'attachement pour son secrétaire de chancellerie, *Lebrun*, devenu archi-trésorier de l'empire sous le règne de Napoléon Bonaparte. Il fit supprimer, par un arrêt du conseil, une commission de directeur des domaines royaux créée par Maupeou en sa faveur.

Maupeou luttait contre d'Aiguillon et contre Terray, il rejetait sur eux les circonstances les plus odieuses de la révolution dans la magistrature. Dans toutes les occasions où le rappel de quelque exilé lui était demandé, il protestait avec une feinte effusion de cœur de son projet de rappeler les magistrats. Il ajoutait que, s'il avait été le maître, les lettres de cachet n'auraient pas subsisté long-temps ; qu'il fallait attribuer la subversion des parlemens à l'abbé Terray, *ce brigand qui mettrait volontiers le pistolet sous la gorge à tous les Français pour leur arracher leur dernier sou ; et au duc d'Aiguillon, despote insatiable, premier auteur des malheurs de la magistrature.*

Ces dissensions troublaient la cour. Tous les partis paraissaient également attachés au char de la favorite. Cependant leurs vues différentes perçaient dans diverses occasions ; le public en avait connaissance. Manon Dubarry, initiée aux manéges des courtisans, voyant des ministres employer leurs efforts à s'entre-détruire, gardant entre eux les de-

1774. hors de l'amitié et de la confiance, faisant un retour sur elle-même, ne doutait nullement de leur volonté de lui nuire, malgré les assurances réitérées qu'ils lui donnaient de leur inviolable dévouement. Il naissait, des divers rapports faits au roi à ce sujet, une perplexité dans son ame. Elle fatiguait le monarque, le menaçant de le tirer de l'insouciance inertie à laquelle il s'était voué.

Dans plusieurs provinces, la disette du blé se faisait sentir. Presque tous les travaux étaient suspendus dans la capitale, l'image de l'indigence se présentait d'un bout de la France à l'autre. Un petit nombre de frondeurs à vue courte attribuait cette calamité à un découragement général produit par la dispersion des parlemens. Le duc d'Orléans, père de celui qui joua un rôle si fatal dans la révolution de France, s'était chargé de présenter à Louis XV une espèce de transaction, au moyen de laquelle les anciens corps de magistrature auraient été rétablis à certaines conditions. Louis ne se croyait véritablement roi que depuis qu'il n'était plus obsédé des importunes remontrances des parlementaires; il se montrait très-éloigné d'adopter cette mesure. Il avait toujours témoigné de l'amitié au duc d'Orléans, elle fit place à une antipathie décidée.

Depuis le mariage du comte d'Artois, célébré au mois de novembre 1773, Louis XV paraissait plongé dans une mélancolie profonde. L'excès des malheurs publics sur lesquels il s'étourdissait

en vain , et la dissolution du gouvernement qui devait en être la suite inévitable , frappaient vivement son ame. Donnant une libre carrière à son discernement , il paraissait quelquefois étonné de la dégradation des individus qu'il admettait dans sa familiarité. Depuis quelques mois , on s'apercevait de son attachement pour la princesse de Lamballe , veuve du fils du duc de Penthièvre. La famille royale se flattait que les suites de cette liaison , le conduisant une seconde fois aux autels de l'hyménée , ramèneraient à la cour la décence et les mœurs. Louis faisait de fréquentes visites à madame Louise de France , devenue carmélite au couvent de Saint-Denis : ces voyages donnaient créance à cette opinion flatteuse. Manon Dubarry ne pouvait espérer que ses charmes fixeraient perpétuellement un prince inconstant et usé. La marquise de Pompadour , donnant elle-même des maîtresses au roi , conserva toujours sa faveur. Terray conseillait à la comtesse Dubarry d'imiter cet exemple , comme le seul moyen d'aneantir dans leur germe les nouvelles inclinations du roi.

Dès-lors la cour de Versailles prit un cynique caractère , que les seuls pinceaux d'un Suétone pourraient transmettre à la postérité. Un jour Louis XV poussa l'abjection jusqu'à créer Zamore , le négriillon de la favorite , gouverneur du château de Luciennes , et à faire sceller les provisions de cette charge par le chancelier. Se laissant assimiler par sa maîtresse à ses valets , il en avait reçu le

1774.

1774. surnom de *la France*. Qui n'a su ce propos de la favorite dans son lit, pendant que Louis, faisant du café, était distrait par d'autres objets : « Eh ! prends donc garde , la France , ton café f..... le camp ».

Cette femme , d'une grossièreté que le séjour de la cour affaiblissait sans la détruire , donnait audience aux ambassadeurs , décidait toutes les affaires. Ne se trouvant point assez bien logée dans le palais d'une princesse du sang , Louis XV avait fait bâtir pour elle le pavillon de Luciennes , dont on ne pouvait calculer la dépense , parce que tout , y étant de fantaisie , n'avait d'autre prix que la cupidité de l'artiste et la folie du propriétaire. Louis XV lui destinait un collier de diamans du prix de deux millions , lequel , n'ayant pas été fini avant la mort de ce prince , devint dans la suite le sujet d'un ridicule procès entre la reine , épouse de Louis XVI , et le cardinal de Rohan. Le roi avait donné à sa favorite une toilette de vermeil : on y remarquait surtout le miroir surmonté de deux amours : ils suspendaient une couronne d'or sur la tête de la favorite toutes les fois qu'elle s'y regardait , allégorie faisant allusion à celle que la flatterie des courtisans lui destinait. Louis XV souffrait que , sur des bons signés par elle , le trésor public payât toutes les sommes englouties sans pudeur par la famélique cohorte dont elle était entourée.

Une variété perpétuelle de plaisirs , éloignant

le roi des chaînes d'un nouvel hymen , affaiblissait ses forces. La mort subite du marquis de Chauvelin, un des convives de ses petits soupers, arrivée sous ses yeux , l'avait frappé d'une manière fâcheuse : il en parlait sans cesse. Celle du maréchal d'Armentières , à peu près semblable , aggravait ses noires réflexions. La société des femmes n'avait plus pour lui les mêmes attraits ; la chasse devenait sa principale passion ; la solitude des forêts entretenait ses noires idées.

Enfin un sermon prêché devant lui par l'abbé Beauvais , devenu évêque de Senez dans la suite , vint placer des inquiétudes au fond de son âme. Cet homme éloquent osa présenter à ses regards le scandale de sa vie licencieuse dans une peinture énergique des mœurs corrompues de Salomon. Ce monarque , disait le prédicateur, rassasié de volupté, ayant épuisé à réveiller ses sens flétris tous les genres de plaisirs qui peuvent environner le trône, finit par en chercher d'une nouvelle espèce *dans les vils restes de la corruption publique*. On voulut irriter le roi contre le hardi prédicateur. Il répondit : « *Il a fait son métier* ». Ce fut une rumeur dans Versailles. On resta plusieurs jours en suspens, si le roi punirait ou s'il récompenserait l'abbé Beauvais. Ce prince ayant pris le dernier parti, les courtisans, calculant les effets de la pusillanimité qui tenait le roi dans leurs fers, craignirent de le voir tomber sous l'empire des prêtres. On eût vu repaître les dernières années

1774. de Louis XIV, où, dans le sein d'une cour livrée aux pratiques d'une minutieuse dévotion, les grands ajoutaient à leurs autres vices celui de l'hypocrisie. Un comité fut tenu chez la favorite : on y décida qu'il fallait tirer le roi de ses pensées lugubres par quelque fête dont la nouveauté ramenât dans ses sens les goûts voluptueux. Elle devait être donnée à Trianon.

Louis XV, parvenu dans sa soixante-quatrième année, n'ayant aucune infirmité, devait se promettre une longue carrière; une maladie, dont il semblait ne devoir pas craindre les atteintes, le précipita brusquement dans le tombeau. Ce prince avait été frappé de la beauté d'une jeune villageoise dont les parens demeuraient dans le parc de Versailles. La favorite, dans la fête donnée à Trianon, lui destinait cette jouissance comme le meilleur remède contre ses accès de mélancolie. La jeune fille atteinte, sans le savoir, des symptômes de la petite vérole, inocula dans les veines du roi les miasmes pestilentiels de cette maladie : il fut frappé à mort sans retour.

Peu de jours après, chassant dans les environs, il rencontre un convoi. Des jeunes filles vêtues de blanc, la tête couverte d'un voile, portaient ou entouraient le cercueil. La curiosité de Louis XV envers toutes les cérémonies ecclésiastiques le fait approcher. Il demande le nom de la jeune fille dont on célébrait les funérailles ; c'était celle avec laquelle il avait passé une nuit à Trianon : on lui

apprit sans ménagement qu'elle était morte en trois jours de la petite vérole. Ce prince éprouvait des maux de tête et de cœur ; il avait cru les dissiper par l'exercice de la chasse , ils prennent sur-le-champ un caractère alarmant , il ne pouvait plus se soutenir à cheval , on le transporte à Trianon , ensuite à Versailles. 1774.

« Louis XV, nous dit Voltaire, eût évité la maladie dont il mourut , s'il avait eu le courage de se faire inoculer ». De n'était pas faute de courage, si ce prince ne s'était pas soumis à cette opération dont les succès avaient alors en France leurs censeurs et leurs apologistes. Il avait eu cette maladie naturellement en 1728. On regardait la petite vérole comme redoutable une seule fois. « Si on l'avait eue naturellement ou par insertion , disaient les médecins , son venin énervé ne pouvait faire dans la suite que des ravages médiocres ». Aussi , dans les premiers jours , la maladie du roi ne fut-elle pas regardée comme dangereuse.

Un médecin anglais, nommé Sutton , se prétendant possesseur d'un spécifique infaillible contre la petite vérole , offrait de guérir le malade. Les médecins de la cour l'écartèrent ; ils voulurent l'appeler quelques jours après , lorsque la maladie eut fait des progrès. Il répondit que c'était trop tard.

Louis XV mourut le 10 mai , à l'âge de soixante-quatre ans et quelques mois , après un règne de cinquante-neuf ans. Son corps fut porté à Saint-Denis sans aucune cérémonie pompeuse , suivant

1774. l'usage pratiqué à la cour de France , à l'égard des princes morts d'une maladie contagieuse.

19. Je ne chercherai pas à tracer en quelques lignes le caractère de Louis XV , le portrait d'un roi se grave tout entier dans l'histoire de son règne. La voix publique adule les monarques durant leur vie , et les juge après leur mort ; elle avait donné à ce prince le titre de Bien-Aimé , dans un temps où les fatigues réunies du cabinet et de la guerre le jetaient à Metz dans une maladie grave. Ce titre de monarque bien aimé volait alors de bouche en bouche. Expression unanime , combien de fois l'ai-je entendu répéter dans mon enfance ! Ce titre aurait accompagné Louis XV dans le tombeau , s'il se fût ouvert alors pour le recevoir.

Quelle foule de réflexions se présentent , à ce sujet , à l'observateur ! De combien de monarques , de combien de particuliers , la réputation bonne ou mauvaise ne dépendit-elle pas du moment où se termina leur carrière ! *Titus* fut surnommé *les Délices du genre humain* ; il régna à peine deux ans. Néron , devenu le fléau de l'empire romain , avait commencé son règne par un grand nombre d'actions généreuses. Si Néron eût cessé de vivre dans ses jeunes années , son caractère n'aurait pas été connu.

Si la Parque avait tranché les jours de Louis XV durant sa maladie de Metz , combien de fois n'eût-on pas répété , à l'aspect des fléaux amoncelés sur

la France depuis cette époque : « Si Louis XV vivait, les choses iraient bien autrement ! » 1774.

Louis XV méritait l'amour de ses sujets, quand il ordonnait l'alignement de ces routes superbes, dont la ceinture, coupant la France en tout sens, donne de nouvelles issues au commerce, et fait circuler l'abondance et les richesses sous les pas de l'industrie; quand il élevait dans Paris un temple à l'humanité souffrante, quand il encourageait les diverses branches de l'agriculture.

Sous son règne, un édit exempta de la taille et de toutes les impositions ceux qui défricheraient des terres incultes. Des gens industrieux entreprirent de mettre en valeur jusqu'aux landes de Bordeaux : on réussit dans quelques cantons. De nouveaux canaux furent creusés par le gouvernement. Nous jouissons aujourd'hui de ces routes nautiques, d'une utilité très-supérieure aux routes de terre.

Il fut question de resserrer plusieurs rivières dont le lit occupait trop de terrain, comme la Seine depuis son embouchure jusqu'aux environs de Caudebec. Une compagnie se présentait; les fonds manquèrent pour son encouragement. Les cantons propres à être conquis en France sur les fleuves équivaldraient à une province.

Les prairies artificielles furent adoptées partout durant le règne de Louis XV. Partout cette innovation procura de précieux avantages pour la nourriture et la multiplication des troupeaux.

1774. A la même époque , la culture des pommes de terre a été encouragée. Cet aliment mêlé avec la farine de froment fait un pain nourrissant , et assure par son bon marché la subsistance des pauvres dans les années calamiteuses. Des sociétés agronomes , fondées dans les grandes villes , honorèrent les travaux champêtres. Elles distribuèrent des prix aux agriculteurs distingués par leur activité et leur intelligence.

Colbert créa des manufactures précieuses en France. Cependant l'art du commerce naissait à peine parmi nous , lorsque Louis XV monta sur le trône. A la refonte des monnaies durant la régence , tout l'argent monnoyé s'élevait à douze cent millions , sur le pied de soixante francs le marc , valeur idéale prêtée à l'argent en faveur du système de Law : ils feraient aujourd'hui environ un milliard. On évaluait le numéraire en France , avant la révolution de 1789 , à deux milliards trois cent millions d'or ou d'argent ; le commerce avait donc gagné depuis la mort de Louis XIV un milliard trois cent millions.

Les événemens politiques, reprochés à Louis XV avec trop d'amertume dans des libelles indignes des regards de la postérité, durent être attribués , non à la perversité de son ame , mais à sa malheureuse facilité de caractère , à la défiance de soi-même , qui le portait à préférer l'opinion des autres à la sienne ; dans toutes les occasions où il se décidait par lui-même , une droiture d'intention le distinguait.

distinguait. Elle le détermina à rejeter une invention qui lui offrait un triomphe infaillible sur les Anglais , mais qui augmentait les malheurs de l'humanité et les périls attachés aux voyages maritimes. 1774.

Un Dauphinois , nommé Dupré , avait passé sa vie à faire des expériences de chimie. Il découvrit la composition d'un feu si rapide et si dévorant , qu'on ne pouvait ni l'éviter , ni l'éteindre ; l'eau lui procurait une nouvelle activité. Les fusées à la Congrève nous en donnent aujourd'hui une faible idée.

Sur le canal de Versailles , en présence du roi , dans les cours de l'Arsenal de Paris et dans plusieurs de nos ports , on en fit des expériences dont les résultats étonnèrent les hommes les plus intrépides. Quand on fut bien certain qu'un marin , avec ce secret , pouvait détruire une flotte ou brûler une ville sans qu'aucun pouvoir humain pût y apporter le moindre obstacle , le roi défendit à Dupré de faire connaître son secret. On se trouvait alors dans l'embarras d'une guerre funeste. Les Anglais bravaient Louis XV. jusque dans ses ports. Il pouvait sans risque détruire leur marine altière. Cette invention n'eût pas été long-temps secrète ; Louis ne voulut pas augmenter la somme des calamités dont la vie humaine est surchargée. Peut-être n'a-t-il jamais existé une action aussi magnanime. Dupré , suffisamment récompensé , mourut quelque temps après , emportant son in-

1774. vention dans la tombe. Si l'histoire ne consignait cet événement dans ses fastes , telle fut l'attention de Louis XV d'en éteindre la publicité , qu'on le relèguerait au rang des fables après la mort de tous ceux qui en furent les temoins.

Louis XV ne fut jamais persécuteur. On ne le vit point scruter les opinions religieuses des hommes dans la vue de les condamner ou de les absoudre. Des injustices envers les protestans au commencement de son règne furent l'ouvrage du duc de Bourbon , ou plutôt des prêtres catholiques qui dirigeaient la conscience de la maîtresse de ce prince. Long-temps fatigué de querelles théologiques nées sous le règne de Louis XIV , et par des divisions scandaleuses entre les prêtres et les magistrats, il se montrait au milieu des contendans comme un père occupé à mettre la paix dans sa famille.

Parvenu dans un âge tendre à la tête de l'administration la plus compliquée , accoutumé dès son enfance au langage décevant de la flatterie , entouré de tous les genres d'illusions , égaré par le concours simultané de tous les individus appelés auprès de sa personne par les usages de la cour , et dont l'intérêt était de voiler à ses yeux le vœu de ses peuples et la situation de ses finances ; privé par la faiblesse de sa complexion durant ses premières années , autant que par la mauvaise volonté de son précepteur , des mâles instructions capables de développer les germes des talens placés par la nature dans son ame , il serait injuste de le rendre res-

ponsable de tous les événemens malheureux de son règne. Cependant, n'ayant jamais su les prévenir, les arrêter et même les connaître, leur poids accablant écrase sa mémoire. L'histoire, considérant les monarques par le bien ou par le mal que leur règne a fait aux hommes, place dans la même ligne les rois insoucians et faibles et les rois fourbes et méchans : de ces deux caractères naît également le malheur public.

Louis XV, disent ses partisans, était le plus honnête homme de ses états, le plus attaché à ses amis, le plus compatissant aux maux dont il était témoin, et le plus religieux, au moins à l'extérieur, si on attache l'idée d'homme religieux à des pratiques indépendantes des règles de la morale. Son commerce, nous dit-on, était aisé et son humeur égale. Eh ! qu'importé à la postérité, comme aux contemporains, la conduite privée d'un homme auquel le bonheur de trente millions de ses semblables était confié. Il ne devait avoir d'autres parens, d'autres amis, d'autres protégés que cette famille immense.

Elle fut constamment étrangère à Louis XV. Environné par une autre famille accoutumée à considérer la France comme sa proie, il était le roi de cette famille dont les chefs brillaient à la cour. A l'égard du peuple entier, au lieu de le gouverner comme c'était son devoir, il en abandonnait le sort aux hommes dont se formait sa société particulière.

1774.

Vexés sous mille formes différentes, les Français baissaient la tête sous le joug, attendant l'occasion de le briser. Si quelques individus, frappés par l'enchaînement des choses, devançaient par leurs propos ou par leurs écrits les momens marqués pour le bouleversement général de la monarchie, les prisons les engloutissaient et avec eux tous les individus soupçonnés de les favoriser. Le duc de la Vrillière signa, dit-on, durant son ministère, quarante mille lettres de cachet.

La voix plaintive de quarante mille infortunés sollicitait la vengeance de l'Être Suprême contre le monarque, qui, sans connaître leurs torts, s'ils en avaient, ni souvent même leur existence, les abandonnait aux passions barbares de ses ministres qui riaient de leurs souffrances. Le cri de leur infortune se répétait dans les villes et dans les campagnes par une multitude de pères de famille, opprimés par les intendans ou d'autres agens du ministère. Le roi n'en savait rien, nous dit-on; son devoir était de s'en instruire.

On voudrait connaître le caractère de Louis XV. Ce monarque n'avait point de caractère. Son portrait fut fidèlement tracé dans une brochure publiée peu de temps après sa mort, sous ce titre : *L'ombre de Louis XV devant Minos* (1). Rhada-

(1) L'auteur supposait qu'à la mort de Louis XV, son ombre, conformément aux rites mythologiques, errait sur les rives du Styx, jusqu'à ce qu'il eût

mante lui reprochant les injustices, les vexations, les atrocités de son règne. « J'ignorais tout cela , 1774

reçu les honneurs de la sépulture. — Surprise de ce monarque non accoutumé à attendre. — Dialogue assez plaisant avec Caron.

Cependant l'arrivée d'un roi de France sur les sombres bords est portée à Pluton ; il veut assister au jugement de ce prince , et par son ordre une proclamation dans les Champs-Élysées et dans le Tartare ordonne que tous les Français , ayant eu des relations avec Louis , se présenteront au tribunal suprême pour déposer pour ou contre leur souverain défunt. Eaque est chargé de recueillir les témoignages en sa faveur , et Rhadamante ceux qui lui sont contraires. L'auteur observe que l'un des juges infernaux fut presque oisif , mais que l'autre pouvait à peine suffire au travail , aidé par six secrétaires. Enfin le jour venu où la cause devait être appelée , Pluton tint cour plénière.

Il siégeait sur un trône élevé , ayant à sa droite Proserpine. Les dieux des fleuves infernaux , l'Achéron , le Cocythe , le Phlégéon , le Palus , le Styx , étaient placés sur des sièges inférieurs ; devant eux siégeaient les trois juges , Minos , Eaque et Rhadamante ; à leur droite , on voyait les trois Parques , à leur gauche , les trois Furies.

Les ombres sorties de l'Elysée parurent les premières ; parmi les anciennes , on remarquait Louis XII et Henri IV ; parmi les modernes , la reine , le roi Stanislas , le Dauphin , le duc d'Orléans , le comte de Clermont et la marquise de Mailly. Les ombres sorties

1774. répondait l'ombre royale. Je regardais la France comme mon héritage, je chargeais mes ministres

du Tartare se placèrent ensuite du côté gauche ; au premier rang paraissaient une foule de princes du sang, de grands seigneurs, des ministres, et les maîtresses de Louis XV ; enfin, aux pieds des trois juges, se trouvaient les hérauts d'armes, les greffiers, les huissiers et les autres suppôts du tribunal suprême des Enfers. Tout le monde ayant pris place, Minos ordonne à Caron de porter au-delà du Styx l'ombre de Louis XV ; elle débarque, le nocher du Styx enchaîne sa nacelle, et l'audience commence.

PLUTON.

Peuple français, princes, magistrats, pontifes, guerriers, ministres, et vous tous ici assemblés, voilà votre roi ; si la crainte vous avait empêchés de parler, si la passion vous en avait fait trop dire, réformez vos dépositions. Voici le moment de la vérité. Vous, Minos, Eaque et Rhadamante, juges inflexibles de ma cour, interprètes de mes volontés, commencez vos fonctions.

MINOS.

Approchez, ombre de Louis XV, écoutez les reproches de votre nation. (Mille voix formant un bruit confus, crient : Qu'il aille au Tartare, qu'il soit puni des supplices destinés aux mauvais rois).

Vous l'entendez ; que répondez-vous à ces acclamations ?

LOUIS XV.

Juges suprêmes des Enfers, n'en croyez pas les cla-

de la gouverner. Jupiter n'a pas établi les rois pour se tourmenter et se rendre plus malheureux que

1774.

meurs de ce peuple volage et insensé. Aveugle dans son amour comme dans sa haine, il est sans cesse en contradiction avec lui-même ; ne m'a-t-il pas donné le titre de *Bien-Aimé* ? J'en appelle d'ailleurs à toutes les statues qu'il m'a érigées ; lisez les inscriptions dont elles sont chargées, ce sont les témoignages de l'amour le mieux mérité ; enfin, voulez-vous des aveux moins suspects, faites-vous représenter les remontrances de mon parlement qui m'ennuyaient si fort ; tout en me disant les vérités les plus dures, il ajoutait que j'étais le meilleur et le plus chéri des rois.

EAQUE, entouré de papiers.

Rien n'est plus vrai : Louis, il y a trente ans, pensa descendre chez les morts ; vous seriez surpris des extravagances des Français dans leur douleur et dans leur joie ; depuis lors ce prince a été nommé le *Bien-Aimé* ; tous les almanachs l'attestent ; des statues élevées dans les grandes villes l'attestent aussi ; quant aux remontrances des parlemens elles ne sont pas louangeuses, mais les expressions citées par l'accusé sont littérales.

RHADAMANTE, non moins entouré de paperasses.

Tout cela ne signifie rien ; le Français, tourmenté du besoin d'aimer, cherchait une idole dans son roi, il lui prodiguait les marques de sa tendresse sans qu'il les eût méritées, et ce prince a tout fait pour s'en

1774. le plus vil manouvrier. Il a créé au contraire les sujets pour eux, et leur a imposé le devoir de sa-

rendre indigne ; c'est ce que prouvent les mémoires du temps , les épigrammes , les vaudevilles qu'on m'a fournis et dont il m'arrivé chaque jour de nouveaux paquets. A l'égard des statues , ces monumens de l'adulation sont devenus une mode en France. Louis XII n'a jamais eu de statues ; les éloges données à Louis dans les remontrances des parlemens sont des tournures oratoires pour faire passer le tableau effrayant des injustices , des vexations , des horreurs de son règne.

MINOS.

C'est par vos actions qu'il faut vous justifier. Qu'avez-vous fait pour rendre votre peuple heureux ?

LOUIS XV.

Ce n'était pas mon affaire , mais celle de mes ministres. Jupiter n'a point établi les rois pour se tourmenter ainsi , et se rendre plus malheureux que le plus vil manouvrier ; il a créé au contraire leurs sujets pour eux , il leur a imposé le devoir de concourir sans cesse à satisfaire les vœux de leur monarque et à fournir à leurs plaisirs.

PLUTON *en fureur.*

Quel abominable blasphème ! Furies , flagellez cet impie qui calomnie le souverain des dieux. *On le flagelle , puis on continue.*

MINOS.

Sachez , ombre malheureuse , que Jupiter a créé

tisfaire à leurs vœux. Voilà ce que les prêtres eux-mêmes m'ont toujours appris. Je ne voulais ni

des hommes avant que de créer des rois, que les hommes ont choisi des rois pour les gouverner, à condition qu'ils prendraient pour leur compte les travaux, les peines, les fatigues, et qu'ils procureraient aux autres le repos, l'abondance et le bonheur.

LOUIS XV.

J'ai toujours ignoré tout cela; je regardais la France comme mon domaine; je ne voulais point figurer, point représenter; nul bruit, nul éclat, nul fatigante renommée; de la tranquillité, de l'argent et des femmes, c'est tout ce que je demandais à mes sujets; j'étais comme un bon gentilhomme dans sa terre, qui boit, mange, chasse, coupe des bois quand il a besoin d'argent, et laisse faire du reste ses fermiers, son procureur fiscal, son curé même, pourvu qu'il ne l'oblige pas d'aller à confesse.

MIÑOS.

Quoi ! tu oses faire à Jupiter l'outrage de prétendre qu'il a créé vingt-cinq millions d'hommes pour tes menus plaisirs !

LOUIS XV.

Au reste, je n'eus jamais le cœur mauvais; j'aurais été assez disposé à contribuer au bonheur de mon peuple, si cela eût dépendu de moi; mais j'étais absolument incapable de la moindre application; ce n'est pas ma faute, mais celle de mon éducation. Roi à

1774. figurer, ni représenter. Nul bruit, nul éclat, point de fatigante renommée, de la tranquillité, de l'ar-

cinq ans, reje ton précieux d'une race auguste, qu'on ne voulait pas laisser éteindre, on a craint dans mes jeunes années de me fatiguer par le travail; mes organes se sont accoutumés à l'inertie, il m'a été impossible, dans la suite, de soutenir la moindre contention d'esprit.

MINOS.

Quand on n'est pas en état de remplir les fonctions royales, il faut les abdiquer.

LOUIS XV.

Vraiment j'en ai été tenté, et si j'eusse été sûr d'être bien payé, et si l'exemple de Charles-Quint ne m'avait effrayé, j'en eusse fait la folie; cependant les interprètes du ciel troublaient ma conscience; ils me disaient que Jupiter m'avait fait roi et que je devais rester à mon poste; enfin le plus habile ne peut gouverner un grand état par lui-même, et pourvu qu'on ait de bons ministres...

MINOS, *après avoir pris les ordres de Pluton.*

Sans doute: mais ce chapitre nous mènerait trop loin, un grand nombre d'autres ombres doivent être expédiées. Caron, remettez Louis XV à l'autre rive du Styx, et conduisez ici les ombres qui attendent leur jugement.

Ici finit la première session; la seconde roule sur les ministres. Minos reproche à Louis XV ses mau-

gent et des femmes ; voilà tout ce que je demandais à mes sujets. J'étais comme un bon gentil-

vais choix ; pour preuve il fait paraître tous ses ministres descendus chez les morts ; tous sont dans le Tartare , même le cardinal de Fleuri. Le monarque s'excuse sur la persuasion où il était qu'il n'existait aucun honnête homme à sa cour. Minos lui dit qu'il fallait chercher des ministres ailleurs.

LOUIS XV.

Et où chercher plus bas que n'étaient Berryer, Laverdy, Terray, Bertin ? M'en suis-je mieux trouvé ? Je rougissais de ces personnages qui s'approchaient de moi. L'un menait ma marine comme la police de Paris ; il n'était entouré que de délateurs et d'espions. L'autre gérât les finances comme le comptoir de son beau-père , et ne savait rien voir en grand. Le troisième , plus homme de tête , n'était qu'un scélérat consommé : vingt fois résolu de le renvoyer , je le gardais de peur que les finances qu'il avait embrouillées à dessein ne s'écroulassent avec lui ; il me prenait par mon faible ; il me promettait de ne point déclarer la banqueroute tant qu'il resterait en place. M'en voilà tiré ! mon successeur fera comme il pourra.

MINOS.

Monarque pusillanime , cette apathie est un crime des plus condamnables dans un prince , elle renferme tous les autres crimes ; un roi devient responsable de tous les maux qu'il a tolérés , tandis qu'il devrait veiller à les faire disparaître ; au moins si manquant de

1774. homme dans sa terre, qui chasse, boit, mange, coupe des bois quand il a besoin de fonds, et laisse faire ses fermiers, son procureur fiscal, son curé mé-

discernement nécessaire pour choisir de bons ministres, tu avais eu le courage d'en faire pendre quelques-uns des mauvais, cet acte de justice pourrait t'excuser.

LOUIS XV.

Cela prouve l'excellence de mon cœur; je ne voulais faire de mal à personne.

MINOS.

Cela prouve que tu n'avais aucune sensibilité, nulle notion de l'art de gouverner les hommes.

La troisième séance roula sur les châtimens et les récompenses que Louis XV avait décernés sous son règne. Dans la quatrième, il fut question des guerres et des traités de paix.

MINOS.

Si tu avais puni un Soubise, un Maillebois, un d'Aché, un Conflans, et tant d'autres, la France n'aurait pas à te reprocher d'avoir fini la guerre la plus ruineuse pour la monarchie par un traité plus humiliant que ceux du roi Jean et de François I.^{er}

Les impôts furent la matière de la cinquième session; la discussion prouva que Louis XV avait mis plus d'impôts sur ses sujets que ses soixante-cinq prédécesseurs ensemble.

La sixième session traita de la justice distributive.

me, parce qu'il ne l'oblige pas à faire ses Pâques ». 1774.

L'amour du pouvoir sans limites est le vice

MINOS.

Si jamais tu devais faire un exemple, c'était dans la personne du duc d'Aiguillon.

LOUIS XV.

Mais j'en ai eu l'envie, j'ai tenu ma cour des pairs dans cette intention.

MINOS.

L'oses-tu dire ? crois-tu en imposer à Pluton qui lit dans le fond de ton cœur ? tu avais bien moins le désir de punir que de prendre une tournure pour faire regarder le coupable comme innocent.

LOUIS XV.

Il était de la politique d'apaiser les troubles de la Bretagne par cette justification éclatante.

MINOS.

Tu compris que la procédure allait tourner à ta confusion ; alors entrant à main armée dans le sanctuaire de la justice, moins en roi qu'en brigand, tu vins enlever des dépositions alarmantes pour ton favori, et par cette expédition qui te rendit la fable de tes sujets, tu crus avoir jeté un voile impénétrable sur tant d'iniquités, dont quelques-unes mêmes ne s'étaient pas commises sans ton aveu. Voilà cette procédure énorme, Rhadamante l'a visitée.

RHADAMANTE.

Oui, c'est un amas d'atrocités qui fait frémir.

1774. de la faiblesse. Louis XV tenait plutôt le désir du pouvoir despotique d'un instinct secret, que de ses

LOUIS XV.

Mais , enfin , n'avais-je pas le droit de faire grâce à un coupable ?

MINOS.

Ce droit ne t'appartenait qu'après que la sentence aurait été prononcée ; tu ne pouvais même faire grâce à un coupable de cette espèce , sa punition était due à tous les infortunés écrasés par son despotisme , à ceux qui gémissaient dans les fers ou dans l'exil , à une infinité de familles ruinées par ses vexations ; au moins si , cherchant à éteindre des haines multipliées qu'il avait allumées , tu avais rendu une éclatante justice aux victimes de ses vengeances ; mais elles restaient dans les prisons tandis que leur oppresseur brillait à ta cour.

Le septième interrogatoire roula sur les maîtresses de Louis XV.

Ce prince parut entouré de toutes ses maîtresses connues et inconnues. La marquise de Mailly , seule du côté droit , les yeux en larmes , s'écrie : « Ombre trop chère , c'est donc pour la dernière fois qu'il m'est permis de te voir ! Nous allons donc être séparés à jamais. Tant que tu as vécu , ombre infortunée , je m'étais flattée que , revenu de tes égaremens , rendu à tes devoirs et à ton peuple , tu mériterais enfin le titre de *Bien-Aimé* qu'il t'avait donné , et que tes vertus royales feraient pardonner tes premières faiblesses ; ton souvenir altéra toujours mon bonheur dans l'Ely-

réflexions. Ses courtisans, fomentant dans son ame cet instinct secret , étaient assurés de le diriger au 1774.

sée. Je t'aimais sur la terre, je t'aime encore: que ne m'est-il permis de te suivre au Tartare, et d'y adoucir tes maux !...

MINOS. *L'interrompant.*

Retirez-vous, ombre trop sensible, épargnez à vos oreilles le récit des turpitudes que nous allons dévoiler.

La duchesse de CHATEAUX-ROUX.

Pour moi, qu'il a si vilainement abandonnée et fait périr ensuite, je vais repaître avec plaisir mes yeux de ses souffrances ; ce spectacle diminuera les miennes.

La marquise de POMPADOUR.

Et moi, que ne puis-je lui faire éprouver le supplice de Tythie ? Le perfide , qui , lorsqu'on emportait mon cadavre sur une civière du château de Versailles, le contemplant de sang-froid.

LOUIS XV.

La malheureuse qui m'a rendu vil comme elle, qui, pour mieux me maîtriser, m'a plongé dans la mollesse, dans une vie crapuleuse, et a privé mon ame de tout son ressort, de toute son énergie.

POMPADOUR.

C'est que votre ame n'avait ni énergie, ni ressort ; j'aurais été une Agnès Sorel si j'eusse trouvé en vous un Charles-le-Victorieux ; mais le désir de la gloire pouvait-

1774. gré de leurs caprices. Le cardinal de Fleuri connaissait parfaitement la pente de l'ame de son élève..

il vous enflammer ? Il m'a fallu vous prendre comme vous étiez , en tirer le meilleur parti que j'ai pu , et gouverner pour vous , puisque vous n'aviez pas la force de gouverner vous-même.

LOUIS XV.

Vous l'entendez , Minos , au moins toutes les sottises faites en mon nom de son vivant roulent sur son compte.

POMPADOUR.

Point du tout , il faut m'attribuer le peu de bien que vous avez fait , et quant au surplus , c'est ce que je n'ai pu empêcher. Voyons d'ailleurs , que me reprochez-vous ?

LOUIS XV.

De m'avoir enlevé le seul ministre qui me convint ; il a fallu vous le sacrifier.

POMPADOUR.

Bon , le comte de Maurepas qui faisait des chansons au lieu de remonter la marine.

LOUIS XV.

Il ne pouvait la remonter sans argent , mais il la maintenait du moins ; quant aux chansons , cela m'était indifférent.

POMPADOUR.

Soit , mais il fallait du moins qu'il n'en fit pas contre moi. Au surplus , je vous ai donné bien

Il

Il lui inculqua la seule politique à laquelle il fut fidèle durant son règne ; c'était , comme je l'ai ob-

1774.

bien d'autres ministres qui valaient mieux que lui : Machault, Bernis, Choiseul.

MINOS.

En voilà assez , madame (et se tournant ensuite vers une foule de jolis minois). Et vous , mesdames , qu'avez-vous à déposer pour ou contre Louis XV ?

TOUTES ENSEMBLE.

Nous sommes du Parc aux Cerfs, nous n'avons d'autres choses à lui reprocher que de nous avoir donné beaucoup de peine et peu de plaisir ; mais il nous a bien payées : excepté moi , s'écrie une villageoise le visage couvert de pustules.

MINOS *avec horreur.*

Quel monstre !

LA VILLAGEOISE.

C'est lui qu'il faut appeler ainsi. J'étais malade de la petite vérole ; on m'enlève malgré moi pour me mettre dans sa couche ; on me livre à sa lubricité , et je meurs victime de mon obéissance.

LOUIS XV.

J'en suis bien puni.

MINOS.

Tant de luxure , d'infamie et de prostitutions ne seraient rien , si , entraîné par la fougue de ton tempérament , tu avais au moins couvert ces ordures du

Tome X.

23

1774. servé, d'entretenir constamment à sa cour plusieurs partis contraires. Ils se surveillaient mutuel-

voile du mystère ; si respectant les mœurs au sein de tes désordres , tu n'avais pas consacré tous les crimes par ton exemple , l'inceste , l'adultère , le rapt , le viol ; si , enfin , portant le scandale au plus haut période , tu n'avais choisi une maîtresse dans la fange de la débauche , tu n'avais employé les trésors de l'état à lui procurer des somptuosités qui convenaient à peine à une reine , et tu n'avais fait dépendre le sort de tes sujets des caprices de cette folle.

LOUIS XV.

Mais elle m'amusait , elle était nécessaire à mon existence ; je serais péri d'ennui sans cette ressource ; il fallait bien que mon peuple se sacrifiât pour moi.

MINOS.

Cela n'était nullement expédient ; ton peuple était fatigué , excédé de ton règne , il ne respirait qu'après le moment d'être délivré d'un prince , son fléau le plus cruel.

LOUIS XV.

Mais il était essentiel du moins que mon successeur eût le temps de se former.

MINOS.

Nous verrons comment tu formas tes enfans.

Ici se termine la septième session , et commence la huitième , dont l'objet fut d'examiner de quelle manière Louis XV vivait dans l'intérieur de sa famille ,

lement. Une de ces factions devenait-elle dangereuse , le roi inclinait la balance du côté d'une au-

1774.

le chagrin qu'il causait à la reine , la mauvaise éducation qu'il procurait au dauphin et à ses enfans , les exemples effroyables qu'il leur donnait. L'article de la mort de son fils unique y était vigoureusement traité ; on lui reprochait , non seulement de l'avoir fait périr , mais d'avoir fait subir aux trois enfans de ce prince , par le conseil de Choiseul , une opération cruelle qui devait les rendre incapables d'avoir jamais de la postérité.

La neuvième session traita des devoirs du monarque envers les dieux.

LOUIS XV.

Au moins je n'ai rien à me reprocher sur cet article , le plus important , sans lequel toutes les vertus ne sont rien , à ce que j'ai appris des prêtres , et avec lequel on répare toutes ses erreurs. Je n'ai jamais douté de l'existence des dieux. Malgré la philosophie contagieuse qui gagnait jusqu'aux monarques , j'ai resté ferme dans ma foi ; j'ai toujours soumis aux dieux ma couronne , j'ai répété sans cesse , de la manière la plus authentique , que je ne la tenais que d'eux.

Je n'ai pas manqué de prier les dieux régulièrement trois fois par jour ; j'ai , dès ma plus tendre jeunesse , édifié mes sujets par mon assiduité dans les temples ; je connaissais tous les rites de la liturgie ; j'étonnais les pontifes par mes profondes connaissances en ce genre. Mon respect pour Jupiter s'éten-

1774. tre cabale. Elle s'élevait, prenait de la consistance, renversait celle qui dominait précédemment ; elle

daît sur ses ministres : si j'ai montré quelque fermeté, c'est quand on a voulu les troubler dans l'exercice de leurs fonctions. Malgré le besoin que j'avais de mes parlemens, j'ai mieux aimé que mes sujets fussent sans juges que sans prêtres.

En vain Voltaire a-t-il voulu me séduire par ses louanges, je l'ai constamment écarté de ma capitale ; je l'aurais volontiers fait brûler, lui ou quelque autre philosophe, s'il s'était pu trouver des preuves suffisantes ; il ne me manquait peut-être que cette bonne action pour rendre ma conscience parfaitement nette à cet égard.

MINOS.

Je vois par cet aveu que tu joignais l'esprit le plus faible au cœur le plus corrompu. Tu croyais à Jupiter ; quelle idée en avais-tu ? Tu le prenais sans doute pour un être indolent qui s'embarrassait peu des affaires des mortels, ou pour un être injuste qui livrait à ta discrétion des millions d'hommes, ou pour un être cruel qui jouissait de leur malheur et de leurs souffrances ?

LOUIS XV.

Non, je le regardais comme un être qui permettait les malheurs publics pour éprouver les vertus et pour punir les crimes des hommes ; au surplus, je sentais bien que je ne faisais pas exactement ce que j'étais tenu de faire.

s'écroulait ensuite sous les coups d'un nouveau parti favorisé successivement par le monarque. 1774.

MINOS.

Comment ? tu faisais, au contraire, tout ce qui devait déplaire aux dieux , et les irriter contre toi. Ce n'est pas dans de vaines cérémonies, dans des pratiques minutieuses que consiste l'hommage qu'on leur doit ; on honore les dieux en les imitant.

LOUIS XV.

Aussi les imitais-je en bien des choses, dans leur clémence , par exemple.

MINOS.

Tu usais de clémence , parce que tu n'avais pas le courage de punir. Apprends que la clémence n'est une vertu dans un roi que lorsqu'elle s'exerce envers un coupable avec l'espoir fondé qu'il ne le deviendra pas une seconde fois. La bonté consiste à se priver d'une jouissance pour la procurer à un autre ; toi , tu donnais les trésors de l'état, et jamais les tiens , tu conservais ton pécule avec une avarice sordide.

LOUIS XV.

Enfin, quand j'aurais eu tous les vices et nulle vertu, grâce à l'indulgence des dieux , j'ai eu le temps de me repentir ; je leur ai demandé pardon , j'ai promis de me conduire mieux , s'il leur plaisait de me rendre la santé ; j'ai rempli toutes les formalités instituées par la religion pour ces derniers momens. Muni d'une absolution en règle, j'espère que vous allez m'ouvrir l'Elysée.

1774.

Ces variations périodiques fournissaient à Louis XV la conviction intime de la bassesse de ses courtisans. Au sein de la cour la plus tranchante, la plus astucieuse, la plus immorale, Louis XV était persuadé qu'un honnête homme refuserait de venir à la cour, ou que, s'il y paraissait, on le forcerait bientôt à se retirer. Regardant les plaies de l'état comme incurables, il confiait indifféremment son autorité chancelante aux hommes poussés par l'intrigue auprès de lui. Cette autorité, sous le rapport des relations extérieures, était tombée dans un tel état d'avilissement, qu'en 1772 ayant ordonné d'armer dans Toulon une escadre dont le but était d'arrêter l'invasion qu'une flotte russe méditait sur la Méditerranée contre la Turquie et la Grèce, la cour de Londres lui ordonna de désarmer. Au mépris de la gloire et de l'indépendance de la nation française, Louis XV obéit à cette insultante sommation. L'orgueilleux cabinet de St.-James, peu content de ce triomphe de l'au-

MINOS.

Pas encore aujourd'hui. A demain ton jugement.

La dernière session fut la récapitulation de toute la vie de Louis XV. Rhadamante lut la liste de ses crimes, Eaque cherchait en vain à les atténuer ; en vain il mit sous les yeux de Minos quelques bonnes actions, ce dernier prononça le jugement ; Pluton le confirma.

dace sur la faiblesse , ordonna à une frégate de veiller elle-même au désarmement de la flotte française. La frégate anglaise entra dans la grande rade de Toulon , s'y mit en station et ne se retira qu'après l'entier désarmement , sans que le conseil de Versailles parût se ressentir d'un si sanglant outrage.

Louis XV , sans cesse effrayé par la vacillation d'un gouvernement sans nerf et sans boussole , fut sur le point d'abdiquer la couronne dans la vue de se livrer sans réserve à son goût pour la solitude. On aurait vu à Versailles le renouvellement de l'exemple donné dans ce siècle par Philippe V à Madrid , et par Victor Amédée à Turin , si les dégoûts dont furent abreuvés les deux princes descendus du trône n'avaient averti le monarque français que cette démarche était incompatible avec l'entière assurance de ses jouissances personnelles.

Les rênes de l'état continuèrent de flotter dans les débiles mains de ce prince vieilli avant le temps , autant par l'effet d'une noire inquiétude , que par les orgies crapuleuses dans lesquelles vainement il cherchait à les noyer. Au moment où il descendait dans le tombeau de ses ancêtres , l'expérience de plus d'un demi-siècle lui montrait de loin la révolution amenée en France par la marche des choses ; il prévoyait la chute de son successeur.

FIN DU TOME DIXIÈME.

Pour donner une idée de la manière dont les courtisans s'y prenaient dans les petits soupers de Choisy, pour faire agréer à Louis XV les choix qu'ils avaient faits, voici une anecdote peu connue, que j'ai entendu conter au duc d'Ayen.

En 1764, on proposa au duc de Choiseul d'établir dans le continent de l'Amérique, sous le superbe nom de France équinoxiale, une population nationale, capable de résister par sa masse aux attaques étrangères. Cet établissement devait être formé dans la Guiane; le principal auteur de ce projet était Turgot, frère de l'intendant de Limoges, que nous avons vu contrôleur-général. Le chevalier Turgot devait diriger cette entreprise, fruit de ses combinaisons; l'embarras était d'y faire consentir le roi. Personne à la cour ne connaissait le chevalier Turgot. Il parlait au duc de Choiseul de ses plans, de ses projets..... « Mais, monsieur, lui disait le duc, vous voulez être gouverneur de la Guiane? Avez-vous été présenté au roi? — Moi! jamais, Dieu merci; c'est la ressource des gens incapables du moindre effort par eux-mêmes. — Soit; mais le roi vous connaît-il? — Je l'ignore; né sans ambition, uniquement occupé des moyens d'être utile à ma patrie quand elle aura besoin de mes services, je passe la plus grande partie de ma vie dans une campagne, où je suis plus heureux peut-être que Louis XV au milieu de sa cour. — Quant à cela, vous pouvez le croire, je ne connais personne qui s'ennuie autant que le roi; mais, malgré sa philosophie, on peut

quelquefois se montrer à la cour. — Je viens quelquefois à Paris. — Qu'y voyez-vous ? — Je vais chez Ronelle, Jussieu, Cadet, Marquer. — Ce n'est pas cela que je vous demande ; quels ministres connaissez-vous ? — Depuis que les femmes les font et les défont , je n'en connais aucun. — A la bonne heure ; mais en fait de seigneurs de la cour ? — Tous ignorans , tous fripons , tous égoïstes , qui ne savent que faire des dettes , vivre dans le désordre , et tromper le roi. — Cela est à peu près vrai ; voyons , il faut que je vous mette sous les yeux du roi à mon premier travail. — Ce c'est pas la mer à boire. — Non ; mais il n'aime pas qu'on lui propose quelqu'un dont il n'ait jamais entendu parler ; son amour-propre en souffre. — Eh bien ! comment faites-vous , M. le duc , quand cela arrive ? Nous nous aidons ; par exemple , veut-on procurer un régiment , un évêché , un vaisseau , un gouvernement à un sujet ; le plus souvent qui en est indigne ? moi ou tout autre , nous entretenons le roi de la famille dont le nom doit être mis sous ses yeux. Le monarque dit ensuite à ceux qui lui en parlent : Je le connais : bonne famille , de la réputation , gens distingués , et le voilà content , oui , vraiment content. — Pourquoi ? M. le duc. — Parce qu'on lui a présenté des noms qui ne sont pas tout-à-fait neufs pour lui. — Je ne me serais pas attendu à cela ! — C'est que vous ne connaissez pas les cours ; presque tous les rois sont de même , ils ne veulent rien faire et avoir l'air de savoir tout. — Je trouve cela fort bien , M. le duc ; mais comment ferez-vous pour moi ? — Ma foi , je suis assez embarrassé ; quel diable aussi..... Quoi ! vous ne con-

naissez pas une ame ? — A propos , je me rappelle qu'à Saint - Germain je connaissais le jardinier du duc d'Ayen. — Eh ! mon Dieu ! que ne me le dites-vous dono ! — A Trianon , je connais aussi.....— Non , non , Saint-Germain , le duc d'Ayen , j'ai votre affaire , je vous manderai.

Trois semaines s'écoulent après cette conversation singulière; Turgot croyait son affaire manquée, lorsque le duc de Choiseul lui écrit de venir à Versailles pour être présenté au roi. — Je croyais, M. le duc, que vous m'aviez oublié. — Non , mais il m'a fallu du temps pour circonvénir. — Comment avez - vous fait ? — Le duc d'Ayen m'a dit qu'il ne vous connaissait pas ; mais , quand je lui ai parlé de son jardinier , de ses plantes dont il est fou , de vos vues et de vos projets , il m'a compris. — Qu'a-t-il donc fait ? — Je n'en sais rien ; mais il me dit avant hier que je pouvais sans crainte vous présenter. J'allai hier au travail ; le roi me dit qu'il vous connaissait. Vous serez bien reçu.

Turgot , émerveillé , suit le duc ; on le fait entrer dans les appartemens. Le roi passe en allant à la messe , et dit au duc : « Ah , ah ! voilà le chevalier Turgot ; du génie , des vues et des idées neuves. — Sire , c'est le gouverneur de la France équinoxiale que j'ai l'honneur de vous présenter. Le monarque sourit , tourne le dos et fait signe au ministre de le suivre.

Le nouveau gouverneur , rayonnant de gloire , n'oublia pas que le duc d'Ayen lui avait procuré l'avantage d'être connu du roi. Il va le remercier aussitôt. « J'ignorais , M. le duc , les obligations que je vous ai. M. de Choiseul m'en a instruit ; j'en suis

d'autant plus flatté, que, n'ayant pas l'honneur d'être connu de vous, j'avais moins de droit de mériter votre estime. — Ah ! ah ! vous descendez de là-haut ? — Oui, M. le duc. — Avez-vous salué le roi ? s'est-il fait expliquer vos projets ? — Je ne sais pas ; mais il est venu à moi, m'a nommé, m'a reconnu ; cela est extraordinaire, car il ne m'avait jamais vu. Il faut que vous ayez parlé de moi avec toutes sortes de bonté. Au lieu de passer droit sans regarder, comme on dit que c'est son usage, son abord a été très-gracieux. — Je savais bien que le roi vous reconnaîtrait, car je lui avais dit que vous étiez borgne. Turgot fait la grimace. Le duc répare sur-le-champ son épigramme, en ajoutant : Je l'ai entretenu de votre personne et de votre génie. — C'est donc pour cela que j'ai entendu ces mots : du génie, des idées neuves. Turgot détaillait tous ses plans, persuadé que, d'accord avec le duc de Choiseul, le duc d'Ayen les avait exposés au roi ; il concluait toujours par de grands remerciemens.

Oui, reprit le duc d'Ayen, ennuyé des longs raisonnemens de Turgot, je saisis, la semaine passée, le moment de parler de vous au roi ; c'était à Choisy, pendant le souper. Un des convives me demanda un filet de faisan à la tartare, et en fit l'éloge ; le roi demanda l'autre filet : l'idée me venant de lui parler de vous, je lui dis que j'en avais mangé accommodé à la turque. « — Où ? me demanda le prince. — Chez mon frère, à Saint-Germain ; c'est le chevalier Turgot, homme de mérite et à grandes vues, qui en avait donné la recette à mon

jardinier; mon cuisinier a fort bien réussi. — J'en veux avoir, répondit le roi. » On manda un cuisinier pour donner des ordres : le roi a sans doute oublié tout cela; mais lorsque M. le duc de Choiseul vous a proposé pour gouverneur de la France équinoxiale, il s'est souvenu de ce que je lui avais dit de vous, et j'étais assuré qu'il vous recevrait bien.

Le pauvre Turgot ne savait à quelle sauce manger ce poisson; embarrassé, honteux, rougissant et pâlisant tour à tour, il balbutiait. « Eh quoi ! lui dit le duc, vous êtes étonné? — Mais on le serait à moins. — Je vois que vous êtes tout neuf; cependant, à votre âge, on devrait avoir quelque expérience : tous les jours nous rendons de ces services aux ministres. Le roi veut connaître les noms de ceux qu'on lui propose pour remplir les places; il faut bien le mettre à son aise. Je suis heureux d'avoir contribué à votre satisfaction. » Il le conduisit poliment à la porte.

Cette intrigue dévoile mieux que de longs raisonnemens le caractère de Louis XV, la manière dont les affaires se traitaient à sa cour, et les secrets ressorts dont le jeu mettait toutes les places à la disposition des courtisans qui gouvernaient le royaume sous le nom d'un prince indolent.

Lettre écrite à Versailles par DAMIENS. Pag. 39
de son procès.

Sire, je suis bien fâché d'avoir eu le malheur de vous approcher ; mais, si vous ne prenez pas le parti de votre peuple, vous, monsieur le Dauphin et quelques autres périront. Il serait fâcheux qu'un aussi bon prince, par sa trop grande bonté pour les ecclésiastiques, ne soit pas assuré de sa vie. Par malheur pour vous que vos sujets ont donné leur démission. L'affaire ne provenant que de leur part, l'archevêque de Paris est cause de tout le trouble, par les sacrements qu'il a fait refuser.

Après le crime cruel que je viens de commettre contre votre personne sacrée, l'aveu sincère que je prends la liberté de vous faire, me fait espérer la clémence des bontés de Votre Majesté.

DAMIENS.

Post-script. Chagrange, Baisse de Lys, Lambert, de la Guyomie, de Vieux, Massi, et presque tous. Il faut qu'il remette son parlement, et qu'il le soutienne avec promesse de ne rien faire aux ci-dessus et compagnie. Paraphé, *ne varietur*, suivant et au désir de l'interrogatoire de ce jour, 9 janvier 1757. Signé *Damiens*.

J'ai parlé du Parc aux Cerfs. — On ne saurait se faire une idée de la scélératesse employée par les fournisseurs pour entasser de jeunes filles dans ce repaire du libertinage. Les anecdotes, recueillies à ce sujet par les contemporains, formeraient plusieurs volumes. Je n'en rapporterai qu'une seule dont j'ai été témoin.

La femme d'un militaire, demeurant au Marais, eut une faiblesse pendant l'absence de son mari, une fille fut le fruit de ce moment d'erreur; née avant le retour de l'époux, il fut facile à la mère de voiler un mystère dont la connaissance eût été aussi fatale au repos du mari qu'au sien. La tendresse maternelle est industrieuse. Les deux époux se promenaient un jour dans le jardin de l'hôtel Soubise. Un jeune enfant, abandonné à l'âge de deux ans, attendrissait tous les promeneurs par son cri de désespoir. Le cœur du militaire fut ému; il n'avait point d'enfants, il propose à sa femme de se charger de celui que le sort leur envoyait; on sèche les pleurs de l'enfant par des caresses.

C'était une fille, elle crut en beauté; l'éducation la plus soignée augmenta les charmes de sa figure. Une revendeuse à la toilette venait dans cette maison: on sait que les calculs des femmes de cette profession ont rarement les vertus pour base; elle se trouvait en liaison avec le peintre Boucher qui succéda en 1776 au célèbre Charles Vanloo à la place de premier peintre du roi. Boucher était alors un des proxénètes en sous-ordre qui peuplait à Versailles le Parc aux Cerfs. L'entremetteuse lui vante la beauté de la jeune personne, le peintre s'enflamme: la difficulté était de

pénétrer chez le militaire ; l'entremetteuse se charge de l'aplanir ; elle parlait du talent de la peinture , la mère qui ne perdait aucune occasion d'augmenter l'éducation de sa fille voulut qu'elle apprît à peindre ; on propose Boucher , il est accepté.

Le plan de cet homme est bientôt formé ; il épie l'instant où le maître et la maîtresse de la maison sont dehors pour se présenter en voiture à la porte ; il feint d'avoir quelque chose d'important à leur communiquer ; on lui dit que mademoiselle est seule au logis ; il fait l'homme singulièrement pressé , il n'a qu'un mot à lui dire pour ses parens. On l'avertit , elle descend sans défiance , c'est son maître de peinture ; elle paraît , la portière s'ouvre , un domestique affidé la jette dans la voiture. En vain elle appelle du secours , le carosse vole , écrase tout sur la route et ne s'arrête qu'à Versailles.

La mère rentre ; sa fille est enlevée ! Hommes sensibles , jugez de sa douleur , qu'elle ne peut épancher dans le cœur de qui que ce soit ! il faut qu'aux yeux de son mari , de ses gens , elle cache l'intérêt le plus cher sous les dehors d'une froide inquiétude que devait causer la fuite d'un enfant élevé par charité. Elle sut bientôt que le peintre Boucher était le ravisseur , il fut sourd à ses larmes déchirantes. Les amis du prince avaient un cœur de fer , et les lois se taisaient devant eux. En vain cette mère infortunée , qui découvrit l'affreux tombeau où sa fille était ensevelie , courut chez les ministres ; on la rebuta partout , l'amère et barbare ironie s'en mêla : « Quand ce serait votre fille , vous ne mettriez pas plus de chaleur à vos démar-

ches, lui dit l'impitoyable Saint-Florentin. Monstre ! tu savais qu'une mère embrassait en vain tes genoux : le barbare Boucher avait percé ce mystère. La marchande à la toilette ne s'était pas tue. Que restait-il à cette déplorable mère ? la mort, qu'un désespoir concentré lui procura bientôt.

650615





